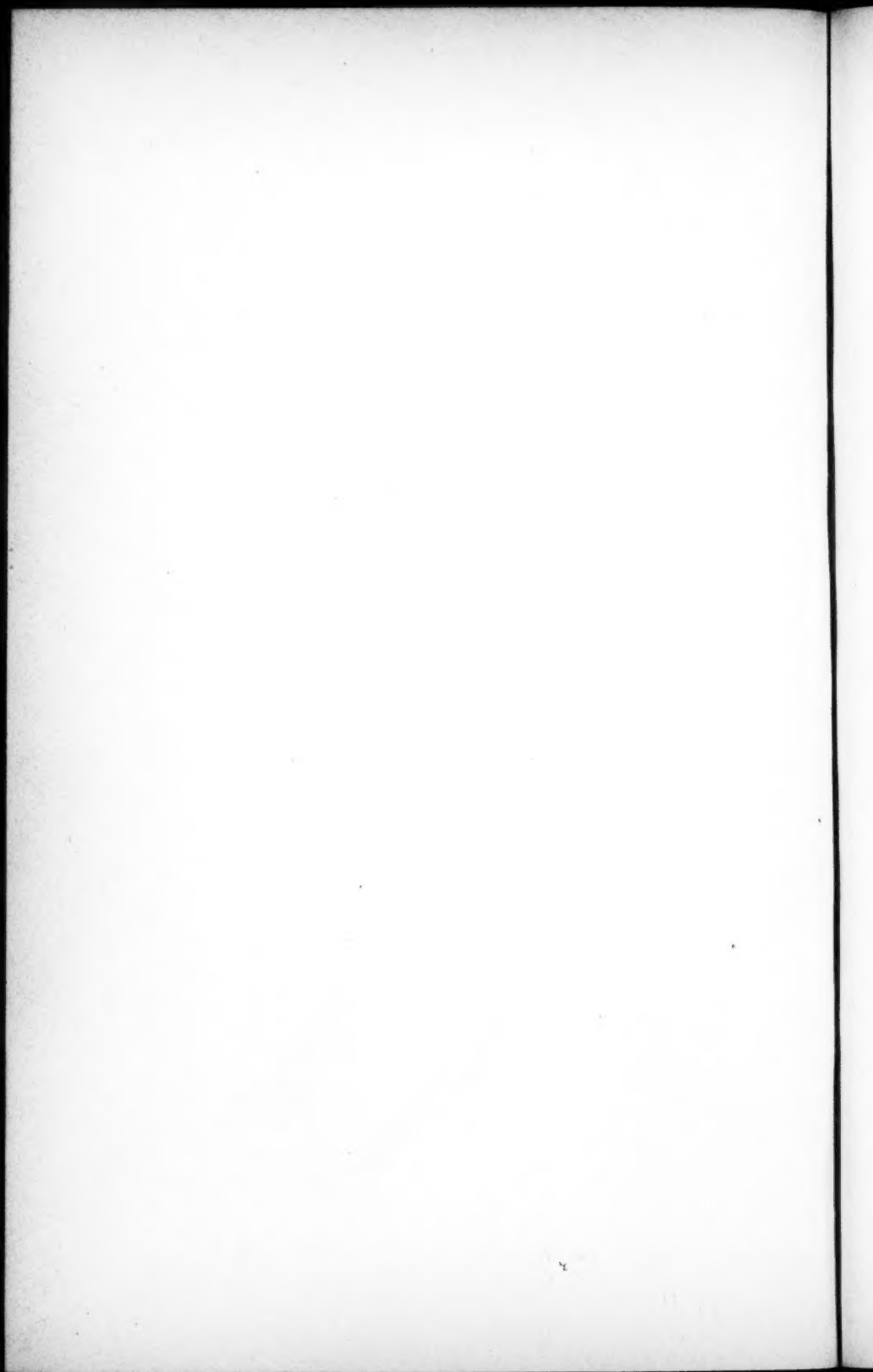


REVUE
HISTORIQUE



117
2520

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, de Orat., II, 15.

TRENTIÈME ANNÉE.

TOME QUATRE-VINGT-NEUVIÈME

Septembre-Décembre 1905.

PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
1905

112.387

~~(Ref. room)~~

~~H~~

~~R3282~~

~~v. 89~~

O

I

.R6

t. 89

1905

JEAN-JACQUES ROUSSEAU

ET

LES AFFAIRES DE GENÈVE.

LA CONDAMNATION.

Parmi les vingt-cinq membres du Petit Conseil qui gouvernait Genève au moment où parurent coup sur coup le *Contrat social* et l'*Émile*, plusieurs étaient des hommes distingués ou même éminents, rompus au maniement des affaires publiques. Tels étaient, entre autres :

Pierre Mussard, syndic pour la troisième fois, professeur honoraire de droit naturel et de droit public, conseiller d'État en 1735, puis secrétaire d'État pendant onze ans. C'est lui qui a négocié avec le gouvernement français la restitution des sommes autrefois prêtées à Henri IV et signé le traité de Turin en 1754¹. Il est, — probablement sans le savoir, — cousin au huitième degré de Rousseau². Grand travailleur et fort instruit, il a donné une preuve certaine de son libéralisme en assistant à une représentation de *Sémiramis* à Châtelaine³.

Michel Lullin de Châteaueux, dix fois syndic, en ce moment Seigneur-Lieutenant. — Il s'est occupé de questions industrielles et agricoles, qu'il a étudiées dans la pratique, sur lesquelles il a publié deux ouvrages estimés. Il a travaillé dans les ateliers, appris dix-huit professions, inventé un semoir qu'il a décrit. C'est un de ces hommes actifs, utiles, entreprenants, dont l'expé-

1. Né en 1690. — Voy. A. de Montet, *Dictionnaire biographique des Genevois et des Vaudois*. Cf. C. Borgeaud, *l'Académie de Calvin*. Genève, 1900, in-4°, p. 512 et suiv.

2. Communication de M. Eug. Ritter.

3. Gaberel, *Voltaire et les Genevois*. Genève, 1857, 2^e éd.

rience et la raison doivent rendre de grands services dans un Conseil. On le compare à Cincinnatus¹.

Jean Cramer, professeur de droit civil et naturel à l'âge de vingt-deux ans. — Il a enseigné avec éclat pendant quinze années, avant de revêtir des fonctions publiques. Sa *Correspondance* avec le sénateur bernois Bonstetten et ses *Memorie recondite* (inédits l'un et l'autre) témoignent d'un jugement très solide et d'un sens politique remarquable en nous renseignant avec précision sur les événements auxquels il fut mêlé².

Jean-Louis Saladin, quatre fois syndic, trois fois premier syndic. — Il a représenté l'électeur de Hanovre à la cour de Versailles, contribué à amener la médiation de 1738, joué un rôle important dans la direction de la Compagnie des Indes, travaillé avec Mussard à la négociation du traité de Turin. C'est l'homme des grandes affaires. C'est en même temps un lettré, qui a fréquenté Montesquieu, le président Hénault, Fontenelle, et même publié en latin une dissertation *De Pluritate mundorum*³.

François-Henri Tronchin, cousin du docteur et du procureur général, moins brillant qu'eux, moins riche aussi, mais dilette intelligent, de beaucoup de clairvoyance, grand ami de Voltaire et, à l'occasion, son homme d'affaires : « Moins un type original qu'un exemplaire assez banal de toute une catégorie de ses contemporains, gens du monde frottés de philosophie, dont l'horizon était limité aux confins de la société très policée, très artificielle dans laquelle ils se mouvaient⁴. »

Jean Jalabert, Français d'origine, tour à tour professeur, pasteur, bibliothécaire, dont l'activité d'esprit abordait toutes les sciences, qui enseigna les mathématiques après la physique, puis la philosophie, fut membre correspondant de l'Académie des sciences de Paris, membre d'autres académies étrangères et publia de nombreux ouvrages scientifiques. Collectionneur en plus, trouvant du loisir pour rassembler des médailles et des curiosités. En ce moment, outre ses occupations personnelles, il surveille l'impression des *Œuvres* du président de Brosses, qui se poursuit à Genève. C'est un esprit très éclairé, très libéral, guidé

1. Né en 1695. — Voy. Senebier, *Hist. litt. de Genève*, III, 173-178; de Montet, *Dictionnaire*.

2. Né en 1701. — C. Borgeaud, *l'Académie de Calvin*, *passim*.

3. Né en 1701. — Voy. Senebier, III, 280-285; de Montet, *Dictionnaire*.

4. H. Tronchin, *le Conseiller François Tronchin et ses amis*. Paris, 1875, in-8°. — Il était né en 1704.

dans ses recherches par un ardent amour de la vérité, très pacifique en même temps, craignant les troubles et cherchant volontiers à les prévenir ou à les apaiser¹.

Jean-Louis Dupan, conseiller déchargé, dont la correspondance avec les époux de Freudenreich, qui se trouve dans les archives du château de Monnaz, nous livre bien des détails piquants sur les polémiques qui allaient bientôt commencer.

Les autres membres du Petit Conseil appartenaient tous à ces familles qui, depuis plusieurs générations, détenaient le pouvoir et se partageaient les fonctions publiques. C'étaient des Turretini, des Pictet, des Fatio, des De la Rive, des Chapeaurouge, des Sartoris, etc. A défaut de ces mérites éclatants qui assurent la survivance des noms, ils possédaient des traditions de gouvernement et l'habitude ancestrale du pouvoir. Nés dans une situation privilégiée, ils avaient la volonté de la conserver à leurs descendants, avec une idée plus forte que juste de leurs droits. Confiants en leurs vertus politiques, ils croyaient sincèrement que l'avenir et le salut de la patrie dépendaient du maintien d'institutions dont ils profitaient autant qu'elles, confondant ainsi, de bonne foi d'ailleurs, les intérêts de leur caste et ceux de la République, à laquelle ils se croyaient indispensables parce qu'ils lui étaient dévoués.

Aussitôt que le Petit Conseil fut averti de la publication du *Contrat social* et d'*Émile*, il décida, dans sa séance du 11 juin 1762, de les faire saisir chez les libraires et examiner par les scholarques².

Cette saisie fut opérée chez les libraires Philibert, Bardin et Gosse par l'auditeur Frédéric-Guillaume Bonet, qui mit la main sur quarante-huit exemplaires des deux ouvrages. Bardin n'avait pas encore reçu ses exemplaires d'*Émile*. Sommé d'informer qui de droit de leur arrivée, il obéit ponctuellement; on ne lui en enleva pas moins ses exemplaires, sans vouloir d'abord l'indemniser³: acte d'arbitraire, dont les adversaires du Conseil devaient plus tard tirer parti. Le 18, sur le rapport de Lullin de

1. Senebier, *Hist. litt.*, III, 126-133; de Montet, *Dictionnaire*; C. Borgeaud, *l'Académie de Calvin*, 568 et suiv. — Jalabert était né en 1712.

2. *Documents officiels et contemporains sur quelques-unes des condamnations dont l'Émile et le Contrat social ont été l'objet en 1762*, recueillis par Marc Viridet, chancelier du canton de Genève. Genève, 1850, in-8°, 72 p.

3. *Tableau historique et politique des révolutions de Genève*, p. 179, note. Cf. Viridet, p. 12.

Châteaueux, le Conseil décide qu'il sera délibéré dès le lendemain « sur ce qu'il y a à faire par rapport aux dits ouvrages et par rapport à l'auteur¹ ». M. Eugène Ritter a retrouvé de curieuses notes, malheureusement trop sommaires, qui furent prises sur cette séance et la suivante par un des conseillers². Ces notes témoignent d'un singulier désarroi. Les deux livres incriminés paraissent remplis de « *principes destructifs de tout gouvernement et de toute religion révélée, ... anarchiques, ... particulièrement dangereux pour le gouvernement de la République*. » On déplore que de pareils principes paraissent « sous le nom d'une personne qui se qualifiait de citoyen de Genève ». On veut « en députer », ou pour le moins « en parler au Résident », et faire arrêter la vente des livres à Coppet et à Nyon, où ils se débitent. On donne l'ordre à Sellon, qui représente la République auprès de la cour de France, de déclarer, s'il entend parler du *Contrat social*, qu'on le désapprouve « à tous égards ». Tout cela pêle-mêle, comme il arrive dans une discussion mouvementée, à bâtons rompus. — Les conclusions que lut le procureur général, Jean-Robert Tronchin, vinrent mettre un peu d'ordre dans ce désarroi³.

Jean-Robert Tronchin⁴ est une grande figure, — une des plus oubliées de cette période, une de celles qu'il est le plus difficile de connaître et d'invoquer en raison même de cet injuste oubli. On vantait alors sa profonde science du droit, on admirait ses rapports, on le comparait couramment à Montesquieu. Ses adversaires lui ont rendu justice : Rousseau l'a combattu à armes courtoises et traité avec égards. D'Yvernois estime que, sur un plus vaste théâtre, « il aurait pu développer son génie de la manière la plus avantageuse pour l'humanité », et le compare « à ces liqueurs spiritueuses qui, manquant d'essor, rompent le vase où elles sont enfermées⁵ ». De fait, il y a dans

1. Viridet, p. 13.

2. E. Ritter, *le Conseil de Genève jugeant les œuvres de Rousseau*. Genève, in-18, 15 p.

3. D'après les *Extraits des registres du Conseil*, ces conclusions furent présentées dans la séance du 19. D'après les *Notes*, elles auraient été lues dans la séance du 18, avant le rapport de Scholarque. La sentence contre le livre aurait été rendue ce jour-là et complétée le lendemain par celle contre l'auteur.

4. Né en 1710. — Voy. Godet, *Hist. litt. de la Suisse française*, p. 256-257 ; Rossel, *Hist. litt. de la Suisse romande*, II, p. 184-186, et le portrait publié dans l'édition illustrée du même ouvrage. Neuchâtel, 1903, in-4°, p. 386.

5. *Tableau historique*, p. 185.

tout ce qui est sorti de sa plume, comme dans ses portraits¹, je ne sais quoi de réservé et d'exceptionnellement distingué, de hautain, de sévère à la fois et d'élégant, qui annonce une rare supériorité. Ses papiers étant égarés, il est difficile d'analyser son caractère avec sûreté. Cependant, parmi les lettres de lui qui se trouvent dans les archives de Bessinges, il en est une qui permet de le classer parmi les esprits élevés, libéraux et sains. Elle est adressée à Jacob Vernet, à propos de la querelle avec Voltaire, dans laquelle un autre Tronchin² était intervenu comme médiateur. L'objet en est le supplice de Servet, dont Voltaire avait traité au ch. 104 de l'*Essai sur les Mœurs et l'Esprit des nations*. Vernet, sans défendre complètement le réformateur, accusait le philosophe de quelques supercheries dans sa manière de rapporter les faits³. Jean-Robert Tronchin prend nettement parti contre le fanatisme, et avec une ardeur, une éloquence qui montrent à quel point il était passionné de tolérance dans les actes publics et de loyauté dans la pensée :

... Vous effacerez tant de nuances qu'il vous plaira de l'action de Calvin, elle restera toujours odieuse... Empêcherés-vous qu'il eût eu des disputes avec Servet, que ces disputes ne l'eussent brouillé avec lui, que cependant il ait été son délateur, sa partie et son juge même, puisqu'il se chargea d'extraire des ouvrages de Servet les propositions qui devoient le conduire au bûcher? Si un Jésuite brouillé avec un Janséniste, pour quelques disputes sur la grâce, le déféroit, lui faisoit partie, choisissoit lui-même dans ses livres les endroits les plus hérétiques et que les juges échauffés par cet accusateur se prêtassent à cette manœuvre et fissent brûler vif cet infortuné, toute l'Europe ne frémiroit-elle pas d'horreur, et seroit-on bien reçu à vouloir prouver que, du moins, il n'y a point de trahison dans le fait du Jésuite? Pourquoi donc les mêmes choses ont-elles des noms différents? L'action de Calvin étant telle dans le fond, est-il bien consolant de prouver, comme a fait M. de la Chapelle, que ce Lafontaine, l'instrument de Calvin, étoit proposant et non pas cuisinier et d'examiner s'il avoit eu dessein auparavant de faire pendre Servet

1. Il est représenté à la galerie de Bessinges par un crayon en trois couleurs de Liotard, une gravure à la manière noire de Watson, un portrait de Gardelle et des silhouettes; tous ces ouvrages dégagent la même impression de finesse, d'élégance et de distinction.

2. Louis Tronchin, professeur de théologie (1629-1669).

3. Borgeaud, *l'Académie de Calvin*, p. 552 et suiv.

à Lyon ou à Vienne? Non, Monsieur, avouons-le ingénument, le supplice de Servet est un meurtre. Je le signerai, je fais gloire de penser ainsi. Et plutôt à Dieu que le corps entier de nos pasteurs le signât avec moi et apprît à toute l'Europe que son respect pour un grand homme et sa reconnaissance pour ses services ne change point à ses yeux la nature de cette action, plus jalouse des droits sacrés de la Religion et de l'humanité que de l'intérêt de sa mémoire...¹.

Cette lettre est de cinq ans antérieure aux événements que nous rapportons²; Jean-Robert Tronchin resta toujours fidèle aux principes qu'il y exprime avec une si évidente sincérité. Les troubles qu'il traversa, les violentes attaques et les haineuses calomnies dont il fut l'objet, ne l'empêchèrent point d'y persévérer. Longtemps plus tard, à la veille de la prise d'armes qui devait amener une nouvelle médiation, il écrivait encore, avec le même courage et la même sincérité : « Nous n'avons ni n'aurons jamais l'intention d'être des *tirans*, ... nous désirons seulement n'être point *tirannisés*, avec un gouvernement et une vie tranquille³. »

Au commencement de cette année 1762, où nous sommes, le procureur général avait justement prononcé un *Discours sur l'Esprit de parti*⁴, dont il ne prévoyait certes pas la prochaine et saisissante actualité. Il y félicitait Genève de l'heureux renouvellement de son gouvernement et de la paix dont elle jouissait. La tranquillité lui semblait « le but de tous les gouvernements⁵ » ; mais il reconnaissait que, dans une nation libre, elle ne peut être que passagère : « Les peuples soumis au pouvoir illimité languissent dans l'accablement; la liberté se tourmente et se dévore elle-même⁶. » Il y a nécessairement des partis dans une République; aussi longtemps que leur équilibre se maintient, ils ne constituent point un danger pour l'État. Mais l'opposition fatale

1. Arch. de Bessinges, cote 194. — J'exprime ici tous mes remerciements à M. H. Tronchin, qui a bien voulu me signaler cet important fragment et m'autoriser à le publier.

2. 21 septembre 1757.

3. Arch. de Bessinges, cote 173. A Saladin de Crans, 21 juillet 1780.

4. *Deux Discours sur l'esprit de parti*, prononcés par M. Tronchin, procureur général, dans l'assemblée du Conseil des Deux-Cents de la République de Genève. A Neuchâtel, 1764, in-12. Bibliogr. Rivoire, 755. Bibl. de Genève, Cf. 436, vol. II.

5. P. 5.

6. P. 6.

des nobles et du peuple, des riches et des pauvres menace constamment de rompre cet équilibre, et le désordre peut résulter ou des excès des aspirations populaires ou de ceux de l'autorité. Car « il y a une autorité *imprudente* qui se fait sentir lorsqu'il faudroit se faire oublier, qui indispose par ses inquiétudes, qui choque par ses partialités. Il y a une autorité, si j'ose dire, *déréglée*, qui entreprend plus qu'elle ne peut exécuter, qui appelle à son tribunal des actions qui, par leur nature, n'en sauroient ressortir, et qui, voulant prévenir ou corriger de légers abus par de grands coups de force, avertit de se précautionner contre elle¹ ». Naturellement, l'orateur ne suppose pas que le gouvernement de Genève puisse être exposé à de pareils dangers; il conclut que le meilleur rempart qu'il y ait contre l'esprit de parti se trouve dans la sagesse même des pouvoirs publics, et salue les jours de concorde où l'on n'a pas à souffrir de ce fléau. — Ce premier « discours » est un beau morceau d'éloquence politique, d'une grande fermeté de pensée, d'une sévère précision de langage, tout à fait digne d'un esprit libéral, mesuré, clairvoyant et généreux.

Tous ces traits se retrouvent dans les fameuses « Conclusions² », qui sont une œuvre de sérénité, sans trace de fanatisme. Tronchin admire en lettré « ces deux livres qui étincellent d'audace et de génie »; mais il voit un danger public dans la propagation de certains de leurs principes et plus encore peut-être dans le mélange qu'il y reconnaît « des vérités sublimes et des erreurs pernicieuses ». Dans le *Contrat social*, il signale surtout, comme un périlleux paradoxe, la tendance de l'auteur à prendre les magistrats appelés à diriger l'État pour des « instruments », — et pour des instruments « que les peuples peuvent toujours changer ou briser à leur gré » : partisan d'un pouvoir stable et personnel, — qui donc alors, à Genève, concevait autrement le pouvoir? — il s'élève avec force contre l'idée de le livrer, selon la proposition de Rousseau, à des « assemblées périodiques » qui prendraient, à des dates déterminées à l'avance, la place du gouvernement et pourraient en changer la forme ou les représentants³. — Quant à l'*Émile*, c'est surtout par sa « satire indi-

1. P. 13-14.

2. Viridet, p. 12-19.

3. « Ces assemblées périodiques, expressément prescrites par ces lois et qui rendraient la liberté plus accablante que la servitude même, ne peuvent en être regardées que comme le délire; mais cette liberté extrême est la divinité

recte » de la « religion civilisée » qu'il lui paraît répréhensible. Pour lui comme pour l'universalité de ses compatriotes, et selon l'esprit et la lettre même de la Constitution, la religion et le gouvernement formaient une indivisible unité; jugeant cette unité attaquée par les deux ouvrages, il estime que la justice ne saurait se montrer trop sévère pour eux. Ce point de vue, incompatible avec nos idées actuelles, ne froissait en rien les idées les plus libérales de l'époque : on en aurait trouvé la défense jusque dans le *Contrat social*. Mais en même temps, Tronchin s'attache à établir « que, dans l'état actuel des choses, la sévérité doit se borner aux ouvrages mêmes ». Ici, il se montre singulièrement plus « avancé » que Rousseau, lequel, dans son chapitre *De la religion civile*, proposait de punir de mort quiconque, après avoir reconnu les dogmes établis par le souverain, se serait « conduit comme ne les croyant pas¹ ». Son argumentation, sur ce point, est d'autant plus intéressante que la majorité du Conseil devait l'écarter, et qu'en l'acceptant on eût peut-être évité les troubles qui suivirent. Il estime que Rousseau n'est pas rentré dans ses droits de citoyen, parce que sa réintégration a été « fondée sur le fait faux qu'il n'avait point solennellement renoncé à sa religion² »; que ce mensonge, établi par un passage imprudent de l'*Émile*, annule l'acte officiel dont il avait été la base; que, par conséquent, Rousseau, n'étant plus citoyen, ne peut « être condamné par les lois de la cité ». Ses ouvrages, d'ailleurs, n'y ont été « ni composés ni imprimés »; lui-même en est absent depuis fort longtemps, et « il s'agit bien plus de flétrir des ouvrages dangereux que de punir un attentat commis dans un pays étranger et par un homme qui nous était devenu étranger ». A ces arguments, marqués au coin du bon sens et de

de l'auteur, c'est à cet objet qu'il immole les principes les plus sacrés, et, trouvant dans l'Évangile des préceptes qui gênent cette funeste indépendance, une république chrétienne n'est à ses yeux qu'une contradiction dans les termes, la religion qu'un appui pour les tyrannies et les chrétiens que des hommes faits pour ramper dans le plus vil esclavage. »

1. *Contrat social*, IV, 8.

2. En effet, lorsqu'en 1754 Rousseau voulut être réintégré dans sa qualité de citoyen de Genève, il déclara qu'il avait quitté Genève *tout enfant* et avait été *élevé* dans la religion catholique, ce qui diminuait l'importance de son abjuration et permit au Consistoire de lui épargner les humiliations qu'on imposait aux renégats avant de leur rouvrir l'Église. Voy. E. Ritter, *la Renée de J.-J. Rousseau dans l'Église de Genève*, dans les *Étrennes chrétiennes* de 1884.

l'équité, le procureur général ajoute qu'il ne voit pas « quel tour on pourrait donner à la procédure » qu'on ouvrirait contre Rousseau, c'est-à-dire comment on s'y prendrait pour le poursuivre légalement. Le Parlement de Paris avait pu le décréter de prise de corps; un pareil décret, rendu à Genève, le mettrait « dans la nécessité d'être jugé par contumace à Paris ou à Genève; car, s'il obéit au Parlement, il est impossible qu'il paraisse ici, et, s'il obéit aux citations de Vos Seigneuries, il est impossible qu'il paraisse devant le Parlement ». Tout ce qu'on peut faire, c'est donc de frapper et de supprimer *ses ouvrages*, en se réservant « le droit de le juger s'il se représentait ». Retenu par ces considérations, et, d'ailleurs, n'ayant visiblement aucune envie de pousser à la persécution, J.-R. Tronchin conclut donc à ce que les deux ouvrages incriminés « soient lacérés et brûlés par l'exécuteur de la haute justice devant la porte de l'hôtel de ville comme téméraires, impudents, scandaleux, destructifs de la religion chrétienne et de tous les gouvernements; que, cependant, il soit fait très expresses inhibitions et défenses à tous libraires, imprimeurs et colporteurs d'en vendre, débiter ou distribuer; enjoint à tous ceux qui auraient des exemplaires de les rapporter en chancellerie pour y être supprimés ».

Telles sont ces conclusions. Elles ont valu à J.-R. Tronchin, devant l'histoire, la plus grande part de responsabilité dans la condamnation de Rousseau, qu'il avait tâché d'éviter. Elles lui ont donné devant la postérité comme un air d'inquisiteur, alors qu'il y a fait preuve de la plus grande modération. Elles le posèrent en ennemi personnel de Rousseau, tandis qu'il avait recommandé au Conseil de borner sa sévérité *aux ouvrages mêmes*. Elles le désignèrent aux colères, aux rancunes, à la haine de ceux que l'arrêt, rendu en réalité contre elles, ou en tout cas malgré elles, allait irriter. Et pourtant, le seul reproche qu'on puisse équitablement adresser à leur auteur, c'est de ne s'être pas montré, dans ce morceau destiné à devenir célèbre, un précurseur de la liberté de la presse : autant lui faire un crime de n'être pas né cent ans plus tard.

A la distance où nous sommes de ces événements, nous voyons que les délibérations du Petit Conseil devaient porter sur trois points principaux :

Il fallait d'abord examiner s'il était nécessaire de frapper les deux ouvrages incriminés. Puisqu'on croyait alors qu'il suffisait

de lacérer ou de brûler des écrits pour en arrêter les effets, — préjugé qui survécut plus de deux siècles à l'invention de l'imprimerie, — il est naturel que cette première question ait été résolue par l'affirmative. Les magistrats genevois n'avaient aucune hostilité particulière contre Jean-Jacques. En discutant leurs motifs, nous allons montrer tout à l'heure qu'ils n'en eurent pas d'autres que l'intérêt public, tel qu'ils l'entendaient. Ce fut de la meilleure foi du monde qu'ils jugèrent que la répression s'imposait; il suffit de lire le *Contrat social* et l'*Émile* en songeant aux institutions politiques et religieuses de Genève pour en comprendre les raisons.

Mais cette répression constituait un acte de gouvernement. Or, les actes de cette sorte ne peuvent être examinés à la seule lumière des « principes », parce qu'ils produisent des effets concrets qu'il faut bien prévoir et dont il faut tenir compte, puisqu'aucune force n'en peut arrêter le développement une fois l'impulsion donnée. Le calcul des effets probables de l'arrêt, voilà le second point qui s'imposait à l'examen du Petit Conseil. Ses membres pouvaient prévoir que la condamnation de deux ouvrages si considérables, dont l'auteur était si célèbre et si populaire dans la bourgeoisie, produirait une sensation très profonde; si leur clairvoyance ne les en avertit pas, c'est qu'ils étaient aveuglés par les habitudes d'esprit de leur caste. Indifférents eux-mêmes, par excès de culture, à cette petite chose mystérieuse qu'est le livre, incapables d'en être émus profondément, parce que de telles émotions supposent une fraîcheur de cœur qu'ils ne possédaient plus, ils ne se doutèrent pas qu'il y avait dans leur République, dont la prospérité les réjouissait, une classe instruite, intelligente, ambitieuse, assez jeune et neuve encore pour être susceptible d'admiration, dont un livre pouvait exciter l'enthousiasme, et qui se lèverait pour le défendre. Sur-tout, ils ne se doutèrent pas que derrière cette classe, avec laquelle ils étaient accoutumés à discuter et à compter, dont le bien-être adoucissait les griefs, qu'on bernait sans trop de peine au prix modique de concessions apparentes, s'avancait la masse démocratique jusqu'alors muette, la foule des Natifs et des Habitants écartés de toute participation au pouvoir, la cohue négligée ou tyrannisée, dont les gros appétits égalitaires s'aiguïssaient dans l'oppression. Il ne leur vint pas à l'esprit qu'en livrant à l'exécuteur de haute justice les volumes qui les inquié-

taient, ils en allaient multiplier les forces secrètes par un facteur inconnu ; qu'ils les tiraient des limbes de la théorie, où le caractère abstrait du plus redoutable des deux pouvait les maintenir, pour les introduire dans le règne de l'action, où sans cela ils n'auraient pénétré que lentement ; qu'ils en changeaient ainsi les virtualités en puissances effectives, et qu'en voulant les arrêter, ils les forçaient en quelque sorte à l'explosion, comme il arrive avec des gaz qu'on enferme, qu'on comprime et qu'un choc léger délivrera.

Le troisième point à examiner était celui de la légalité de la condamnation. C'était le plus important et le plus délicat. En effet, un gouvernement, soutenu par les faveurs populaires, peut pratiquer l'illégalité à son aise et sans péril : il a pour lui la force du nombre, et les murmures de la minorité mécontente se perdent dans les clameurs de la foule. Au contraire, l'usage de l'illégalité est interdit par la prudence à un gouvernement « resserré », selon l'expression de Rousseau, comme était alors celui de Genève : la voix de la minorité satisfaite est impuissante contre le cri de la foule irritée, et la même force brutale du nombre qui, dans les cas précédents, étouffait la plainte des victimes de l'arbitraire, la soutient ici et lui assure de redoutables revanches. De plus, ce sont toujours des questions de légalité qui fournissent aux mécontents, aux réformistes ou aux révolutionnaires, les moyens d'attaque les plus efficaces. Il est trop difficile, en effet, de réclamer contre l'*injustice* : celle-ci s'introduit jusque dans les lois, où elle se blottit sous le bouclier de leur infaillibilité ; pour la détruire ou la réduire, il faudrait une longue besogne ; les pouvoirs publics, — d'autant moins pressés de l'entreprendre que l'imperfection des lois augmente leur autorité, — l'éluent sans peine par des promesses, des attermoiements, des demi-concessions, des mensonges, des lenteurs qui refroidissent le zèle des réclamants ; et d'ailleurs, la justice est une catégorie toujours discutable. Il n'en est pas de même avec la *légalité* : les esprits honnêtes et pointilleux, loyaux et tracassiers, qui sont presque toujours les plus prompts à l'action, la prennent pour la sauvegarde de la justice, sans s'apercevoir qu'elle est aussi celle de toutes les iniquités codifiées, de tous les abus transformés en lois par le caprice d'un despote ou d'une majorité sans scrupules. Ils sont infiniment patients de ces iniquités et de ces abus, pourvu que l'exercice en soit réglé par des formes prescrites, et ils défendront volontiers ces formes, à l'occasion, contre leur sentiment

même de la justice, parce qu'elles sont consacrées par des textes précis. Ils supporteront la tyrannie et se laisseront opprimer, pourvu que ce soit à l'abri d'un code de procédure dont l'observance par leurs tyrans leur enlèvera jusqu'au désir de se plaindre. On leur fermera toujours la bouche en leur disant : « Ceci est légal ; » mais ils ne voudront plus rien entendre dès qu'on pourra leur dire : « Cela ne l'est pas. » Ce sont les Brid'oison des révolutions et ce sont eux qui les entreprennent et les font aboutir.

Si nous en jugeons par les *Extraits des Registres* qu'a publiés Viridet, et par les *Notes* qu'a retrouvées M. Eugène Ritter, il semble que la première seule de ces trois questions ait été sérieusement discutée. Les conseillers Mussard et Jalabert furent d'avis de laisser les deux ouvrages à leur destinée. Les autres, en poussant des cris effarés, insistèrent sur le « parfait déisme » de Rousseau, qui contenait au surplus « plusieurs traits indirects et contraires à la pudeur » ; sur ses « principes destructifs de tout gouvernement », et surtout de celui de Genève ; sur le fait qu'en composant ses livres, il avait « agi contre son serment de bourgeois » ; sur l'indignation générale qu'il avait soulevée en les publiant ; sur la mauvaise réputation qu'il ne manquerait pas d'attirer à la République, etc.¹. Mais ils ne se demandèrent pas quels seraient les effets de l'arrêt qu'ils allaient rendre. Quant à la question de légalité, je ne trouve dans les *Notes* que deux lignes qui indiquent qu'elle ait été soulevée : « On a cru qu'il était punissable, et, en conséquence, il est décrété de prise de corps². » Nous sommes donc fondé à croire qu'elle fut tranchée à peu près sommairement. Pourtant, le Conseil était averti : le Procureur général avait montré avec une clarté parfaite qu'aucun « tour de procédure » ne permettait de décréter Rousseau, et que tout ce qu'on pouvait faire c'était de se réserver « le droit de le juger s'il se représentait ». On passa outre à ses avertissements et l'on frappa l'auteur avec le livre.

Cependant, Rousseau était arrivé à Yverdon, en proscrit, le 14 juin. Le 15, il informe Moulto du lieu qu'il a choisi pour sa retraite. Il devine la question de son ami : pourquoi pas Genève ? et la prévient en répondant :

1. E. Ritter, *le Conseil de Genève jugeant les œuvres de Rousseau, passim*.

2. *Ibid.*, p. 14.

... Ou je connois mal mon ami Moulton ou il ne me fera pas cette question ; il sentira que ce n'est point dans la patrie qu'un malheureux proscrit doit se réfugier, qu'il n'y doit point porter son ignominie, ni lui faire partager ses affronts. Que ne puis-je, dès cet instant, y faire oublier ma mémoire ! N'y donnez mon adresse à personne ; n'y parlez plus de moi, ne m'y nommez plus. Que mon nom soit effacé de dessus la terre¹ !

M. Maugras² rapproche de ce fragment le fragment connu du livre XI des *Confessions*, où Jean-Jacques justifie son choix par des motifs de prudence moins généreux : « Les nobles sentiments si bien exprimés par Rousseau, dit-il, ce respect profond de la patrie, cette crainte exagérée d'en fouler le sol ne manqueraient pas d'une certaine grandeur s'ils ne servaient à dissimuler la vérité ; il ne fallait pas une grande clairvoyance pour deviner les motifs qui éloignaient de Genève le philosophe. Il avait une connaissance trop exacte de la situation pour qu'il ne crût pas de la plus stricte prudence d'attendre les événements sur un terrain neutre et de voir avant tout quelle impression produiraient dans la cité de Calvin ses deux ouvrages. C'est la raison fort prosaïque qui lui fit prendre la route d'Yverdon. » — Si l'on tient à reprocher à Rousseau d'avoir voulu donner le change sur ses vrais sentiments en cachant sa peur sous un faux semblant de générosité, il faudrait ajouter qu'il était très loin de prévoir l'orage qui s'amassait contre lui dans sa patrie. Il ne pouvait alors rien redouter de pire que d'y trouver des dispositions malveillantes, et jugeait préférable, pour sa tranquillité, un séjour en pays neutre, dans une petite ville où, sans être accablé de relations, il aurait pourtant un excellent ami, Daniel Roguin. Lorsqu'on connaît ses agitations pendant la période qui précède, on ne peut ni s'étonner de ce désir de paix, ni l'en blâmer.

Dès le 15, il annonce son arrivée « sur cette terre de justice et de liberté³ » au maréchal de Luxembourg ; puis, le 17, à la maréchale, au prince de Conti, à Thérèse ; le même jour, il écrit de nouveau, plus longuement, au maréchal. Aucune de ces lettres ne révèle une inquiétude quelconque sur ce qui se prépare

1. *Correspondance*, éd. Hachette, CCCLVII.

2. *Voltaire et J.-J. Rousseau*, p. 199 et suiv.

3. *Correspondance*, CCCLVIII.

à Genève. Elles ne sont pas encore, — à beaucoup près, — d'un héros; elles sont plutôt d'un pauvre homme : il faudra quelque temps à Jean-Jacques pour retrouver, ou plutôt pour acquérir la grandeur d'âme qu'il montrera dans son extrême adversité. Par exemple, il avoue très simplement à la maréchale qu'il a eu grand peur en passant la frontière; que sa main tremblait en signant son nom qu'il n'eût pas la force de changer comme il avait résolu de le faire; qu'il croyait constamment entendre sur ses talons les pas de la maréchaussée¹. Il confie au maréchal le souci qu'il a de savoir si Thérèse va le rejoindre ou l'abandonner². Il est évidemment en proie à toutes sortes d'angoisses. Et c'est quand il commence à se remettre de son trouble qu'il apprend l'arrêt du Petit Conseil par un billet tragique et grandiloquent de Moulto³. La chose lui paraît « à peine croyable »⁴, répond-il aussitôt : ce qui prouve bien qu'il ne la prévoyait pas. Et ce nouveau coup lui rend son énergie. Depuis l'arrêt du Parlement jusqu'à ce jour, nous avons devant nous un malheureux, valétudinaire, affaibli, craintif, terrifié de sentir la main de la justice tendue vers lui. Maintenant, c'est l'innocent qui se révolte, c'est le penseur, conscient de son droit et de sa force, qui se redresse; cet homme, à tant d'autres égards inférieur à sa destinée, se montrera désormais, sauf quelques défaillances, un héros dans la défense de sa pensée, de son œuvre, de sa cause. On ne peut accorder qu'une confiance relative à ses lettres, trop évidemment adressées à la postérité. Mais, quand elles sont des actes, quand elles engagent sa conduite, il faut bien qu'elles soient sincères, et elles jaillissent d'une âme dont la trempe a changé tout à coup⁵.

1. *Correspondance*, CCCLX.

2. *Ibid.*, CCCLXI.

3. Streckeisen-Moulto, *Amis et ennemis*, I, p. 43.

4. *Correspondance*, CCCLXIII.

5. Il écrit à Moulto le 22 juin : « ... Quant à présent, je pense qu'il est à propos de laisser au Conseil le temps de revenir sur lui-même et de mieux voir ce qu'il a fait. D'ailleurs, il seroit à craindre que, dans ce moment de chaleur, quelques citoyens ne vissent pas sans murmure le traitement qui m'est destiné, et cela pourroit ranimer des aigreurs qui doivent rester à jamais éteintes. Mon intention n'est pas de jouer un rôle, mais de remplir mon devoir. » Puis, avec beaucoup de sang-froid, il modère le zèle de son bouillant ami, il lui recommande la prudence. (*Correspondance*, CCCLXIII.) — Le même jour, il écrit, avec beaucoup de dignité, à M. Gingins de Moiry, bailli d'Yverdon, pour s'informer si sa présence sur le territoire vaudois sera bien vue de Leurs

Les amis de Rousseau étaient atterrés. Pourtant, les plus ardents se contentèrent de lui adresser des protestations déclamatoires et se tinrent cois. L'initiative de la résistance vint d'ailleurs.

Il y avait alors, dans le quartier Saint-Gervais, à l'enseigne des Quatre Cantons, un horloger nommé Abraham-Gédéon Binet¹. C'était un homme intelligent, habile dans sa partie, inventeur d'un outil à finir les dentures de montres², imbu sans doute des idées civiques qu'Isaac Rousseau enseignait à son fils :

... On m'apprit aussi qu'ayant, par ma naissance,
Le droit de partager la suprême puissance,
Tout petit que j'étois, faible, obscur citoyen,
Je faisais cependant membre du souverain...

Ses affaires prospéraient; il pouvait se croire en train de faire fortune, quand une fausse accusation vint le ruiner. Au mois de novembre de l'année 1758, un vol important et mystérieux ayant été commis, de fâcheuses coïncidences appuyèrent une dénonciation dirigée contre Binet. Il fut mandé devant le Conseil et se justifia. Il voulut alors actionner en dommages ses calomnieurs. Le syndic Mussard, qui avait avec lui quelque lien de parenté, le décida à abandonner son instance. Et, là-dessus, il fut arrêté et emprisonné. On ne le relâcha qu'au bout de trois semaines. Entre temps, ses affaires s'étaient gâtées; son père et deux de ses parents, coupables de réclamer sa mise en liberté dans des termes irrespectueux, avaient été incarcérés; il se trouva aux prises avec mille difficultés, dans la situation la plus fâcheuse. Pour en sortir, il essaya de poursuivre ses accusateurs et entreprit une série de requêtes et de représentations,

Excellences de Berne : « ... Il ne me suffit pas dans mes malheurs de la protection même du souverain si je ne suis encore honoré de son estime et s'il ne me voit de bon œil chercher un asile dans ses États... » (*Ibid.*, CCCLXIV.) Et, deux jours après, le 24, il renouvelle ses recommandations à Moulton : « ... Ne cherchez point à parler de moi; mais, dans l'occasion, dites à nos magistrats que je les respecterai toujours, même injustes; et à tous nos concitoyens que je les aimerai toujours, même ingrats. Je sens dans mes malheurs que je n'ai point l'âme haineuse, et c'est une consolation pour moi de me sentir bon aussi dans l'adversité... » (*Ibid.*, CCCLXV.)

1. *Mémoire d'Abraham-Gédéon Binet, remis aux seigneurs plénipotentiaires et médiateurs à Genève en 1766, avec quelques pièces qui lui sont analogues*, 1776. Il faut rapprocher de ce *Mémoire* la lettre qu'il écrivit à Rousseau, le 27 mai 1763, et qui se trouve dans les manuscrits de Neuchâtel.

2. *Mémoire*, p. 41. Cf. Senebier, *Hist. litt.*, III, p. 335.

qu'il multiplia pendant de longues années. Il semble même que l'idée de combattre les *emprisonnements irréguliers* fût devenue, chez lui, une sorte d'idée fixe. Il guettait tous les cas qui pouvaient offrir une ressemblance avec le sien, tous les incidents susceptibles de lui fournir de nouveaux arguments. Aussi l'arrêt rendu contre Rousseau lui parut-il une bonne fortune. Il se rendit aussitôt chez le Procureur général « pour sçavoir », écrit-il à Jean-Jacques dans sa lettre du 27 mai de l'année suivante, « s'il étoit vrai qu'il ait donné ses conclusions pour votre emprisonnement et si la sentence rendue contre le livre le portoit¹ ». A l'en croire, Tronchin répondit que ce n'étoit pas vrai pour ses conclusions, mais qu'il n'avait pas lu la sentence; et cette réponse montre bien qu'à ce moment déjà le futur auteur des *Lettres écrites de la campagne* ne partageait point l'erreur de ceux dont il allait devenir le meilleur avocat. Cependant, Binet, tenace, se rendit chez le premier syndic, Pierre Fabri². « Ce vénérable magistrat », poursuit-il dans sa lettre, « me fit la grâce de me dire que la sentence étoit modifiée, que le Magnifique Conseil avoit arrêté que, si vous veniez à Genève, vous seriez conduit à MM. les syndics pour répondre aux questions qui vous seroient faites. »

Monsieur, pris-je la liberté de lui répondre, je suis satisfait de cette modification, parce que je crois que le Magnifique Conseil a le droit de juger du bon ou du mauvais effet que peut produire dans notre société des livres de toute espèce, qu'il peut donc les supprimer, que son autorité va jusqu'à pouvoir demander ceux qu'ils en soupçonnent les auteurs, pour que, en supposant qu'ils avouent l'être, ils leur défendent de répandre leurs dogmes et leurs principes, lorsqu'ils les jugent contraires à la doctrine reçue de l'État; mais qu'il n'a aucun droit d'emprisonner là où la loi a parlé (Édit Ecc., p. 30, § 88) ni dans tout autre cas sans avoir examiné et interrogé l'accusé, ou, dans le cas d'absence, le décréter sans l'avoir sommé juridiquement, suivant les formes reçues, à comparaitre à jour nommé. M. le syndic n'en disconvint point.

Ainsi, à peine l'arrêt prononcé, ceux mêmes qui l'ont rendu en sentent la faiblesse, aussi bien que le Procureur général; ils s'ap-

1. Mss. de Neuchâtel.

2. Mort peu de temps après, le 17 avril 1762.

pliquent alors à en diminuer la portée, à le réduire aux proportions d'une simple citation à comparaître, ou, comme on dira bientôt, d'un «*appointment provisoire* ». Mais les termes de l'arrêt ne se prêtent guère à ce jeu d'esprit : «*Au cas qu'il (Rousseau) vienne dans les villes ou dans les terres de la seigneurie, il devra être saisi et appréhendé pour être ensuite prononcé sur sa personne ce qu'il appartiendra*¹. » Malgré leur précision brutale, Binet accepta l'explication de Fabri et s'en déclara satisfait.

Cette première démarche d'un citoyen isolé, sans influence, qui ne parvenait pas à obtenir justice pour son propre compte, souligne le trait de l'arrêt qui devait éveiller la susceptibilité des Genevois et irriter leurs sentiments : personne n'en discutait le fond; personne même ne s'en préoccupait; personne n'en aurait pris acte pour réclamer la liberté de pensée, ou du moins de publier sa pensée, puisque cette liberté était alors aussi méconnue que l'est aujourd'hui, par exemple, la liberté d'enseignement, ou d'autres libertés qui disparaissent dans les empiètements de l'État moderne. Mais, en concédant au gouvernement tous les pouvoirs en cette matière, on entendait qu'il en usât *selon les formes*, sans mêler à son action aucun arbitraire. Rousseau ne devait pas tarder à demander davantage. En attendant, le récit des démarches de Binet lui donna de l'humeur parce qu'il trouva que cet horloger se contentait de peu : «*Un M. B...t, qui m'a envoyé toute sa procédure, écrit-il à Moultou², prétend que je n'ai point reçu d'affront et que le Conseil avoit droit de flétrir mon livre, sans commencer par citer l'auteur. Il me dit, au sujet de mon livre brûlé par le bourreau, que l'honneur ne souffre point du fait d'un tiers, ce qui signifie (au moins si ce mot de tiers veut dire ici quelque chose) qu'un homme qui reçoit un soufflet d'un autre ne doit point se tenir pour insulté.* » Et Moultou de trouver aussitôt que B... «*est un homme dont il faut se méfier*³ » !

En même temps à peu près que l'horloger des Quatre Cantons, un autre citoyen, plus avisé, plus influent, très populaire et qui avait jusqu'à un certain point l'oreille du Conseil, risquait une

1. Viridet, p. 21.

2. 4 juin 1763. *Correspondance*, CCCCLXII.

3. *Amis et ennemis*, I, p. 94.

démarche du même genre, mais prudemment, sans lui donner aucun caractère officiel. C'était Isaac-Ami Marcet, un ancien ami du père de Jean-Jacques, qui avait été l'un des chefs du mouvement de 1734-1738. Étant en relations amicales avec François Tronchin, il lui adressa une lettre assez pressante¹. Il s'y montre inquiet du jugement rendu contre un homme qu'il estime; il craint « qu'un premier pas fait n'en occasionne un second et qu'on ne se dispose à chatouiller les oreilles de nos alliés à son préjudice » : c'est-à-dire qu'on ne pousse Leurs Excellences de Berne à sévir à leur tour contre Rousseau, réfugié sur leur territoire. Il croit qu'on ne peut le trouver « coupable qu'en lui prêtant une mauvaise intention » ; et il proteste en bon libéral contre un tel procès de tendances. « Je souhaite de me tromper, dit-il en terminant, mais je crains toujours un début éclatant, soit en matière de politique, soit en matière de religion. Rassurez-moi si vous pouvez. » Marcet connaissait bien la bourgeoisie de Genève; il se montre ici clairvoyant. C'était un esprit modéré et juste : il l'avait montré dans les troubles mêmes où il s'était mêlé, et, depuis, les années l'avaient assagi. On l'estimait et l'on comptait avec lui. — François Tronchin lui répond en justifiant la décision du Conseil², qui n'est, explique-t-il à son tour, « qu'une précaution pour le cas du retour de Jean-Jacques, où il deviendrait indispensable de constater son état relativement à la société ». Cette interprétation de l'arrêt est plus vague encore que celle donnée à Binet par le premier syndic; mais elle tend au même but, qui est d'en dénaturer le sens. Les membres du Conseil ont visiblement peur de leur ouvrage et s'efforcent de le détruire sans le désavouer. Leur première pensée, on n'en peut douter, avait été de pouvoir éventuellement s'emparer de la personne de Rousseau s'il s'avisait de rentrer dans sa patrie; ils sentent à présent qu'ils eussent agi plus prudemment en négligeant de prendre à l'avance des « précautions » à cet effet, que ces « précautions sont gênantes » et que le prisonnier le serait bien plus; et ils commentent leur propre sentence de telle sorte qu'ils ne soient pas tenus de l'exécuter si par malchance le condamné se fait arrêter!

1. Cette lettre, datée seulement « de Coppet, le 3^e », ne porte pas de signature. L'indication de Coppet et l'écriture permettent d'en reconnaître l'auteur. Elle est conservée dans le Recueil de pièces constitué par le conseiller F. Tronchin. (Arch. de Bessinges.)

2. La copie de cette lettre est conservée dans le même Recueil.

Tronchin proteste encore qu'il n'a lui-même que de bons sentiments pour Jean-Jacques, ne demanderait qu'à « pouvoir lui donner une admiration sans mélanges », déclare que jamais les magistrats genevois n'ont songé à indisposer contre lui leurs alliés de Berne. Sans doute : ils ne demandaient qu'à lui fermer les frontières de la République.

De leur côté, les parents de Rousseau essayèrent d'agir, avec beaucoup de timidité et de circonspection. Ce n'étaient pas des gens influents ; atteints en même temps que celui dont jusqu'alors ils étaient fiers, ils n'auraient pas eu l'audace de suspecter la décision du Petit Conseil. Ils se bornèrent à demander modestement une copie du décret, et cette médiocre satisfaction leur fut refusée¹.

1. « Les parents de Rousseau demandèrent au Sénat une copie du décret ; elle leur fut refusée, et l'on conçoit combien cette manière ténébreuse de procéder dut allarmer les citoyens. » (*Tableau historique et politique des révolutions de Genève*, p. 179, note.) — Une lettre d'un des cousins de Jean-Jacques, Théodore Rousseau, en date du 29 juin, nous renseigne sur cette démarche : « ... Autant le Magnifique Conseil a-t-il prononcé un jugement violent et irrégulier contre votre personne, autant cela a-t-il révolté tous vos concitoyens. Nous avons cependant la satisfaction de voir que vos juges commencent à en revenir et à se repentir de ce qu'ils ont fait. Il paraît qu'ils y ont été portés par quelques familles peu favorables au bien réel de la République et par les préjugés de ceux à qui on avait confié l'examen de vos deux livres. J'ai eu à cette occasion une conversation avec M. Mussard, syndic régnant, qui est un magistrat extrêmement intègre et judicieux, mais dont la voix n'a pu emporter sur l'avis général. Il me charge de vous faire des compliments et de vous marquer qu'il reste toujours votre ami. Il m'a témoigné être sincèrement mortifié de ce qui est arrivé ; il m'a assuré, et j'en suis persuadé, qu'il a fait tout son possible pour que ce jugement n'ait pas lieu, qu'il avait même été d'avis en conseil de m'accorder la copie que je demandais pour ma requête au Magnifique Conseil en date du 23 courant, qui portait en substance « que, mon père et moi ayant un intérêt bien naturel à connaître le jugement que le « Magnifique Conseil rendit le 19 de ce mois contre vos ouvrages et votre « personne, nous recourrions humblement à lui aux fins qu'il lui plaise nous « faire expédier copie authentique dudit jugement. » Cette requête fut décrétée, savoir : « Qu'il n'y avait pas lieu d'accorder les fins requises. » Ce refus hors de règle ne m'a point étonné, je m'y attendais, je savais d'avance que le Conseil n'avait pas tardé à s'apercevoir qu'il avait rendu un arrêt et un jugement trop précipités. Tout ceci a fait grand bruit ici. Tout le monde vous aime et vous estime, et je suis persuadé, même ceux qui ont opiné contre vous, tous désirent, tous souhaitent de vous voir et de vous connaître plus particulièrement. Mon père, ma mère et mon épouse vous assurent de leurs civilités et sincère amitié et vous remercient du cadeau que vous nous avez fait remettre du *Contrat social*. C'est un arsenal des plus excellentes armes. Le jour que

C'était une nouvelle faute : en cachant ainsi son décret, le Petit Conseil semblait en reconnaître la faiblesse, laissait croire qu'il se réservait la latitude de l'interpréter à sa guise, l'exposait à être commenté à faux ou déformé par les conversations, et justifiait en quelque sorte les inquiétudes des citoyens jaloux de leurs droits, respectueux des lois. Aussi de légers symptômes d'agitation commencent-ils à se montrer : une quinzaine de personnes, suivant l'exemple donné par Binet, se rendent auprès du Procureur général, puis du Premier Syndic, pour s'informer de ce décret mystérieux et s'assurer qu'il a été authentiquement rendu¹. Ils n'obtiennent qu'une réponse embarrassée et dilatoire. Rousseau, à qui Moultou raconte cette démarche en la désapprouvant, la désapprouve aussi. A ce moment-là, quoi qu'il en dût dire plus tard, il ne désirait pas grossir son *Affaire* : « Plus je pèse toutes les considérations, écrivait-il à son ami², plus je me confirme dans la résolution de garder le plus parfait silence. Car, enfin, que pourrois-je dire sans renouveler le crime de Cham? » Il ne s'était pas encore avisé que les droits de tous étaient lésés en sa personne; que son droit de citoyen l'obligeait à protester contre l'arrêt; que même le devoir de tous les citoyens était de joindre leur protestation collective à la sienne; que son cas était une sorte de symbole et que la solution en importait à l'éternelle justice. Soit lassitude, soit crainte sincère de devenir un fauteur de discordes, il ne demandait que du calme et du silence. Mais, le 10 juillet, il fut expulsé du territoire bernois; il crut, et ses amis crurent comme lui, que cette mesure venait de Genève, où, dans le même moment, un incident nouveau ranimait les discussions ralenties et provoquait le Petit Conseil à de nouvelles illégalités.

Cet incident fut une simple lettre privée, d'abord anonyme et circulant sous le manteau, puis avouée par son auteur. Il ne l'avait point destinée à la publicité ni à la propagande et n'en prévoyait certainement pas les conséquences. C'était un ancien commandant d'un régiment suisse à la solde des États généraux

le bruit courut ici que vous étiez arrivé, tout le monde s'était figuré que vous étiez allé descendre chez mon père aux Eaux-Vives, il eut à cette occasion beaucoup de visites de personnes qui croyaient vous y rencontrer. » (Mss. de Neuchâtel.)

1. Moultou à Rousseau, 1^{er} juillet 1762. *Amis et ennemis*, I, p. 48.

2. Le 6 juillet. *Correspondance*, CCCLXIX.

de Hollande, nommé Charles Pictet¹. Rentré dans sa patrie après trente-cinq ans de services, il cultivait paisiblement son domaine de Cartigny. Il avait été bon soldat, il était bon laboureur. Quoique membre du Deux-Cents, il ne jouait pas un rôle actif dans la politique. Il devait être un Genevois de vieille roche, « d'une humeur cassante et d'un caractère difficile² », — un de ceux qu'on définit, dans le langage du pays, par l'adjectif local *avenaires*, — qui se plaisait à donner en grognant son avis sur les affaires du jour. Sa lettre était adressée au libraire Duvillard. Si nous en croyons un récit postérieur³, le destinataire l'aurait imprudemment laissée « ouverte sur son bureau pour vaquer à une affaire plus pressante ». Survient par hasard Jacques-François De Luc, le vieil agitateur, qui l'aperçoit, la lit, la juge de bonne prise, s'en empare et la fait circuler. — Ce récit n'a aucun caractère de certitude; pourtant, la vraisemblance en est corroborée par le fait que De Luc faillit être impliqué dans les poursuites contre Pictet et Duvillard⁴. Ainsi, le colonel Pictet devenait, sans dessein préconçu, l'initiateur d'un mouvement considérable, que De Luc allait diriger, régler et exploiter. Vraie ou fausse, l'anecdote caractérise assez bien les deux espèces d'hommes, souvent séparés ou ennemis, dont les efforts seraient réunis pour quelque temps.

Chaque fois que surgit dans la vie publique un de ces incidents qui auront de lointaines conséquences ou exerceront une action puissante sur le développement d'un peuple, on voit ainsi deux sortes de gens, incompatibles dans la paix, s'allier pour la bataille. Les uns sont des idéalistes ou des idéologues, des hommes à principes, des « doctrinaires », comme on les a nommés pendant un temps, en tous cas de fort honnêtes gens, qui demandent aux Institutions et aux Conseils une perfection irréalisable. Épris d'un idéal élevé de justice, ils cherchent à en rapprocher le groupe social auquel ils appartiennent. Fervents des vastes abstractions, ils prêtent aux faits qui les excitent un sens que ces

1. Voy. Ed. Pictet, *Biographie, travaux et correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont*. Genève, 1892, in-8°, p. 2-5.

2. *Ibid.*

3. *Le faux patriotisme de Jacques-François Deluc dévoilé aux yeux des citoyens trompés par ses paralogismes*, 1772. Bibliogr. Révoire, n° 1283.

4. Extrait des registres du Conseil du 19 juillet, publ. par Viridet, *Documents officiels, etc.*, p. 31.

faits n'ont en vérité que pour eux. La belle formule du *Pereat mundus*, avec sa noblesse un peu illusoire, est toujours dans leur cœur et dans leur bouche. Charles Pictet fut un d'entre eux. Les autres, pratiques, médiocres, utilitaires, sont des hommes de parti. Ils ont les défauts que comporte cette profession, les aptitudes qu'elle exige. Leur esprit borné ne saisit jamais qu'un côté des questions; leur volonté persévérante les conduit au but; leurs œillères naturelles les préservent de tout écart. Leur adresse n'exclut pas la sincérité, qui, d'autre part, ne les encombre pas de scrupules; quelle que soit la solidité estimable de leurs opinions, l'intrigue sera un de leurs outils, souvent le plus efficace. Dans l'objet qui pour les premiers est un motif d'indignation, de colère ou d'enthousiasme désintéressés, ils distinguent une machine de guerre, un engin dont ils feront profiter leurs « idées », c'est-à-dire l'intérêt de leur parti et le leur propre, car la soudure est incassable. Leurs lèvres prononcent les mêmes formules: le sens en est changé; s'ils sont prêts aussi à sacrifier le monde à l'avènement de la justice, c'est à la condition qu'eux et leurs amis seront seuls chargés de la rendre, quitte à la traiter alors, sans seulement s'en apercevoir, avec le sans-gêne qu'elle a l'habitude de subir. Jacques-François De Luc fut un des plus honnêtes et des plus bornés de l'espèce.

La lettre dont il s'empara avec tant d'adresse¹ commençait par une critique assez vive du *Contrat social*, comme si l'auteur tenait à bien marquer qu'il n'adoptait pas les opinions du condamné qu'il allait défendre. Il trouvait le livre obscur en certaines parties, en blâmait la critique paradoxale du gouvernement et de la religion, regrettait en somme que Rousseau l'eût écrit. Puis, passant « à un objet plus important », c'est-à-dire à l'arrêt du Petit Conseil, il en recherchait les causes et croyait en reconnaître trois: « L'une est l'engouement où l'on est de M. de Voltaire; la seconde qu'on aura voulu faire sa cour à celle de Versailles, et l'on aura voulu, en troisième lieu, réparer par une démarche éclatante le mal que M. d'Alembert peut nous avoir fait par l'article *Genève* du *Dictionnaire philosophique*. » Il examinait ensuite de plus près ces trois motifs et les trouvait également détestables.

Qu'ils fussent tels, c'est évident. Mais avaient-ils vraiment,

1. Publ. par Viridet, p. 36-40.

comme Pictet le croit, comme De Luc le fit croire, guidé la décision du Petit Conseil?

Le troisième ne supporte pas l'examen : l'idée de réfuter d'Alembert en frappant l'écrivain qui s'était fait contre lui le champion des mœurs, des traditions, du gouvernement de la patrie, ne put effleurer l'esprit d'aucun des magistrats avisés qui présidaient aux destinées de la République. Quant aux deux autres, la fausseté en étant moins apparente, il faut les examiner de plus près. Pendant longtemps, en effet, la voix publique a rendu Voltaire et le gouvernement français responsables de l'arrêt. Certains critiques genevois du siècle dernier l'affirmaient encore, sans autre preuve que l'allégation du colonel Pictet, qui prenait, à leurs yeux, une valeur documentaire. Gaberel, par exemple, est persuadé que le Conseil crut accomplir « un acte de bonne politique, une chose agréable à M. de Choiseul en imitant la conduite du Parlement français » ; il ajoute : « Cette idée est saisie avec transports par un certain nombre de magistrats amis de Voltaire, commensaux de Ferney, qui détestent Jean-Jacques et craignent fort ses principes politiques¹. » M. Ernest Naville, plus catégorique encore, affirme que « cet acte avait été accompli sous l'influence assez évidente du gouvernement français, et, ce qui est bien pis, il avait été accompli, par quelques-uns au moins, dans l'intention de servir les intentions et les passions de Voltaire². »

La question de l'intervention ou de la pression du gouvernement français peut être facilement éclaircie.

Il est fort naturel qu'elle se soit posée dans l'esprit des contemporains. La France, en effet, exerçait alors sur les affaires de Genève une espèce de tutelle, par l'intermédiaire d'un résident³. Ce résident, le baron de Montpéroux, était en fonctions depuis 1750. Il connaissait bien la petite République. Il avait une certaine sympathie pour les Genevois, qu'il observait avec intérêt et intelligence ; ses dépêches montrent qu'il comprit assez bien le sens de leurs agitations. Genève, de son côté, était représentée à la cour de Versailles par M. Sellon. Comme le remarque

1. *Rousseau et les Genevois*. Genève et Paris, 1858, in-12, p. 40. — On se rappelle que le décret ne fut pas voté par « un certain nombre » de conseillers, mais à la presque unanimité.

2. *Œuvres inédites de J.-J. Rousseau*, compte-rendu dans la *Bibl. univ.*, avril et mai 1862, p. 19-20 du tirage à part.

3. Voy. L. Sordet, *Histoire des résidents de France à Genève*. Genève, in-8°.

très justement M. Maugras¹, il est évident que, si le gouvernement français avait exercé quelque pression sur le gouvernement genevois, il resterait des traces de ces tentatives dans la correspondance diplomatique de leurs agents. Or, les lettres de Sellon où il est parlé des ouvrages incriminés et de leur condamnation à Paris et à Genève, non plus que les extraits des registres du Petit Conseil qui relatent la lecture de ces lettres et précisent le sens des réponses qu'on décidait d'y faire, ne renferment pas un mot qui confirme ou appuie cette supposition. Sans doute, ces documents² établissent que le Petit Conseil et son envoyé ne sont pas sans inquiétude : le duc de Choiseul doit être fort mécontent; le gouvernement français pourrait garder rancune à la République d'avoir produit un écrivain aussi subversif et en concevoir des préjugés contre les institutions ou les mœurs de Genève. Mais il n'y a rien de plus³. Si l'on consulte la correspondance de Montpérour aux Affaires étrangères, le résultat est aussi négatif⁴. Ses lettres établissent que le résident s'intéressait à l'affaire,

1. Voltaire et J.-J. Rousseau, p. 222-223.

2. Tous ont été publiés par Viridet, p. 9-36.

3. Dès le 12 juin, après avoir rapporté l'arrêt du Parlement et la fuite de Rousseau, Sellon ajoute : « Je ne sais si le livre a paru à Genève. Il me paraît que l'on est curieux de savoir la sensation qu'il y fera. » (Viridet, p. 9.) Cette lettre est d'ailleurs postérieure d'un jour à la décision prise par le Petit Conseil dans sa séance du 11 de faire saisir les exemplaires de l'*Émile* et du *Contrat* et de les faire examiner par le « seigneur scholarque ». Elle ne fut lue en Petit Conseil que dans la séance du 19; après quoi, il fut décidé d'informer M. Sellon du jugement rendu « et de le charger de témoigner à S. E. M. le comte de Choiseul que le Conseil a vu avec beaucoup de déplaisir qu'un homme qui se dit citoyen de Genève et qui, dans l'espace de quarante ans, n'y a séjourné que quelques semaines, a été assez téméraire pour oser composer des ouvrages aussi dangereux. » (Ibid., 21-22.) Tout ce qu'on peut remarquer ici, c'est que le gouvernement genevois se montre un peu plat, surtout en reniant en quelque sorte le citoyen dont il avait accueilli peu d'années auparavant la rentrée avec tant de facilités et de plaisir. Sellon répond, le 1^{er} juillet, qu'il s'est acquitté de sa commission, ajoutant qu'il s'appliquera à « détruire les impressions qui pouvaient naître sur de tels ouvrages sortis de la plume d'un de nos citoyens. Le peu de séjour qu'il a fait dans sa patrie est assez connu pour qu'on ne le soupçonne pas d'y avoir puisé les sentiments qui viennent d'y être condamnés et que l'on ne peut voir sans peine réunis à autant de talents supérieurs ». (Ibid., 23.)

4. M. Frédéric Barbey, qui prépare un ouvrage sur les *Résidents de France à Genève*, a eu l'obligeance de faire ces recherches à mon intention. Je lui en exprime ici tous mes remerciements. — Donc, le 14 juin, le résident écrit à son ministre : « ... Le *Contrat social* et le *Traité de l'Éducation de J.-J. Rousseau* font grand bruit ici, Monseigneur. On regarde ces deux ouvrages comme

qu'il la suivait de près, que peut-être il en pressentait quelques conséquences; mais elle établissait aussi, jusqu'à l'évidence,

très dangereux, et le Conseil a fait enlever le peu d'exemplaires que les libraires en avoient receuz et a nommé des commissaires pour examiner et rendre compte de ces ouvrages. Si la voix publique est écoutée, ils seront condamnés avec satisfaction. » (Genève, vol. 69, fol. 122.) Deux autres lettres, du 19 juin et du 12 juillet, établissent que Montpéroux suivait l'affaire avec intérêt, mais la dernière montre jusqu'à l'évidence qu'il n'y eut pas trace d'ingérence française dans le procès :

« A Genève, le 19 juin 1762.

« Monseigneur,

« Le Conseil s'est occupé hier et ce matin des deux ouvrages de Rousseau; un de ses membres m'écrivit dans le moment que, sur le compte qui en avait été rendu par les commissaires nommés pour examiner ces ouvrages, le Conseil les avait condamnés à être brûlés; ce jugement sera exécuté ce matin même. Si ces Messieurs vont plus loin, j'en serai également informé. Ces ouvrages, Monseigneur, ont excité une indignation générale. Je suis, etc.

« MONTPÉROUX.

« P.-S. — Dans ce moment, le Conseil m'envoie le même conseiller qui m'avait écrit ce matin pour me communiquer les qualifications de son arrêt. Il condamne le traité (*sic*) social et le traité de l'Éducation comme téméraires, scandaleux, impies, tendant à détruire la religion chrétienne et tous gouvernements.

« Si l'auteur venait à Genève ou sur son territoire, il a été décidé qu'il serait arrêté et conduit dans les prisons.

« M. Sellon a ordre, Monseigneur, de vous rendre compte de tous ces détails. » (Aff. étr. Genève, vol. 69, fol. 125.)

Et la suivante :

« A Genève, le 12 juillet 1762.

« Monseigneur,

« Le jugement qui a été rendu contre Rousseau pourra avoir des suites que le Conseil ne prévoyait pas. On a répandu ici une lettre où l'on fait une critique très légère des ouvrages qui ont été flétris, mais l'on y condamne sans ménagement la conduite du Conseil. On l'accuse d'avoir eu principalement en vue de plaire à la France et de s'être laissé entraîner par le parti que l'on suppose que M. Voltaire s'est fait dans cette ville. On prend de là occasion, Monseigneur, de faire la censure la plus vive de quelques ouvrages de cet auteur et de blâmer la complaisance du Conseil de les laisser imprimer sous ses yeux, quoique plus dangereux encore que ceux de Rousseau. Cette lettre a été déferée au Conseil par le procureur général. On y a fait deux réponses où l'auteur est traité avec une hauteur insultante; on n'y ménage ny les expressions les plus humiliantes ny les injures grossières. On soupçonne un citoyen attaché à M. de Voltaire d'être l'auteur de l'une de ces lettres; il insiste sur les services rendus à la République par M. de Voltaire et sur l'honneur qu'elle a de posséder un aussi grand homme.

« Je sais, Monseigneur, que plusieurs membres du Conseil sont très offensés qu'on impose à la République un devoir de reconnaissance pour des services qu'elle n'a pas reçus ni pu recevoir. Plusieurs personnes travaillent, pour venger Rousseau, à rassembler tout ce qui leur paraît attaquer la religion dans

qu'il n'en avait pas pris l'initiative, et son ministre, quand il lui en accuse réception, ne fait *aucune allusion* à l'incident. — Supposer donc que le Petit Conseil agit sous la pression de ses propres craintes, pour prévenir un désir que le gouvernement français n'avait pas même exprimé ou pour détruire une impression qu'il présumait défavorable, c'est lui prêter une lâcheté dont il n'existe aucune preuve, le juger sur des intentions qui n'ont laissé aucune trace, lui faire un de ces procès de tendances qu'on n'a pas plus le droit d'intenter à un corps politique qu'à un particulier.

Que faut-il penser du troisième des motifs indiqués par le colonel Pictet, « l'engouement où l'on est de M. de Voltaire », qui supposerait une intervention, au moins indirecte, de Voltaire ou de ses amis les plus zélés ?

On sait que les relations des deux écrivains étaient alors fort tendues : il n'y a pas place pour deux soleils dans le royaume des lettres. Le récit de leurs démêlés a été trop souvent et trop bien fait¹ pour que je songe à le reprendre ici. Je rappellerai pourtant que, si Rousseau se croyait l'objet de la haine et des intrigues de son grand rival, ce n'était pas sans quelque apparence de raison. Voltaire ne manquait pas une occasion de parler de lui dans les termes les plus désobligeants ; des amis officieux lui rapportaient ses propos, qui s'envenimaient encore en passant de bouche en bouche ; le portefeuille de Neuchâtel est rempli de dénonciations qui signalent à l'exilé de Motiers, pauvre et persécuté, les ironies perfides ou injurieuses du seigneur de Ferney. M. Maugras a dépensé beaucoup de talent et d'érudition pour donner le beau rôle à celui-ci. Tâche ingrate ! Rousseau du moins est franc à l'attaque, s'avance à visage découvert, évite même de s'en prendre à la personne de son adversaire. L'autre,

les ouvrages de M. de Voltaire et veulent déferer ces extraits au Conseil et demander qu'ils soient condamnés et flétris. Je suis informé que l'on est occupé à empêcher les ennemis de cet auteur de faire cette démarche qui embarrasserait beaucoup le magistrat et le forcerait peut-être à sévir contre un étranger après avoir condamné un citoyen.

« Voilà, Monseigneur, où les choses en sont à présent. J'aurais eu l'honneur de vous envoyer ces lettres si elles n'étaient aussi longues que peu intéressantes ; cependant, au premier ordre, je les ferai copier.

« Rousseau est à Yverdon ; on dit ici que le Conseil de Berne a défendu que l'on débitât ses ouvrages. Je suis, etc. » (Aff. étr. Genève, vol. 69, vol. 127.)

1. Entre autres par Sayous, Desnoiresterres, Maugras, *ouvr. cit.*

au contraire, se cache sous l'anonyme, désavoue ses calomnies, recourt à des procédés dont la mesquinerie nous stupéfie, en attendant, — quand paraîtra le *Sentiment des citoyens*, — que leur bassesse nous révolte. Je n'en citerai qu'un exemple. En 1763, une certaine M^{me} de Beugrand voulut exprimer son admiration à Rousseau. Ignorant son adresse, comme elle le lui raconta ensuite¹, elle envoya sa lettre à Voltaire, en le priant, « avec l'assurance de cette probité commune à tous les honnêtes gens², » de la faire tenir à Jean-Jacques. Voltaire garda la lettre et lui envoya le *Sermon des Cinquante*. Étonnée de la singularité d'une telle réponse et ne reconnaissant point dans cet écrit l'auteur qu'elle admirait, M^{me} de Beugrand récrivit à Rousseau, dont elle avait entre-temps découvert l'adresse. Rousseau répondit aussitôt qu'il n'avait jamais rien reçu d'elle, en s'étonnant d'ailleurs qu'elle eût choisi pour intermédiaire avec lui le « chef de ses persécuteurs³ ». Stupéfaite et indignée, la bonne dame répliqua longuement, et sa lettre renferme un passage qui montre que beaucoup savaient de quoi Voltaire était capable envers l'homme dont la renommée osait balancer la sienne :

Je confirme donc mes sentiments sur la probité de son auteur, que vous me dites être le chef de vos persécuteurs. Je l'ignore; bien loin même de le penser, on m'avoit assuré qu'il étoit l'un de vos meilleurs amis, ce n'a été que dans cette confiance que je me suis déterminée, malgré ma répugnance, à vous adresser une lettre par une voie que je ne soupçonnois pas aussi dangereuse. Je comptois d'ailleurs sur cette probité, qui est le soutien de la foi publique, et je ne croyois pas qu'il y eût un Français capable de la trahir, même envers son ennemi... Je m'étois bien proposée de lui écrire et de le traiter comme il le mérite, mais M. Diderot, votre ami, que j'ai vu depuis peu, m'en a fortement détournée, il m'a dit que ce seroit mettre M. de Voltaire dans le cas de vous faire tous les maux du monde...⁴.

Il est facile de se représenter l'impression que de tels incidents laissaient dans l'imagination déjà malade du malheureux Jean-Jacques⁵.

1. Dans une lettre du 10 novembre qui se trouve à Neuchâtel.

2. Ibid.

3. *Correspondance*, CCCCXCVI.

4. Mss. de Neuchâtel.

5. Desnoiresterres (p. 335-336) et M. Maugras (p. 448-449) ont l'un et l'autre

Cette hostilité, qui était alors déclarée, explique que le colonel Pictet, d'accord avec la voix publique, ait attribué à l'influence de Ferney le coup qui frappait Rousseau. L'opinion s'en accrédita; elle fut celle de Rousseau lui-même, celle de ses amis, celle de tout le monde¹. Si bien que Voltaire s'en trouva gêné. Dès qu'il eut connaissance de la lettre où cette accusation prenait corps, il en discute l'un après l'autre, par une note dont je trouve la copie dans le *Recueil* du conseiller François Tronchin², les points qui le concernent sur un ton conciliant, assez différent de celui qu'il prenait volontiers dans ses polémiques, mais avec les soubresauts d'une vanité qui est bien sienne. Pictet l'avait appelé « un étranger auquel on avait accordé une retraite dans un temps où toute l'Europe la lui refusait ». Il repousse une telle insinuation, qui l'humilie : s'il est venu à Genève, ce n'est point en proscrit, c'est en malade du Dr Tronchin, « comme cent autres étrangers »; rien ne l'obligeait à quitter la France, où il conserve sa charge de gentilhomme ordinaire de la chambre du roi; s'il a « acquis des terres dans le pays de Gex », c'est parce qu'il possédait déjà « des biens dans les provinces voisines », et pour s'arrondir. Libre de rester en France, il l'était aussi de retourner auprès du roi de Prusse; s'il ne l'a pas fait, ce n'est

connu cet épisode, sinon par les lettres de M^{me} de Beauregard, du moins par les réponses de Rousseau à cette dame, par le récit qu'il fait de cet incident au prince de Wurtemberg (*Correspondance*, DXXI) et par la réponse de ce prince (publ. par Streckeisen-Moulou, *Amis et ennemis*, II, 177). Desnoires-terres n'y voit qu'une « espièglerie », en reconnaissant d'ailleurs qu'elle « n'était pas d'un goût parfait ». M. Maugras l'excuse : « Le patriarche évidemment crut à une mystification, dit-il, qui, il faut l'avouer, paraissait bien vraisemblable. » Peut-être Voltaire ne mit-il pas à la chose beaucoup de malice; il n'en commit pas moins une méchante action, qui prend plus d'importance en raison même des sentiments qu'il professait alors pour Jean-Jacques, de la situation malheureuse et de la maladive sensibilité de celui-ci.

1. Rousseau, dès longtemps, s'attendait à tout de la part de Voltaire. Je trouve mention dans le *Recueil Adert* d'une note de De Luc spécifiant qu'à la date du 7 février 1755 Jean-Jacques lui aurait écrit : « Je suis très sûr, qu'à moins que je ne lui survive, je serai persécuté jusqu'à la mort. » Adert avait ajouté à la copie de cette note que la lettre en question ne s'était « pas retrouvée dans les papiers de De Luc. »

2. Cette note ne figure pas dans la *Correspondance*. Je ne sais si elle a jamais été publiée. Je suppose qu'elle était destinée au colonel Pictet, à qui Tronchin aurait été chargé de la remettre. Il ne voulut pas s'en défaire sans en garder une copie, qu'il annexa à son *Recueil*. C'est cette copie seulement que j'ai eue entre les mains. (Archives de Bessinges.) Il n'y a d'ailleurs aucune raison d'en suspecter l'authenticité.

pas qu'il ne pouvait le faire, c'est qu'il n'a pas voulu. Comment peut-on lui reprocher d'intriguer à Genève¹? Il n'y a « couché que deux fois depuis huit années » et ne sort pas de sa retraite! Quant à ses sentiments pour Rousseau, ils ne sont point hostiles, au contraire :

Je n'ai vu qu'une seule fois le sieur Rousseau, à Paris, il y a vingt-sept ans.

Je suis si éloigné d'être son ennemi que je lui ai fait offrir, il y a quelques années, une de mes maisons pour rétablir sa santé².

1. Viridet, p. 38.

2. Cette assertion est exacte, mais elle corrige une légende un peu différente et fort accréditée, d'après laquelle Voltaire, en apprenant la condamnation de Rousseau, lui aurait aussitôt fait écrire pour lui offrir l'hospitalité : « Wagnière, dit M. Maugras, après avoir reproduit le récit que fait Pougens de cet épisode, raconte la même anecdote et il ajoute même que le patriarche, ignorant la direction qu'avait prise Rousseau, fit faire sept copies de la lettre, dans l'espoir qu'un des exemplaires au moins lui parviendrait. » (*Voltaire et Rousseau*, p. 217.) Il est déjà singulier qu'aucune de ces copies ne nous soit parvenue, alors que nous possédons tant de billets de Voltaire dont il n'exista jamais qu'un seul exemplaire, et que seul le poète Chabanon ait cru se souvenir de les avoir vues (*Desnoisterres*, p. 322); mais il le serait plus encore que Voltaire, s'il avait eu réellement ce mouvement de générosité, ne s'en fût targué dans la note que j'ai sous les yeux, où il en invoque un autre, antérieur et moins méritoire. Nous pouvons donc croire que, dans l'esprit des témoins qui l'attestèrent plus tard, il se fit une confusion entre la première offre de Voltaire, qui est authentique, et la deuxième, qui ne l'est pas (voy. aussi sur cette affaire, *Desnoisterres*, *Voltaire et J.-J. Rousseau*, p. 320 et suiv.). Peut-être même est-il possible de retrouver comment se fit cette confusion : l'origine en serait une autre anecdote, postérieure en date, et plus vraisemblable, encore qu'elle admette l'invitation à laquelle nous ne croyons pas, probablement par suite de la même confusion. La voici, telle que la raconte l'auteur des *Lettres sur la Suisse adressées à M^{me} M*** par un voyageur français en 1781* (Genève, 1783, 2 vol. in-8°) :

« Dans le temps où Rousseau étoit malheureux, persécuté, proscrit par Genève, qu'il appelloit son ingrate patrie, Voltaire lui avoit écrit qu'il le prioit d'accepter pour sa vie le château de Tornay, habitation charmante située sur le lac et qui est une dépendance de Ferney. La proposition n'étoit pas insultante. Rousseau lui répondit par une lettre pleine d'injures et refusa ses offres obligeantes, en l'assurant qu'il n'accepteroit jamais rien d'un homme qu'il méprisoit autant que lui.

« Peu de temps après cette belle épître, un jour que nous causions ensemble dans son cabinet, son secrétaire vint précipitamment dans sa chambre, lui disant : « Monsieur, voilà Rousseau qui entre dans la cour, faut-il le recevoir dans le château? » Ce nom ranima dans cet instant tout le courroux de Voltaire qui, plus prompt que l'éclair, se lève furieux en s'écriant d'une voix de tonnerre : *S'il a l'audace d'entrer, qu'on le jette par la fenêtre*. Et puis, avec la même promptitude : *Non*, ajouta-t-il, *il est malheureux, qu'on le laisse*

Je n'ai point lu ses deux derniers livres; j'en ai parcouru un à la hâte, aiant des occupations plus pressées qui demandent tout mon temps.

Il est impossible qu'on ait pu prendre dans mon château de Ferney la résolution de condamner le sieur Rousseau, puisque j'habite depuis trois mois les *Délices*, où j'ai été malade à la mort.

J'ai été assez heureux pour rendre quelques services à des citoyens de Genève auprès du ministère de France. Voilà toute ma faction.

Je respecte tellement le Conseil de Genève que je n'ai parlé à personne ni du sieur Rousseau ni de ses livres, cela ne convient pas à un étranger; je ne sais que révéler le Conseil et ses décisions, et je ne m'informe jamais de ce qui se passe à Genève.

Il est faux que j'aie jamais rien écrit contre la religion chrétienne; j'ai toujours recommandé la religion et la tolérance. Je suis persuadé qu'un aussi honnête homme que M. Pictet, à la famille duquel je suis très attaché, sera fâché de m'avoir rendu si peu de justice.

Je l'assure de mes respectueux sentiments.

Voltaire, encore une fois, n'avait point l'habitude de répondre à des attaques par des compliments et rendait à l'ordinaire le mal pour le mal, l'injure pour l'injure, la calomnie pour la calom-

entrer. Malheureusement ce n'étoit pas lui, mais un homme qui avoit toute sa tournure. » (T. I, p. 248-249.)

La « belle épître » est perdue aussi, comme les sept copies de l'invitation. Mais si elle a jamais existé, Voltaire ne l'aurait-il pas conservée comme un monument de la noirceur d'âme de son rival? Et Rousseau, si soigneux en ce temps-là de sa correspondance, si soucieux de laisser des documents sur son attitude, n'en aurait-il pas gardé le brouillon dans ses grands registres, comme il fit de tant d'autres lettres beaucoup moins importantes? — On voit donc très bien, nous semble-t-il, comment la légende se forma sur un fait vrai, dont il suffisait de déplacer la date pour en changer le sens. — Pour être à peu près complet sur cette question, il faudrait citer encore ici un passage du *discours préliminaire aux Lettres sur l'histoire physique de la terre* de J.-A. De Luc (CXI, 11), dont Desnoiresterres fait grand état (p. 322 et suiv.). Ce passage, très vague d'ailleurs, me semble plutôt infirmer la légende favorable à Voltaire. De Luc affirme, il est vrai, que Voltaire le chargea, avec un de ses amis, d'offrir à Jean-Jacques un asile dans sa terre; mais il ne précise pas la date de cette invitation. Il la place « dans le temps où le caractère soupçonneux de cet infortuné avait commencé de troubler sa retraite aux montagnes de Neuchâtel ». On voit donc qu'il ne s'agit pas de l'invitation dont parle Pougens, puisque celle-ci aurait été faite au lendemain de la condamnation, avant que Rousseau fût tourmenté à l'excès par son « caractère soupçonneux » et pendant qu'il se trouvait encore à Yverdon. Il est donc probable que ce souvenir imprécis de De Luc se rattache à une « invitation » qui, postérieure au *Sentiment des citoyens*, n'était plus qu'une offre de Gascon.

nie. On peut donc s'étonner de le trouver si courtois dans cette occasion : il l'eût été beaucoup moins s'il se fût senti sur un meilleur terrain. Sa note, d'ailleurs, fourmille de contre-vérités : on sait si la seule considération du voisinage de Tronchin l'avait appelé d'abord à Genève ; si le seul voisinage de terres qu'il possédait déjà l'avait décidé à acquérir le domaine de Ferney. Il se désintéressait si peu des affaires de Genève qu'il y devait intervenir par des pamphlets. Et la *Guerre civile de Genève*, publiée plus tard, donne la mesure exacte du respect qu'il avait pour le magistrat de cette République.

Ces dénégations ne convainquirent personne, et l'on continua à voir en Voltaire l'instigateur des persécutions dont Rousseau était la victime. Plus elles s'aggravèrent, plus cette rancune le gêna. Après la lapidation de Motiers, la fuite à Saint-Pierre et la deuxième expulsion du territoire bernois, il essaya d'en secouer la responsabilité. A cet effet, comme le raconte M. Maugras¹, il demanda une attestation officielle de son innocence au secrétaire d'État de Genève, Pierre Lullin², et au banneret de Freudenreich. Celui-ci lui répondit par une déclaration aussi catégorique que possible³. Lullin ne fut guère moins affirmatif, encore que sa réponse fût maussade⁴. Voltaire fut mécontent du ton, sans

1. *Voltaire et J.-J. Rousseau*, p. 436 et suiv.

2. *Correspondance*, éd. Garnier, 6250.

3. La lettre de Freudenreich a été publiée partiellement par Desnoiresterres, p. 357, et complètement par M. Maugras, p. 440 et suiv.

4. Voici le texte de cette lettre. Elle se trouve aux archives de Genève, et j'en dois l'obligeante communication à M. Eugène Ritter :

« Genève, 29 janvier 1766.

« Monsieur,

« J'ai eu l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 25 de ce mois, par laquelle vous souhaitez qu'il soit informé que le sieur Rousseau a répandu dans Paris que vous avez engagé le Conseil à le condamner, que la résolution en a été prise chez vous, que c'était la première cause de nos divisions.

« Je vous observerais d'abord, Monsieur, que le Conseil n'a point jugé la personne du sieur Rousseau ; qu'il n'a jugé qu'*Émile* et le *Contrat social*.

« Je dois vous informer que Messieurs ont été étrangement surpris de l'imputation que vous dites que vous a faites le sieur Rousseau ; cette calomnie retomberait plutôt sur eux que sur vous, et leur intégrité est trop connue pour qu'on puisse croire qu'aucun particulier influe jamais sur leurs jugements. D'ailleurs, Monsieur, vous connaissez mieux que personne ce qu'exige la bienséance, qui ne vous aurait jamais permis de vous ingérer dans une affaire qui vous est entièrement étrangère. J'ai l'honneur d'être, avec respect, votre très humble et très obéissant serviteur.

« Signé : LULLIN. »

doute, plutôt que du fond, qui lui donnait satisfaction, et riposta par une lettre piquée; il en fut fait lecture au Conseil, qui ne s'en émut point et décida de n'y pas répondre¹.

Aucun témoignage officiel n'établit donc que Voltaire ait été l'initiateur de l'arrêt du 19 juin 1762, non plus que des arrêtés d'expulsion dont le gouvernement bernois frappa par deux fois son malheureux rival. Mais son attitude fut-elle tout à fait inoffensive? Il l'affirmait avec la dernière énergie. Ayant au commencement de l'année 1766 attiré d'Yvernois à Ferney, il lui tint là-dessus les propos les plus catégoriques : « Il n'y a qu'un scélérat qui puisse dire que j'ai eu la moindre part à la condamnation de Rousseau, lui dit-il. J'aimerais autant qu'on dise que j'ai fait rouer Calas plutôt que de dire que j'ai persécuté un homme de lettres... *Il est faux et calomnieux que j'ai jamais écrit à Paris ou ailleurs contre M. Rousseau...* M. Marc Chappuis est témoin que j'ai offert une maison à M. Rousseau. Écrivez-lui, Monsieur, que je la lui offre toujours et que, s'il veut, je me fais fort, auprès des médiateurs, de le faire rentrer dans tous ses droits à Genève...². » La proposition arrivait un peu tard, et Voltaire savait bien qu'elle n'avait aucune chance d'être acceptée. De plus, dans la phrase que j'ai soulignée, il oublie le *Sentiment du citoyen*, les lettres injurieuses dont sa correspondance est émaillée, les propos qui encourageaient les ennemis de Rousseau à le traiter sans ménagement ni crainte³, et même qu'il lui arriva de les exciter très clairement à la sévérité. Nous pouvons lire en effet dans une de ses lettres au conseiller François Tronchin : « Tenez pour certain que M. le duc de P(raslin) méprise Jean-Jacques comme il le doit. *Que le conseil soit ferme et tout ira bien*⁴ ». Cela est-il assez clair? Mais voici, dans une autre lettre au même confident, qui l'est plus encore :

1. Registre du Conseil, 31 janvier 1766.

2. Publié par G. Maugras, p. 435, 436.

3. M^{lle} de Bondeli à M^{me} Necker, du 5 octobre 1764 :

« ... M. Meister a quitté Genève, dégoûté des Genevois, enthousiasmé d'Abauzit et surtout de M. Moulton. Un ecclésiastique qu'il n'a pas nommé a achevé de l'indisposer contre cette sainte cité... Il faisait avec lui la comparaison de Voltaire et de Rousseau et celle des procédés qu'on a avec l'un et avec l'autre; l'homme de Dieu convint du fait et ajouta pour la gloire du Seigneur et l'avancement de son règne, *mais Voltaire est bien avec le duc de Choiseul et on n'a aucune raison de ménager un pied plat sans crédit et sans influence.* » (Arch. du château de Coppet.)

4. 12 janvier 1765. Publ. par H. Tronchin, *le Conseiller François Tronchin et ses amis*, p. 182.

... On paraissait soupçonner que M^{me} la duchesse de Luxembourg protégerait le misérable dont il s'agit et pourrait même procurer une médiation favorable aux brouillons. Je répondis et je réponds encore, sur ma tête, qu'il n'en sera rien. Vous êtes bien persuadé que le Conseil peut déployer toute sa fermeté et toute sa justice sans avoir à craindre de jamais perdre la moindre des prérogatives que la médiation lui assure. Ce sont les brouillons qui doivent craindre de perdre leurs privilèges pour peu qu'ils en abusent. *On attend que le Conseil agisse contre le livre séditieux de la Montagne comme on agit contre un perturbateur du repos public. L'auteur est tel et doit être déclaré tel.*

Voilà ce qu'on dit, car, pour moi, je ne dis mot, je ne suis pas de la paroisse¹.

La restriction finale ne fait qu'ajouter une note hypocrite à la cruauté de l'avis. On jugera maintenant si Voltaire pouvait affirmer, une année plus tard, n'avoir jamais rien écrit contre Rousseau; si son rôle, dans l'affaire, fut aussi neutre et réservé qu'il le prétendit; s'il était sincère en offrant une de ses maisons à l'adversaire qu'on traitait, d'autre part, selon son désir, « en perturbateur du repos public »; et, pour tout dire, s'il ne méritait pas ce surnom d'*Inquisiteur* que lui donnaient Rousseau et ses amis.

Ces misérables sentiments, ces rancunes, ces bassesses ne se manifestèrent que plus tard. Au moment où nous sommes, le colonel Pictet se trompe en accusant Voltaire, comme sur les deux autres motifs auxquels il attribue la condamnation. Elle n'avait pas des « dessous » si compliqués : les magistrats du Petit Conseil, — M. Maugras l'a bien vu², — conservateurs rigoureux, hostiles à des doctrines politiques qui risquaient de rouvrir les questions ajournées plutôt que résolues par la médiation, soucieux de réfréner les aspirations démocratiques de la bourgeoisie, frappèrent ces deux livres en parfaite bonne foi, parce qu'ils les jugèrent dangereux pour la religion qui cimentait leurs institutions nationales.

La lettre anonyme circula pendant quelques jours sous le manteau. Le 8 juillet, le colonel Pictet crut devoir écrire au Premier Syndic pour s'en reconnaître l'auteur. Elle faisait grand bruit. Beaucoup l'approuvaient sans trop oser le dire, car aucune

1. 22 janvier 1765. *Ibid.*, p. 183, 184.

2. P. 228 et suiv.

opposition sérieuse ne se manifestait encore contre l'arrêt du Petit Conseil. D'autres s'en indignaient. Je trouve dans le *Recueil Tronchin* deux brouillons de réponses qui semblent être du conseiller François et sont d'un ton très vif. Il paraît surtout préoccupé de défendre Voltaire, dont les « plaisanteries profanes » ne peuvent être comparées, selon lui, à « un livre systématique où toutes les preuves de la religion sont combattues l'une après l'autre avec toute la force dont une si mauvaise cause est susceptible ». Comment d'ailleurs Voltaire, dont le déisme est notoire, aurait-il pu réclamer ou provoquer un jugement par quoi « ses propres opinions sont condamnées » ? Il déplore ensuite qu'un citoyen de Genève « ait insulté en France la religion et le gouvernement français » ; et il admoneste vertement l'impudent qui s'avise de le soutenir¹.

Cependant, le Petit Conseil commençait à s'occuper de cette nouvelle affaire, qui venait inopinément de se greffer sur la pre-

1. « ... Homme aveugle ! Quand vous ne seriez pas un menteur, comment seriez-vous un citoyen ? Vous ignorés qu'attaché inviolablement à la bienheureuse constitution de notre État, un citoyen montre sa soumission à la loi, en honorant ses ministres, et qu'il ne parle qu'avec un respectueux ménagement du magistrat qu'il a choisi lorsqu'il le soupçonne de s'être trompé. » (Arch. de Bessinges.)

Dans une lettre du 12 juillet adressée à ses correspondants habituels, les Freudenreich, le conseiller J.-L. Dupan s'exprime avec une égale horreur sur le compte du malheureux opposant :

« ... Je dis l'autre jour au Papa qu'il courait à Genève une lettre contre le Conseil à l'occasion de son arrêt contre les livres de Rousseau. Cette lettre est aussi absurde qu'insolente et séditieuse. On y fait quelques réponses qui courent aussi la ville et dans lesquelles l'auteur est traité comme il le mérite. Cet auteur est connu, c'est le frère du colonel Pictet, qui était lieutenant-colonel de Budé en Hollande. Il est allé reconnaître ses torts chez les syndics. On ne sait point encore ce que dira le Conseil, il n'y reste que quatre juges, tous les autres sont parents de Pictet, parce qu'en affaires criminelles les récusations s'étendent jusqu'aux enfants issus des germains. Ce Pictet a su se faire un nom en blâmant le Conseil et en injuriant Voltaire, mais il s'est fait un nom odieux...

« ... Je ne croyais pas que vous chasseriez Rousseau d'Yverdon ; il n'a cependant que ce qu'il mérite. Il est bon que les orgueilleux soient punis. C'est dommage que les plus grands génies soient sujets à faire les plus grandes fautes. Cela console les pauvres en esprit comme moi.

« Mais tous les orgueilleux n'ont pas de l'esprit, nous en connaissons de bien sots et bien bêtes, tels que ce Pictet. Il a demandé pardon au Conseil par lettre ou requête bien humblement ; ses parens étant sortis, le restans n'étant pas en nombre suffisant pour juger prendront des adjoints dans le Deux-Cent pour faire un Conseil des vingt-cinq, suivant nos loix, et dans ce Conseil on déterminera la procédure. Cela est humiliant. » (Arch. du château de Monnaz.)

mière, et, comme il était entré dans la voie de l'illégalité, il devait y poursuivre. Les actes de sa procédure¹ dénotent une singulière incohérence. Dans sa séance du 12, le Conseil décide d'entamer les poursuites; le 16, de passer outre à une protestation de Pictet contre cette résolution et de constituer le tribunal. L'affaire se corse. Dans le public, les avis se partagent, et l'on prend position. Marcet adresse, probablement à l'un des conseillers qui vont fonctionner comme juges, une lettre dont il transmet la copie à Rousseau². Il y relève l'illégalité d'un arrêt porté à Genève contre un livre publié à l'étranger³. Il marque ensuite que l'intervention du colonel Pictet est la conséquence nécessaire de cette illégalité, puisqu'il est dans l'intérêt de « tout citoyen sage » qui a le souci de sa propre sûreté « de s'opposer aux abus d'une semblable jurisprudence »; il prête ainsi une portée générale à un incident dont le génie même de Rousseau garantissait le caractère d'exception, et c'est bien là l'art des agitateurs qui, dans la masse des abus dont les gouvernements, même les meilleurs, sont coutumiers, excellent à choisir ceux qui sont susceptibles de frapper l'imagination. — Rousseau ne semble pas comprendre encore tout le sens de sa propre affaire, toute l'ampleur que les événements vont donner à son rôle. Au lieu d'abonder dans le sens de Marcet, il lui répond en diminuant sa cause par des arguties⁴: il aurait voulu qu'avant de le condamner on s'assurât qu'il était bien l'auteur des écrits incriminés! Cette précaution lui paraît surtout indispensable pour la *Profession de foi*, parce qu'il l'a donnée comme « un écrit qu'il transcrit dans son livre »! Il se relève pourtant en cherchant à mettre d'accord les principes qu'il a soutenus dans les deux livres avec le christianisme et la constitution genevoise, et il retombe dans le paradoxe en représentant le *Contrat social* comme une apologie de cette constitution⁵.

1. Publ. par Viridet, p. 27-36.

2. Elle est datée du 16 juillet (mss. de Neuchâtel) et publiée dans *les Premiers défenseurs genevois de Rousseau (Étrennes genevoises d'Am. Roget, 1879)*.

3. « Car alors », dit-il, « un citoyen de Genève serait plus malheureux qu'aucun sujet d'un autre État, il se verrait condamné dans le dehors et tout de suite dans sa patrie sans être entendu. Sa patrie, qui devrait lui servir d'asile et le protéger, pour le mettre en état de se défendre contre les imputations à lui faites ou de se rétracter s'il s'agit d'opinions particulières, deviendrait donc pour lui un lieu inaccessible. »

4. *Correspondance*, sans date, CCCLXXVIII.

5. « Quant aux principes de gouvernement établis dans cet ouvrage, ils se

Sa dialectique, plus habile que loyale, n'empêche pas que dès ce moment, et de son aveu même, la question des droits souverains du peuple, qu'avait tranchée la médiation, se trouve de nouveau posée. Et c'est sans doute parce que, résolu à l'écarter, ils jugeaient nécessaire une action vigoureuse, que les conseillers furent amenés à maintenir leur attitude, même contre un homme de leur classe. Cet homme n'était pourtant rien moins qu'un révolutionnaire. Il n'avait aucune envie de susciter des troubles dans l'état ni de se poser en tribun ou en réformateur. Il manquait même singulièrement, à ce qu'il semble, et selon le mot à la mode, de « vertu » : dès qu'il peut mesurer les conséquences de sa lettre, qu'il n'avait point calculées, il s'efforce d'en rejeter la responsabilité sur le malheureux Duvillard, en affirmant avoir reçu de lui « une lettre provocative qui avait donné lieu à la sienne¹ ». Fait probablement faux, car le libraire le nie, et Pictet ne peut produire la prétendue lettre². Il essaye alors, par une nouvelle lettre adressée à son frère et destinée au public, d'excuser sa manifestation, en déclarant qu'il s'en serait abstenu s'il eût lu l'*Émile* au lieu de s'en tenir au *Contrat* et en regrettant que son opinion ait été « rendue publique³ ». Puis il écrit dans le même sens au Premier Syndic. Ces excuses, plutôt plates, qui équivalaient à une rétractation, ne sont pas admises : le Conseil est décidé à sévir avec rigueur. Pictet et Duvillard sont donc interrogés et « mis sous soumission », c'est-à-dire invités à se tenir à la disposition de la justice. Le Conseil se constitue en tribunal, selon les formalités prescrites. Suivant la loi, les parents des accusés se retirent : les quatre syndics sont dans ce cas, en sorte qu'aucun d'eux ne pourra exercer la présidence des débats, dont la charge leur est réservée. On ne semble pas s'apercevoir de cette irrégularité, que la loi de récusation n'avait pas prévue.

réduisent à ces deux principaux : le premier, que, légitimement, la souveraineté appartient toujours au peuple ; le second, que le gouvernement aristocratique est le meilleur de tous. Peut-être importerait-il beaucoup au peuple de Genève, et même à ses magistrats, de savoir précisément de quoi quelqu'un d'eux trouve ce livre blâmable et son auteur criminel. Si j'étois procureur général de la République de Genève, je l'obligerais à s'expliquer avec clarté ou je le poursuivrais criminellement comme traître à la patrie et criminel de lèse-majesté. » (*Ibid.*)

1. Marcet à Rousseau, 30 juillet (mss. de Neuchâtel).

2. *Ibid.*

3. Registres du Conseil du 19 juillet. Viridet, p. 30.

Le 20, séance avec interrogatoire des accusés. Ils sont « réduits dans les prisons » et interrogés de nouveau le lendemain. Le même jour, le Conseil, érigé en tribunal, prend une décision stupéfiante : celle de ne pas communiquer la procédure au Procureur général et de juger sans plus de façons. Un passage de l'*Extrait des registres* montre que quelques-uns au moins des juges en furent troublés, sans cependant que leur scrupule suffît à les arrêter¹.

Ainsi, le Petit Conseil prend une décision contraire aux principes essentiels du droit dans une affaire où il aurait dû se montrer d'autant plus circonspect qu'elle touchait à la politique et que, par conséquent, s'il en était juge, il y était aussi partie. Deux jours plus tard, le 23, il rend un arrêt extrêmement sévère : Pictet est condamné à être censuré, à « demander pardon à Dieu et à la seigneurie », à voir lacérer sa lettre, à « être suspendu de ses droits honorifiques, tant de sa qualité de membre du Magnifique Conseil des Deux-Cents que de la bourgeoisie pendant une année », et aux frais et dépens ; Duvillard s'en tire avec un mois de la même suspension². Là-dessus le Petit Conseil se sépare après la prière, enchanté, comme toujours, de la besogne qu'il a faite. Ses partisans jubilent, comme si cet arrêté constituait une victoire décisive, comme s'il était inattaquable, comme s'il frappait, derrière le colonel Pictet, Rousseau, ses livres, tous leurs défenseurs. J.-L. Dupan annonce gaîment la nouvelle à ses amis de Freudenreich³ ; personne ne juge excessive une telle sévérité

1. « M. le président dit ensuite que, comme quelques personnes avaient témoigné des scrupules sur la résolution prise de ne point inviter les prévenus à pourvoir à leurs défenses conformément à l'Édit et sur la non-communication au Procureur général qui avait dénoncé ladite lettre anonyme, il invitait le Conseil à en faire un second tour, et les résolutions ci-dessus ont été confirmées. » (Viridet, p. 34.)

2. Viridet, p. 35, 36.

3. Il paraît trouver que la peine est légère et s'étonner surtout de l'indulgence que les pasteurs conservent à Rousseau :

« Si nos ministres avaient jugé Rousseau et ses livres, Pictet et sa lettre, ils n'auraient pas osé les en remercier, mais sûrement ils n'auraient ni brûlé ni condamné. On dirait que l'intérêt de la religion est ce qui les touche le moins, ils sont contents pourvu que leur vanité et leur orgueil soient satisfaits. Ils font consister leur plus grand plaisir à dire : Genève est la seule ville où l'on ne reçoit pas des comédiens, *c'est nous qui l'empêchons*. Rousseau a écrit contre les comédiens, c'est notre chevalier, il peut tout dire et tout écrire, même contre la religion. Pictet insulte Voltaire, l'ennemi né de la superstition, de l'abus de la religion, de l'intolérance et par conséquent de tous les ecclé-

contre un écrit privé, dont tout le crime est de discuter un acte officiel. Quelques-uns même trouvent qu'on est fort modéré : pendant que la procédure suivait son cours, Charles Bonnet remarquait qu'autrefois, au lieu de se borner à « faire rôtir les livres de Rousseau, on l'eût fait rôtir lui-même¹ », et Haller, à qui il envoie cette judicieuse observation, Haller, qui passe pourtant pour un grand esprit, qui est savant, qui est poète, lui répond sur le même ton de satisfaction : « ... Je ne brûlerais pas Rousseau, mais je ne lui accorderais jamais de liberté qu'il ne donnât caution de ne plus écrire que sous la censure d'un corps sensé de théologiens²! »

Cependant, les plus clairvoyants parmi les membres du parti démocratique commencent à comprendre que ces excès de sévérité, que ces illégalités, que ces fautes leur fournissent des armes pour recommencer la lutte interrompue depuis un quart de siècle. Le 30 juillet, Marcet adresse à Rousseau une nouvelle lettre³ qui ne manque pas d'élévation et témoigne d'un sens politique assez fin : il a déjà l'idée de recourir au seul moyen que l'Édit ait laissé aux mécontents, à une *Représentation* soumise au Conseil ; mais les arguments que Rousseau lui a suggérés, bons pour un avocat qui ne penserait qu'à l'intérêt de son client, ne sauraient appuyer utilement une démarche publique. Une telle démarche, en effet, ne peut s'inspirer que de l'intérêt général, ne peut discuter que la *légalité* de l'arrêt. Et l'arrêt ne lui paraît pas légal, puisqu'il a frappé des livres « imprimés chez l'étranger. » Il sait d'ailleurs que cet arrêt a été dicté par des raisons d'État plus positives que les prétextes derrière lesquels il s'abrite :

L'article de la religion n'est pas tant la cause de la condamnation du *Contrat* que le prétexte. En 1707, le Grand Conseil fixa des assemblées générales tous les cinq ans à jour nommé et de droit. Les Conseils que ces assemblées effrayaient proposèrent dans celle de 1742 de les abolir pour l'avenir, la supériorité des suffrages fut de leur avis. Pour la plus grande perfection d'un gouvernement, vous pro-

siastiques du monde, donc Pictet peut sans crime répandre les libelles séditieux contre le Conseil. » (Arch. du château de Monnaz.)

1. A Haller, 16 juillet. Publ. par Ritter, *Étrennes chrétiennes de 1893*, p. 202.

2. *Ibid.*, p. 203.

3. Mss. de Neuchâtel.

posez des assemblées périodiques de droit. Ne semble-t-il pas que vous voulez faire regretter à vos concitoyens de n'en avoir point et de les avoir perdues par leur faute et en même temps de reprocher aux Conseils d'avoir proposé de les abolir?

En même temps qu'il dégage et serre ainsi la question politique, Marcet ajoute qu'il a feuilleté les *Ordonnances ecclésiastiques* et qu'il y a découvert un article établissant l'illégalité de l'arrêt, du moins pour ce qui concerne la religion¹. Il a donc trouvé ce qu'il cherche : une base de droit à l'action publique qu'il voudrait provoquer, non seulement dans l'intérêt de Jean-Jacques, mais dans celui de son parti. Comme Rousseau ne se presse pas de répondre, il revient à la charge, le 3 août, avec insistance². La lettre qu'il reçoit enfin, datée du 10³, est peu encourageante : le proscrit se dit fatigué, souffrant et d'ailleurs résolu à renoncer à ses droits de citoyen, mais il entend choisir son heure pour faire cette renonciation, qui sera son dernier écrit. Marcet réplique aussitôt⁴, en tâchant de le reconforter; il reprend son idée, que toute l'affaire se ramène à une question de légalité, que c'est sur ce terrain qu'il faut amener les adversaires, et il intercale dans sa lettre un projet de procuration par laquelle Rousseau lui donnerait plein pouvoir pour demander copie de l'ar-

1. C'est l'article LXXXVIII sur lequel roulera dans la suite la partie essentielle de la discussion et qui est ainsi conçu :

« S'il y a quelqu'un qui dogmatise contre la doctrine reçue, qu'il soit appelé pour conférer avec lui; s'il se range, qu'on le supporte sans scandale ni diffame; s'il est opiniâtre, qu'on l'admoneste par quelques fois pour essayer de le réduire. Si on voit enfin qu'il soit besoin de plus grande sévérité, qu'on lui interdise la Sainte-Cène et qu'on en avertisse le magistrat afin d'y pourvoir. »

Après avoir transcrit cet article dans le *post-scriptum* de sa lettre, comme s'il l'avait découvert au dernier moment, Marcet conclut :

« De cet exposé, il résulte que le magistrat s'est attribué un droit qu'il n'a point et qu'il attaque celui du Consistoire contre la volonté du Souverain et sa loi. Comme j'ignore quelles sont vos dispositions sur tout cela, je n'en dirai pas plus, afin donc de me mettre en état de vous donner quelque conseil salutaire, dites-moi bien présentement votre résolution, s'il est nécessaire, j'agirai seul, je me croirai bien plus fort avec la loi que de tout secours humain... »

« ... Quand votre dessein ne serait pas de revenir dans votre patrie, je ne crois pas qu'il vous convienne de laisser subsister le jugement, surtout pour ce qu'il y a de personnel. Je ne fais presque aucun doute que je n'en vienne à bout moi tout seul... » (Mss. de Neuchâtel.)

2. Mss. de Neuchâtel.

3. *Correspondance*, CCCLXXXIV.

4. Le 13 juillet. Mss. de Neuchâtel.

rêt du 19 juin et de faire en son nom « toute représentation et réquisition » qu'il jugerait nécessaire. Rousseau, dans sa réponse¹, persiste à trouver qu'il ne faut rien précipiter, que la démarche proposée aurait plus de chances d'aboutir après le changement des syndics, et se déclare prêt à signer la procuration demandée. Mais il ne la signe pas. C'est qu'en vérité il n'a aucune envie de suivre Marcet. Il est à Motiers, où il s'est fait admettre à la communion par le pasteur de l'endroit, M. de Montmolin, ravi d'avoir un tel catéchumène : acte habile par lequel il pense répondre aux critiques dirigées contre le vicaire savoyard, affirmer son attachement à la foi réformée, montrer qu'il n'est point sorti de l'Église. Il se plaît fort dans l'agréable maison que M^{me} Boy de la Tour a mise à sa disposition, où il y a une belle galerie qui donne sur une esplanade plantée de vieux ormeaux. Il botanise et se promène, tantôt seul, tantôt avec quelque ami, comme le naturaliste Gagnebin. Thérèse, après quelques hésitations, l'a rejoint. Il est en bons termes avec de braves gens : Dupeyron, le millionnaire neuchâtelois, un peu parvenu, mais si dévoué, si fidèle ! le colonel de Pury, beau-père de Dupeyron, qui l'emène quelquefois dans sa jolie campagne de Champ-du-Moulin, à l'autre extrémité de la vallée ; le procureur général d'Ivernois, parent de son ami le négociant de Genève et son voisin au prieuré Saint-Pierre, dont la charmante fille, Isabelle, l'appelle « papa », l'écoute avec dévotion, lui enseigne à faire des lacets. Sa présence enorgueillit et réjouit ce petit monde, qui regarde bouche bée descendre devant sa modeste porte des étrangers du plus grand monde : Tissot, déjà célèbre, Sautersheim, dont on ignore les frasques, et toutes sortes de gens titrés. On le tient pour un saint, pour un dieu. On ne comprend rien aux colères qu'il suscite. Bien qu'on soit pieux et sévère, on accepte ses explications sur son ménage et Thérèse pour un modèle de gouvernante, à qui l'on témoigne mille égards. C'est une vie tranquille et charmante. Or, Marcet a des arrière-pensées qui peuvent mener loin. Dans sa lettre du 13, à la suite du projet de « requête » annexé au projet de « procuration », il a ajouté ces deux lignes suggestives : « Si le Conseil accorde la demande, tant mieux ; s'il la refuse, tant mieux encore, c'est un grief bien grave de plus. » Voilà qui

1. Publ. par Streckeisen-Moulton, *Œuvres et correspondance inédite de J.-J. Rousseau*, p. 394-396.

montre clairement que, dans la pensée de cet ami un peu exigeant, il s'agit moins de redresser l'injustice dont Rousseau est la victime que de mettre en faute le Petit Conseil, le plus lourdement possible, afin de mieux l'attaquer. C'est donc de la politique ! Et Rousseau hésite à mettre le pied dans cette galère. Que les Genevois entrent en campagne pour lui, c'est parfait ; mais il voudrait rester en dehors de la mêlée. A moins encore qu'il ne médite de conduire son affaire comme il l'entend, sans s'inquiéter des avis de son conseiller. Et c'est peut-être bien le cas : ses lettres ne disent rien de ses desseins, mais elles indiquent qu'il médite quelque chose¹.

L'attitude expectante de Rousseau décevait ses bouillants amis, pressés d'agir. En attendant mieux, ils esquissèrent un mouvement offensif contre le Procureur général Tronchin. Ce magistrat, élu pour trois ans, arrivait en novembre au terme de son mandat, renouvelable par le Conseil général². Les mécontents s'efforcèrent de l'éliminer. Il semblait difficile de le rendre responsable d'un arrêt dont la partie la plus contestable était contraire à ses conclusions ; mais les partis n'y regardent pas de si près ; quels que soient leurs programmes, ils cherchent moins à régler leur conduite selon la vérité dont ils se réclament qu'à s'assurer des avantages, fût-ce à ses dépens. On avait, du reste, d'autres griefs contre lui : on lui reprochait « ses liaisons avec Voltaire, sa dépense et ses belles maisons³ ». En vérité, il était de ceux que leur élévation même désigne aux coups, et il les bravait avec une tranquille énergie. Il dédaigna de se justifier d'aucune des calomnies qu'on ne manqua pas de débiter contre lui. Il répondait simplement « à ceux qui voulaient l'exclure que s'ils avaient dessein de donner un pareil exemple ils ne pouvaient pas mieux choisir, parce qu'il n'y avait personne qui supportât son exclusion avec plus de sang-froid et d'indifférence⁴ ». La cabale lui enleva quatre cents voix, mais il fut réélu. Les opposants affectèrent de considérer ce déchet comme un éclatant succès pour leur cause : en ce temps-là déjà, la tactique des partis dénaturait les faits pour en imposer en chantant victoire. De Luc,

1. Voir entre autres celle au colonel Pictet, du 23 septembre (*Correspondance*, CCCXCIV), et celle à Moulton, du 15 novembre (*Ibid.*, CCCCVIII).

2. *Tableau historique et politique des révolutions de Genève*, p. 184-185.

3. J.-L. Dupan aux Freudenreich. (Arch. du château de Monnaz.)

4. *Ibid.*, du 23 novembre 1762.

qui s'était mis en tête de ramener Rousseau à Genève, tâcha de lui présenter les choses sous cet aspect¹, sans y réussir d'ailleurs. Rousseau lui répondit assez sèchement que, s'il n'y avait que quatre cents citoyens et bourgeois mécontents, l'on pouvait supposer que tous les autres étaient satisfaits; que par conséquent il n'avait rien à faire « parmi ces gens-là »; qu'au surplus il s'agissait moins de lui que d'eux-mêmes; que son cas devait les offenser tous et que, s'ils ne s'en inquiétaient pas, il ne s'en soucierait, pour son compte, pas plus qu'eux². Rousseau se montrait ici trop sévère pour ses défenseurs. Ils hésitaient, c'est vrai, ils tâtonnaient; mais ils ne demandaient qu'à agir. Ils ne manquaient d'ailleurs aucune occasion d'affirmer leurs revendications. Ainsi, *le Mercure de Hollande*, qui s'imprimait à Genève, ayant annoncé dans son numéro d'août que Jean-Jacques « ne pouvait rentrer à Genève », plusieurs citoyens, — parmi lesquels Abraham-Gédéon Binet, — demandèrent aussitôt au Conseil de les autoriser à rectifier cette information : Jean-Jacques n'était point banni, Jean-Jacques pouvait très bien rentrer à Genève, au risque d'être arrêté, c'est vrai; mais il y a tout de même une nuance.

Faut-il qualifier d'habile la réserve de Rousseau, sa résolution, fermement tenue, d'agir sans hâte, en comptant sur l'appui des circonstances? En tout cas, le zèle de ses partisans s'échauffait. Ils brûlaient de faire quelque chose, et ne savaient quoi. Ils s'exaltaient dans la recherche de leurs moyens d'action et dans l'attente. Un des plus solides de leurs adversaires, le syndic Jean Cramer, nous a laissé le récit d'une curieuse conversation qu'il eut avec De Luc, le mercredi 2 février 1763³. Elle ne dura pas moins de deux heures et demie et fut prudente, mesurée, lente, circonspecte. On se représente très bien ces deux hommes, lourds, plutôt solennels, qui s'observent avec méfiance, pareils à deux lutteurs d'égale force. De Luc débute par des compliments, que Jean Cramer écoute sans se déridier, puis, après ce préambule de politesse, il attaque la question Rousseau; il lit deux lettres du pasteur de Motiers, certifiant que Rousseau se présente à la communion, la copie d'une de ses lettres à Jean-Jacques, la réponse

1. De Luc à Rousseau, 24 novembre 1782. Publ. par Alexéïeff, *Études sur Rousseau*, I, II, 2 vol. in-8°. Appendice, p. CXIX. Moscou, 1887.

2. 26 novembre. *Recueil Adert*.

3. Publ. par Alexéïeff, II; Appendice, p. XCV-CVIII.

qu'il y a reçue, non sans interrompre sa lecture par toutes sortes de réflexions, que l'autre écoute sans broncher; enfin, il conclut qu'il est nécessaire que le proscrit rentre dans sa patrie « sans autre formalité » et que le gouvernement doit favoriser ce retour, puisque les « formes essentielles » n'ont pas été observées dans l'arrêt du 19 juin de l'année précédente. Cramer, — qui avait pris les instructions du Conseil avant de venir au rendez-vous, — répond presque aussi longuement par un discours en quatre points, dont il a d'avance arrêté dans son esprit le plan et la marche : il s'efforce de montrer que le Conseil est resté dans la légalité comme dans la justice, et que, si Rousseau veut mettre fin au scandale dont il est l'objet, il faut qu'il commence par rétracter ses opinions. Quand il a fini, De Luc se recueille un moment pour peser ses arguments ou pour en chercher d'autres. Il faut croire qu'il n'en trouve pas, car il dit que sa proposition étant mal accueillie il n'en sera « plus question »; et il en est bien fâché, « à cause des suites que cela pourrait avoir »; puis il s'anime, il élève la voix, en déclarant que les objections de son adversaire seraient « de quelque poids » si la sentence prononcée contre Rousseau n'était entachée de partialité et d'irrégularité, et, citant l'article 88 des *Ordonnances ecclésiastiques*, il oppose à la procédure suivie contre Rousseau une autre procédure suivie en 1576 contre un nommé Morelli, qui aurait dû servir de modèle, et à la sévérité qu'on a témoignée à l'*Émile* et au *Contrat social*, l'indulgence dont on use pour les ouvrages de Voltaire, celle qu'on a tout récemment encore gardée au *Sermon des cinquante*. Cramer réplique que la dialectique de Jean-Jacques est beaucoup plus dangereuse que les malices de Voltaire; que le Conseil n'a pas besoin de recourir aux lumières du Consistoire pour « comprendre le venin » des ouvrages incriminés; qu'en le frappant il n'a « fait que suivre l'usage de tous les pays où la liberté de la presse a quelques bornes ». Mais il sent bien qu'il en est pour ses frais d'éloquence : De Luc répète que l'arrêt était « contre les formes », que les magistrats sont tenus d'observer ces formes, que les citoyens et bourgeois ont le droit et le devoir de veiller à ce qu'elles soient observées. Sans illusion sur les dispositions de cet homme intraitable, Cramer essaye pourtant, en terminant, de l'exhorter « à deux choses, l'une à employer son crédit auprès du sieur Rousseau pour qu'il remplit complètement et à temps son devoir de véritable

chrétien et de bon citoyen; l'autre à ce que lui-même laisse tomber toute cette affaire et ne s'en mêle plus ». Et ils se séparent, ayant plaidé chacun sa cause avec vigueur et méthode, sans être ébranlés ni l'un ni l'autre.

En réalité, De Luc avait compris la force révolutionnaire que recélaient l'œuvre et la personne de Rousseau. Aussi va-t-il s'efforcer de l'attirer à sa cause en l'exhortant, l'excitant, l'irritant. Sa solennité, sa pédanterie, sa certitude en toutes choses, sa médiocrité d'esprit produisent sur Jean-Jacques un effet d'irritation et d'énervement qui pourraient lui nuire et qui, au contraire, lui profitent. De Luc, insupportable, trouve pourtant toujours les paroles qu'il faut. Rousseau, agacé, exaspéré, furieux, proteste, déclare qu'il ne bougera pas, et va quand même. Impossible d'imaginer un duo plus singulier : le grand homme, en grondant, finit toujours par faire ce que veut l'autre; et ce chef, d'intelligence moyenne, d'esprit assez vulgaire, n'a cependant pour lui qu'une habileté retorse et un robuste entêtement. Ainsi, quelques jours après l'échec de sa démarche auprès de Jean Cramer, De Luc écrit à Rousseau, le 19 février¹ :

... Vous ne pouvez demeurer tranquille spectateur d'une scène dont vous devez être le principal acteur; votre patrie a les yeux ouverts sur vous et vous réclame; vos concitoyens disent tous : *que fera Rousseau?* Les uns, il est vrai, le demandent en tremblant; leur plus ardent désir est qu'on réponde, *il ne fera rien*, parce qu'il n'aime ni sa religion ni sa patrie; mais heureusement c'est le petit nombre, et ils trouvent des citoyens qui leur répondent avec fermeté : *notre concitoyen se fera connaître...* Cette réponse suffit seule pour les atterrir; Rousseau connu, ils le seront aussi. Quelle catastrophe!...

Et il lui envoie le dessein d'une déclaration d'orthodoxie qu'il voudrait bien que Rousseau signât pour augmenter les embarras du Conseil. Pourquoi ne la signerait-il pas? N'est-il pas « chrétien réformé »? Ne peut-il pas regretter d'avoir écrit des choses que la malignité interprète contre sa religion? Rousseau n'entre pas d'abord dans ces vues, refuse de signer la déclaration, paraît résolu à rester en dehors du conflit, répond avec aigreur :

Vos Genevois, dites-vous, se demandent : *que fera Rousseau?* Je

1. Aléxiéeff, II; Appendice, p. CXXI-CXXV.

trouve que ceux qui disent *il ne fera rien* parlent très sensément. Quant à ceux qui disent : *il se fera connoître*, j'ignore ce qu'ils attendent. Moi aussi je me demandois : *que feront les Genevois*. Je me répondois : *ils se feront connoître*. C'est aussi ce qu'ils ont fait...¹.

Mais, en même temps qu'il résiste, il se pique au jeu. Sans s'en apercevoir, il cède à cette volonté plus forte, si sûre d'elle-même. Les traces d'hésitation, de faiblesse qu'on remarquait dans ses premières lettres disparaissent. Il devient énergique, résolu. Il se sent appuyé par un parti puissant. Il dit que son affaire intéresse tous les citoyens de Genève. Il voit qu'elle est en même temps, pour eux un moment décisif de leur développement politique, et pour lui un épisode de sa carrière mondiale, de la grande page de l'histoire intellectuelle qu'il est en train de vivre. Et, tandis qu'il refuse encore d'intervenir directement dans les débats des Genevois, il se prépare à défendre son œuvre, sans distinguer encore, peut-être, que l'apologie qu'il en veut faire aura son contre-coup nécessaire sur les événements de sa patrie, sans se douter qu'il est dès maintenant engagé dans une sorte d'association avec ces médiocres agitateurs, ces De Luc, ces D'Yvernois dont il subit sans plaisir les lettres et les visites et qui l'entraînent malgré lui. Si bien qu'au moment même où il affirme qu'il ne fera rien pour les Genevois, et en le croyant réellement, il travaille pour eux en rédigeant dans le plus grand secret sa réponse à Mgr de Beaumont.

L'archevêque de Paris, en effet, avait lancé contre Rousseau, le 20 août 1762, un mandement retentissant. Ce prélat jouissait d'une autorité personnelle qui exhaussait encore celle de sa haute charge. On admirait la fermeté qu'il savait allier à beaucoup de douceur, sa bienveillance habituelle, la constance dont il avait fait preuve en défendant les puissants intérêts commis à sa garde. Il avait connu l'exil, résisté au roi, souffert pour ce qu'il croyait juste et vrai, combattu avec une égale ardeur les jansénistes, les visionnaires, les philosophes incrédules². Mais il faut reconnaître que son mandement n'est point à la hauteur de sa réputation. Après un début brillant, où se trouve le portrait si souvent cité de Rousseau : « Du sein de l'erreur, en homme plein du lan-

1. *Correspondance*, CCCCXXXV.

2. Voir *Christophe de Beaumont, archevêque de Paris*, par le P. E. Régnault. Paris, 1882, 2 vol. in-8°.

gage de la philosophie sans être véritablement philosophe... », le prélat se lance imprudemment dans une discussion maladroite des points les plus audacieux de la *Profession de foi*. Les défauts de sa méthode soulignent les défaillances de son raisonnement : on le voit avec surprise assimiler les témoignages sur lesquels reposent le dogme de la révélation à ceux qui établissent les faits de l'histoire profane, exagérer certaines idées de Rousseau pour les rejeter facilement, ou même les interpréter ou les habiller avec une liberté excessive. Tout cela fait la partie belle à son redoutable adversaire.

Il semble parfois que la pensée de Rousseau se forme en lui comme malgré lui, par des actions étrangères à sa volonté, pour éclater au moment opportun. Il aspirait à la tranquillité. Il s'était promis de ne plus écrire. Il en avait presque pris l'engagement. Mais comment résister à la tentation de répondre à une attaque si éclatante ? Ce mandement, lancé du haut du siège archiépiscopal de Paris à toute la chrétienté pour écraser un proscrit, avait bien des points faibles. Fallait-il manquer une telle occasion de s'exalter par la grandeur de l'adversaire, par l'ampleur d'une victoire certaine ? Le même souffle intérieur qui avait saisi Rousseau lorsque ses yeux étaient tombés sur le programme du concours ouvert par l'Académie de Dijon l'emporta de nouveau. Il oublia ses projets de repos, il ne pensa plus à la paix de sa retraite et se mit au travail sans en rien dire, même à ses plus intimes. C'est seulement le 26 février 1763, quand son ouvrage est composé, qu'il l'annonce à Moulton¹. Il vient de lui déclarer que, dans l'état de lassitude où il se trouve, « le repos et la paix sont les seuls biens » qu'il souhaite ; il ajoute, comme s'il s'agissait d'une bagatelle :

... J'avais barbouillé une espèce de réponse à l'archevêque de Paris et, malheureusement, dans un moment d'impatience, je l'envoyai à Rey. En y mieux pensant, je l'ai voulu retirer ; il n'étoit plus temps ; il m'a marqué, en réponse, qu'il avoit déjà commencé ; j'en suis très fâché. Il n'est pas permis de s'échauffer en parlant de soi, et, sur des chicanes de doctrine, on ne peut que vétilier. L'écrit est froid et plat. J'en prévois l'effet d'avance ; mais la sottise est faite ; il est inutile de se tourmenter d'un mal sans remède.

1. *Correspondance*, CCCCXXXIV.

Rousseau ne « barbouillait » jamais rien. Il savait fort bien ce qu'il faisait en envoyant à son libraire un manuscrit dont tous les termes étaient pesés. A aucun prix, sans doute, il n'eût renoncé à le publier. Il jugeait, comme il dit d'ailleurs au pasteur de Motiers, cet « écrit devenu nécessaire¹ ». Il en attendait le plus grand effet. Il y déploya toutes ses ressources, jusqu'à cet art de mise en scène dont il avait l'instinct : *Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève, à Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, duc de Saint-Cloud, pair de France, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, proviseur de Sorbonne*, etc. Cette accumulation de titres pompeux, opposés à sa simple qualité, n'est-elle pas, — comme d'autres l'ont vu et l'on dit avant nous, — une véritable trouvaille ? Le bourgeois modeste, qui s'est fait sa renommée, grandit ainsi de toutes les dignités dont son adversaire est chargé, et gagne une première manche dès la couverture même de son écrit. Les premières lignes lui conquièrent le lecteur : il se pose en persécuté, magnifie ses malheurs, exagère les violences de ses ennemis, montre ce prince de l'église foudroyant un malheureux condamné, inoffensif, poursuivi, dont tout le crime est d'aimer la vérité. Puis il annonce ce que sera sa défense, avec cette exactitude d'expression qui lui donne toujours l'apparence d'avoir raison : « Vous avez deux objets dans votre mandement, l'un de censurer mon livre, l'autre de décrier ma personne. Je croirai vous avoir bien répondu si je prouve que, par-tout où vous m'avez réfuté, vous avez mal raisonné, et que, par-tout où vous m'avez insulté, vous m'avez calomnié. » Et sa réfutation commence, serrée, ardente, irréfutable, éloquente. Tantôt il suit phrase à phrase le mandement, qui s'effrite sous ses coups. Tantôt il reprend ses propres idées, les explique, les développe, en montre l'armature ou les états. Il rectifie, corrige, discute le sens des mots, remonte à leurs origines, rétablit les faits historiques, interprète les textes avec toutes les ressources d'une critique dont l'érudition et la sagacité déconcertent ; tandis qu'en d'autres morceaux sa pensée se dégage de ces précisions pour planer à grands coups d'aile sur le débat.

L'effet de cet ouvrage fut énorme. Du côté des amis de Rousseau, c'est de l'enthousiasme. Celui de Moulton, par exemple,

1. *Correspondance*, CCCCLXIX.

confine au délire¹ : il ne trouve pas d'exclamation pour l'exprimer ; tout le monde lui demande cette « lettre » fameuse avant d'être lue et qu'il a reçue, — quelle satisfaction pour son amour-propre ! — avant les libraires ; mais il ne la communique qu'à ceux dont il est sûr, aux amis qui n'en feront pas « un mauvais usage », c'est-à-dire, je suppose, qui ne s'aviseront pas de la critiquer, car je ne vois pas quel autre « mauvais usage » on peut faire d'un document imprimé ; il en partage, naturellement, toutes les idées. Pourtant, d'accord avec De Luc, il se hasarde à demander un « carton », du moins pour l'édition de Genève. Les deux hommes ont été froissés d'un jeu de mots sur l'*Héloïse* et l'*Aloisia*, et aussi de la phrase : « On sait, j'en conviens, qu'il y a peu de prêtres qui croient en Dieu ; » phrase qui leur paraît excessive. En insistant pour qu'elle soit supprimée, De Luc ajoute :

Je suis convaincu que cette inimitable lettre, sans rien perdre de sa force, en auroit plus d'efficacité. Je le suis aussi qu'en général vous vous feries, ainsi qu'à la chose, un très grand bien, si partout on vous parlez du *public*, des *auteurs*, des *chefs*, etc., vous laissiés quelque porte ouverte par laquelle les honnêtes gens pussent sortir de la foule...².

Que ses amis conseillaient mal Rousseau ! Leur médiocre esprit d'intrigue ne percevait pas que dans une telle polémique un écrit ne peut être fardé de la sorte sans compromettre son auteur. Rousseau, qui savait ce qu'il devait à sa renommée, en eut le sentiment : sans s'opposer absolument à la confection d'un carton « pour Genève en particulier³ », il veut leur laisser la responsabilité du maquillage, convaincu d'ailleurs que sa cause n'y gagnera rien : « Les Genevois m'ont fait trop de mal pour ne pas me haïr, dit-il, et moi, je les connois trop pour ne pas les mépriser. Je prévois mieux que vous l'effet de la lettre. J'ai honte de porter encore ce même titre dont je m'honorais ci-devant ; dans six mois d'ici je compte en être délivré⁴. »

Quant aux adversaires, la lettre ne fait que les fortifier dans

1. Streckeisen-Moullou, *Amis et ennemis*, I, p. 77-79 ; lettres du 23 et du 30 mars.

2. Aléxiéeff, II ; Appendice, p. CXXV-CXXVI.

3. *Correspondance*, CCCCLV.

4. *Ibid.*, CCCCLV.

leur hostilité. Ils la trouvent insolente, paradoxale, s'étonnent de la ténacité de Jean-Jacques, s'indignent de son audace, trouvent ses arguments faibles, son christianisme suspect, sa morale vacillante et corruptrice, et ces protestants, si hostiles à l'Église, si violemment « anticléricaux », ne sont pas très loin de prendre le parti de l'archevêque¹.

Cette fois, le nouvel écrit de Rousseau provoqua une intervention du résident, mais on ne recourut pas, comme pour l'*Émile* et le *Contrat social*, à l'exécuteur de haute justice, et l'on ne fit pas à l'ouvrage un procès périlleux : on se borna à défendre de l'imprimer à Genève un bon mois après qu'il y eut été mis en circulation².

Édouard Rod³.

1. Bonnet écrit à de Geer, de Thônex, le 14 mai 1763 : « ... Vous jugés bien qu'il ne se rétracte pas; ce sont toujours les mêmes principes ou plutôt les mêmes opinions, les mêmes préjugés, les mêmes erreurs. Il soutient qu'il est *chrestien*, et, si vous lui demandés en quoi consiste son christianisme, il vous répondra que c'est à *aimer Dieu de tout son cœur et son prochain comme soi-même*. Vous appercevés de reste l'astuce de cette réponse. Le prélat lui reprochait de rejeter les miracles, et il lui réplique qu'il n'a pas même besoin de miracles pour croire. Sans doute, un homme qui ne reçoit de l'Évangile que la morale n'a pas besoin de miracles pour croire cette morale et la juger belle. Mais si les miracles sont faux, l'auteur de cette morale est un imposteur, car il s'est vanté de faire des miracles et il en appelle même à ces miracles pour constater sa mission divine... » (Bibl. de Genève, mss. Bonnet, copie de lettres.)

2. C'est le 29 avril que Montpéroux écrit au duc de Praslin :

« Il a paru des exemplaires de la lettre de Rousseau à M. l'archevêque de Paris qui ont été bientôt épuisés; j'en joins un icy. J'ay été averty que quelques libraires de cette ville se proposoient de faire imprimer cet ouvrage, ce qui en auroit facilité la publication dans le royaume. Je me suis adressé à Messieurs du Conseil, qui ont deffendu d'imprimer cet ouvrage. Les magistrats préposés sur la librairie sont chargés de veiller à ce que ces ordres soient exécutés sous les peines portées contre les contrevenants. » (Aff. étr. Genève, vol. 69, fol. 205.)

Le ministre approuve l'initiative du résident et lui écrit le 15 mai :

« ... Vous avez très bien fait d'engager Messieurs du Conseil à deffendre l'impression de cet ouvrage. Nous désirons que Messieurs de Genève se prêtent toujours à arrêter la publication des libelles de ce genre qui pénètrent très facilement de chez eux dans l'intérieur du royaume... » (Aff. étr. Genève, vol. 69, fol. 209. — Cf. L. Sordet, *Histoire des résidents de France à Genève*. Genève, in-8°, p. 86.)

3. M. Rod publiera prochainement un ouvrage sur l'*Affaire Rousseau*, dont le présent article est un fragment.

NAPOLÉON I^{ER} ET L'ITALIE¹

DEUXIÈME PARTIE

BONAPARTE ET LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

II. — LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE.

Le 7 pluviôse an X (27 janvier 1802), en partant de Lyon, Bonaparte signa l'arrêté qui fixait au 20 pluviôse ou 9 février l'entrée en fonctions du gouvernement constitutionnel de la République italienne². Il en prévenait en même temps les citoyens Sommariva et Ruga, membres de la commission provisoire de gouvernement, en les priant de ne faire jusque-là aucune opération extraordinaire.

Melzi n'arriva à Milan que le 7 février, très fatigué, et l'installation du nouveau gouvernement ne put avoir lieu que le 14. Elle fut présidée par Murat. Quelques discours furent prononcés à cette occasion, par lui notamment, par Sommariva au nom du gouvernement provisoire, et enfin par Melzi. La cérémonie fut parfaite, écrivait Murat à Talleyrand : « Ce qui la rendit principalement belle fut le contentement qui régnait partout et dont l'expression était dans toutes les bouches comme sur tous les visages³. »

La nouvelle République fut aussitôt dotée d'un drapeau national, vert, blanc, rouge. Les préfectures et sous-préfectures furent pourvues de leurs titulaires. La censure fut réunie en tribunal extraordinaire pour examiner les dilapidations commises pendant les désordres des années précédentes, et tout le pays en fut satisfait.

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXVIII, p. 36 et 264.

2. *Corr. Nap.*, VII, 5938.

3. *Aff. étr., Corr. de Milan*, n° 60, pièces 65 et suiv.

Les puissances étrangères reconnurent sans tarder l'existence de la République italienne, la Prusse et l'Autriche tout d'abord : Bonaparte en donnait la nouvelle à Melzi dès le 12 mars. L'Angleterre pourtant s'y refusa, et il ne fut pas question de la République italienne dans le traité d'Amiens, pas plus que du roi d'Étrurie ou de la République de Gènes. Le premier Consul en voulait conclure que l'Angleterre se désintéressait de ce qui se passait dans ces trois pays¹ : la conclusion était hardie. Il n'en fut point arrêté d'ailleurs dans l'organisation du gouvernement italien.

Il fonda le nouveau régime sur l'appui des classes conservatrices et de l'Église; il écarta de plus en plus du pouvoir les « Jacobins », dont les partisans étaient surtout nombreux dans les masses populaires et dont il avait à redouter les ambitions révolutionnaires. Pour ne pas obliger la noblesse à changer ses habitudes, le calendrier décadaire fut aboli en Italie²; on revint au calendrier grégorien; les cérémonies du culte reprirent toute leur ancienne régularité. Il en devait être bientôt de même en France.

Dès la bataille de Marengo et ensuite à Lyon, le premier Consul avait été tout particulièrement préoccupé de s'accorder avec le clergé italien; c'était en quelque manière une épreuve de ses nouveaux rapports avec l'Église. Cela lui paraissait aussi urgent que la constitution elle-même, et, à la séance solennelle de la consulte extraordinaire où fut proclamée la constitution de la République italienne, une loi organique sur le clergé fut aussi promulguée et acceptée au nom du clergé par l'archevêque de Ravenne³. C'était en quelque sorte une loi de garantie des droits de l'Église en Italie. Il y était dit que « les évêques de la République cisalpine sont nommés par le gouvernement et institués par le Saint-Siège, avec lequel ils communiquent librement pour les affaires spirituelles ». Aucun changement ne devait être fait dans les limites des diocèses; tous les biens du clergé régulier ou séculier lui devaient être assurés.

Ce n'était que le premier dessein du Concordat à intervenir entre la République italienne et le Saint-Siège. Le Concordat

1. Aff. étr., *Corr. de Milan*, n° 60, pièce 115. — Melzi, II, 15. — *Corr. Nap.*, VII, 5965, 5992, 6014.

2. Bignon, III, 296.

3. *Moniteur* du 11 pluviôse an X. — Botta, IV, 420-421.

français avait été achevé le premier. Le Concordat italien était plus difficile à finir; l'Église catholique n'avait pas subi en Italie les mêmes désastres qu'en France; elle n'avait pas perdu ses biens; les couvents n'avaient pas été fermés ni les moines sécularisés. Car l'influence révolutionnaire n'y avait pénétré qu'en 1796, c'est-à-dire à un moment où le gouvernement français avait cessé depuis longtemps de faire la guerre à la religion, et si, à l'instigation des généraux de l'armée de Bonaparte, le clergé avait souffert de quelques vexations personnelles, sa situation légale n'avait pas été atteinte. Surtout, la République italienne comprenait une partie des terres de l'Église, la Romagne, Bologne et Ravenne; la domination pontificale y était directement établie sur le clergé, et si à Milan le gouvernement nouveau pouvait aisément se faire reconnaître, comme au gouvernement autrichien avant lui, le droit de nomination des évêques, il n'en était pas de même dans la Romagne. Le pape y voulait conserver ses anciens droits, d'autant mieux qu'on ne pouvait rien lui offrir en échange.

Melzi sentait toute la gravité de cette question; il déclarait qu'il vaudrait mieux que la République perdît les anciennes légations que d'être bouleversée par des querelles religieuses que les droits particuliers de l'Église ne manqueraient pas de produire. Aussi la négociation du Concordat italien fut-elle longue; elle n'aboutit que le 16 septembre 1803; les ratifications en furent échangées à Paris entre le cardinal Caprara et Marescalchi, qui, comme ministre des relations extérieures de la République italienne, avait sa résidence auprès du premier Consul-Président¹. Il fut publié à Milan le 26 janvier 1804 et complété alors par un décret organique qui en modifiait assez profondément le caractère.

Car, par suite des conditions particulières à l'Italie, le Concordat italien était plus favorable à l'Église que le Concordat français. La religion catholique, apostolique et romaine y était déclarée « la religion de la République italienne ». Le président de la République obtenait « les mêmes droits dont jouissait l'Empereur : il nommera aux évêchés et archevêchés des ecclésiastiques ayant les mœurs et les qualités exigées par les saints canons, et Sa Sainteté leur confèrera l'institution canonique suivant les

1. Arch. nat., AFIV, 1708. — *Moniteur* du 25 nivôse an XII (le texte en trois langues, latin, français, italien). — Sclopis, p. 69.

formes établies ». Ils devaient prêter entre les mains du président un serment de fidélité presque traduit du serment du Concordat français. Mais aussi « les biens qui sont affectés à la dotation des évêchés, archevêchés, chapitres, séminaires et pour la fabrique des églises ne pourront être aliénés ni subir aucun changement que d'accord avec le Saint-Siège. — Les ordres religieux qui servent à l'Instruction publique et aux hôpitaux seront maintenus. Tous les religieux appartenant aux autres ordres devront rester dans les couvents soumis à leur règle et auront le droit de porter leurs habits jusqu'à ce qu'ils s'éteignent ».

Ainsi, il n'était pas question de la situation spéciale aux anciennes légations; elles entraient dans la condition commune aux autres parties de la République italienne. Mais les avantages territoriaux de l'Eglise lui étaient partout conservés et en vérité ne pouvaient pas lui être retirés. La plupart des couvents étaient maintenus. Melzi demeurait inquiet de la grande puissance ainsi garantie à l'Eglise, car il avait dès l'enfance été pénétré de la libre doctrine des philosophes du XVIII^e siècle : « Nous aurons affaire, écrivait-il à Bonaparte, à des personnes qui sont plus que prêtes à nous chicaner, et surtout à la droite du Pô... J'espère que vous approuverez que ma conduite soit donc réglée sur le principe que l'on n'a pu ni voulu dans le Concordat déroger ni diminuer en rien le droit de la souveraineté¹. » Aussi, dans le décret organique du 26 janvier 1804, fit-il préciser avec grand soin les droits suprêmes de l'Etat sur le clergé italien; il fit établir notamment qu'aucune bulle ou bref de la papauté ne pourrait être publié dans la République italienne sans l'autorisation du gouvernement. Aussi bien était-il à cet égard d'accord avec le premier Consul, et ses précautions ne sont pas autres que celles des articles organiques annexés au Concordat français. Le pape Pie VII protesta contre les uns et contre les autres, en vain des deux côtés. Bonaparte n'était pas disposé à rien aliéner des droits du pouvoir civil.

Il lui plaisait de prendre à son service toute la force morale de l'Eglise, mais aussi de faire à cette nécessité politique les moindres sacrifices, et il exerça sur le clergé italien une autorité parfois assez rude. On en jugera par cet épisode qu'un peu plus tard, en 1806, le prince Eugène exposait à Napoléon :

1. Arch. nat., AF IV, 1708 (30 sept. 1803).

Sire, il y avait à Cornalba, département du Serio, une femme nommée Maddalena Vestali qui se faisait passer pour sainte et qui avait déjà réussi à abuser un certain nombre des crédules habitants de ce pays. Cette femme prétendait avoir des extases et avoir été stigmatisée; elle avait été recueillie par le curé de l'endroit, qui l'aidait de ses fourberies et avait lui-même cherché à faire croire qu'une figure de la Vierge en cire s'était d'elle-même tournée vers cette femme.

Le directeur de la police, après avoir fait arrêter cette femme et ce curé et les avoir fait tous deux transférer dans les prisons de Bergame, m'en informa et me demanda mes ordres.

J'ordonnai que Maddalena Vestali fût enfermée pour six mois dans une maison de correction. Le ministre du culte, consulté par le directeur de la police, était d'avis que le curé fût renvoyé dans sa paroisse après une forte réprimande. Je n'adoptai point cette proposition. Il me sembla que le curé était beaucoup plus reprehensible que la prétendue sainte, puisque, outre les intentions très suspectes d'un pareil manège, il avait profané le sacerdoce en faisant servir la religion à ses vues criminelles. J'ai, en conséquence, prononcé sa destitution et invité le ministre du culte à pourvoir sur-le-champ à son remplacement, mais j'ai cru devoir ordonner de plus que ledit curé garderait prison pendant le même espace de temps que sa complice¹.

Cependant, le nouveau gouvernement de la République italienne consacrait tous ses efforts à l'organisation et à la prospérité du pays. Bonaparte tenait la main à ce que ce fût « un gouvernement réparateur »; c'est le titre que les Mémoires de Melzi donnent au chapitre consacré à cette époque; il serait injuste de n'en pas attribuer le mérite, pour la plus grande partie même, au président Bonaparte.

Une des premières lois qui furent présentées au Corps législatif fut destinée à la création de l'instruction publique, où il y avait tout à faire et où beaucoup fut fait dans le temps même où en France était réglementé l'enseignement secondaire par l'institution des lycées. La loi du 8 septembre 1802 distingua le degré élémentaire représenté par les écoles communales, le degré moyen représenté par les écoles départementales et le degré transcendant représenté par l'État; les frais du premier degré étaient laissés aux communes, du deuxième aux départements; l'État ne

1. Arch. nat., AF IV, 1684.

se chargeait que de l'entretien des grandes écoles; il y avait, dans cette répartition des dépenses en proportion de l'intérêt, une idée ingénieuse, qui fit place un peu plus tard au système de la centralisation absolue. L'édifice de cet enseignement public était couronné, dès le 16 septembre 1802, par la création de l'Institut national italien, dont Bonaparte tint à être le président¹. On sait combien il avait désiré être de l'Institut de France et qu'il y attribuait la plus grande importance pour son prestige même auprès de ses soldats les plus incultes. Il eut peut-être l'espérance que l'Institut d'Italie contribuerait au relèvement intellectuel et artistique de la nation, comme l'Institut d'Égypte devait tirer l'Égypte des sables; il eut du moins la conscience nette que cela était une part importante de sa fonction.

Il était convaincu aussi que les manifestations extérieures importent au prestige du pouvoir, que les panaches, les ors, les grands cortèges et la magnificence des palais sont utiles à éblouir les peuples et à les tenir dans la soumission. Il eût voulu que Melzi s'installât au Palais national de Milan; mais Melzi était simple de goûts, effrayé de toute représentation; il se tint chez lui. Pourtant il présida, sous la haute direction de Bonaparte, aux travaux qui furent aussitôt entrepris à Milan et qui furent poussés avec une activité toute napoléonienne. Le Dôme, la cathédrale de Milan, fut enfin terminé : « On en fit plus, dit Botta, dans l'espace de quelques années qu'on n'en avait fait pendant plusieurs siècles². » Le Forum Bonaparte fut construit sur l'ancien emplacement des murs du château de Milan; « ce fut, dit encore Botta, une œuvre admirable et digne de la grandeur romaine ». Et cet historien n'est pas suspect de tendresse à l'égard de Bonaparte. « On refusait la liberté à Milan, dit-il, il fallait bien qu'on lui donnât la magnificence. » — « Les lettres et les sciences florissaient, dit-il encore, mais inspirées par la flatterie bien plus que par l'indépendance. Vouliez-vous parler avec quelque liberté, vous étiez aussitôt confiné dans un certain lieu d'où personne ne pouvait plus vous entendre. »

« En un mot, conclut-il à ce sujet, la littérature était esclave, les finances prospères, l'armée respectable, la liberté nulle. » Les épithètes élogieuses balancent harmonieusement les autres. Et

1. Arch. nat., AF IV, 1707.

2. Botta, IV, 426.

ces témoignages ont du poids venant d'un adversaire déclaré du régime où l'Italie était asservie¹.

La prospérité du pays fut en effet incontestable. De bonne heure, les poids et mesures furent unifiés dans toutes les régions de la République et préparèrent entre elles des relations plus étroites et fructueuses². La banque de Milan fut instituée et put fournir aussitôt des ressources aux travaux publics. Bonaparte s'occupa avec une sorte de fièvre de la construction de la route du Simplon. Il pensait avoir à se rendre prochainement à Milan et il eût voulu prendre cette route; elle rapprochait considérablement Milan de Paris; il avait constitué le Valais en république sous son protectorat pour mieux disposer du passage, et il pressait les travaux. Ils devaient être achevés à frais communs entre la France et la République italienne, et d'abord, pour ménager l'amour-propre des Italiens, ils furent admis à diriger eux-mêmes par leurs ingénieurs la construction sur le flanc méridional des montagnes; puis, tout en gardant leur argent, on mit leurs ingénieurs sous la direction des ingénieurs français, sous prétexte qu'il fallait assurer, pour plus de hâte, l'unité de l'entreprise. Il y eut des correspondances délicates entre Bonaparte et Melzi. Bonaparte l'emporta; il ne resta à la République italienne que l'honneur de contribuer de ses deniers à ce grand ouvrage; elle eut l'avantage aussi d'être plus à portée du premier Consul et de ses bienfaits³.

En attendant, on se réjouissait de toutes les marques de sa bonté. Marescalchi lui écrivait, le 25 novembre 1802 :

Le peintre David est venu m'inviter à aller voir un portrait auquel il travaillait et dont il m'a fait entendre que vous vouliez faire présent au gouvernement de la République italienne. Je me suis rendu à cette invitation avec tout l'empressement qu'elle devait naturellement exciter, et je ne puis m'empêcher de vous témoigner combien j'ai été frappé de la beauté de cet ouvrage, dans lequel l'artiste m'a paru se rendre presque digne du sujet. Mais ce qu'il m'est bien moins possible encore de contenir, c'est l'expression de la reconnaissance dont cette nouvelle marque de bonté paternelle m'a pénétré.

Quel don plus précieux pouviez-vous faire au peuple italien que

1. Melzi, I, 297-298. — Bignon, III, 290. — Botta, IV, 424-426.

2. Melzi, I, 295-296.

3. Arch. nat., AF IV, 1707.

celui de l'image du héros qu'il admire, qu'il respecte, qu'il chérit et à qui il a confié toutes ses destinées? Avec quels transports ce don sera reçu et contemplé!

C'est sans doute un morceau de cette littérature dont parle Botta.

Melzi lui-même, dans un message au Corps législatif, le 1^{er} septembre 1802, explique tout au long que tout est pour le mieux dans la meilleure des républiques. Les rapports de la République avec toutes les puissances étrangères sont excellents; on put craindre que le résultat des comices de Lyon n'amenât la guerre; cette crainte a été vaine, ils ont été suivis au contraire de la paix générale. L'Autriche elle-même a reconnu loyalement l'indépendance de la nouvelle République, dont l'avenir est ainsi garanti par tous les gouvernements. Au dedans, les divisions et les dissensions d'autrefois disparaissent; les Italiens n'avaient « ni les idées pratiques ni les coutumes ni ce sentiment national qui est le premier élément de la force et de la grandeur d'une nation; désormais, des sentiments communs sont nés; les magistrats issus d'une même autorité, représentants d'un même peuple, ont une grande influence morale à exercer et contribueront puissamment à la fondation de l'unité nationale. Mais il y a beaucoup à faire pour achever cette œuvre; c'est tout un nouvel ordre de choses à créer; il a fallu déjà à ces besoins extraordinaires des ressources extraordinaires; il y a d'autres institutions nécessaires auxquelles il faudra pourvoir; les progrès accomplis autorisent d'autres espérances; la tutelle de Bonaparte aidera à les réaliser; il y a lieu déjà de remercier l'armée française de son exemplaire et généreuse conduite dans la paix ».

Il y a dans cet exposé de la situation une grande part de vérité. Le gouvernement de Bonaparte assurait dans toute la République l'ordre le plus parfait et une réelle prospérité matérielle. Mais les messages officiels ne sont pas faits pour dire toute la vérité; le Corps législatif était d'ailleurs assez mal disposé pour que le vice-président ne donnât point lui-même en son message matière à son esprit d'opposition. Et les rapports confidentiels que Melzi adressait au premier Consul par l'intermédiaire de Marescalchi étaient d'un tel ton que celui-ci les retenait sou-

1. Arch. nat., AF IV, 1707.

2. Melzi, I, 603-616.

vent et n'en communiquait à Bonaparte que le résumé. C'était assez pour que Bonaparte n'en fût pas content, et il écrivait à Melzi : « Dans votre correspondance secrète, il n'y a pas un mot qui ait du sens¹. » On n'est pas obligé d'être de cet avis; il faut étudier le vrai sens de ces dépêches. Ce sera le revers de la médaille.

On observe, dans les relations de Bonaparte avec les Italiens après la consulte de Lyon, de continuel malaises; ils lui témoignent extérieurement, officiellement, de la reconnaissance; il demeure pour eux le bienfaiteur, sinon le libérateur; mais parfois les plaintes leur échappent; ils sentent le bien qu'il leur a fait, mais aussi la servitude où il les retient; ils regardent vers Paris avec défiance.

Le 11 septembre 1802, le Piémont fut annexé à la France. Les Cisalpins craignirent pour bientôt le même sort, ou au moins ils se persuadèrent que Bonaparte ne tarderait pas à s'attribuer la présidence à vie, comme en France. Ils ne le connaissaient pas encore tout à fait.

Le 30 mai 1802, Melzi annonçait à Bonaparte la clôture de la première session des collèges électoraux et de la censure. Il se félicitait du fonctionnement de ces assemblées :

Dans le plein succès de l'idée neuve qui en est le fondement, vous trouverez la plus belle sanction de la constitution que vous nous avez donnée... Sans doute que les intrigants ont cherché à se faire valoir par leurs manèges ordinaires; mais toutes les intrigues ont été noyées dans une immense majorité animée par l'amour du bien².

Cependant, à propos de la même session, dans un long rapport au premier Consul, le même Melzi manifestait moins de satisfaction; il faisait plutôt un triste tableau de la situation³. C'était trois mois seulement après la consulte de Lyon; ce qui s'y était passé avait sans doute singulièrement diminué l'enthousiasme qu'on avait pu éprouver d'abord pour Bonaparte; car voici quelques-uns des résultats obtenus : « La convocation des collèges électoraux n'a pas fait la moindre impression dans les esprits de leurs membres et ils ont paru regretter la peine qu'ils

1. *Corr. Nap.*, VII, 6150.

2. *Arch. nat.*, AF IV, 1707. — Melzi, II, 66.

3. Melzi, II, 29-61. — Sclopis, 160-181.

s'étaient donnée pour arriver. » — Il est vrai qu'on leur laissait bien peu à faire! — « La plus grande froideur a régné dans les deux collèges des marchands et des propriétaires, et si dans celui des lettrés il a paru exister quelque mouvement, c'était dans un esprit absolument faux. » Ils refusèrent de nommer une mission pour porter à Bonaparte les hommages de l'assemblée; ils ne consentirent qu'à écrire une lettre dans ce sens, et encore on eut de la peine à trouver quelqu'un pour la rédiger. Après quinze jours de séances, les marchands estimèrent que c'était bien du temps perdu, et les savants réclamèrent hautement une indemnité pour les frais du voyage, protestant que, sans cela, ils n'étaient pas en état de le faire une seconde fois.

La censure au contraire s'intéressa trop à ses fonctions; elle prétendit à une sorte de permanence : « C'est là, observe Melzi, une pente de nature à se donner une consistance qui deviendrait nécessairement dangereuse et qui, malgré la lettre, est contraire à l'esprit de l'institution. »

Le Corps législatif montra le même ton d'indifférence et de froideur que les collèges. Il y exista d'abord une grande envie de faire du bruit; mais, dès qu'ils eurent été déjoués dans leur idée de rendre les séances publiques, ils furent tout déconcertés, et sans quelques intrigants il n'y aurait peut-être eu ni chicanes ni tracasseries. En somme, le nombre des législateurs qui se montrèrent constamment bien intentionnés fut fort petit. Tout le reste afficha une légèreté, une insouciance qui ne contribua que trop à avilir le Corps législatif dans l'opinion générale; on entendit quelques-uns, dans les assemblées ou les loges du théâtre, devant les étrangers, s'acharner à couvrir de ridicule et d'odieux les mêmes lois qu'ils avaient faites la veille ou le matin, à proclamer leur défiance sur le sort de la République, leur répugnance pour tout ce qui s'y rapporte, à accuser le gouvernement même de faiblesse ou de trahison. Pour éviter des échecs trop graves, il fallut leur soumettre les projets de lois en bloc : « Une phrase, un mot les faisait rejeter, sans qu'on pût seulement démêler d'une manière sûre d'où venait le rejet. »

Dans le gouvernement, il n'y avait pas plus d'harmonie ni de bonne volonté. La Consulte, fière de son inamovibilité, voulait absorber tout le pouvoir et jouer au moins le rôle du Sénat français. Le Conseil législatif se mettait en opposition, si bien que Melzi proposait déjà un décret pour modifier ses attributions. Les

ministres étaient mal servis par leurs commis; ils manquaient d'autorité à cause de leur dépendance de Paris, et surtout on se plaignait autour d'eux de l'insuffisante organisation du ministère des relations extérieures, dont le titulaire, Marescalchi, étant à Paris, ne paraissait être, — comme il était, — que le serviteur des volontés du premier Consul; et c'était donc comme la preuve matérielle que la République n'avait pas de liberté.

Il y avait bien d'autres misères encore à signaler, les agitations des factieux, notamment des partisans de l'ancien gouvernement (c'est le parti des Jacobins et des voleurs, dit aimablement Melzi), les difficultés suscitées par l'occupation française, les jalousies entre les diverses régions de la Cisalpine, dont chacune veut des libertés particulières, dont la plupart refusent l'obéissance au gouvernement de Milan.

Ce rapport de Melzi se résumait dans la déplorable constatation que les Italiens n'avaient ni esprit politique ni esprit national, qu'ils n'étaient pas capables d'appliquer raisonnablement la constitution ni de comprendre les intérêts communs de la République, qu'il faudrait beaucoup de temps pour achever leur éducation; et le vice-président concluait qu'il n'était pas de force à accomplir une œuvre pareille, qu'il était désespéré dès le début, qu'il pliait déjà sous le poids de sa responsabilité et il demandait à Bonaparte de l'en décharger : « Abstraction faite de la volonté de Bonaparte, disait-il, le problème de la République italienne n'est pas encore résolu; notre situation est telle que, s'il retirait sa main un instant, nous retomberions dans la plus funeste anarchie. C'est donc à lui de découvrir le secret de donner à son ouvrage des bases plus fermes et la consistance nécessaire pour en assurer la durée... J'invoque pour ma patrie ce génie paternel qui en est la première comme la dernière espérance. »

Bonaparte entendit cette invocation, car tout cela n'était pas fait pour le détourner du gouvernement personnel de l'Italie; à mesure qu'il sentirait de l'opposition, il fortifierait au contraire son autorité; il eût été dès lors très dangereux de l'affaiblir en quelque manière; il allait fatalement à la domination de plus en plus absolue de l'Italie. Cela s'accordait avec les mystérieux desseins de son imagination impériale.

Les difficultés s'aggravèrent en effet de jour en jour, et il est impossible de prévoir ce que l'Italie serait devenue si Bonaparte l'avait abandonnée à elle-même : c'est l'excuse et ce fut la grande

force de son ambition. Le Corps législatif, quoique nommé à Lyon, ne cessa pas de faire de l'opposition. Les « exagérés », comme dit Melzi, des ex-Vénitiens surtout, formèrent, à la session de 1803, une assez redoutable cabale, autour de Salimbeni et Dalfume, que l'on connaissait pour être des familiers du général Murat¹ : ce qui n'était pas pour faciliter le rôle du vice-président. Ils firent de l'opposition au Concordat, trop favorable au clergé; ils combattirent de parti pris toutes les propositions du gouvernement; dans la plupart des cas, il n'eut pour lui que 13 voix sur 75 : c'est peut-être une proportion assez exacte du nombre des partisans de Bonaparte en Cisalpine. Lorsqu'à la fin de l'année 1803, il fallut songer au renouvellement partiel du Corps législatif par les collèges électoraux, l'opposition prétendit exclure désormais de l'assemblée les prêtres, les militaires, tous les fonctionnaires plus ou moins dépendants du pouvoir exécutif. C'aurait été une épuration tout à fait contraire à celle que Bonaparte exécuta dans le Tribunat, et elle lui eût réservé des désagréments s'il n'y avait pas mis bon ordre. Melzi en venait déjà à lui proposer une réforme de la constitution, à parler de la suppression peut-être nécessaire du Corps législatif; mais, disait-il à Marescalchi, si l'on doit reviser la constitution, il faudra en faire une étude approfondie et non pas « une indigestion précipitée comme à Lyon² ». Ce sont des conseils où Bonaparte ne tarda pas à trouver son compte.

Aussi avait-il grand soin de réserver tout l'avenir. Et il maintenait en Italie une forte armée d'occupation très lourde aux habitants du pays. C'est une sorte de refrain plaintif qui sans cesse revient dans les rapports échangés entre Milan et Paris. Écoutons-le un moment.

Les généraux français se plaignent de la défectueuse administration avec laquelle ils ont affaire, de la mauvaise qualité des subsistances qu'on leur fournit, des retards qu'on met à les payer, de la malveillance ordinaire des populations. Les soldats font de la contrebande; en mars 1803, quelques soldats de la garnison de Côme ont été pris à ce métier et on leur a confisqué leurs petits profits; dans la nuit suivante, ils tombent à main armée sur

1. Melzi, II, 198 (à Bonaparte).

2. Melzi, II, 609-616.

la maison de la douane, reprenant leur butin et d'autres petites choses ensemble¹.

Les fournisseurs qui ont des difficultés avec l'administration militaire française imaginent de porter leurs créances au compte de la République italienne, sous la forme des frais d'entretien du corps d'occupation².

Bonaparte lui-même tient la main au paiement exact et rigoureux des sommes qui sont dues à son armée. Il a consenti, le 28 février 1802, que les principales villes de l'intérieur, Milan, Bologne, Modène, fussent délivrées des garnisons françaises; mais il a précisé ses exigences à l'égard de la République : il faut qu'elle paie mensuellement 1,800,000 francs. Les généraux français prétendent ensuite se faire payer en supplément la solde et les vivres des cinq jours complémentaires de la fin de l'année républicaine³. Le premier Consul a décidé que le général en chef serait logé à Milan avec un supplément de solde de 30,000 francs pour ses frais de représentation; Murat affirme qu'il s'agit de 30,000 francs « par mois »; Melzi a compris « par an »; il demande bénévolement des éclaircissements au premier Consul, qui d'ailleurs lui donna raison et calma l'avidité de son beau-frère⁴.

Mais aussi il faut que la subvention de la République italienne soit payée très exactement en numéraire chaque mois à Paris entre les mains de Barbé-Marbois, ministre du trésor public⁵. Melzi fait observer les ennuis qui en résultent, les pertes irréparables que subit le trésor italien si pauvre par cette continuelle sortie de numéraire : « Cela, dit-il, va nécessairement arrêter dans son premier développement tous les progrès de la République italienne... Le conflit entre nous et nos finances était déjà périlleux; le conflit entre nos finances et celles de la France devient mortel⁶. » En vérité, il souffre de cette subvention, qui ainsi a tous les caractères d'un tribut. Bonaparte ne s'en émeut pas.

Melzi ne se fatigue point de se plaindre et de défendre son budget : les charges du pays sont accablantes; le seul département

1. Melzi, II, 457 (à Murat).

2. Melzi, II, 114 (à Bonaparte).

3. Melzi, II, 12, 99.

4. Melzi, II, 22. — Arch. nat., AF IV, 1707.

5. *Corr. Nap.*, VII, 6373. — Melzi, II, 104.

6. Melzi, II, 109 (à Bonaparte).

de l'Olona paie aujourd'hui 1/9 de plus que ce que toute la Lombardie et le Mantouan payaient ensemble autrefois à l'Autriche. Au total, la République italienne donne à l'armée française presque le tiers de son revenu; en effet, pour 1804, sur un budget de 90 millions de lires (la lire valant alors 76 centimes), il y a 52 millions pour la guerre, dont 25 1/2 pour les troupes françaises¹.

Bonaparte ne changea rien aux dispositions qu'il avait prises. Car il apparaît de plus en plus qu'il ne se préoccupait pas surtout des intérêts et des volontés du peuple cisalpin. En dépit du traité de Lunéville, où il avait déclaré que la République italienne serait une nation libre et indépendante, en dépit des éloquentes assurances données aux députés italiens à Lyon, elle n'était qu'un instrument de sa puissance, un élément de ses combinaisons politiques; il y continuait la tradition des commissaires du Directoire; il y faisait au delà des Alpes l'apprentissage du gouvernement impérial.

Au commencement de l'année 1803, le capitaine Ceroni, de l'armée italienne, écrivit quelques vers contre la domination française. Ils avaient pour épigraphe cette devise d'espérance : « Scilicet et tempus veniet. » Il y était question de l'odieuse cession de Venise à l'Autriche, de « l'iniquo mercato dell' Isonzo », du brigand de France qui, couvert du sang royal, accourt en criant : « La liberté ou la mort ! » pour changer ensuite la liberté en tyrannie; et le poète enfin suppliait la terre d'engloutir à la fois le donateur et le don :

O terra, ingoja il donatore e il dono²!

Ces vers avaient été adressés par l'auteur à un membre du Corps législatif, Cicognara, au général Teulié et au préfet Magenta, qui, liés avec lui, l'avaient remercié de son envoi en termes variés.

Les officiers français du corps d'occupation connurent cette petite histoire; ils en éprouvèrent, ils en manifestèrent surtout une très vive émotion. Il est vrai qu'elle était la preuve d'un état d'esprit qui n'était pas favorable au régime de la domination

1. Sclopis, 71. — Melzi, II, 216 (à Bonaparte).

2. C. Cantu, *Correspondenza dei diplomatici della Repubblica e del Regno d'Italia (1796-1814)*, p. 44, note.

française; il est certain que l'opinion publique en Italie s'y montrait de plus en plus hostile, et à cet égard les sonnets de Ceroni sont assez caractéristiques. Mais, dans l'entourage de Murat, on s'empessa de donner à cet incident une importance exagérée; on y voulut voir la preuve d'une gigantesque conspiration tramée contre les Français, le signal de Vêpres sanglantes comme celles de Vérone; on voulut en chercher partout les traces; l'imagination et la bonne volonté aidant, on en trouva jusque dans l'entourage du vice-président, on le mêla lui-même au complot; on avait des preuves: on connaissait une lettre du chancelier autrichien Cobenzl à son agent à Milan, le baron de Moll, dans laquelle il y avait des choses aimables pour Melzi; donc celui-ci trahissait.

On connaissait l'existence d'un club secret qui se réunissait la nuit, souvent, chez un certain Reina; on avait des détails sur ce qui s'y passait et surtout sur une séance particulièrement grave. Le nommé Reina y avait prononcé un grand discours sur l'état de l'Europe: « Le Portugal et l'Espagne sont des tributaires de la France, avait-il dit; Madrid n'est plus qu'une vache échue au bercail de la France. La Suisse, la Hollande, les petits princes allemands ne sont plus que des oisons dans ce troupeau domestiqué. La République italienne seule a une apparence plausible d'indépendance, grâce à la fermeté de M. Melzi, qui, comme un nouvel « Orazio solo contro la Francia tutta », l'a délivrée des griffes de qui n'aspirait qu'à l'enchaîner et à lui mettre le mors... Si, obéissant à la force des circonstances, M. Melzi a dû couvrir le sacré jeu de la liberté, il ne l'a fait que pour la mieux conserver; c'était un droit à lui réservé, qui, à l'unanimité des voix, avait été élu président à Lyon et qui, cédant à la force, dut se contenter d'être un vice-président. » Et l'orateur, se tournant vers Melzi, concluait: « L'horizon est couvert d'épais nuages; les amis de la liberté se reposent en vous; ils n'espèrent de la conserver que par votre intrépide prudence. » Applaudissements. On sert alors des sorbets et, en la présence des domestiques, on ne laisse échapper que des mots indifférents. Puis, les domestiques éloignés, un autre conspirateur fait un retour sur l'histoire: il avait espéré que Bonaparte ne se serait pas laissé enivrer par la gloire dans laquelle il nage comme une baleine dans l'immensité de l'Océan; mais il faut bien constater que désormais son ambition est dangereuse pour l'Italie, qui ne peut être sauvée que par une puissante intervention étrangère; car il

n'est pas possible que la paix dure longtemps; on parle de la rupture entre la France et l'Angleterre; l'Autriche sans doute aussi s'y intéressera.

Le petit chien peut quelquefois s'échapper lorsque le matin et le grand dogue se mordent; espérons au reste que la belle cause de la liberté, qui est l'arbre de Dieu, ne périra pas et qu'on nous conservera malgré l'effort des vents occidentaux. Un coq avait déjà éplumé toute la tête d'une poule pharaonne lorsqu'un aigle, fondant sur l'agresseur, rendit le salut à la petite bête¹.

Le récit est pittoresque; il est dommage qu'il ne soit pas signé, que l'auteur ne soit pas un témoin de cette scène et qu'il rapporte seulement ce qu'on lui a dit. Il est bien probable d'ailleurs que, dans une grande partie de la société italienne, on ne se privait pas de parler de la sorte, sinon en des termes aussi colorés.

Un certain Haret, que Melzi a interrompu dans des opérations financières qui promettaient d'être fructueuses, raconte aussi des histoires du même genre : que le vice-président répète partout avec amertume la manière dont Bonaparte a été élu à Lyon, qu'il se plaît à lancer des diatribes contre Talleyrand, qu'il voit bien souvent le commissaire autrichien baron de Moll, que la garde du palais de Melzi est habillée à l'anglaise, qu'en l'absence du général Murat Melzi a fait prendre le modèle de son argenterie pour en faire faire une semblable en plaqué anglais, qu'il y a dans l'entourage du vice-président beaucoup d'espions de l'Angleterre ou du gouvernement napolitain².

Il faut passer sur toutes ces inventions, qui n'ont pas d'autre intérêt que de montrer l'animosité qui ne faisait que grandir entre les Français et les Italiens à Milan : le premier Consul y donna un moment quelque importance; il crut le vice-président coupable au moins de faiblesse; il crut que les agents de l'Autriche et de l'Angleterre étaient occupés, en effet, à préparer un soulèvement de toute l'Italie, et l'affaire Ceroni eut d'abord quelque gravité. Ce fut comme une petite crise où s'exaspérèrent pendant quelques jours les sentiments hostiles.

A la première nouvelle de cette affaire, Melzi écrivit à Bonaparte et à Murat qu'elle n'avait pas la moindre portée; que,

1. Arch. nat., AF IV, 1684.

2. Aff. étr., *Corr. de Milan*, n° 60, pièce 308.

pour modifier les dispositions des esprits italiens, il valait mieux employer la modération et la douceur que de faire un éclat; que le temps adoucirait bien des rancunes, moyennant quelque crédit de patience. Bonaparte ne fut pas de cet avis; il pensa qu'il fallait sévir aussitôt pour décourager à l'avenir toute tentative malveillante. C'est la différence des deux tempéraments¹.

Le premier Consul écrivit à Melzi une lettre très sévère :

Je n'ai pu voir qu'avec une vive douleur les principaux fonctionnaires de la République travailler les têtes et provoquer toutes les passions contre la France; tous les efforts que j'ai faits pour rendre l'Italie à l'indépendance seraient-ils infructueux, et serait-il irrévocablement dans le sort de ce pays de ne jamais rien être?

Quel est le plus grand crime que puisse commettre aujourd'hui un citoyen contre le bonheur et la tranquillité publiques? N'est-ce pas d'inviter ses compatriotes à payer les Français de la plus noire ingratitude et à montrer à ceux-ci le compte qu'ils doivent faire sur les sentiments des citoyens de la République italienne...? Tout cela se traduit ici par l'image des Vêpres siciliennes. La faiblesse du gouvernement à Milan passe tout ce qu'il est possible de concevoir².

Et des ordres furent donnés pour l'arrestation des coupables.

La Consulte, en effet, se réunit extraordinairement le 11 avril. Le poème incriminé fut déclaré séditionnaire et injurieux à la nation française. Ceroni fut condamné à la perte de son grade et à trois ans de relégation; Cicognara et le général Teulié furent destitués et astreints à la résidence que fixerait le pouvoir exécutif; le préfet Magenta fut libéré.

Melzi fut très mécontent. Il avait adressé le 21 mars au premier Consul une longue justification de sa conduite³ : il ne s'est jamais dissimulé, dit-il, l'état des esprits en Italie à l'égard de la nation française; mais il estime toujours que cela doit être traité comme on traite les passions, par la raison et par le temps, et il se félicite que la tranquillité n'ait pas cessé de régner, malgré toutes les mauvaises volontés. Mais ses plus grands ennemis et les plus grands ennemis de l'État sont les ambitieux et les intrigants qui ne cherchent qu'à nuire au gouvernement actuel dans l'esprit du premier Consul, pour arriver à le renverser et à s'em-

1. Sclopis, 61. — Melzi, II, 454 (23 février 1803).

2. *Corr. Nap.*, VIII, 6622 (11 mars). — Melzi, II, 128.

3. *Arch. nat.*, AF IV, 1708. — Melzi, II, 143-153.

parer eux-mêmes du pouvoir ; « les individus de cette clique » ont réussi à agir sur l'esprit même du général Murat ; ils lui ont persuadé qu'il se trame dans toute l'Italie une redoutable conspiration contre les Français et que le vice-président est au moins coupable d'indulgence, sinon de complicité. Dans ces conditions, Melzi déclare qu'il ne peut plus garder sa part du pouvoir ; il prie le premier Consul d'accepter sa démission.

Il semble bien que Melzi découvrait dans cette lettre toute la vérité. Murat, depuis son arrivée à Milan, rêvait d'y avoir toute l'autorité ; il avait été déçu par la consulte de Lyon et par la nomination de Melzi à la vice-présidence ; mais il entrait dans ses plans ambitieux de lui rendre la situation aussi difficile que possible, convaincu que, s'il parvenait à le renverser, il était tout désigné pour le remplacer et pour exercer désormais le gouvernement de l'Italie. Le 12 décembre précédent, un journal de Paris, *le Publiciste*, avait inséré cette note : « Des lettres d'Italie annoncent que le vice-président de la République italienne, le citoyen Melzi, va entreprendre un voyage dans ses propriétés en Espagne et que le général Murat remplira provisoirement ses fonctions. » C'était une invention dont tout le monde ne fut pas dupe.

Bonaparte comprit aussi le véritable caractère de l'affaire Ceroni. Entre Melzi et Murat, il n'hésita pas à préférer Melzi, ou plutôt il les garda tous deux : le premier lui était utile pour contenir les inquiétudes des Italiens et représenter à leurs yeux l'apparence au moins de la liberté ; le second pour les tenir sous le joug, surveiller et châtier les malintentionnés.

Au reçu de la lettre de démission du vice-président, il lui écrivit aussitôt : « Vous avez tort de penser que j'aie jamais varié d'opinion sur vous, et j'espère, si vous avez un peu d'amitié pour moi, que toutes les tracasseries finiront¹. » Le pauvre Melzi fut tout ému de cet appel à son amitié, et, coup sur coup, il adressa à Bonaparte les expressions de la plus humble reconnaissance : « Je n'ai pas d'expression pour vous rendre tout ce que votre bonté m'inspire. Elle est trop grande pour l'atteindre. Je ne puis que vous garantir que je le veux bien de tout mon cœur et de toutes mes forces. De tout le passé, je ne sens plus que le chagrin de celui que j'ai dû vous causer bien malgré moi. » — Et encore,

1. *Corr. Nap.*, VIII, 6665. — Melzi, II, 157.

quelques jours après : « Votre âme est aussi bonne que grande. Daignez agréer ma reconnaissance profonde, ma haute admiration. C'est pour y répondre de mon mieux que je me conforme avec dévouement à votre désir en reprenant ma tâche¹. »

Tout aussitôt, dès sa première sortie, il se rendit chez le général en chef et sollicita l'honneur de tenir son enfant sur les fonts baptismaux. Murat, qui avait reçu des instructions en conséquence, en témoigna une grande joie. L'enfant, un beau garçon très bien portant, naquit le 13 mai suivant; il fut baptisé à la fin de juin et reçut les prénoms de Lucien-Napoléon-Charles-François, ce dernier en l'honneur de son parrain².

Bientôt, Melzi demanda au premier Consul le pardon de Teulié et de Cicognara; le 29 septembre 1803, Teulié fut autorisé à servir dans le corps italien appelé au camp de Saint-Omer; le 18 avril 1804, Cicognara put retourner chez lui et rentrer au service de la République³. Et ainsi il ne resta presque rien de l'affaire Ceroni; ce qui prouve suffisamment qu'elle n'avait pas un caractère bien sérieux. Elle avait été la manifestation d'un état d'opinion qui n'était que la conséquence du développement même de la puissance de Bonaparte en Italie; elle avait donné au premier Consul l'occasion de paraître plus que jamais l'arbitre impartial entre tous les partis, le justicier sévère et le maître généreux, le bienfaiteur impeccable de la République, seul capable de lui assurer l'ordre et de garantir son avenir.

Bonaparte était content que tout se fût terminé sans autre accident. Car la situation européenne recommençait alors à s'aggraver; ses relations avec l'Angleterre étaient de plus en plus mauvaises, à cause de la rupture de la paix d'Amiens qui fut consommée le 11 mai 1803. Ce n'était pas le moment de risquer de nouvelles complications en Italie, d'exciter quelque soulèvement populaire qui amènerait quelque intervention de l'Autriche; il ne convenait pas de provoquer déjà la formation d'une coalition.

Le *statu quo* se prolongea donc encore quelque temps en Italie. Murat reçut l'ordre de ménager les fonctionnaires italiens⁴,

1. Arch. nat., AF IV, 1708. — Melzi, II, 160-163.

2. Corr. Nap., VIII, 6666. — Melzi, II, 166.

3. Corr. Nap., IX, 7140-7694.

4. Corr. Nap., VIII, 6712.

et le gouvernement français n'eut pas pour le moment d'autre préoccupation dans la péninsule que de la défendre contre une descente éventuelle des Anglais ou peut-être des Russes. Dès le 9 mai, Bonaparte ordonnait qu'il y eût au moins 6,000 hommes en Romagne¹. Le 17, il demandait au pape la permission de faire passer des troupes par la marche d'Ancône pour se rendre dans le royaume de Naples². Le 23 mai, Gouvion Saint-Cyr recevait l'ordre de partir sur-le-champ de Rimini et, par Ancône, d'entrer dans les États du roi de Naples, pour mettre garnison à Pescara, Otrante, Tarente, Brindisi, c'est-à-dire dans toutes les positions occupées jadis par le général Soult et évacuées en vertu de l'article 11 du traité d'Amiens.

Ces ordres furent exécutés aussitôt, et la République cisalpine se trouva quelque peu soulagée de l'occupation militaire française, dont la charge se trouva répartie sur toute l'Italie. Melzi espéra que les troupes parties pour Naples ne seraient plus à la charge du trésor de la République; en effet, leur solde fut mise au compte du gouvernement napolitain; néanmoins, à cause des circonstances exceptionnelles et des frais où la France allait être entraînée, le premier Consul pria Melzi de continuer au trésor français le versement ordinaire des subventions mensuelles³, et Melzi ne se refusa pas à cette prière.

D'ailleurs, il n'eût point été prudent de dégarnir tout à fait la République italienne; en l'absence de la plupart des troupes françaises, il fallait prendre des précautions, expliquait lui-même Melzi, « pour le cas où les parties souffrées de l'Italie s'allumeraient ». Il y avait bien la légion italique, jadis composée des réfugiés italiens en France avant Marengo et depuis en grande partie dispersée; à la nouvelle des mouvements militaires nécessités par la rupture de la paix, elle se reconstitua, et, en juillet 1803, Melzi espérait la porter à 1,500 ou 1,800 hommes; mais les éléments qui la composaient étaient comme autrefois particulièrement turbulents; elle était de nouveau comme le refuge de tous les Jacobins d'Italie, et ainsi d'un emploi dangereux. Il fut convenu avec Bonaparte qu'on l'enverrait à l'île d'Elbe et en Corse⁴; c'était une manière d'isoler ce foyer incen-

1. *Corr. Nap.*, VIII, 6729.

2. *Corr. Nap.*, VIII, 6752.

3. *Corr. Nap.*, VIII, 6790.

4. Melzi, II, 174-184. — *Corr. Nap.*, VIII, 7050.

diaire dont ces précautions prouvent suffisamment l'existence.

N'est-ce pas aussi par prudence que les meilleurs bataillons de l'armée italienne furent alors rappelés en France? Le général Pino fut chargé de l'organisation spéciale de cette division destinée à prendre garnison à Saint-Omer. Melzi s'en montra très honoré pour son pays : « Nos conscrits deviendront par là rapidement de bons soldats¹. » Et Bonaparte disait lui-même l'extraordinaire valeur de ce nouveau bienfait : « Si j'ai voulu avoir un corps italien au camp de Saint-Omer, vous sentez facilement que ce n'est pas pour avoir 5 ou 6,000 hommes de plus; mais j'y suis porté par deux principaux motifs. Le premier est d'apprendre à l'Angleterre à connaître l'existence de la République italienne; le second est de donner de l'orgueil et de la fierté nationale à la jeunesse italienne, ce qui lui manque pour battre un égal nombre d'Autrichiens. » — Et ailleurs : « Ce sera avec grand plaisir que je verrai cet hiver le drapeau italien flotter sur les rives de l'Océan. Cela ne sera pas, à ce que je me souviens, arrivé depuis les Romains². »

Il est évident que la formation d'une armée italienne devait être le principal moyen de l'éducation du sentiment national italien; la réunion des jeunes gens des diverses provinces de la République sous le même drapeau ne pouvait manquer d'avoir les meilleures conséquences au point de vue de l'unité désirable et encore imparfaite des aspirations du pays³. Elle pouvait même devenir le foyer des espérances de toute l'Italie. Mais Bonaparte n'était pas pressé d'obtenir ce résultat; il voulait bien que l'armée italienne fût forte, mais à son service; que la nation italienne fût vivace et grande, mais sous sa tutelle; que le drapeau italien flottât sur les rives de l'Océan, mais à l'ombre du drapeau français, dans l'épaisse forêt des drapeaux de la grande armée.

Cependant, les troupes françaises de l'Italie ou les troupes italiennes elles-mêmes éparses de Saint-Omer à Tarente en passant par l'île d'Elbe et la Corse, la République italienne était elle-même assez mal gardée. Il fallut donc s'occuper de la conscription régulière de la jeunesse italienne. Dans la pensée de Melzi, c'était un progrès important dans la voie de l'indépendance, la

1. Melzi, II, 186.

2. *Corr. Nap.*, VIII, 7075; IX, 7140.

3. Melzi, I, 319.

promesse que bientôt la République suffirait à sa propre défense, l'espérance que la France pourrait lui retirer sa protection un peu lourde. Et il se donna à cette organisation militaire avec un vrai zèle.

Il y rencontra quelques difficultés. Les généraux et officiers français destinés à être les premiers cadres de cette conscription y mirent peu de bonne volonté; ils n'avaient pas beaucoup d'estime pour cette population italienne qu'on les avait habitués à traiter comme sujette; ils n'aimaient point trop qu'on apprît à se passer d'eux, et ils raisonnaient tout à fait à l'inverse de Melzi. D'autre part, les Italiens ne se pliaient pas volontiers à la conscription; les plus ardents s'enrôlaient avec enthousiasme dans la légion italique, mais les autres reculaient devant l'impôt du sang, qui pouvait paraître lourd en effet sous un maître comme Bonaparte. On eut de la peine à les réunir, puis à les retenir. Pourtant, on réussit à former en quelques mois une petite armée de 18,000 hommes. L'événement avait de l'importance; elle fut le noyau d'une armée qui rendit plus tard des services à Napoléon; elle fut surtout le premier groupement italien, une école d'éducation nationale. Parmi les espérances patriotiques à la fois cultivées et contenues par Bonaparte, elle fut une première satisfaction positive.

On en sentit peu d'ailleurs le bienfait, mais seulement les charges; les peuples comprennent mal qu'ils se fortifient dans les épreuves. Et l'opinion publique ne s'attacha pas davantage à la France. On le vit à la fête anniversaire de Marengo et de l'indépendance, le 22 juin 1803. Il y eut en particulier une représentation extraordinaire au Grand-Théâtre, en présence de toutes les autorités constituées, du vice-président et du général en chef. La représentation fut bien réussie; mais une allégorie de la Renommée portant l'image de Bonaparte, surannée par elle-même et d'ailleurs maladroitement exécutée, n'eut aucun succès; on comptait sur des applaudissements qui ne se produisirent point; les Français et Murat crurent même entendre des sifflets. Melzi, d'autre part, avait été accueilli à son entrée au théâtre par des applaudissements prolongés, et il en avait été ainsi dans toute la journée partout où il avait paru¹. Les têtes recommencèrent à s'échauffer dans l'entourage de Murat; on y rêva peut-être d'une

1. Melzi, II, 566 (à Marescalchi).

autre conspiration, quoique d'habitude les conspirations ne s'annoncent pas aussi bruyamment; on comprit en tout cas que les Italiens n'avaient pas pour Bonaparte une irrésistible affection. On commit la faute de s'en émouvoir et de donner à ces incidents une signification qu'ils n'avaient peut-être pas. Caroline Murat, du moins, garda son sang-froid, et le Consul se contenta d'écrire à son beau-frère : « J'ai été satisfait de la fête de Marengo. Il est tout simple qu'on témoigne de l'attachement à Melzi, qui administre bien, et qui d'ailleurs représente aux Italiens un gouvernement national. Vivez bien avec lui¹. »

Le 5 novembre 1802, le duc de Parme étant mort, Melzi demanda à Bonaparte l'annexion de Parme et de Plaisance à la République italienne; il estimait cette réunion « plus urgente même que la conservation d'autres portions de notre territoire actuel ». Et il en écrivait dans le même sens à Marescalchi; il rappelait qu'à Lyon Bonaparte avait absolument déclaré qu'au plus tard à la mort du duc Parme serait à la République cisalpine; si cette parole n'était pas tenue, ajoutait-il, nous serions tous entraînés ici dans un état de défiance qui empêcherait la formation de l'esprit public et détruirait désormais toute foi dans les paroles du premier Consul; ce serait tout à fait funeste à l'œuvre générale entreprise en Italie².

Bonaparte fit tout de suite à cette demande une réponse dilatoire et très peu sincère :

Parme et Plaisance conviennent bien à la République italienne, mais Parme et Plaisance sont l'objet d'une négociation qui fixe déjà l'attention de toute l'Europe. C'est un moyen de paix, et je ne pourrais me décider à commettre la précipitation de réunir aujourd'hui ce pays que par une compensation qui m'aiderait véritablement à soutenir la guerre. Cette compensation ne pourrait se trouver que dans une somme d'argent assez considérable, et je connais assez la situation de la République italienne pour croire qu'elle peut difficilement trouver cette somme³.

Melzi insista : il s'inclinait devant les intérêts supérieurs d'une négociation générale; il convenait bien que la République ita-

1. Aff. étr., *Corr. de Milan*, n° 60, pièce 246. — *Corr. Nap.*, VIII, 6929.

2. Melzi, II, 194, 606-608.

3. *Corr. Nap.*, IX, 7323. — Melzi, II, 197.

lienne ne pouvait pas consacrer une grosse somme à cette acquisition. Mais il proposait un échange : « Tout ce que nous avons à la droite de l'Apennin ne nous sert presque à rien ; la Romagne est bien excentrique pour nous, et cette circonstance, réunie au caractère qui distingue les légations, ne nous laisse pas espérer de la voir de longtemps bien amalgamée avec les autres parties de la République. En raison de convenance de population et de produit, Parme et Plaisance vaudraient mieux pour nous que ces morceaux-là¹. »

Bonaparte ne répondit point. Il laissa l'administration de Parme et de Plaisance aux mains de Moreau de Saint-Méry qui résidait depuis quelque temps déjà près du duc ; il garda le pays à sa disposition. Certes, l'annexion de ce duché à la République italienne était toute naturelle ; elle était même nécessaire à sa sécurité du côté du sud ; le pont de Plaisance avait été fort utile à Bonaparte en 1796 pour franchir le Pô et prendre à revers les Autrichiens de la Lombardie ; il en connaissait donc l'importance stratégique ; mais, comme il songeait plus à ses propres intérêts qu'à ceux de la République italienne, qu'il sentait au contraire le besoin de la surveiller, de la tenir en respect, il ne lui donna point Parme et Plaisance ; après quelques mois où il laissa un peu d'espérance à Melzi, pour lui faire croire peut-être que le duché serait la récompense de la bonne conduite de ses concitoyens, il en fit un département français. Dans l'antiquité romaine, Plaisance (Placentia) commandait le passage essentiel du Pô ; de là aussi Bonaparte surveillait les défilés de l'Apennin vers la Toscane et pouvait couper le long du fleuve les deux parties de la République italienne. En vérité, de Plaisance il demeurerait le maître de toutes les routes de l'Italie péninsulaire ; il ne l'abandonna jamais, elle fut une de ses forteresses impériales.

Aussi, les Italiens sentaient-ils plus lourdement le joug. Ils étaient de plus en plus mécontents. Ils s'en prenaient au gouvernement, à Melzi, à la France ; ils s'agitaient contre le régime qui avait trompé leurs espérances nationales, qui ne faisait que sauver les apparences d'une domination étrangère. Il est difficile de saisir toutes les manifestations de l'irritation populaire ; elles sont dissimulées ou exagérées, selon les cas, par les papiers offi-

1. Melzi, II, 200.

ciels; elles échappent par nature à l'observation exacte, et on s'expose, en voulant trop préciser en cette matière, à donner de l'importance à des détails qui n'en ont pas. Cependant, lorsqu'on constate à travers tout un pays des faits isolés, mais très nombreux, concourant à un même résultat, on est en droit d'en tirer des conclusions à peu près fermes sur l'état général de l'opinion. Or, sous le bénéfice de ces réserves, il faut admettre que toute l'Italie, en 1803 ou au commencement de 1804, après environ deux ans du gouvernement régulier institué par la consulte de Lyon, témoignait peu d'attachement à ce régime et se trouvait tout entière dans une effervescence quasi révolutionnaire.

Aldini était un des personnages les plus remarquables de la Cisalpine; il l'avait longtemps représentée à Paris auprès du premier Consul, avec Marescalchi et Melzi, et Bonaparte, à Lyon, l'avait nommé membre du Conseil législatif. Fut-il jaloux de Melzi, insuffisamment satisfait de sa fonction, orgueilleux de se faire remarquer? Il affecta bientôt du mépris pour le gouvernement de Milan et mena contre lui la guerre d'intrigues et de moqueries. Il s'absenta pendant deux mois sans permission; il ne parut plus aux réunions du Conseil législatif; il garda chez lui sans les vouloir remettre les projets de lois qu'il avait à étudier et qu'il était ainsi impossible de faire aboutir. Il appela le Conseil législatif « un tripot de chiens »; il entretenait des relations fréquentes avec l'ancien membre du gouvernement provisoire, Sommariva, devenu à Paris, à Milan et à Florence un agent de sourde opposition et peut-être d'entreprise d'insurrection jacobine.

Après une longue patience, Melzi se décida à agir : il prit un décret suspendant Aldini de ses fonctions. Aldini ne croyait pas qu'on se permettrait cette audace; il répondit au vice-président par une lettre insolente, qu'il porta chez de nombreux amis à travers Milan, et où il annonça qu'il redoutait peu les colères de Melzi, qu'il était sûr d'être soutenu par le premier Consul et que le vice-président ne tarderait pas à être désavoué. Melzi pria Bonaparte d'approuver sa conduite. L'approbation du premier Consul se fit attendre un peu; mais Aldini fut sans doute de bonne heure fixé sur les intentions de Bonaparte; il se tut tout d'un coup; il se montra même inquiet, quelque peu repentant; il eut peur pour sa liberté, et lorsqu'enfin le décret de Melzi eut reçu l'approbation complète du premier Consul, l'incident fut

clos sans plus de gravité. Il n'est qu'un des nombreux traits de l'opposition à Milan même¹.

Dès le premier jour, Bologne et la Romagne avaient montré la plus grande répugnance à l'union avec les autres parties de la Cisalpine. C'était une des manifestations ordinaires de l'esprit de clocher, de ces jalousies qui à travers les siècles n'avaient pas cessé de séparer toutes les villes de la région du Pô et qui n'ont disparu que dans le grand mouvement unitaire du XIX^e siècle. On y fut irrité, dès la fin de 1801, de la suppression de la garde nationale par Murat; on se rappelle que le général en chef avait cru devoir prendre cette mesure de précaution au moment des élections de la consulte de Lyon. La colère populaire put être contenue par des mesures rigoureuses de l'administration nouvelle, mais les passions ne se calmèrent pas.

Un soir, le secrétaire général de la préfecture, De Sanctis, fut frappé d'un coup de couteau en rentrant chez lui et fut grièvement blessé². L'assassin ne fut pas découvert. La situation de Bologne fut pendant quelque temps très troublée; des bruits alarmants circulèrent dans tout le pays; une société secrète, « les Amis du peuple », jeta à travers la ville des notes manuscrites désignant certains personnages, surtout des fonctionnaires, à la vengeance publique; il y eut de nombreux attentats, des attaques à main armée, dans les rues, même le jour, par des hommes masqués. Bologne fut un moment terrorisée. Le préfet Carlotti se décida à remettre la police au commandant français, le général Verdier; on défendit le port des armes; il y eut quelques arrestations, et une commission spéciale de cinq officiers tint la ville dans une sorte d'état de siège³.

Marescalchi, qui en fit un rapport au premier Consul, attribuait ces événements à l'action des sociétés secrètes. Il signalait notamment l'existence de celle des Stilletanti, au nom redoutable, qui paraissaient en vouloir surtout à ceux qui avaient quelque fortune. Il signalait aussi l'activité de la loge des Illuminés; un de ses membres, Moliterno, fut arrêté à Calais⁴. Il liait cette action à celle que semblait encourager le gouvernement napoli-

1. Arch. nat., AF IV, 1707-1708.

2. Melzi, II, 82.

3. Arch. nat., AF IV, 1707.

4. Melzi, II, 539.

tain soutenu par les excitations de l'Angleterre : il s'agissait de chasser les troupes françaises du royaume de Naples et de toute l'Italie, pour les remplacer par des troupes anglaises ou russes ; on retrouve là le souvenir des événements de 1799.

Il semble en effet qu'il y eut une certaine entente, d'un bout à l'autre de l'Italie, entre quelques sociétés secrètes dont les membres paraissent d'ailleurs avoir été alors peu nombreux et peu redoutables. Marescalchi y distingue Visconti et Sommariva ; un moment on pensa y prendre le général Lecchi et un officier napolitain, le capitaine Marulli. Il est impossible de préciser la nature exacte de ces sociétés, le nombre de leurs adhérents, leur action réelle, même leurs intentions : elles ne tenaient pas d'archives. Il s'agit surtout de « Jacobins » ; c'est ainsi que Melzi les appelle sans cesse, et il nourrit contre eux une haine inquiète.

Ils voulaient sans doute assurer la liberté de l'Italie. Concevaient-ils déjà l'unité de toute la péninsule en une nation. Cela n'est pas probable. Étaient-ils véritablement de force à soulever l'Italie derrière eux ? Il ne semble pas : l'esprit public n'était pas mûr pour une pareille entreprise. Est-il exact, comme l'affirme Melzi¹, qu'ils avaient leur centre d'action en Toscane, à Arezzo, et que de là ils rayonnaient sur toutes les parties de l'Italie, de Milan à Naples ? Il est bien difficile d'en être sûr.

En tout cas, ce mystère de rebellion, que l'on sentait partout, entretenait la crainte et la colère dans le monde du gouvernement. Bignon ne peut contenir son indignation contre ces misérables conspirateurs² :

Qu'ils étaient insensés, et combien depuis ils ont dû rougir de leur démence, ces esprits exaltés en des sens divers, les uns invoquant des démocraties impraticables, les autres voulant seulement ou l'unité de gouvernement pour l'Italie ou la nationalité de l'Italie avec ses divers gouvernements ; tous assez aveugles pour ne pas voir qu'au lieu d'une dépendance brillante sous les lois du premier Consul, d'une dépendance allégée et embellie au moins par les lettres et par les arts, par tous les encouragements favorables à la prospérité et à la richesse du pays, c'était le joug de plomb, la verge de fer du gouvernement autrichien qu'ils appelaient sur leurs têtes !

1. Melzi, II, 74.

2. Bignon, III, 306.

Et Melzi s'effrayait à Milan : « Il me semble être environné de matières combustibles, et malheureusement la République italienne n'est pas d'amiante¹.

Cet honnête homme souffrait vraiment de ne pas pouvoir conduire la République italienne à des destinées certaines et pacifiques. Il avait accepté avec résignation l'œuvre de la consulte de Lyon; il espérait en tirer le repos de son pays et un ordre politique et social à peu près définitif; il voulait y habituer ses concitoyens, faire naître et développer en eux l'esprit de gouvernement au lieu de l'esprit d'opposition stérile; peut-être ainsi la République italienne eût-elle gagné le droit de vivre dans la paix et dans une sorte d'indépendance parmi les bouleversements du temps.

Melzi était presque seul à avoir cette sage modération, en butte aux reproches des patriotes et aux attaques des intrigants. Les circonstances n'étaient pas favorables au succès des œuvres de patience et d'expérience prudente. Les demi-succès étaient vite condamnés comme des échecs pour faire place à des inventions nouvelles. Les résultats de la consulte de Lyon étaient imparfaits; le régime qu'elle avait établi à Milan ne donnait pas satisfaction à tout le monde; on le constatait, et on estimait qu'il fallait le changer. Rien ne pouvait être plus favorable aux nouveaux desseins de Bonaparte; car lui seul savait très bien ce qu'il voulait.

Un agent spécial du gouvernement français, Jacob, fut envoyé à Milan à la fin de l'année 1803 pour étudier la situation de la République italienne. Il adressa à Marescalchi, le 3 décembre, un rapport intéressant et, dans l'ensemble, fort exact et modéré². Il y fit un portrait assez réussi du vice-président :

Vous connaissez ses talents, ses lumières, son noble désintéressement, son dévouement entier à la chose publique, en un mot, toutes les belles et aimables qualités morales qui le font également chérir et respecter. Je me permettrai seulement d'observer que ce dévouement si louable est peut-être excessif dans ses effets et qu'il en résulte, sinon pour l'État, du moins pour lui, deux graves inconvénients.

1. Melzi, II, 99.

2. Arch. nat., AF IV, 1708.

Le premier est qu'il veut faire et qu'il fait effectivement trop de choses par lui-même. Il ne se borne point à diriger, à ordonner, il exécute, et son attention scrupuleuse s'étend jusqu'aux plus petits détails. Ainsi, il consume son temps et il épuise ses forces dans des travaux qu'il pourrait aisément et sans risques laisser à d'autres mains. C'est, du reste, ce que sa correspondance a souvent donné lieu de remarquer.

Le second est qu'il s'inquiète, qu'il s'irrite, qu'il s'effraye outre mesure des obstacles qu'il rencontre sous ses pas et de toutes les irrégularités qui se montrent dans les diverses branches de l'administration. Il tend à une perfection idéale qu'il n'est pas possible d'atteindre et il s'afflige de ne point y arriver.

Ce sont là, je n'en doute point, les vraies causes de sa mauvaise santé. Comment ne serait-il pas malade, menant une vie toujours solitaire, toujours laborieuse, toujours mélancolique, sans diversion, sans distraction quelconque? J'ai pris la liberté de lui citer l'exemple du premier Consul, qui, au milieu des occupations les plus nombreuses et les plus importantes dont jamais homme ait été chargé, sait trouver encore quelques moments pour des délassements également nécessaires au corps et à l'esprit. Il m'a répondu que, pour lui, il chercherait en vain à se distraire, car les affaires et les soucis le suivraient partout.

Il semble bien en effet, d'après tout ce qui précède, que Melzi n'était pas un homme de gouvernement. Avec les meilleures intentions du monde, il n'était pas de taille à dominer le détail de l'administration ni surtout à écarter de Milan la jalouse autorité du premier Consul.

Jacob constatait encore que la Consulte avait peu de considération à Milan, qu'il conviendrait sans doute de réformer, peut-être de supprimer le Conseil législatif, de calmer les têtes chaudes au Corps législatif, que la tranquillité pourtant était à peu près générale, que beaucoup d'incidents avaient été exagérés par le zèle des sous-préfets, que presque personne d'ailleurs ne portait intérêt à la chose publique. Et il disait fort judicieusement :

Il y a un esprit départemental qu'il sera bien difficile de détruire et qui est un résultat inévitable de la manière dont la République a été composée. Ses divers peuples, jadis indépendants et presque ennemis les uns des autres, qui se trouvent maintenant réunis sous un seul gouvernement, sont bien loin encore de se regarder comme

formant une seule et même nation. Chacun d'eux ne considère que son propre intérêt et ne voit en quelque sorte dans les autres que des rivaux dont la prospérité l'affligerait. On reproche souvent aux Milanais, et peut-être avec quelque raison, de vouloir concentrer la République dans leurs murs. Mais on pourrait dire aussi aux habitants des autres pays qu'ils devraient mieux comprendre qu'on ne peut éviter d'avoir une ville centrale et savoir mieux céder à cette nécessité.

Ainsi Melzi n'avait pas assez de caractère et les Italiens pas encore assez d'esprit national pour arrêter Bonaparte.

E. DRIAULT.

(Sera continué.)

MÉLANGES ET DOCUMENTS

A PROPOS

DE LA GÉOGRAPHIE JUDICIAIRE DE LA FRANCE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

LA QUESTION DU RESSORT DES PRÉSIDIAUX.

Une très intéressante discussion était engagée naguère (*Révolution française*, janvier et février 1904), à propos de l'Introduction au troisième volume de l'*Inventaire sommaire des archives départementales du Loiret* (série B), par M. Bloch, sur la nature et l'étendue du ressort territorial des présidiaux; la publication du bel atlas des bailliages en 1789 par M. Brette vient encore de rappeler l'attention sur la complication et les bizarres découpures des circonscriptions judiciaires de l'ancien régime. Aussi n'est-il peut-être pas sans intérêt de revenir en quelques mots sur cette question du ressort des présidiaux, qui a mis aux prises deux savants contradicteurs.

Pour M. Brette, il n'est pas exact, il n'est pas même possible que les bailliages ou sénéchaussées, auxquels étaient joints des présidiaux, aient eu à ce titre aucun ressort distinct de celui (fort mal délimité d'ailleurs) qu'ils possédaient comme bailliages ou sénéchaussées; la juridiction d'un présidial ne dépassait nullement les limites du bailliage auquel il était joint, avec lequel il était confondu; ce serait faire œuvre vaine que de chercher à tracer sur la carte les bornes du ressort des présidiaux; en aucun temps, en aucune circonstance, la possibilité même d'un ressort distinct n'est apparue au pouvoir royal¹. Pour M. Bloch, au contraire, le ressort du bailliage-présidial est plus étendu que présidial que comme bailliage; connaissant, en qualité de bailliage, des cas royaux dans l'étendue de son arron-

1. *Révolution française*, t. XL, p. 87 et suiv.

dissement, il connaît en outre, comme présidial, en appel, des cas présidiaux (c'est-à-dire des contestations ne dépassant pas 250 livres de capital ou 40 livres de rente d'après l'édit de 1551, 2,000 livres de capital ou 80 livres de rente d'après l'édit de 1774, qu'il avait pouvoir de juger en dernier ressort)¹ déjà jugés par les bailliages compris dans son ressort; le présidial d'Orléans, par exemple, connaît en appel des cas présidiaux jugés en première instance par le bailliage de Gien; et il n'y aurait nulle impossibilité, il y aurait même quelque intérêt, à s'efforcer de déterminer sur une carte, à un certain moment donné, les limites des ressorts des présidiaux, comme l'a fait avec tant de succès M. Brette pour celles des bailliages en 1789.

Tout ce qui concerne les anciennes justices est si mal connu, et réveille dans l'esprit des idées si confuses, qu'il importe de ne pas laisser dans l'indécision et l'obscurité les points, malheureusement trop peu nombreux, sur lesquels il est possible de voir clair. Celui-ci me paraît être du nombre.

Encore que, dans son savant *Recueil de documents relatifs à la convocation des états généraux*, M. Brette revienne à plusieurs reprises sur l'opinion, à mon sens trop désavantageuse aux présidiaux, qu'il s'est formée, la lecture en corrobore plutôt la manière de voir opposée. Ouvrons au hasard le tome III, nous y verrons nombre d'exemples de bailliages dont appel est porté, aux cas de l'édit, à un autre bailliage, mais bailliage-présidial, de la région. Pour n'en relever que quelques-uns, le bailliage de Montreuil (t. III, p. 400) a ses appellations portées, d'après Expilly, au Parlement de Paris, *excepté dans les cas présidiaux, où elles sont portées au présidial d'Amiens*; p. 489, d'après le dictionnaire de Bertin, le présidial de Châlons reçoit, en vertu d'un édit d'octobre 1637, dans les cas de l'édit, les appellations des sentences des bailliages de Vertus et de Sainte-Menehould, qui allaient auparavant au présidial de Vitry; p. 239, le bailliage de Nogent-sur-Seine relève directement du Parlement, et, dans les cas de l'édit, du présidial de Troyes; p. 432, le ressort de Chartres, comme présidial, est beaucoup plus considérable (que comme bailliage) : il s'étend sur les bailliages de Mortagne, de Bel-lême, de Châteauneuf-en-Thimerais, de Dourdan, d'Étampes, de Yenville et sur les cinq baronnies du Perche-Gouët; p. 468, d'après M. Brette lui-même, les bailliages de Châteauroux, Concessault,

1. Indépendamment du second chef de la juridiction présidiale (500 livres d'abord, 4,000 livres en 1774), qui disparut en 1777 et n'eut jamais que peu d'importance.

Dun-le-Roi, Issoudun, Mehun-sur-Yèvre, Vierzon, qui ressortissaient nûment au Parlement de Paris, « devaient être (aux cas de l'édit) du ressort du présidial de Bourges », etc.

La déclaration du 5 février 1734, sur laquelle insiste beaucoup M. Brette, infirme, plutôt qu'elle ne confirme, sa théorie. Voici ce qu'elle porte : « Les présidiaux ne prendront connaissance des cas qui sont présidiaux par la qualité des accusés et la nature du crime que lorsqu'il s'agira de crimes commis dans la sénéchaussée ou bailliage dans lequel le siège présidial est établi, et, à l'égard de ceux qui auront été commis dans d'autres sénéchaussées ou bailliages, quoique ressortissant audit siège présidial dans les deux cas de l'édit des présidiaux, nos baillis et sénéchaux en connaîtront, à charge de l'appel en cours de Parlement. » — Donc le présidial englobait dans son ressort, pour les cas de l'édit, certains bailliages voisins; il n'en était pas de même au criminel, et il était très naturel qu'il en fût ainsi, l'érection des présidiaux ayant précisément eu lieu pour procurer aux justiciables, à proximité de leur domicile, un dernier jugement de leurs contestations de faible importance.

Il est vrai que Levrier, lieutenant général au bailliage de Meulan, écrivait que la juridiction présidiale « n'a ni territoire, ni juridiction réelle et proprement dite. » Mais l'autorité de Levrier, que M. Brette juge considérable, nous paraît au contraire, en l'espèce, assez faible. Son siège, non présidial, étant en lutte ouverte avec celui de Mantes, qui l'était, il y avait tout naturellement tendance, chez les officiers de Meulan, à contester, à restreindre le plus possible, à faire disparaître toute suprématie présidiale. Que disait d'ailleurs Levrier, ainsi qu'une foule d'autres officiers des bailliages non présidiaux, lorsqu'en 1774 l'ampliation des présidiaux suscita de leur part des plaintes extrêmement vives? Tous déploraient d'être, dans un plus grand nombre de cas, placés dans la dépendance de sièges avec lesquels ils revendiquaient l'égalité; tous déploraient d'être, dans un plus grand nombre de cas, privés de leur principale distinction, de leur prérogative la plus honorable, à savoir le ressort immédiat aux cours de Parlement : « Les en priver pour les subordonner à leurs égaux dans le plus grand nombre des affaires, quoique dans les moins importantes, c'est les avilir, les réduire à la condition de juges subalternes, les dégoûter, en un mot les anéantir¹. » Et quel

1. Mémoire pour les sièges non présidiaux, fonds Joly de Fleury 2153, p. 72 et suiv. — Les mémoires semblables sont nombreux dans ce volume. Levrier lui-même prit part à la campagne contre l'édit de 1774, comme on le voit par sa lettre du 24 décembre 1774 (2153, fol. 104).

remède proposaient-ils à ce qui, à leurs yeux, était un si grand mal? Présidialiser tous les bailliages; à défaut, restreindre le pouvoir des présidiaux au ressort de leur bailliage (aveu bien concluant que ce pouvoir était plus étendu); ou tout au moins, si on leur laisse leur arrondissement, augmenter le dernier ressort des bailliages¹.

Mais il y a plus : un document décisif sur ce point, document que ne semblent avoir connu ni M. Brette ni M. Bloch, me paraît être l'ordonnance de mai 1788 sur la réforme de la justice. Elle crée, comme on sait, quarante-sept grands bailliages² pourvus d'un ressort étendu et d'attributions considérables (jusqu'à 20,000 livres en dernier ressort), si considérables que les Parlements, qu'on laissait vivre en apparence, auraient été en réalité, si cette ordonnance avait prévalu, frappés à mort, et que les populations auraient eu enfin l'inappréciable avantage d'une justice suprême rapprochée d'elles. Au texte de l'ordonnance est annexé l'état, provisoire encore, mais complet, des territoires attribués aux futurs grands bailliages. C'est cet état qui jette un grand jour sur la géographie judiciaire de l'ancien régime; en énumérant les anciens ressorts, parfois en les groupant à nouveau, en les décomposant, il nous permet de voir clairement comment la France, à cet égard, était divisée. Deux points sont principalement à y remarquer : d'abord l'opposition que le législateur établit entre le ressort des bailliages présidiaux, comme bailliages et comme présidiaux, opposition qui est déjà significative; ensuite, et surtout, ce fait que les ressorts de certains présidiaux sont démembrés de telle sorte que des bailliages qui les composaient les uns sont attribués à tel grand bailliage, les autres à tel autre; d'où il résulte, avec évidence, que les présidiaux étendaient (pour les cas de l'édit) leur juridiction d'appel sur plusieurs bailliages. Voici ce que porte cet état :

PARLEMENT DE PARIS.

Grands bailliages.

Ressort à eux attribué.

Châtelet de Paris. — Son ressort comme siège ordinaire et comme présidial. Les bailliages présidiaux de Mantes, Meaux et Melun.

1. Réflexions de Billecoq, lieutenant général du bailliage de Roze, sur l'édit de 1774 et l'amplication des présidiaux (2153, fol. 104).

2. « Le présidial, dit M. Brette (*Révolution française*, t. XL, p. 91) était, même avant les édits de mai, qui le classèrent ainsi, une deuxième chambre des bailliages; comment la moindre partie aurait-elle pu avoir un territoire distinct de la partie principale? » Les *grands bailliages* de Lamoignon, qui sont confondus ici avec les *bailliages* proprement dits, n'ont absolument rien

Amiens. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. — La sénéchaussée présidiale d'Abbeville. — Les bailliages de Guise, Péronne, Saint-Quentin, *lesquels seront distraits du présidial de Laon.*

Angoulême. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. La sénéchaussée présidiale de Guéret.

Beauvais. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Le bailliage présidial de Senlis. Le bailliage de Crespy en Valois, *qui sera distrait du présidial et du grand bailliage de Soissons, pour ressortir au présidial de Senlis.*

Bourges. — Son ressort comme bailliage et comme présidial.

Châlons-sur-Marne. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Les bailliages présidiaux de Reims et de Vitry-le-François.

Langres. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Le bailliage présidial de Chaumont-en-Bassigny.

Lyon. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Le bailliage présidial de Mâcon.

Le Mans. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les bailliages présidiaux de la Flèche et de Château-Gontier. Les bailliages de Bellesme et Mortagne, *lesquels seront distraits du présidial de Chartres.*

Moulins. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Le bailliage présidial de Saint-Pierre-le-Moutier.

Orléans. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Les bailliages présidiaux de Blois et de Chartres, *à l'exception des bailliages de Bellesme et de Mortagne, qui seront distraits de Chartres pour ressortir au Mans.*

Poitiers. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. La sénéchaussée présidiale de la Rochelle.

Riom. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. La sénéchaussée présidiale de Clermont-Ferrand. Le bailliage présidial d'Aurillac.

Sens. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Les bailliages présidiaux d'Auxerre, Montargis, Provins et Troyes.

Soissons. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Les bailliages présidiaux de Château-Thierry et Laon, *excepté le bailliage de Crespy, qui sera distrait de Laon pour ressortir à Beauvais, et ceux de Guise, Péronne et Saint-Quentin, qui devront ressortir à Amiens.*

Tours. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. La sénéchaussée présidiale d'Angers. Le bailliage présidial de Châtillon-sur-Indre.

PARLEMENT DE TOULOUSE.

Toulouse. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les sénéchaussées présidiales de Castelnaudary et Montauban.

de commun avec eux; c'est une institution tout à fait à part, dont la durée fut éphémère (mai-septembre 1788) et dont beaucoup même ne réussirent pas à se constituer.

Auch. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. La sénéchaussée présidiale de Lectoure.

Carcassonne. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les sénéchaussées présidiales de Béziers, Limoux et Pamiers.

Nîmes. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les sénéchaussées présidiales de Montpellier et du Puy-en-Velay.

Villefranche de Rouergue. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les sénéchaussées présidiales de Cahors et Rodez.

PARLEMENT DE GRENOBLE.

Grenoble. — Son ressort comme bailliage. La justice de Grenoble. Le bailliage de Briançon. Les bailliages et les justices d'Embrun et Vienne.

Valence. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. La sénéchaussée de Montélimar. La justice de la principauté d'Orange et dépendances. Les bailliages du Buis, de Gap et de Saint-Paul-Trois-Châteaux. Les justices comprises dans ledit arrondissement.

PARLEMENT DE BORDEAUX.

Bordeaux. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les sénéchaussées présidiales de Libourne et Saintes.

Condom. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les sénéchaussées présidiales d'Agen et de Nérac.

Dax. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. La sénéchaussée présidiale de Bazas.

Périgueux. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les sénéchaussées présidiales de Brives, Limoges, Sarlat et Tulle.

PARLEMENT DE DIJON.

Dijon. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Les bailliages présidiaux de Châtillon-sur-Seine et Semur en Auxois.

Châtillon-sur-Saône. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Le bailliage présidial d'Autun.

Bourg-en-Bresse. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. La sénéchaussée de Trévoux.

PARLEMENT DE ROUEN.

Rouen. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Les bailliages présidiaux de Caudebec et Gisors. Les sièges particuliers qui ont été distraits desdits bailliages. Le bailliage d'Arques et les sièges qui en ont été distraits. Les justices situées dans ledit arrondissement.

Caen. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Les sièges qui en ont été distraits. Le bailliage présidial de Coutances et les

sièges particuliers qui en ont été distraits. Les justices situées dans ledit arrondissement.

Alençon. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Le bailliage présidial d'Évreux. Les sièges distraits desdits bailliages. Les justices situées dans ledit arrondissement.

PARLEMENT D'AIX.

Aix. — Son ressort comme sénéchaussée. Les sénéchaussées d'Arles, Brignoles, Forcalquier, Hyères, Marseille et Toulon. Les justices royales et seigneuriales situées dans ledit arrondissement.

Digne. — Son ressort comme sénéchaussée. Les sénéchaussées de Barcelonnette, Castellane, Draguignan, Grasse, Sisteron. Les justices royales et seigneuriales situées dans ledit arrondissement.

PARLEMENT DE PAU.

Pau. — Toutes les juridictions et justices comprises dans le ressort du Parlement de Pau¹.

PARLEMENT DE RENNES.

Rennes. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les juridictions et justices situées dans son arrondissement.

Nantes. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les juridictions et justices situées dans son arrondissement. La sénéchaussée présidiale de Vannes, *excepté les juridictions d'Auray, Hennebont et Quimperlé, qui en seront distraites pour ressortir au présidial et grand bailliage de Quimper.*

Quimper. — Son ressort comme sénéchaussée et comme présidial. Les juridictions et justices situées dans son arrondissement. Les juridictions d'Auray, Hennebont et Quimperlé, *qui seront distraites de Vannes pour ressortir à Quimper.*

PARLEMENT DE METZ.

Metz. — Son ressort comme bailliage et comme présidial.

Les bailliages présidiaux de Sarrelouis, Sedan, Toul et Verdun.

Toutes les juridictions de justices comprises dans les ressort et arrondissement de tous lesdits sièges, soit qu'elles y aient eu ou non ressort jusqu'à ce jour.

PARLEMENT DE BESANÇON.

Besançon. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Les bailliages présidiaux de Lons-le-Saulnier et Salins.

1. L'état en donne une énumération inutile à reproduire ici.

Vesoul. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Le bailliage présidial de Gray.

PARLEMENT DE DOUAI.

Douai. — Toutes les juridictions et justices comprises dans le ressort du Parlement de Douai.

PARLEMENT DE NANCY.

Nancy. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Le bailliage présidial de Dieuze. Les bailliages de Boulay, Bouzonville, Briey, Commercy, Etain, Longuyon, Saint-Mihiel, Thiaucourt, Thobey et Villers-la-Montagne, *mis par édit de juin 1772 sous le ressort des présidiaux de Metz, Toul et Verdun, et qui, depuis la désunion des Parlements de Metz et de Nancy, ne sont rentrés sous le ressort d'aucun autre présidial.*

Mirecourt. — Son ressort comme bailliage et comme présidial. Le bailliage présidial de Saint-Dié.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE ROUSSILLON.

Perpignan. — Toutes les juridictions et justices comprises dans le ressort du Conseil supérieur de Perpignan.

CONSEIL SUPÉRIEUR D'ALSACE.

Colmar. — Tous les tribunaux, juridictions et justices du ressort du Conseil supérieur de Colmar.

Dans la plus grande partie du royaume, dans toute l'étendue des ressorts des Parlements de Paris, Toulouse, Bordeaux, Dijon, Besançon, Rennes, les présidiaux avaient des arrondissements, composés de plusieurs bailliages qui y déferaient leurs appels pour les cas de l'édit des présidiaux; de ces arrondissements, les uns restèrent intacts dans la nouvelle organisation judiciaire; les autres furent démembrés, tels les arrondissements des présidiaux de Laon, de Soissons, de Chartres, de Vannes.

S'il n'en était pas entièrement de même dans le ressort du Parlement de Nancy, il est précisément à remarquer que le fait était considéré comme exceptionnel. Dix bailliages de ce ressort ne dépendaient d'aucun présidial; la cause en était que, lors de la création du Parlement de Nancy en 1775, on avait distrait ces dix bailliages du ressort de Metz, auquel ils appartenaient, sans les rattacher à aucun présidial; en mentionnant ce fait, dont il n'eût pas parlé s'il eût été naturel et normal, le législateur de 1788 donne une autre

preuve concluante de l'existence ordinaire d'une certaine suprématie des bailliages présidiaux sur les bailliages non présidiaux.

Si, enfin, dans les autres ressorts du royaume les choses ne se passaient avec la même régularité, soit qu'il n'y existât point de présidiaux, comme en Provence, soit que les présidiaux n'étendissent pas partout leur compétence, comme il semble résulter des termes de l'ordonnance que cela avait lieu en Normandie, il n'en reste pas moins certain que, dans les 5/6^{es} au moins de la France, les présidiaux possédaient ce ressort, relativement étendu au point de vue territorial, quoique fort restreint au point de vue de la compétence, que leur refuse M. Brette, et qu'il serait possible de tracer la carte de ces « arrondissements ». M. Brette a eu parfaitement raison d'insister sur l'incohérence et la confusion des institutions de l'ancien régime, en général, et des institutions judiciaires en particulier. Il aurait eu encore raison, certainement, s'il s'était borné à soutenir que cette supériorité des présidiaux pouvait être et était souvent éludée au fait; les simples bailliages, rivaux des présidiaux, les parlements, adversaires nés de la juridiction présidiale, recouraient ou se prêtaient à toutes les manœuvres possibles pour l'éluder, et les plaideurs eux-mêmes, instruits par l'expérience que leurs affaires risquaient fort de ne pas se terminer au présidial, même au premier chef de l'édit, préféraient souvent aller tout droit au Parlement. Ainsi était perdu pour les populations (et c'était fâcheux) l'avantage qui avait servi à la fois de motif et de prétexte à l'édit de création des présidiaux; ainsi, la compétence présidiale, attaquée à la fois en haut et en bas, était-elle de plus en plus diminuée comme importance pratique; mais sans jamais cesser d'être, même après l'édit de 1777 si défavorable aux présidiaux, une réalité.

M. MARION.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

PUBLICATIONS RELATIVES AU MOYEN AGE.

M. l'abbé E. VACANDARD a réuni en un volume six *Études de critique et d'histoire religieuse*¹, qui avaient déjà été présentées au public sous forme d'articles séparés, mais qu'il a remaniées de façon plus ou moins profonde. La première de ces études est plus spécialement théologique; elle est consacrée aux origines du symbole des apôtres qu'il fait remonter au début du second siècle; les cinq autres offrent de l'intérêt pour les historiens et méritent d'être analysées brièvement. M. Vacandard connaît bien les sources et la bibliographie, française et étrangère, des sujets qu'il embrasse; il s'efforce d'être impartial. 1° *Les Origines du célibat ecclésiastique*. Il faut distinguer deux périodes. Dans la première, du 1^{er} au 14^e siècle, le célibat est recommandé, mais il n'est pas obligatoire, tant dans l'Église latine que dans l'Église grecque; l'évêque peut cohabiter avec sa femme; on écarte seulement de l'épiscopat les veufs qui se seraient remariés ou les hommes qui auraient épousé des veuves. Dans la seconde période, du 15^e au 19^e siècle, on édicte sur le célibat des prescriptions très précises, un peu moins rigoureuses toutefois en Orient qu'en Occident. Dans l'Église grecque, l'évêque est astreint à la continence absolue et doit quitter sa femme après l'ordination; les prêtres mariés peuvent garder leur femme; mais ceux qui, au moment de l'ordination, sont célibataires, ne peuvent pas se marier. Dans l'Église latine, la même règle s'applique tant aux évêques qu'à tous les clercs des ordres majeurs: ils doivent abandonner leur femme; il n'y eut quelques hésitations que pour les sous-diacres. A un certain moment, pourtant, l'ancienne règle se relâcha; mais Grégoire VII attaqua avec énergie le mal, et le concile de Latran de 1123 fixa les principes qui sont devenus ceux du droit canon. 2° *Les Élections épiscopales sous les Mérovingiens*. M. Vacandard suit de très près la théorie de

1. Paris, Lecoffre, 1905. 1 vol. in-12, viii-390 p.

Hauck, qui peut se résumer ainsi : le cinquième concile d'Orléans (549) reconnut pour la première fois le droit du roi d'intervenir dans les élections épiscopales; à partir de cette date, cette intervention est légale. En 614, Clotaire II, par son célèbre édit, reconnaît le droit de l'Église de procéder à l'élection que le roi confirmera. Nous reconnaissons parfaitement la justesse de cette antithèse; mais nous nous séparons de Vacandard sur l'interprétation de beaucoup de détails; la phrase de l'édit : *si de palatio eligitur*, me paraît mal comprise, et l'auteur ne nous a point persuadé que toutes les nominations épiscopales, faites par Gontran ou Childebert II, aient été conformes aux canons de l'église¹. 3° *L'Église et les ordalies*. Que les ordalies remontent à l'époque patenne, c'est une vérité qu'il est difficile de nier après la démonstration de Patetta. Mais l'Église chrétienne accepta les ordalies en Occident et en expliqua de façon différente les rites. Elle déclara légitimes devant les tribunaux laïques les épreuves de l'eau et du fer rouge; elle ne contesta même pas la valeur du duel judiciaire. Ce n'est qu'au XII^e siècle que les papes Alexandre III, Lucius III et Célestin III s'élevèrent contre ces usages et en préparèrent l'abolition. 4° *Les papes et la Saint-Barthélemy*. Il est prouvé aujourd'hui que le massacre de la Saint-Barthélemy n'a point été prémédité. La résolution de tuer les chefs protestants réunis à Paris n'a été prise qu'après le 22 août 1572, lorsqu'eut échoué le guet-apens contre Coligny. M. Vacandard n'a donc point de peine à disculper de ce crime le pape Pie V, mort le 4^{er} mai de cette année. La seconde partie de son argumentation nous a moins convaincu. Il est certain que le successeur de Pie V, Grégoire XIII, à la nouvelle du massacre, fit chanter un *Te Deum* d'actions de grâces à l'église Saint-Marc, qu'il fit graver une médaille en souvenir de cette journée, qu'il chargea le peintre Vasari de représenter le glorieux événement dans une des salles du Vatican. D'après M. Vacandard, s'il se livra à de telles démonstrations, c'est qu'il ignorait le vrai caractère des faits; il croyait sincèrement à un complot des huguenots contre la vie du roi. L'attentat du 24 août, mieux connu, lui aurait inspiré des sentiments de tristesse et d'horreur. Et quelle preuve en donne-t-il? A la fin de 1572, le pape témoigna de l'humeur, quand le cardinal de Lorraine amena au Vatican l'assassin de Coligny, Maurevel. Nous eussions aimé contre les massacres des paroles de réprobation plus énergiques. 5° *La Condamnation de Galilée*. L'exposé des deux procès de Galilée devant le Saint-Office, en

1. Comment M. Vacandard a-t-il pu écrire cette phrase : « Ce qui domine chez Gontran, c'est la bonté »?

1616 et en 1633, est clairement résumé. M. Vacandard n'a pas beaucoup de peine à réfuter la thèse du P. Grisar sur les « avantages moraux » de la condamnation. Il conclut : « Nous ne voudrions pas cependant nier *absolument* que la condamnation de Galilée fût, à certains égards, providentielle. Il s'en dégage une leçon de choses qui ne doit pas être perdue pour la suite des âges. Ceux qui détiennent l'autorité doctrinale peuvent y apprendre qu'il est toujours dangereux d'inféoder le dogme à un système scientifique ou théologique qui n'est pas dûment éprouvé. » Nous savons gré à M. Vacandard de telles déclarations; mais en quels termes mesurés il parle des droits de la science!

M. Bernard Monod, en composant sa thèse de l'École des chartes sur les relations de Philippe I^{er} avec le pape Pascal II (1100-1108), fut amené à lire les écrits de Guibert de Nogent, et cette lecture fit sur lui une impression très forte. Dans l'autobiographie, qui est une confession remplie de sincérité, dans les autres ouvrages, revivent les traits saisissants du moine; et devant nos yeux ressuscite toute une époque troublée du moyen âge, celle qui fut marquée par les croisades et les débuts du mouvement communal. On conçoit que l'idée soit venue à M. Bernard Monod de nous présenter et Guibert lui-même et son temps, et il s'est acquitté de sa tâche avec un véritable talent¹. Tout en rédigeant sa thèse, où il accumulait les renvois, les notes et les savantes dissertations, il a composé avec amour cet excellent livre, écrit d'une plume vive et alerte, et à la tête duquel M. Gebhart a placé une jolie préface. Il a mené de front ces deux travaux avec une belle vaillance, comme s'il avait deviné que la vie lui était mesurée!

Guibert naquit le 10 avril 1053, dans un château voisin de Clermont-en-Beauvaisis, d'un noble seigneur, Évrard; à l'âge de huit mois, il perdit son père, dont il ne nous a pas tracé un portrait très flatteur; il fut élevé par une mère très pieuse, toute remplie de scrupules religieux, qui le destina au cloître; elle entra elle-même au couvent, tandis que son fils devint novice, puis moine, au monastère de Saint-Germer-de-Fly. Mais le jeune homme ne trouve pas tout de suite la paix de l'âme; il a la passion de savoir; avec les pères de l'Église, il dévore les poètes classiques, les *Bucoliques* de Virgile et Ovide; il est pris d'un véritable enthousiasme pour la poésie et il fait lui-même des vers. Tout cela constitue un péché; Anselme, prieur de l'abbaye voisine du Bec, à qui il se confesse, le ramène à l'étude

1. *Le Moine Guibert et son temps* (1053-1124). 1 vol. in-12, xv-339 p. Paris, Hachette, 1905.

de la Bible et le décide à employer ses talents à la prédication. Par ses commentaires de l'Écriture sainte et par ses sermons, Guibert arrive à la célébrité, si bien qu'en 1104 il est élu, à son insu, abbé du monastère de Nogent-les-Vierges-sous-Coucy, au diocèse de Laon. Il remplit ses fonctions jusqu'à sa mort (entre 1121 et 1124). Son autorité fut douce et paternelle, et les moines, ce semble, se montrèrent soumis; mais, du jour de son élection, Guibert fut mêlé aux graves affaires politiques et religieuses qui s'agitèrent dans le pays de Laon; alors qu'il rêvait du calme du cloître, il apprit à connaître de près la société de son temps et, en puisant dans ses œuvres, M. Bernard Monod va nous peindre cette société en un tableau très pittoresque.

Il trace des portraits très ressemblants du pape Pascal II, du roi Philippe I^{er}, de certains grands seigneurs comme Enguerrand de Boves, sire de Coucy, et son fils, Thomas de Marle, de quelques évêques comme Engeran et Gaudry, de Laon, dont l'un, « par ses propos licencieux, se montrait ouvertement un bouffon ou un baladin, » dont l'autre était sans cesse suivi d'un nègre, lui servant de domestique et au besoin de bourreau; il nous présente des abbés ou des moines frivoles, gourmands, voleurs, débauchés; il nous dépeint la colère terrible des bourgeois qui fondèrent la commune de Laon. Et voici les Juifs contre lesquels Guibert compose tout un traité; voici les hérétiques manichéens, les frères Évrard et Clément, du village de Bussi, qui sont jetés dans les flammes par une foule fanatique, avant toute espèce de jugement. A côté de toutes ces tristesses, M. Bernard Monod, en critique impartial, nous montre le bien; il insiste sur les idées généreuses qui ont rempli les cerveaux des hommes de ce temps et qui les ont poussés à l'action. Les Francs se sont précipités sur Jérusalem aux cris de : *Dieu le veut*. A la suite de l'auteur anonyme des *Gesta Francorum*, Guibert compose non sans talent une histoire de cette expédition, et il trouve le beau titre qui a fait fortune : *Gesta Dei per Francos*. Le sentiment national s'éveille; les importants événements religieux auxquels la France est mêlée révèlent à Guibert la grandeur de son pays et bientôt son patriotisme, se dégageant de toute autre idée, se montre exclusif en face des autres nations européennes, ainsi que Bernard Monod le montre en un chapitre d'une fine psychologie. Puis une grande inspiration artistique anime ce début du XII^e siècle — alors sont posés les principes d'une nouvelle architecture, — et sur lui passe aussi un souffle de renaissance littéraire : Guibert est un écrivain. M. Bernard Monod peut nous parler de sa méthode en théologie, de sa méthode en histoire — il s'élève contre les reliques et exprime

de très forts doutes sur l'authenticité de la plupart d'entre elles; — il peut même nous parler de son style. Le moine s'attache à bien écrire, il fait de nombreuses ratures, il s'applique à faire rimer ses fins de phrases.

En lisant ce livre, qui a été composé avec un juvénile entrain, nous avons été poursuivi par un sentiment de profonde tristesse à la pensée que sont anéanties toutes les espérances que l'histoire pouvait fonder sur Bernard Monod¹.

M. Achille LUCHAIRE étudie depuis quelques années le règne d'Innocent III, et nous lui devons sans doute bientôt une histoire de ce pontificat, qui remplacera avec avantage celle de Hurter. Il y a quelque temps, il nous a donné un fragment de ce travail, intitulé : *Innocent III, Rome et l'Italie*, dont il a été rendu compte ici²; aujourd'hui, il publie une étude sur *Innocent III et la croisade des Albigeois*³. On retrouve dans ce volume les mêmes qualités brillantes qui ont fait le succès du précédent. M. Luchaire connaît à fond les sources de son sujet; il a lu et relu les chroniques de Pierre des Vaux-de-Cernay, de Guillaume de Puylaurens, la superbe chanson de la Croisade, et son récit en est tout imprégné; il s'est pénétré aussi des lettres d'Innocent III et a démêlé l'écheveau compliqué de la politique pontificale. Mais son érudition, si précise et si sûre, cherche à se dissimuler; il a voulu avant tout nous donner des événements une narration vive et pittoresque. On s'attache à son récit comme à un roman, et pourtant tous les faits qu'il nous raconte sont bien de la réalité historique.

M. Luchaire évoque devant nos yeux les paysages du Midi qui lui sont familiers. Quiconque a lu son livre, gardera le souvenir de la « plaine qui sépare Toulouse de Narbonne, véritable océan de blé, de maïs et de ceps de vigne », fermée au nord par la barrière sombre de la Montagne-Noire, au sud par les Corbières au ton roussâtre. Il n'oubliera plus jamais la Toulouse du moyen âge, « la ville rouge, énorme reliquaire, avec sa forêt de tours et de clochers, les églises pressées dans son enceinte, Saint-Sernin, la merveille des basiliques, toute rosée au soleil couchant, le grand clocher carré de la cathédrale Saint-Étienne et le sanctuaire de la Daurade, étincelant d'or et de mosaïques ». Il verra toujours se dresser devant lui la place de Muret, « blottie entre la Louge et la Garonne, dominée par sa forte citadelle

1. P. 116, au lieu de l'abbé de *Remiremont*, lisez l'abbé de *Ribemont*. On lira avec plaisir, sur le livre de Bernard Monod, l'article de M. Henry Roujon, paru dans le *Figaro* du 30 mai 1905.

2. Novembre-décembre 1904, p. 333.

3. 1 vol. in-12, 262 p. Paris, Hachette, 1905.

en triangle et par son énorme donjon ». Et M. Luchaire fait revivre les habitants qui à la fin du XII^e siècle et au début du XIII^e siècle, ont occupé ce beau pays; pour les bien dépeindre, il n'a eu qu'à regarder ceux d'aujourd'hui : « C'était un peuple aimable, beau parleur, de cœur léger et de mœurs faciles. » Comment, chez un tel peuple, a pu se développer une hérésie très austère? On nous l'explique dans un chapitre préliminaire qui est un modèle de psychologie pénétrante; on nous dit aussi en quoi consistaient exactement les doctrines albigénoises, sans du reste s'embarrasser dans des subtilités théologiques et sans distinguer entre le manichéisme pur et le manichéisme mitigé.

A ce peuple du Midi, il eût fallu des chefs; mais il en manqua absolument. Raimon-Roger, vicomte de Béziers et de Carcassonne, refuse de s'associer à son oncle Raimon VI pour repousser l'étranger. Raimon VI, comte de Toulouse, n'ose résister, courbe le dos sous l'orage, fait pénitence sur pénitence, multiplie les marques d'humilité, en appelle des légats au pape, négocie à Rome, ne se décide à l'action que lorsque la plus grande partie du Languedoc est conquise. Pierre II, roi d'Aragon, est lié à la papauté par la victoire même qu'il a remportée sur les Almoravides à Las Navas de Tolosa, et il faudra tous les excès des croisés pour qu'il se déclare, en 1213, le champion de l'hérésie.

Les chefs de la croisade, contrairement aux seigneurs du Midi, savent bien ce qu'ils veulent. M. Luchaire trace d'eux des portraits vivants et fouillés. Simon de Montfort a été, pendant toute la campagne, admirable d'endurance et d'énergie; il s'est multiplié, payant toujours de sa personne. Mais, tout en combattant pour Dieu, il a servi ses propres intérêts; il a accepté, en 1209, les fiefs de Raimon-Roger, qu'ont dédaignés, pour des raisons d'honneur, et le duc de Bourgogne et le comte de Nevers et le comte de Saint-Pol; il a poussé à la guerre contre le comte de Toulouse pour s'emparer de ses terres. Les clercs ne montrent pas plus de désintéressement que les laïques; l'abbé de Cîteaux, Arnaut-Amalric, qui a conduit toute cette entreprise, s'installe, le 12 mars 1212, dans l'archevêché de Narbonne, et bientôt disputera à Simon le duché de Narbonne; il abandonne son cloître pour devenir le chef suprême de l'Eglise du Languedoc, et les autres prélats du Nord imitent son exemple.

Mais surtout, dans son livre, M. Luchaire s'est attaché à la grande figure d'Innocent III. Il nous dit quelle fut la doctrine du pape sur la conduite à tenir envers les hérétiques; il nous montre que, pendant longtemps, son programme a été tout pacifique. Innocent III a voulu user de persuasion; il a encouragé les associations qui cher-

chaient à ramener les Cathares à l'orthodoxie par la prédication et qui ont été une première ébauche de l'ordre des dominicains; il a invité les clercs à réformer leurs mœurs, pour ne donner aucune prise contre l'Église. Même après l'assassinat de Pierre de Castelnau, le 15 janvier 1208, lorsque la croisade a été prêchée, il déplore les excès commis; il est indigné que tant d'alliage humain se mêle à l'enthousiasme de la croix; le jurisconsulte ne comprend rien à la rapacité de ces seigneurs du Nord se ruant, au mépris de tout droit, sur les fiefs du Midi. Il écoute à Rome le comte Raimon VI et le roi Pierre II; il est ému de leur malheur, et il envoie à ses légats et à Simon de Montfort l'ordre de s'arrêter; il ne veut surtout pas que l'innocent soit dépouillé pour le coupable et que le fils de Raimon VI soit à jamais déchu des biens paternels. Mais il a beau changer ses légats; ils n'obéissent pas à ses ordres, et par eux il est entraîné plus loin qu'il ne veut aller; toujours il finit par sanctionner ce qui a été fait en Languedoc; le concile œcuménique de Latran reconnaît à Simon la possession de Toulouse et de Montauban, ne laissant au jeune Raimon VII que Beaucaire, Nîmes et la Provence. M. Luchaire indique, pour la première fois de façon claire, les tergiversations du pape et explique ses volte-face subites. Une des citations bibliques qui revient le plus souvent dans les lettres d'Innocent III sur la croisade est le verset : « J'étais astucieux; je vous ai pris par la ruse. » Il a eu recours à la ruse en ménageant au début Raimon VI, pour l'empêcher de se mettre à la tête de la population de Languedoc; mais ce conseil s'est retourné contre lui; ses légats, se servant eux aussi de la ruse, ont empêché l'exécution de ses meilleurs desseins et ont mis une tache à son pontificat si glorieux. Il faut remercier M. Luchaire de ce nouveau livre; nous attendons avec impatience les volumes où il nous exposera les relations d'Innocent III avec la France, l'Angleterre, l'Allemagne, les princes d'Orient, et où il résoudra le problème, si souvent discuté, de la quatrième croisade.

M. Ferdinand DES ROBERT a donné une seconde édition de son étude qu'a couronnée l'Académie de Metz : *les Seigneurs de Saulny, 1240-1789*¹. Saulny, qui se trouve aujourd'hui au canton de Metz, appartenait à l'origine à l'abbaye de Saint-Martin devant Metz. Au milieu du XIII^e siècle, le village releva de Ferri de Chambley, plus tard des comtes de Bar, puis des ducs de Lorraine. Il fut tenu d'eux par diverses familles messines, faisant partie des paraiges, et sur lesquelles on nous fournit de nombreux détails. Le travail est accom-

1. 1 vol. in-8°, 247 p. Nancy, Sidot frères, et Paris, Henri Champion, 1903.

pagné de trente-huit pièces justificatives allant de 1327 à 1485. L'historien de la Lorraine trouvera à y glaner quelques renseignements.

Chr. PFISTER.

RÉVOLUTION ET PREMIER EMPIRE.

C'est une excellente idée qu'a eue M. Wickham Legg de nous offrir son recueil de *Morceaux choisis relatifs à l'histoire de la Révolution française*¹; on peut regretter seulement que ce soit un Anglais auquel on ait laissé l'initiative et l'honneur d'imaginer une collection de ce genre, permettant aux lecteurs, désireux de s'instruire plus à fond, de s'initier dans une certaine mesure aux sources mêmes au lieu de suivre docilement un historien unique, qu'il s'appelle Michelet ou Louis Blanc, Sybel ou Carlyle. L'auteur d'une compilation pareille ne pouvait entrer dans tout le détail des faits; son recueil serait devenu énorme; mais, pour faire connaître le mouvement général des idées, il rendra certainement des services. On y doit signaler pourtant une double lacune, toute volontaire il est vrai; M. Legg n'a donné de spécimens, ni de l'éloquence parlementaire, ni des pamphlets du temps. Malgré les raisons qu'il en donne, on regrettera qu'il n'ait pas joint quelques discours de Mirabeau, de Cazalès ou de Maury, quelques pages de Sieyès ou d'autres *brochuriers* de la Constituante à ses volumes. Le choix des documents est judicieux et varié, le commentaire impartial, et on lira surtout avec intérêt les articles des journaux du temps. Nous espérons que M. Legg ne nous fera pas attendre trop longtemps les volumes suivants sur la Législative et la Convention; il serait regrettable qu'il s'arrêtât en si bon chemin.

M. Armand BRETTE a mis au jour le troisième volume de son grand *Recueil de documents relatifs à la convocation des États généraux*². Les deux premiers s'occupaient, on le sait, des actes préliminaires à la convocation, des autorités chargées de l'organiser et des élus de la nation eux-mêmes. Dans celui-ci, l'on assiste à la convocation proprement dite; on suit les opérations électorales dans les différents sièges de justice. On y trouvera, en dix chapitres, tous les bailliages

1. *Select documents illustrative of the history of the french Revolution. — The Constituent Assembly*, by L.-G. Wickham Legg. Oxford, Clarendon Press, 1905, xv-335, iv-297 p. in-18.

2. *Recueil de documents relatifs à la convocation des États généraux de 1789*. Paris, Impr. nat., 1904, 765 p. in-8°, avec atlas gr. in-fol.

des généralités d'Amiens, Soissons, Châlons, Paris, Orléans, Bourges, Moulins, Limoges, Riom, Lyon; le reste suivra dans le tome IV. L'étude préliminaire de M. Brette fait bien saisir l'inextricable confusion dans laquelle était tombée la monarchie absolue; son régime autocratique aboutissait au chaos, et les autorités administratives, judiciaires et financières ne parvenaient plus à fixer nettement les limites topographiques de leur sphère d'action. Les annotations de l'auteur et les cartes de son grand atlas présupposent un labeur immense, une masse de procès-verbaux et d'autres dossiers dépouillés avec un soin minutieux, une connaissance approfondie de toute la littérature locale imprimée relative à son sujet. On n'analyse pas un ouvrage de ce genre; on le reçoit avec reconnaissance, on l'utilise avec confiance et l'on ne peut que souhaiter une chose, c'est que M. Brette puisse nous en donner bientôt la fin; ce vaste inventaire de *l'État de la France au moment de la Révolution* sera pour les travailleurs provinciaux qui s'occupent de cette période un instrument de travail précieux entre tous.

M. AULARD vient de faire réimprimer son volume sur les *Orateurs de la Révolution*¹; on relira avec plaisir ces esquisses, plus littéraires encore qu'historiques et de très inégale longueur, écrites il y a plus de vingt ans, alors que l'auteur faisait un cours de littérature française à la Faculté de Poitiers. Parmi ces portraits en pied des grands orateurs de la Constituante, Mirabeau occupe de droit, à lui seul, le tiers du volume. A ses côtés, les représentants du centre droit, de la droite et de l'extrême droite, Cazalès et Maury, surtout, sont traités encore avec détail. Dans le dernier tiers, les constitutionnels (Thouret, Le Chapelier, Sieyès, Rabaut-Saint-Étienne), le triumvirat (Duport, Lameth, Barnave) et l'extrême gauche (Pétion, Buzot, Robespierre) sont présentés assez en raccourci, ce dont on ne saurait s'étonner, car si M. Aulard s'est montré impartial pour tous, il n'a pas dissimulé qu'un petit nombre seulement de ces hommes, remarquables et remarquables à des titres divers, ont été vraiment orateurs « par la grâce de Dieu »; leur sincérité profonde, leurs passions mêmes ne les ont pas empêchés d'être trop souvent des parleurs bavards et naïfs ou des déclamateurs boursofflés, et certes, en sortant de la lecture patiente d'une demi-douzaine de volumes du *Moniteur*, on abondera dans le sens des conclusions du savant professeur à la Sorbonne.

L'histoire provinciale et locale nous fournit plusieurs travaux d'un

1. A. Aulard, *les Orateurs de la Révolution. L'Assemblée constituante*. Nouv. édit. Paris, E. Cornély et C^{ie}, 1905, II-573 p. in-8°.

sérieux mérite. L'étude de M. Pierre CONARD sur la *Peur dans le Dauphiné*¹ est une contribution de haute valeur sur ce mouvement bizarre, né de la surexcitation des populations après la prise de la Bastille, et qui se produisit dans les derniers jours de juillet et les premiers jours d'août 1789 d'une extrémité de la France à l'autre. La panique aboutit dans la plupart des provinces, et spécialement en Dauphiné, à des tentatives de jacqueries, dirigées contre les châteaux et leurs chartriers, et ne fut que difficilement réprimée par les gardes civiques et la maréchaussée. Il ne me semble pas encore établi que le seul bruit d'une attaque subite venu du dehors ait mis partout les foules en mouvement et qu'il n'y ait pas eu, çà et là, des instigateurs désireux d'exploiter les rancunes séculaires des populations rurales contre les seigneurs et les gens de loi, soit au profit de la contre-révolution, soit plutôt à leur profit personnel². M. PORÉE, archiviste de l'Yonne, a fourni sur la formation de ce département en 1790³ une monographie substantielle, d'une sobriété scientifique, d'une précision dans les détails, que nous voudrions voir trouver de nombreux imitateurs, car le même travail devrait et pourrait être fourni pour chaque département français. On s'y rend bien compte des difficultés sans nombre que suscita ce remaniement du territoire aux comités de la Constituante et à quelles sollicitations, à quelles intrigues locales ils eurent à résister pour aboutir dans cette partie de leur œuvre. C'est avec des parcelles de *cinq* provinces, de *quatre* diocèses, de *quatorze* bailliages et de *quatorze* élections que fut en définitive constitué le département d'Auxerre, auquel l'Yonne allait donner son nom.

C'est à l'histoire provinciale aussi qu'on peut rattacher, tout au moins dans une certaine mesure, le *Drame de Varennes*, de M. Gustave LENÔTRE⁴. Nous avons, plus d'une fois déjà, eu l'occasion de signaler le grand talent du narrateur et la chance heureuse du fouil-

1. *La Peur dans le Dauphiné (juillet-août 1789)*, par Pierre Conard, agrégé d'histoire. Paris, G. Bellais, 1904, 282 p. in-8°, avec carte.

2. Ce fut le cas, par exemple, en Alsace, où les paysans du Sundgau se jetèrent sur les usuriers juifs, en même temps qu'on saccageait les abbayes dans la Haute et Basse-Alsace.

3. *La Formation du département de l'Yonne en 1790*, par Charles Porée, archiviste de l'Yonne. Paris, A. Picard, 1905, 208 p. in-8°, avec carte. Signalons parmi les pièces justificatives un très utile tableau de toutes les communes du département avec l'indication des circonscriptions dont chacune relevait en 1789 et relève en 1905.

4. G. Lenôtre, *le Drame de Varennes, juin 1791*, d'après des documents inédits. Paris, Perrin et C^{ie}, 1905, 403 p. in-8°, avec grav. et plans.

leur patient qu'est le biographe du chevalier de la Maison-Rouge, du baron de Batz, du marquis de la Rouërie et de tant d'autres personnages secondaires du drame de la Révolution. Sur ce sujet si souvent déjà traité, si rebattu même, de la fuite de la famille royale en juin 1791, M. Lenôtre a réussi à écrire un ouvrage dont les épisodes, parus dans la *Revue de Paris*, ont eu beaucoup de succès et qui en auront davantage encore réunis et complétés dans ce volume. Comme il sait analyser subtilement les impressions individuelles, il sait aussi se pénétrer des grandes émotions populaires, et, à ce point de vue, les chapitres qui relatent l'agitation profonde des paysans champenois, la levée des gardes civiques accourant vers Varennes sont plus captivants encore que les pages relatant les émotions et l'attitude des députés, si souvent déjà décrites, dans la capitale. Les points obscurs de cette tentative désespérée, qui fut la vraie cause de la chute de la royauté dans notre pays, sont élucidés pour la plupart d'une façon satisfaisante, et il est douteux que ceux qui le restent encore puissent l'être jamais.

M. G. ARNAUD, professeur au lycée Mignet, à Aix, a écrit une *Histoire de la Révolution dans le département de l'Ariège* depuis les origines de la période jusqu'à la fin de la Convention¹. C'est une thèse de doctorat, établie sur le dépouillement des dépôts de Paris et surtout des archives locales et qui nous présente, en quatre livres (*la Fin de l'ancien régime; le Régime censitaire; le Régime démocratique; la Réaction de l'an III*), les destinées de ce coin de terre assez sauvage et très pauvre, formé par le petit comté de Foix, le diocèse de Mirepoix et le pays de Comminges. Dans le cadre étroit où se maintient avec raison l'auteur, le tableau des événements ne diffère pas beaucoup de ce que nous voyons ailleurs : enthousiasme initial, résistance prolongée des ex-privilegiés, la crise religieuse se greffant sur la crise politique, la guerre sur la frontière venant aggraver encore les discordes civiles, les misères matérielles d'une population peu fortunée qu'écrasent les réquisitions, les misères morales d'un gouvernement exercé tantôt par les exaltés de gauche, tantôt par les réactionnaires de droite, mais toujours outrancier. L'auteur a tenu sa promesse de ne mettre « ni sophistique ni déclamation » dans son histoire; tout au plus aurait-on désiré que, dans un travail aussi solide et consciencieux, il eût apporté un peu plus de vie et d'animation dans son récit²; avec des types révolutionnaires

1. *Histoire de la Révolution dans le département de l'Ariège (1789-1795)*, par G. Arnaud, professeur au lycée Mignet. Toulouse, Ed. Privat, 1904, 670 p. gr. in-8°.

2. On aurait voulu quelques chapitres supplémentaires sur l'administration

aussi caractéristiques que ceux de Vadier, de Gaston, de Chaudron-Rousseau, cela n'aurait pas été si difficile.

Le livre de M. L. CAHEN sur *Condorcet et la Révolution française*¹ est, lui aussi, une thèse de doctorat. Pour l'écrire, l'auteur a patiemment dépouillé l'amas des papiers de Condorcet à la bibliothèque de l'Institut et toute la littérature des journaux et des feuilles volantes, auxquels « le grand philosophe républicain » a fourni des contributions si nombreuses. Ce n'est pas une biographie complète, et l'on trouvera les premiers chapitres sur l'homme et le savant bien courts. M. Cahen s'efforce d'y détruire la « légende mauvaise » sur la vanité de Condorcet, son esprit d'intrigue et son amour des pensions. Je ne sais s'il y a complètement réussi : l'inlassable quémendeur de grâces royales, qui abandonne ensuite la cause de la royauté, passera difficilement pour un esprit fier aux yeux des délicats, et l'on a quelque peine aussi à croire à la « profonde bonté » de l'écrivain qui eut tant de paroles haineuses pour Necker, pour Bailly, pour l'Église. Mais ce que les esprits pratiques reprocheront surtout à l'homme politique, toujours pressé de dire son mot sur toutes les questions du jour, c'est d'être resté un idéologue entiché de ses systèmes, ne sortant de ses démonstrations abstraites que pour prodiguer à ses compatriotes et aux étrangers des conseils parfois éloquentes, mais généralement peu suivis, toutes ces adresses aux Parisiens, aux Français, aux Suisses, aux Bataves, aux Espagnols, aux Germains, dont il fut le fournisseur attitré sous la Législative. Assurément, il y a dans les écrits de l'ex-marquis académicien bien des élans généreux et, sur certaines questions qu'il connaissait mieux, des idées lumineuses et profondes. Mais c'est précisément en étudiant le long travail de M. Cahen, inspiré pourtant par une admiration très sincère, qu'on se rend compte combien peu de prise sur l'esprit de ses collègues, et dans la mêlée des ambitieux pratiques, devait avoir ce spéculateur en métaphysique politique égaré dans la Terreur. Ses désillusions douloureuses, qui ne l'empêchent pas, proscrit et hors la loi, de composer le *Tableau des progrès de l'esprit humain*, sa fin tragique² éveilleront toujours de légitimes sympathies ; mais c'est dépasser, ce me

intérieure, sur l'organisation de l'enseignement, sur le fonctionnement des tribunaux, sur la vente des biens nationaux, etc.

1. L. Cahen, *Condorcet et la Révolution française*. Paris, F. Alcan, 1904, xxxi-592 p. in-8°.

2. Disons à cette occasion que M. Cahen n'est pas absolument convaincu de la mort de Condorcet par le poison. Une mort naturelle, suite de l'extrême fatigue et des conditions d'existence des derniers jours, lui paraît au moins possible.

semble, le jugement de l'histoire que d'affirmer que « la France n'a pas eu de meilleur citoyen ni la démocratie de meilleur serviteur » que lui.

La nouvelle publication des *Mémoires de M^{me} Roland* par M. Claude PERROUD¹ nous donne enfin l'édition critique désirée de ces pages depuis si longtemps et pourtant si mal connues. Nul ne pouvait nous la donner aussi correcte et complète que le savant recteur de l'Académie de Toulouse, auquel nous devons déjà la *Correspondance de M^{me} Roland*. Une longue fréquentation de son héroïne, la connaissance minutieuse de son passé l'avaient supérieurement préparé pour cette tâche assez difficile. Nous signalons surtout l'excellente étude critique sur les différents morceaux réunis ici : notices historiques, mémoires particuliers, lettres de la prison, etc. Grâce à M. Perroud, on a donc enfin le dossier complet de la grande Girondine, et l'homme de cœur et de talent qui voudra se consacrer maintenant à écrire sa biographie, — pourquoi ne serait-ce pas M. Perroud lui-même? — trouvera dans ces quatre volumes tous les documents nécessaires pour juger avec équité cette femme restée si sympathique, malgré ses nombreuses et violentes antipathies, si passionnée pour ses amis et contre ses ennemis, mais si passionnée surtout pour la liberté. Quelle chance heureuse et peu probable, hélas! si tous les mémoires historiques relatifs à la Révolution étaient annotés et contrôlés avec le soin qu'on a mis à ceux-là!

On est quelque peu embarrassé pour juger dans une revue professionnelle la *Convention* de M. JAURÈS². Ce n'est pas évidemment un nouveau tableau complet de cette terrible et mémorable époque que le brillant orateur socialiste avait à cœur de nous donner. Rien ne ressemble moins à un livre d'histoire *écrit*; c'est plutôt une conférence *parlée* ou, si l'on veut, une série de conférences passionnantes, éloquentes parfois, où l'on rencontre, sinon des pensées toujours justes, du moins de belles et fortes images³, mais trop souvent aussi

1. *Mémoires de Madame Roland*, nouvelle édition critique, contenant des fragments inédits publiés par Cl. Perroud, recteur de l'Académie de Toulouse. Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}.

2. *Histoire socialiste. La Convention*, par Jean Jaurès. Paris, Rouff, 1903-1904, deux tomes de 1824 p. gr. in-8° illustrées.

3. Je citerai, par exemple, celles-ci : « Les révolutions sont la forme barbare du progrès » (p. 1675). — « Le succès des Hébertistes aurait fait de la France une Pologne de septembreurs » (p. 1762). — « Dans la Convention, comme dans un navire disloqué, l'eau amère et sombre était entrée, et il fallait que le navire s'enfonçât sous la vague et la nuit pour qu'il se sauvât en jetant la Gironde aux abîmes » (p. 1353), etc.

des affirmations tranchantes ou des assertions qui choqueront tout lecteur se refusant à n'être qu'un homme de parti¹. Non pas que l'auteur n'ait essayé de distribuer équitablement, à son point de vue, l'éloge et le blâme aux personnages dont il raconte les actes; mais son tempérament de tribun l'emporte à chaque instant dans la région des tempêtes et il se grise en quelque sorte au milieu de ces « conflits de conscience qui rendaient inévitable l'intervention chirurgicale du bourreau² » (p. 4774). On n'entend plus alors la voix de l'Histoire; c'est, comme il le dit lui-même de la parole de Danton, « une magnifique coulée de passions confondues ». C'est par « la double force de l'idéal et de l'âpre appétit immédiat » que les sections des sans-culottes triomphent au 2 juin 1793, et la destruction de la Gironde fut « un grand et courageux effort ». Pour avoir osé parler de clémence, il accusera Camille Desmoulins d'avoir « planté le couteau au cœur de la Révolution »; la mort de Marat devient « un grand malheur³ », et par moments son récit nous impressionne comme un hymne à la guillotine, « l'engin de mort, symbole d'une politique simple, grandiose et brutale⁴ ». Pour ne pas juger l'auteur avec une sévérité qui deviendrait de l'injustice, il faut se reporter aux chapitres qui traitent des problèmes économiques du temps et qui les considèrent souvent sous une face nouvelle. Il faut surtout méditer le livre intitulé : *la Révolution et les idées politiques et sociales de l'Europe* (p. 442-854), dans lequel un lecteur français, socialiste ou non, trouvera bien des aperçus nouveaux sur les rapports internationaux dans le domaine philosophique, économique et

1. Ainsi, quand il prétend que, dès le 15 août, la Législative « consentait, au fond de sa conscience », aux massacres de Septembre, et quand il s'écrie, à ce sujet, après avoir constaté que Danton « ne s'obstina pas à lutter contre les forces populaires égarées » : « Comment épurer le métal des cloches quand elles sonnent le tocsin de la liberté en péril ? »

2. A chaque instant les apostrophes éclatent, les interpellations se croisent, comme dans une séance orageuse des Chambres : O Babeuf! (p. 1548). — O socialistes, mes compagnons! (p. 1829). — Oui, ô Louvet! (p. 1268). — O Girondins! (p. 1439). — O révolutionnaires de Paris! (p. 1630). — O généraux! (p. 1646). — O Chaumette! (p. 1674). — O vous qui cherchiez la justice! (p. 1675). — O bien aveugle Collot d'Herbois! (p. 1754). — O mort, ouvrière sinistre! (p. 1811), etc.

3. Cette déclaration est suivie de l'aveu plutôt troublant qu'on « ne peut dire avec certitude s'il aurait guillotiné les Hébertistes ou s'il eût été guillotiné avec eux ».

4. Par moments, son tempérament oratoire entraîne M. Jaurès jusqu'à composer des harangues, comme nous les lisions autrefois dans les *Conciones*; telle une longue défense de Louis XVI que le pauvre monarque aurait pu débiter à la barre de la Convention.

littéraire, sujet qui a été rarement abordé dans les histoires de la Révolution écrites en France et jamais avec cette ampleur et cette richesse d'informations.

Le *Recueil des actes du Comité de Salut-Public* nous ramène dans un milieu non moins vivant, mais où nous serrons la réalité de plus près, en restant dans le domaine des faits¹. M. AULARD nous a donné les tomes XV et XVI de cette importante publication, qu'il édite avec sa maîtrise accoutumée; ils embrassent moins d'un trimestre, mais c'est une des périodes les plus riches en événements et en péripéties dans toute l'existence de ce redoutable pouvoir exécutif de la Révolution terroriste; le premier de ces deux volumes s'ouvre au 8 juillet, le second s'arrête au 20 septembre 1794. On trouvera, soit dans les procès-verbaux du Comité lui-même, soit dans sa correspondance avec les représentants en mission, de nombreux renseignements inédits et curieux sur l'état intérieur de la république et sur son action militaire et politique au dehors; les pièces sont, comme toujours, accompagnées de toutes les annotations désirables².

C'est la suite de ses études économiques sur la Révolution que nous offre M. Charles GOMEL dans le second volume de son *Histoire financière de la Législative et de la Convention*³. Le premier volume avait paru en 1902, et nous en avons parlé dans un précédent Bulletin. Le deuxième est naturellement écrit dans le même esprit; c'est plutôt un réquisitoire à fond contre la Convention, dont la gestion financière est assurément un des côtés les plus critiquables. Mais il est permis de se demander comment tout autre gouvernement, révolutionnaire ou conservateur, se serait mieux tiré d'une situation sans issue. Il n'est vraiment pas équitable de tenir si peu compte du milieu et des circonstances extraordinaires où se débattait la représentation nationale. Que dire du reproche fait sérieusement aux Girondins « d'avoir négligé de constituer une majorité fidèle » et de l'affirmation que « rien n'aurait été plus facile »? Et doit-on croire vraiment que Cambon « ne savait pas ce qu'il faisait » en pro-

1. *Recueil des actes du Comité de Salut-Public, avec la correspondance officielle des représentants en mission*, par F.-A. Aulard. Paris, Impr. nat., 1903-1904, 841-852 p. gr. in-8°.

2. L'arrêté de Hentz et Goujon, du 4 thermidor an II, que M. Aulard signale, comme lui manquant (t. XV, p. 370), se trouve dans le *Recueil de pièces authentiques servant à l'histoire de la Révolution à Strasbourg* (1795), t. I, p. 100-103. — Les pièces signalées comme manquantes, t. XV, p. 593 (annexes à la lettre de Duroy), se trouvent dans Heitz, *Sociétés politiques de Strasbourg* (1863), p. 363-367.

3. *Histoire financière de la Législative et de la Convention*, par Charles Gomel, t. II (1793-1795). Paris, Guillaumin et C^{ie}, 1905, XX, 576 p. in-8°.

posant la création du grand livre de la Dette publique en août 1793? L'affirmation de l'auteur qu'une « assemblée jacobine est toujours prête à user envers ses adversaires de la pire intolérance » n'oblige-t-elle pas à constater que, depuis la Chambre introuvable de 1815 jusqu'à l'Assemblée de 1871, « élue en un jour de malheur », les législatures réactionnaires n'ont rien laissé à désirer sous ce rapport, et que si, par impossible, on les voyait revenir, elles agiraient encore d'une manière identique? L'ouvrage de M. Gomel rendra néanmoins des services par l'analyse soignée des principaux débats financiers de la Convention et des votes qui les ont suivis; il aurait pu être notablement réduit si l'auteur n'avait appuyé, bien plus qu'il n'était indispensable, sur nombre de faits purement politiques ou militaires¹.

Le côté social de la Révolution attire de plus en plus l'attention des historiens eux-mêmes, qui ont fini par s'apercevoir de la répercussion immédiate que les faits d'ordre économique ont eue sur les événements politiques et combien les crises révolutionnaires les plus intenses sont précisément celles qui coïncident avec la lutte des populations pour leur existence matérielle. Parmi les écrivains qui se sont consacrés à l'étude des problèmes sociaux de cette époque, M. Ferdinand DREYFUS tient un rang honorable. On connaît son ouvrage sur M. de la Rochefoucauld-Liancourt, *Un philanthrope d'autrefois*, où il a retracé en détail le rôle si honorable joué par le due à la tête du Comité de mendicité de l'Assemblée constituante. Dans un nouveau travail, *L'Assistance sous la Législative et la Convention*², l'auteur a retracé les controverses théoriques et les propositions pratiques qui se sont produites au sein des deux grandes assemblées suivantes, afin d'arriver à l'application des principes d'assistance publique formulés par la première Assemblée nationale. Leur activité, comme celle de leurs Comités, a été prodigieuse (puisque du 20 janvier 1790 jusqu'à la fin de l'an II il y eut plus de 4,500 décrets rendus sur la matière), mais ni les décisions partielles, ni le *Code des secours publics* préparé en projet ne purent aboutir, à cause de la crise économique de plus en plus intense du pays. Un de ses plus lamentables résultats fut la liquidation, au moins partielle, des hospices et des orphelinats, la ruine et l'abandon des hôpitaux, dont les clients manquèrent à la fois d'abris, de nourriture et de

1. P. XVII, lire 1795 pour 1895. — P. 450, lire André Dumont pour Dru-mont.

2. *L'Assistance sous la Législative et la Convention* (1791-1795), par Ferdinand Dreyfus. Paris, G. Bellais, 1905, 180 p. in-8°.

médicaments. M. Dreyfus étudie en particulier l'organisation des hôpitaux parisiens et l'organisation des secours à domicile dans la capitale, de 1789 à 1795. Il constate, en terminant, que les principes posés alors (abolition de la charité privée, de l'assistance par l'Église pour introduire l'assistance obligatoire de l'État), contrariés dans la pratique par la situation désastreuse du pays, n'en ont pas moins pénétré peu à peu dans la conscience populaire, et que, grâce à eux, « l'assistance cesse d'être un don du riche pour devenir une obligation sociale, fraternelle, universelle et humaine ».

M. Albert MATHIEZ, dont nous avons signalé l'année dernière l'important travail sur la *Théophilanthropie*, avait fait précéder cet ouvrage d'une étude sur les *Origines des cultes révolutionnaires*¹, qui en forme, en quelque sorte, l'introduction, mais qui ne m'était point parvenue quand je parlais ici de sa thèse de doctorat. Elle oriente, en effet, les lecteurs sur les idées générales de l'auteur en fait de religion, et, si je l'avais eue alors entre les mains, je n'aurais pas écrit évidemment que les idées de Mathiez sur la religion étaient « assez vagues et peut-être un peu superficielles », comme il me l'a reproché, non sans raison, dans une lettre à M. G. Monod, publiée par la *Revue*. Il s'était, en effet, assez clairement expliqué là-dessus dans ses *Origines*; seulement, nous avons, lui et moi, une notion si profondément différente du sens qu'il convient de donner au mot *religion*² que je ne réussirais pas, je le crains, à m'entendre avec l'auteur sur ce qui fait le fond même de sa pensée. Je suis assurément d'accord avec lui sur ce point que les cocardes, les autels de la patrie, les arbres de la liberté sont des symboles d'une doctrine *politique*, et que ces symboles ont été salués avec un grand enthousiasme au début de la Révolution. Mais je ne vois dans cet enthousiasme rien de spécifiquement religieux; je ne suis pas absolument sûr non plus qu'il faille y voir « une création anonyme et spontanée de l'âme française », un « fruit savoureux » de la philosophie du XVIII^e siècle. Il me semble plutôt que ces « cultes révolutionnaires » furent une arme de combat, perfectionnée après la rupture avec le

1. *Les Origines des cultes révolutionnaires* (1789-1792), par Albert Mathiez, professeur d'histoire au lycée de Caen. Paris, G. Bellais, 1904, 151 p. in-8°.

2. M. Mathiez admet la théorie de M. Durkheim que « dans la vie religieuse la notion de la divinité n'est en réalité qu'un épisode secondaire », et il « laisse de côté » le « sentiment individuel », qui est pour moi le *seul* sentiment *vraiment* religieux, celui qui *relie* l'être humain isolé au Divin, à l'Idéal, à l'Au-Delà (je ne chicanerai pas sur les mots). Il m'est donc absolument impossible de détourner les mots de leur sens usuel, jusqu'à comparer pour « l'exaltation mystique », pour « l'audace créatrice » les hommes de la Révolution et ceux de la Réforme.

clergé constitutionnel, afin de *détruire* le catholicisme en le *remplaçant*, ainsi que le dit fort bien M. Mathiez. Les adhérents de ces cultes rêvent d'un État omnipotent qui écraserait « l'erreur » et le « fanatisme », et leur jacobinisme logique aboutit, par l'intermédiaire des théories de Rousseau, à une espèce d'ultramontanisme à rebours qui ferme tous les temples, sauf ceux de la Raison.

Avec le nouveau volume de M. Arthur CHUQUET, nous passons de l'histoire politique de la Révolution à son histoire militaire. L'infatigable explorateur de nos dépôts publics nous raconte dans sa *Légion germanique*¹ un intéressant épisode de cet élan de 1792 qui appelait aux armes les citoyens de tous les pays amoureux de liberté et disposés à combattre les tyrans. On recrutait alors les volontaires étrangers pêle-mêle avec les déserteurs ennemis pour en faire des légions batave, liégeoise, allobroge, etc. M. Chuquet nous a raconté avec ce soin minutieux et cette exactitude scrupuleuse du détail qu'il porte en tout sujet, et qui met tant de vie dans ces récits, l'existence fort courte et passablement tourmentée de la Légion germanique, créée par Anacharsis Clootz et le médecin Seiffert en juillet 1792, agréée par le ministre de la Guerre en août, mais qui ne put entrer en campagne qu'au commencement de 1793. L'effectif des troupes prévu ne fut jamais atteint et les officiers formaient un ensemble peu homogène d'Allemands, de Hollandais, de Belges, de Suisses, d'Alsaciens, etc. Ceux d'entre eux qui venaient de l'intérieur n'étaient pas tous recommandables; à côté des noms bientôt célèbres d'Auge-reau et de Marceau, nous rencontrons des figures louches comme ce Beffroy et ce Chasteignier-Burac qui s'appliquent à désorganiser le corps à peine engagé dans la lutte contre les rebelles de la Vendée, en dénonçant comme concussionnaires leurs officiers supérieurs allemands à la Convention et en obtenant d'elle leur arrestation; ce n'est qu'en 1796 que leur entière innocence fut enfin reconnue. La Légion elle-même se battit bravement à Saumur, en juin, mais les représentants du peuple en mission n'en prononcèrent pas moins la dissolution un peu plus tard; quelques-uns des légionnaires passèrent alors aux chouans, d'autres furent versés dans les régiments de l'armée régulière. M. Chuquet a prodigué les notes biographiques précises sur tous les personnages, connus ou obscurs, qui figurent dans son récit, et il a enrichi de la sorte notre littérature historique militaire d'une de ces monographies excellentes que nous ne sommes plus à compter.

1. Arthur Chuquet, de l'Institut, *la Légion germanique (1792-1793)*. Paris, Chapelot et C^{ie}, 1904, vii-386 p. gr. in-8°.

Nous ne nous arrêterons pas longuement au *Mystère de Quiberon*¹, qu'essaie de nous révéler M. Ad. Lanne, un partisan de la candidature des Naundorff au trône de France et un irréductible adversaire, dirait-on, de Hoche, « retors et dissimulé », tout prêt à trahir la République en faveur de Louis XVII, ce même Louis XVII que les commissaires de la Convention, « eux aussi, espéraient peut-être ». Si l'expédition de Quiberon échoua, c'est seulement, selon l'auteur, parce que le schisme se déclara entre ceux qui voulaient croire à la mort du petit dauphin et servir Louis XVIII et ceux qui voulaient croire à son évasion et rester fidèles par conséquent à Louis XVII. Il faudrait des arguments plus sérieux que ceux qu'on nous apporte² pour discuter ces « dessous mystérieux » et pour nous arrêter à la critique détaillée de ce roman plus ou moins historique.

C'est également le sort du petit prisonnier du Temple qui fait l'intérêt du livre de M. BARBEY, intitulé : *Une amie de Marie-Antoinette*³. Cette ancienne actrice de Drury-Lane, lady Charlotte Atkins, a consacré son temps et son argent à enlever le petit Louis XVII de sa prison, avec le concours plus ou moins intermittent de l'avocat Cormier, du journaliste Peltier, de Louis de Frotté et d'un aventurier hongrois qui se faisait appeler le baron d'Auerweck. Il ressort des dossiers consciencieusement compulsés par M. Barbey que son héroïne a cru réellement (en novembre 1794) que, « par un coup du ciel, le roi et la France seraient sauvés ». Mais la question à résoudre est celle de savoir *s'il a été sauvé*; l'auteur, qui appartient à la chapelle des Naundorff, en est persuadé; M^{me} Atkins l'était également, et je l'en crois volontiers. Mais, pour ceux qui ne se passionnent pas pour ou contre « l'imbroglie le plus extraordinaire, le plus stupéfiant qui se soit jamais vu » (p. 233), l'histoire de la double substitution d'un enfant *muét* d'abord, puis d'un enfant *rachitique*, à l'orphelin du Temple, telle qu'on nous l'expose ici, n'emportera pas la conviction d'un lecteur de sens rassis et de jugement critique et,

1. Ad. Lanne, *le Mystère de Quiberon*, 1794-1795, préface par Henry Céard. Paris, Dujaric et C^{ie}, 1904, 1 vol. in-18.

2. Ainsi l'on trouve, p. 310, l'affirmation « fondée sur des confidences indiscrètes peut-être mais très sûres » qu'il existe aux archives de la Guerre un dossier dont la publication « modifierait profondément la légende républicaine sur Hoche et sur Quiberon ».

3. *Une amie de Marie-Antoinette : M^{me} Atkins et la prison du Temple* (1758-1836), d'après des documents inédits, par Frédéric Barbey, avec une préface de Victorien Sardou. Paris, Perrin et C^{ie}, 1905, xvi-454 p. in-18, portrait. C'est dans l'étude d'un notaire parisien que ces papiers ont été retrouvés. Ils sont très incomplets, peu clairs souvent, mais ils semblent authentiques.

s'il admet pleinement la bonne foi de l'auteur et celle de son héroïne, il réservera son jugement sur le fond même du récit.

Il n'y a pas lieu non plus de s'arrêter longuement aux exploits du chef de chouans, *Aimé Picquet de Boisguy*, que nous raconte M. le vicomte du BREIL DE PONTBRIAND¹. On doit regretter ces monographies, trop nombreuses, qui viennent encore de nos jours entretenir les pires passions du passé, en glorifiant nos tristes guerres civiles et en réclamant l'admiration de nos contemporains pour « ces grands soldats de la France et du Christ » qui se sont mis en travers de la volonté nationale, luttant « contre un délire de sang, tel que le monde civilisé n'avait jamais rien connu de pareil ». Très jeune encore, — il était né en 1776, — Boisguy figure « dans une vingtaine de combats, véritables batailles, dont chacune coûtait à ses adversaires plusieurs centaines, et quelquefois au delà d'un millier d'hommes ». Il figure aussi plus tard parmi les détrousseurs des diligences publiques et, ce qui est plus grave, dans mainte scène de massacre de cette guerre fratricide où l'on fut, de part et d'autre, sans merci. Sans doute, c'est un sentiment respectable qui a mis la plume aux mains de l'auteur; il tenait à répondre par l'apologie de son héros au livre accusateur de M. Lemas, *Un district breton*, mais il s'abuse peut-être en croyant avoir détruit tout l'effet de certains épisodes de ce récit, tels que la « rôtissade » de Tremblay².

M. Ernest DAUDET recommence à nouveaux frais le récit des intrigues politiques de ces émigrés auxquels il a déjà consacré de nombreux volumes. Son *Histoire de l'émigration pendant la Révolution française*³ est comme le résumé de ses études précédentes sur les *Émigrés et la seconde coalition*, *Coblentz* et la *Trahison de Pichegru*. Il a trouvé, nous dit-il dans la préface, de nombreux et précieux documents inédits, dont la mise en œuvre lui donne « le droit d'affirmer que cette *Histoire* mérite d'être considérée comme une œuvre définitive ». Je crains que ce ne soit là une illusion, car d'abord il n'y a rien d'absolument définitif en histoire, et puis la

1. Vicomte du Breil de Pontbriand. *Un chouan : le général du Boisguy*, 1793-1800. Paris, H. Champion, s. d. (1904), x-476 p. in-8°, carte.

2. Il était peut-être superflu d'apitoyer le lecteur sur « cette jeune vie, close volontairement, brisée dans sa fleur par scrupule de devoir et d'honneur », quand nous apprenons, par la suite du récit, que Boisguy, créé général par la Restauration, commanda quinze ans la subdivision des Ardennes et, mis en réforme après la révolution de juillet, ne mourut qu'en 1839.

3. Ernest Daudet, *Histoire de l'émigration pendant la Révolution française*, t. I. Paris, Ch. Poussielgue, 1904, viii-406 p. in-8°. T. II. Paris, Hachette, 1905.

façon dont M. Daudet traite certaines questions n'est pas toujours faite pour entraîner les convictions récalcitrantes; enfin, l'on peut trouver que l'auteur restreint un peu trop son sujet, car, en somme, ce qu'il nous raconte dans ses deux volumes, c'est l'histoire diplomatique des chefs de l'émigration, et même plus spécialement du seul comte de Provence¹; ce n'est nullement une histoire complète des émigrés. Le premier volume s'arrête au 18 fructidor, le second pousse le récit jusqu'au lendemain du 18 brumaire et jusqu'à la douloureuse déception de la petite cour de Mitau, qui ne trouve pas en Bonaparte le Monck docile qu'elle avait rêvé. C'est en somme un spectacle assez médiocre que celui de tous ces agents, titrés ou subalternes, qui, se jalousant, se contrecarrant, se trompant à l'occasion, font et défont sans cesse cette nouvelle trame de Pénélope, berçant d'illusions et de promesses vaines une race condamnée, et à laquelle vingt ans de guerres et toute l'Europe coalisée procureront à peine une réapparition fugitive sur le trône de France. Mais l'auteur a bien agencé son récit; les scènes sentimentales (telles les amours de Madame Royale et du duc d'Angoulême) alternent habilement avec les conspirations militaires et les intrigues civiles; le talent du romancier vient en aide à l'historien, et le ton du narrateur est toujours assez modéré pour ne pas trop effaroucher le lecteur, à quelque parti qu'il appartienne². Aussi peut-on lui prédire le succès dans les camps les plus divers, malgré les menues erreurs qu'on y peut relever en passant³.

1. Il semble que M. Ernest Daudet, quelles que fussent ses sympathies pour le futur Louis XVIII, aurait dû plus nettement relever dans son premier volume ce qu'eut d'odieusement égoïste la conduite du comte de Provence et du comte d'Artois vis-à-vis de Louis XVI.

2. Il y a cependant un reproche sérieux à faire à l'auteur, qui paraît avoir une bien singulière façon de comprendre les obligations d'un historien critique à l'égard de ses lecteurs. Nous lisons à la page VII du tome I ceci : « Sources utilisées : Archives nationales, papiers des émigrés et des chouans; — archives des Affaires étrangères, correspondance générale; — archives de la Guerre; — archives d'un grand nombre de départements; — Archives impériales de Russie et d'Autriche; — Archives royales de Prusse, de Danemark, de Suède; — communications reçues d'Angleterre, etc. » Et puis, après cette énumération plutôt grandiloquente, plus une note, plus un renvoi aux sources dans tout le volume. — Et en tête du second volume se trouve un avis analogue; l'auteur, y est-il dit, a reçu communication des papiers inédits de Louis XVIII de 1796 à 1814, « richesses documentaires qui, pour la plupart, n'étaient jamais sorties... du dépôt où elles sont conservées ». On ne nous apprend pas même où se trouve ce dépôt, et jamais l'auteur ne songe seulement à rendre à la critique sa mission de contrôle possible par quelque renvoi plus précis.

3. Parmi les assez nombreux lapsus échappés à l'auteur, je signale l'existence d'un *électeur* possessionné en Alsace (p. 55), l'existence d'un *empereur*

On apprécie davantage le style et le savoir de M. Daudet quand on passe au *Roman d'exil* que M. DE LA FAYE a consacré à la princesse Charlotte de Rohan¹. M. le marquis de Costa de Beauregard y a joint une préface, écrite, au dire de l'éloquent académicien, « à l'heure où nous — (les royalistes sans doute?) — allons connaître à notre tour les affres de la persécution, de la misère, de l'exil », et qui recommande chaudement le livre au public pour la forme et le fond. Il est certain que la première ne se ressent en aucune manière de « l'insipide banalité de notre aube de siècle »; mais ce style paraîtra bien prétentieux à plusieurs et ne plaira pas à tout le monde; quant au fond même du récit, les éloges de M. de Costa de Beauregard ne me semblent guère plus mérités. Les amours du duc d'Enghien avec la belle Charlotte de Rohan nous toucheraient davantage, — car il y a quelque chose de très touchant dans cette idylle de la Forêt-Noire qui tourne brusquement à la tragédie, — si l'auteur n'y avait mêlé tant de sorties déclamatoires sur « l'odieux évangile des Droits de l'homme », sur « le sublime motif » qui poussait les émigrés sur la route de l'exil², et si son panégyrique du cardinal de Rohan, l'oncle de son héroïne et « le plus beau des princes de l'Église », ne témoignait par moments d'une admiration bien aveugle. L'auteur ne nous apprend d'ailleurs rien de bien neuf sur tout ce qui se passa soit avant, soit après le guet-apens d'Eltenheim et la catastrophe de Vincennes; il semble même assez mal orienté sur le passé de ces Rohan, dont il fait un si pompeux éloge³.

d'Autriche en 1791 (p. 58), celle d'un « archiduc de Milan » (p. 61), celle d'un *margravier* de Spire (p. 148) et d'un *grand-duché* de Bade en 1795 (p. 353). — M. Daudet serait bien embarrassé de voir les Vosges depuis Worms, puisque tout le massif de la Hardt s'interpose entre elles et lui (p. 68). — P. 118, M. Gomel n'a pas écrit une *Histoire française*, mais une *Histoire financière*. — P. 126, y eut-il vraiment beaucoup d'émigrés en Perse et au Siam? — Les fautes *géographiques* sont assez nombreuses; il faut lire *Schoenbornlurst*, *Erlangen*, *Villingen*, *Jever*, etc., pour *Schoenbornlurst*, *Willingen*, *Erlang*, *Gevers*, etc. — T. II, p. 5, lire *Flachslanden* pour *Flaschlanden*, etc.

1. *Un roman d'exil. La Princesse Charlotte de Rohan et le duc d'Enghien*, par Jacques de la Faye. Paris, Émile Paul, s. d. (1904), VIII-407 p. in-8°, avec portraits.

2. P. 282, l'auteur compare la situation du duc d'Enghien à la citadelle de Strasbourg avec celle du Christ à Gethsémani.

3. Ainsi le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, qui figure au mariage de la princesse de Rohan-Rochefort, en 1762, n'est nullement le bâtard de Louis XIV et de la « belle Soubise »; celui-ci était mort en 1749 déjà; c'était son *second* successeur, Louis-Constantin de Rohan-Guéméné-Montbazon, prince-évêque de 1756 à 1779. Le quatrième cardinal (celui que la Révolution baptisa du sobriquet de Cardinal-Collier) n'était donc pas *prince-évêque* en

Combien plus utiles pour le travailleur sérieux sont de simples répertoires comme celui de M. Aug. KUSCINSKI sur les *Députés au Corps législatif de l'an IV à l'an VII*¹, qui nous permet de nous retrouver dans la masse des députés élus, cassés, démissionnaires, invalidés, durant toute la durée de l'existence du Conseil des Anciens et des Cinq-Cents! Tout l'appareil législatif de cette époque si confuse, qui s'étend du 5 vendémiaire au 48 brumaire, a été examiné de près, épluché, classé avec la conscience scrupuleuse dont l'auteur est coutumier; les hommes sont catalogués et les lois inventoriées avec méthode, les règlements expliqués, les erreurs des assemblées elles-mêmes rectifiées, et grâce aux dispositions matérielles de son travail, tâche ingrate autant que nécessaire, on peut rapidement vérifier les noms ou les dates dont on a besoin.

Si nous revenons à l'histoire militaire de la Révolution sous le Directoire, nous rencontrons d'abord le quatrième volume de l'*Expédition d'Égypte* de M. C. DE LA JONQUIÈRE², autrefois déjà signalée à nos lecteurs. Il contient le huitième livre de tout l'ouvrage, relatif à la campagne de Syrie depuis les premiers préparatifs faits en décembre 1798. L'auteur y reste naturellement fidèle au procédé narratif adopté par la section historique de l'état-major : suivre jour par jour les événements, en joignant aux pièces officielles les citations des mémoires contemporains pour les confronter avec elles, de manière à présenter au lecteur un vaste amas de matériaux historiques, déjà triés, plutôt qu'un récit descriptif proprement dit. L'auteur est très sobre d'appréciations, non pas seulement morales, mais même purement militaires. Il n'en fera que plus d'effet en affirmant par exemple que, même Saint-Jean-d'Acre pris d'assaut, l'expédition n'aurait jamais pu aboutir à des résultats durables, vu la faiblesse des moyens dont disposait Bonaparte³. C'est encore à M. de la Jonquière que nous devons le *Journal de l'expédition d'Égypte*, rédigé par un jeune lieutenant d'artillerie, Jean-Pierre

1767, mais simplement coadjuteur de son oncle avec le titre d'évêque de Canope i. p. 4.

1. *Les Députés au Corps législatif, Conseil des Cinq-Cents, Conseil des Anciens de l'an IV à l'an VII, listes, tableaux et lois*, par Auguste Kuscinski. Paris, Société de l'Histoire de la Révolution française, 1905, xix-419 p. in-8°. — Une seule faute d'impression à marquer p. 314, où il faut lire *Anrich* pour *Aurich*.

2. *L'Expédition d'Égypte, 1798-1801*, par C. de la Jonquière, chef d'escadron d'artillerie. T. IV. Paris, Charles-Lavauzelle (1904), 688 p. gr. in-8°, avec cartes et croquis.

3. Nous recommandons aussi à l'attention du lecteur les pages relatives au sort des pestiférés de Jaffa (p. 574-583).

Doguereau, qui fut plus tard général de brigade et mourut en 1826¹. Aide de camp du général Dommarin, puis chef d'état-major de l'artillerie pendant une partie de la campagne de Syrie, Doguereau eut l'occasion de voir et d'entendre bien des choses, et comme, malgré sa jeunesse, il était un observateur attentif et un esprit ouvert, ses notes présentent un sérieux intérêt. M. de la Jonquière a donc eu raison de mettre au jour ce récit si sobre, qui contraste singulièrement avec tant d'autres impressions de guerre égyptiennes, riches en racontars, en rancunes ou en plaisanteries douteuses. L'éditeur était on ne peut mieux qualifié pour annoter judicieusement un texte pareil.

Les *Souvenirs du général Championnet*, mis au jour par M. Maurice FAURE², sont un document d'ordre un peu composite. On ne peut qu'être reconnaissant au sénateur de la Drôme d'avoir publié ce volume, mais ce ne sont pas les *Mémoires* complets de Championnet qu'il faut y chercher. Ce sont des notes apologétiques incomplètes, écrites, à un moment douloureux de sa carrière, par le brillant divisionnaire de l'armée du Rhin et le général en chef de l'armée d'Italie, alors que, dénoncé par Faypoult et Méchin pour avoir voulu tenir tête aux agents du Directoire qui rançonnaient scandaleusement la péninsule, il était prisonnier à Grenoble de mars à juin 1799. Il existe trois volumes des manuscrits de Championnet, le *Journal des affaires de 1792 à 1797*, les *Opérations militaires de 1794 à 1796*, la *Défense de sa conduite pendant les événements de Naples*, soit autographes, soit dictés à des secrétaires. On comprend que, dans la situation dans laquelle il se trouvait, ses souvenirs ne pussent pas être toujours bien exacts ni précis; M. Faure a choisi dans ces manuscrits, appartenant aujourd'hui à M. Chaper, ce qui lui a semblé particulièrement curieux, résumant à sa guise les parties sacrifiées. On ne quittera pas cette lecture sans un sentiment de sympathique admiration pour ce général, honnête homme et bon citoyen, qui mourait, à trente-sept ans, d'une fièvre putride; on regrette seulement, pour sa mémoire, qu'il ait eu le malheur de vivre assez pour adhérer encore au 18 brumaire, dont il ne saisit pas évidemment les conséquences plus lointaines³.

1. Général Jean-Pierre Doguereau, *Journal de l'expédition d'Égypte*, publié d'après le manuscrit original avec introduction et notes par C. de la Jonquière. Paris, Perrin et C^{ie}, 1904, 439 p. in-8°, avec carte et portrait.

2. Maurice Faure, *Souvenirs du général Championnet*. Paris, E. Flammarion, s. d. (1904), Lv-360 p. in-8°, avec portrait.

3. L'éditeur aurait bien dû corriger les nombreuses coquilles du texte de Championnet; il faut lire par exemple *Plobsheim*, *Kembs*, la *Zorn*, *Brumath*,

Puisque nous parlons des campagnes d'Italie, mentionnons à cette place le volume de M. André BONNEFOUS sur *Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles*¹. L'auteur nous avait raconté jadis l'histoire d'un roi fainéant; il a choisi cette fois, par amour du contraste sans doute, la biographie d'une reine énergumène, qui ne saurait être sympathique à personne, ni dans ses amours ni dans ses fureurs. C'est un groupe grotesque et sinistre à la fois que celui de ce roi de Naples phlegmatique et trompé et de cette reine corrompue qui s'affiche entre un amant irlandais et une courtisane anglaise, devenue grande dame de rencontre, trainant elle-même à sa suite, avec un mari complaisant, cet amiral borgne et manchot qui fut le grand Nelson. Mais de ce trop célèbre quatuor historique, c'est bien Marie-Caroline de Sicile qui excite encore le plus nos répugnances légitimes. Assurément cette fille de Marie-Thérèse, que nous voyons passer à cinquante ans sonnés, du commandeur Ruffo au marquis de Saint-Clair, était une femme énergique et qui savait haïr ses ennemis et les dompter par la terreur; mais son emportement brutal n'écouloit plus, une fois déchainé, les conseils de la raison, et l'on ne peut s'intéresser à des malheurs qu'elle s'attira presque toujours elle-même. Quand elle ferma les yeux à Hetzendorf, près de Vienne, en septembre 1814, elle était vaincue, comme exilée sur la terre natale, et Murat continuait à régner à Naples, de l'aveu tacite de l'Autriche. Malgré les efforts de l'auteur, elle inspire si peu de compassion dans son malheur qu'on est presque content qu'elle n'ait pu jouir de la satisfaction posthume que le sort réservait, à si brève échéance, aux siens.

M. Édouard GACHOT, dans la *Campagne d'Helvétie en 1799*², raconte une page glorieuse des annales militaires de notre pays, une page moins glorieuse de la politique étrangère du Directoire à la veille du 18 brumaire. L'auteur de la *Campagne de Souwarow en Italie* a suivi le généralissime russe au delà des Alpes et nous décrit avec de nombreux détails, peut-être un peu trop dramatisés, les difficultés terribles qu'il sut vaincre dans sa retraite célèbre à travers les glaces, devant Masséna vainqueur à la bataille de Zurich. Les

la Wantzenau, l'Ill, Hoerd, Froeschwiller, Pirmasens, etc., pour Blotsheim, Kemps, Sorno, Brumplum, Lavautzman, Itz, Hert, Freyschwiller, Permesen, etc.

1. *Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles*, par André Bonnefous. Paris, Perrin et C^{ie}, 1905, vi-403 p. in-8°, avec portraits.

2. *Histoire militaire de Masséna. La Campagne d'Helvétie* (1799), par Édouard Gachot. Paris, Perrin et C^{ie}, 1904, 570 p., avec planches et cartes.

menues erreurs ne manquent pas dans ce volume¹, et la littérature afférente étrangère plus récente ne paraît pas avoir été consultée par l'auteur. Ainsi, je ne vois cité nulle part le travail de M. R. Günther, *Der Feldzug der Division Lecourbe im Schweizerischen Hochgebirg, 1799*, paru à Frauenfeld en 1896. On constatera, par contre, que M. Gachot a soigneusement visité les champs de bataille qu'il a décrits.

On lira avec intérêt l'étude sur *Bonaparte et Moreau*, par M. Ernest PICARD². Elle est écrite avec une sobriété de ton qui frappe doublement dans un sujet aussi épineux, où l'éloge et le blâme s'imposent naturellement aux esprits prévenus en faveur de l'un ou de l'autre des deux grands hommes de guerre mis en présence. Le sujet est bien documenté, nettement circonscrit; il s'arrête au procès de Moreau, qu'il touche à peine et auquel il aurait dû s'arrêter peut-être davantage pour caractériser plus à fond l'attitude du premier Consul. L'auteur ne nous donne pas, en somme, une bien haute idée de Moreau, homme politique; s'il fut plus longtemps républicain que Bonaparte, n'était-ce pas que son amour-propre blessé ne pouvait supporter de voir un autre à la tête de l'État? En réalité, les deux rivaux ne se sont que fort peu connus; ils se sont rencontrés pour la première fois peu de jours avant le 18 brumaire et leur dernière entrevue eut lieu le 25 mai 1804; il leur resta pourtant, à tous deux, un sentiment de rivalité jalouse que Napoléon manifestait encore dans ses entretiens de Sainte-Hélène. Le commandant Picard, plus impartial, a su rendre justice aux talents militaires du vainqueur de Hohenlinden sans en méconnaître les limites et sans cacher ses faiblesses.

M. le commandant DE CUGNAC, qui a publié autrefois pour la section historique de l'état-major, en deux gros volumes, la *Campagne de l'armée de réserve en 1800*, a tenu à résumer pour son propre compte et à juger sous sa responsabilité personnelle les faits les plus saillants de la *Campagne de Marengo*³. C'est un récit strictement

1. P. 240, il fait de Lavater un curé catholique. Il écrit partout l'*Unerloch* pour l'*Urnerloch*; il parle (p. 12) des lacs *Hallwyler*, *Griffen* et *Pfaff* au lieu des lacs de *Hallwyl*, de *Greifensee* et de *Pfäffikon*; p. 173 paraît une localité, *Grenze*, quand il s'agit de la frontière franchie par les Russes. A quoi peut bien servir le plan en relief reproduit p. 352?

2. *Bonaparte et Moreau*, par M. Ernest Picard, chef d'escadron d'artillerie. Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1905, xiv-443 p. in-8°.

3. *La Campagne de Marengo*, par le commandant de Cugnac. Paris, R. Chapelot et C^{ie}, 1904, xi-252 p. in-8°, avec cartes et croquis.

professionnel qui permet aux gens, trop pressés pour étudier l'ouvrage plus complet auquel l'auteur renvoie sans cesse, de s'orienter sur cette campagne célèbre, bien combinée, moins bien conduite et qui se termina par une victoire alors que tout la destinait logiquement à aboutir à un désastre. Il est intéressant de voir comment le premier Consul, puis l'empereur, en 1805 d'abord, puis en exil, n'a cessé de *truquer* l'histoire et a réussi à faire accepter par beaucoup d'historiens la réalité de prétendus événements qui ne se sont jamais produits et de paroles historiques (celles de Desaix par exemple) qui n'ont jamais été prononcées. Cette monographie, d'un style un peu trop technique peut-être, explique très clairement tout ce que l'auteur a jugé utile de faire entrer dans le cadre restreint de son récit.

Nous avons, à deux reprises déjà, parlé du livre de M. Gilbert STENGER sur la *Société française pendant le Consulat*¹; le troisième volume, qui vient de paraître, est consacré à Bonaparte et à sa famille, et nous introduit dans le grand monde et les salons du temps. L'auteur, avec un dédain candide, déclare dans sa préface qu'il n'a consulté « ni les archives ni les papiers exhumés de la poussière par M. un tel et un tel. Je n'en ai eu garde. Aux archives, j'aurais trouvé des notes de police bonnes à impressionner ceux qui ont l'esprit jacobin ou bonapartiste ». Mais il a consulté, en revanche, les journaux du temps, dont les rédacteurs « n'écrivaient pas pour les puissants du jour, mais pour le public et l'avenir ». Ainsi, M. Stenger en est à croire que, si l'on écrivait dans cent ans l'histoire de la troisième République d'après le *Soleil*, l'*Intransigeant* ou la *Libre Parole*, on trouverait dans ces journaux des matériaux plus authentiques que dans les mémoires des contemporains, « qui se griment pour les mascarades de l'avenir ». Pour le reste, c'est toujours la même méthode amusante de grouper par rubriques les détails piquants et les anecdotes plus ou moins connues, sans qu'ils soient toujours contrôlés avec le soin nécessaire. Le grand public prendra plaisir à ces causeries alertes et bien fournies, les historiens seront plutôt tentés de s'en défier, et pour cause².

1. *La Société française pendant le Consulat*, 3^e série, par Gilbert Stenger. Paris, Perrin et C^{ie}, 1905, 520 p. in-8°.

2. Il y a çà et là des répétitions (sur Lucien, p. 93 et 259; sur Laborie, p. 391 et 463); des confusions comme celle entre le tribun Mailla-Garat, l'amant de M^{me} de Coigny, et le ministre Dominique-Joseph Garat, sénateur de l'Empire (p. 428). M. de Jeaucourt *semble* au moins donner sous le Consulat des coups de canne au capucin Chabot, guillotiné en 1794 (p. 438); la forma-

C'est le même sujet qui a tenté l'éditeur du *Mémorial* de Norvins, M. DE LANZAC DE LABORIE. Avec moins de développements, il nous offre à son tour un *Paris sous Napoléon*, dont le premier volume embrasse la période du consulat provisoire et du consulat à temps¹. L'auteur nous confie dans sa préface que son « enfance a grandi dans l'horreur du bonapartisme », mais qu'il a « mûri dans la déception de ce qui lui est apparu comme le fonctionnement du parlementarisme » ; il semble avoir conservé plus vivante l'impression de ce second état d'âme que celle du premier, car son travail, très consciencieusement documenté d'ailleurs, n'est guère qu'un panégyrique de l'homme du 18 Brumaire, dans le cadre plus spécialement parisien d'alors. On y assiste à la renaissance de la société mondaine, aux complots plus ou moins authentiques des jacobins et à ceux, plus réels, des royalistes, au développement de la vie religieuse avant la mise en vigueur du Concordat, à tout le train quotidien de la capitale. M. de Lanzac de Laborie, outre les sources imprimées et surtout les recueils de M. Aulard, a utilisé les rapports de police aux Archives nationales, les dossiers administratifs, les papiers d'Émery à Saint-Sulpice, etc. En se bornant à Paris, il a pu approfondir le tableau des mœurs et des idées des habitants de la capitale ; pourtant, il ne s'est pas assez demandé peut-être si ces rapports secrets nous renseignent d'une façon bien probante sur les sentiments intimes des Parisiens d'alors, qui n'allaient pas faire leurs confidences aux espions de Dubois ou de Fouché. J'ai quelque peine aussi à croire que, si les masses frivoles ne témoignèrent qu'un médiocre regret des libertés politiques perdues, l'aplatissement de l'élite intellectuelle ait été aussi universel qu'il le prétend.

Le livre de M. DRIAULT sur la *Politique orientale de Napoléon*² nous amène en plein dans l'histoire du premier Empire. Pour ce qui concerne l'Europe, les intentions et les résultats de la politique napoléonienne, qu'on la blâme ou qu'on l'admire, sont à peu près tirés au clair. On sait que l'empereur « a précipité sans le savoir, sans le vouloir, le dénouement d'une crise qui se préparait depuis plusieurs

tion du parti des Clichien est placée avant « la révolte de thermidor » (p. 446). — P. 243, l'auteur nous parle des « portraits des orgueilleux landgraves qui meublaient les salons des vieux châteaux du Rhin ». Il lui serait difficile de nommer un *landgrave* qui ait eu son château sur le Rhin.

1. L. de Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon. Consulat provisoire et Consulat à temps*. Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1905, vii-377 p. in-8°.

2. E. Driault, *la Politique orientale de Napoléon. Sébastiani et Gardane* (1806-1808). Paris, F. Alcan, 1904, 410 p. in-8°.

généralisations » ; qu'il a transformé à jamais la carte de notre continent en dégageant des limbes l'Allemagne et l'Italie modernes ; qu'il a réveillé, par ses prodigieux remaniements de territoires, les populations esclaves et chrétiennes de la péninsule des Balkans ; qu'il a forcé l'Angleterre à s'emparer de l'empire des mers pour ne pas étouffer dans son île. Il a été l'agent principal de l'expansion révolutionnaire en Europe, mouvement qui n'a plus cessé depuis, malgré toutes les réactions et toutes les Saintes Alliances. On est moins au clair sur le rôle qu'il voulut jouer en Orient, bien qu'on ait publié là-dessus des documents officiels et qu'on ait discuté les projets de Napoléon d'après des correspondances diplomatiques et des conversations intimes. M. Driault, bien préparé à ces nouvelles recherches par son excellente étude sur la *Question d'Orient jusqu'à nos jours*, a voulu examiner ce chapitre de la politique impériale d'après les dossiers des archives étrangères et montrer la très grande place que les problèmes orientaux ont tenue dans les combinaisons générales de Napoléon. Il ne croit pas à la sincérité des offres faites par l'empereur à Alexandre I^{er} au temps de l'alliance intime avec la Russie. Maître en Occident, il voulait aussi dominer du côté de l'Asie. L'examen détaillé des deux missions du général Sébastiani en Turquie et du général Gardane en Perse nous apporte de très curieux détails sur l'action française dans ces territoires alors si éloignés de notre Europe occidentale. Peut-être bien que le dernier chapitre de l'ouvrage (*Définition de la politique napoléonienne*) suscitera des polémiques. M. Driault penche à croire (il avoue que c'est une hypothèse) que Napoléon voulait avoir Constantinople, comme il eut Rome, afin d'être bien réellement l'*Imperator orbis romani*.

Le travail de M. Georges SERVIÈRES s'occupe d'un autre domaine de l'activité impériale, infiniment plus restreint. Son livre, très intéressant par lui-même et riche en faits nouveaux, a le grand tort de s'introduire devant le public sous un titre qui ne lui revient pas de droit. Au lieu de s'appeler *l'Allemagne française sous Napoléon I^{er}*¹, il aurait fallu le baptiser, plus simplement, *les Villes hanséatiques et principalement Hambourg sous le premier Empire*. Encore que l'auteur ne connaisse pas la littérature historique allemande, assez riche sur la matière, et qu'il n'ait pas songé à confronter les documents de nos dépôts publics avec ceux des archives de l'Allemagne, il a si consciencieusement exploité les correspondances de nos agents avec

1. George Servièrès, *l'Allemagne française sous Napoléon I^{er}*, d'après des documents inédits. Paris, Perrin et C^{ie}, 1904, viii-492 p. in-8°, avec carte.

le gouvernement impérial que tout un chapitre de la politique économique du temps a été, pour la première fois, élucidé dans ses détails. Je ne sais si l'auteur n'attribue pas à Napoléon des visées trop élevées et trop systématiques à la fois, en signalant dans son attitude vis-à-vis de Hambourg « l'élaboration... d'une plus grande France, avec des éléments essentiellement germaniques ¹ ». Mais il a soigneusement étudié (aux sources françaises du moins) les résultats matériels et moraux de ces agissements, qui aboutirent à la formation du département des Bouches-de-l'Elbe, en décembre 1810, et eurent pour résultat presque immédiat non seulement l'établissement d'une odieuse tyrannie intellectuelle et morale, mais encore la ruine matérielle de la grande cité, qui ne put revivre qu'après la crise libératrice de 1814. C'est un bon début pour l'auteur; il y révèle des qualités sérieuses d'historien ².

Le Pape et l'Empereur, de M. Henri WELSCHINGER ³, est consacré aux rapports, courtois d'abord, puis si troublés, entre Pie VII et Napoléon depuis la signature du Concordat et le couronnement jusqu'à la chute de l'Empire, rapports qui se résument dans les noms de Paris, de Savone et de Fontainebleau. Bien qu'il ait utilisé un certain nombre de documents inédits sur le concile national de 1811, conservés aux Archives nationales, on ne peut pas dire que le livre de M. Welschinger élargisse d'une façon notable l'histoire de cette lutte entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, telle que l'a racontée déjà M. d'Haussonville dans son grand ouvrage sur *l'Église romaine et le premier Empire* ⁴. Cependant, comme M. Welschinger écrit bien et que le spectacle de cette lutte entre la force matérielle des baïonnettes et la puissance immatérielle de doctrines séculaires conserve toujours un puissant attrait, son volume aura certainement du succès. Au fond, nous y voyons aux prises deux despotismes également entichés de leur autorité absolue, également contraires aux principes de liberté, également hostiles à l'indépendance de la pensée humaine. Pourtant, dans cette querelle qui com-

1. Le but poursuivi par Napoléon, c'était de fermer l'Allemagne aux marchandises anglaises.

2. Je ne sache pas que le major de Schill ait « promené l'étendard de la révolte » en Hesse, au mois de mai 1809 (p. 171).

3. Henri Welschinger, *le Pape et l'empereur*, 1804-1815. Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1904, iv-473 p. in-8°.

4. M. Welschinger a parfois une façon peu ordinaire de citer ses sources; p. 125, nous lisons au bas d'une page : « Communication faite par un savant hollandais au Comité des travaux historiques », et c'est tout!

mence au lendemain du Concordat, nous sommes attirés malgré tout vers le vieillard chétif qui ose résister au rude soldat de fortune, car il défend, en cette circonstance du moins, les choses intangibles de la foi, le domaine sacré des consciences¹. Le livre aurait encore gagné en valeur historique si l'auteur n'avait, en plus d'un endroit, exagéré le rôle de Pie VII et singulièrement surfait l'importance intellectuelle de son héros; ce fut un bon moine, même un saint, si l'on veut, ce ne fut en aucune manière un homme d'État, et tout le monde ecclésiastique qui l'entoure, tant à Rome que dans l'exil, n'est guère plus digne d'admiration que les séides de l'empereur, les Maury, les Faesch, les Barral, dont l'auteur parle avec une sévérité à laquelle nous ne contredisons pas.

Les deux volumes de M. Jean MORVAN sur le *Soldat impérial*² ont été diversement jugés déjà. Tandis que les uns y relevaient la grande abondance de matériaux groupés d'une façon pittoresque en tableaux à effet, d'autres, plus sévères, reprochaient à l'auteur d'avoir présenté plutôt des extraits d'impressions personnelles³ au lieu de fournir des statistiques exactes d'après les documents officiels⁴. Il y avait, en effet, deux façons de renseigner le lecteur sur la vie matérielle des soldats de Napoléon, sur l'agencement de cette grande machine de guerre, supérieurement montée, mais qui finit par se détraquer à force d'usage. L'historien des *Chouans de la Mayenne* a choisi celle qui répondait à son tempérament; il est bon que ce livre ait été écrit comme une réaction nécessaire contre cet amour du panache, cette griserie de gloire militaire que certains s'acharnent à faire revivre parmi nous, au risque de faire revivre la légende napoléonienne dont la France a, deux fois déjà, failli mourir. Comme toute réaction, peut-être a-t-il dépassé le but, paraissant englober parfois, dans des jugements trop sommaires, les chefs ambitieux et avides et les généraux honnêtes, fidèles au devoir, braves sans for-

1. Il n'est pas exact de dire que le pape a défendu « la liberté de tous les citoyens » (p. 287). L'Église n'a jamais défendu ni prétendu défendre d'autre liberté que la *stienne*.

2. Jean Morvan, *le Soldat impérial, 1800-1814*. Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1905, vii-520-525 p. in-8°.

3. M. Morvan a une façon de citer ses sources absolument inadmissible pour un historien désireux d'être contrôlé par la critique. Il place au bas des pages, par paquets, cinq, six, jusqu'à huit noms d'auteurs de mémoires, etc., sans y ajouter aucune autre indication. Autant vaudrait ne rien citer du tout.

4. M. M. pourrait répondre que rien n'était menteur comme ces relevés de chiffres fournis par l'administration d'alors.

fanterie; les soldats qui tombent, silencieux et vaillants, dans la poussière des batailles, ceux, plus nombreux, qui succombent sous l'inclemence des saisons ou le poignard des assassins, et les *fricoteurs* odieux qui ne savent qu'assommer, violer et piller les populations sans défense. La légende des soins providentiels de l'empereur pour sa Grande Armée est ici percée à jour; on y voit combien peu, « travaillant dans le sublime, à grand renfort de chair humaine », il s'est attaché, par exemple, à améliorer son service sanitaire, absolument dérisoire les jours de grande bataille, et, dans une certaine mesure, il est vrai de dire que, « comblé dans sa vanité, le soldat (pour ce qui concerne le bien-être matériel) fut presque toujours leurré par lui » (II, p. 474). Mais il ne faut pas oublier que Napoléon, « joueur incomparable des égoïstes fibres humaines », sut prendre ce soldat par l'honneur, par la gloire, par son incroyable dédain même de la vie des hommes, qui lui donna je ne sais quoi de surhumain pour ses légions fascinées, et les entraîner à sa suite, enivrées et triomphantes dans la mort même, jusqu'au jour où, sous les yeux épouvantés des derniers représentants de la vieille garde, l'idole elle-même s'est effondrée¹.

Un type accompli des vieux grognards de la République et de l'Empire, c'est le *Maréchal Lefebvre, duc de Dantzig*, dont M. Joseph WIRTH a voulu nous raconter en détail la carrière². On désirerait n'avoir à donner que des éloges à une œuvre évidemment caressée pendant de longues années, fruit de l'enthousiasme presque naïf³ d'un compatriote alsacien pour ce *pays* qui, de simple soldat, s'éleva jusqu'au rang de duc et de maréchal d'Empire et qui, « à un corps de fer, joignait un cœur d'or ». Mais l'auteur est trop dénué de sens critique pour qu'on n'en fasse pas la remarque, au moins en passant. Tout ce qui s'est dit et écrit en faveur de Lefebvre et de sa femme est pour lui parole d'Évangile. La note n'est-elle pas élogieuse? Ce ne sont plus que des « potins de cour » et des « calomnies » contre ces deux « âmes d'élite ». M^{me} de Rémusat⁴, M. Victorien Sardou, M. Blumstein, bibliothécaire de la ville de Strasbourg,

1. On se demande, à ce propos, pourquoi l'auteur, au lieu de s'arrêter en 1814, n'a pas poussé son enquête jusqu'à Waterloo.

2. Joseph Wirth, *le Maréchal Lefebvre, duc de Dantzig* (1755-1820). Paris, Perrin et C^{ie}, 1904, xi-526 p. in-8°, portrait.

3. Il va jusqu'à nous parler de la « vénération profonde » de Napoléon pour M^{me} Sans-Gêne (p. 430).

4. Nous apprenons à cette occasion que M. de Rémusat a publié les lettres de sa grand'mère sous la *Restauration*.

bien d'autres reçoivent des coups de bouloir vigoureusement appliqués. Les erreurs de détail et d'informations de noms propres et de noms de lieux sont assez nombreuses; mais, ce qui nous semble plus regrettable, c'est que l'auteur ne se soit pas rendu compte de l'impression fâcheuse faite sur nous par le soudard qui, après avoir « juré une fidélité sans bornes au héros qui éternise le bonheur et la gloire du peuple français », à ce « César descendu des cieux », se félicite hautement, plus tard, d'être débarrassé de lui, et l'accuse de ne lui avoir « accordé aucune faveur ». Assurément, bien d'autres ont agi comme lui, mais on n'en fait pas des modèles de toutes les vertus, et, malgré M. Wirth, j'estime que le brave Lefebvre fut plus « grand homme » devant ses contemporains de Rouffach et de Colmar qu'il ne le sera jamais pour la postérité.

Faut-il mentionner ici les *Souvenirs de Maurice Duviquet*², édités par M. Frédéric Masson? Un hasard, heureux pour lui plutôt que pour le public, a fait tomber ces mémoires entre les mains de l'éruudit académicien, qui, délaissant pour un temps empereurs, rois et grandes dames, a bien voulu s'intéresser à ce petit bourgeois de Clamecy et lui faire un sort; il y a facilement réussi, puisque la couverture du volume nous apprend qu'il est à sa cinquième édition, preuve manifeste de la confiance aveugle que le grand public accorde à son savant introducteur. En tout état de cause, et qu'il s'agisse des exploits douteux du volontaire de la Vendée, du *rond-de-cuir* de vingt administrations diverses, ou même des aventures de M. le Directeur des poudres et salpêtres de Sa Majesté westphalienne à Cassel, on ne peut que s'associer au jugement de l'auteur lui-même : « Tout cela, à la vérité, est bien peu de chose. » On n'avait pas besoin de tant de pages pour être convaincu que Joseph Prudhomme est de tous les temps et de tous les régimes, et si, vraiment, le futur duc d'Otrante aimait à s'entretenir avec le « petit frère » du secrétaire général au ministère de la Justice, pour lui tirer les vers du nez, la tâche ne devait pas être bien difficile pour le grand policier.

L'étude de M. le colonel LANREZAC sur la *Manœuvre de Lützen*³

1. Pas de « faveurs », mais 65,000 fr. de traitement, quatre dotations, le titre de duc et le brevet de maréchal! Et c'est de ce bienfaiteur qu'il disait en 1814 : « Je lui ai bien serré le bouton; je lui ai dit qu'il était temps pour nous de jouir du repos. Croit-il donc que, lorsque nous aurons des titres, des hôtels et des terres, nous nous ferons tuer pour lui? » (Morvan, II, p. 491.)

2. *Souvenirs de Maurice Duviquet (de Clamecy)*. — *Vendée*. — *Armée de réserve*. — *La Westphalie sous Jérôme-Napoléon*, 1773-1814, publiés par Frédéric Masson, 5^e édit. Paris, Ollendorf, 1905, x-324 p. in-18.

3. *La Manœuvre de Lützen*, 1813, par le colonel Lanrezac, professeur à

donne plus que ne promet le titre; l'auteur y examine toute la première partie de la campagne de 1813 en Allemagne jusqu'à l'armistice de Poischwitz, signé le 4 juin. Il expose et contrôle dans leurs détails les opérations qui précédèrent et suivirent les journées de Lützen et de Bautzen, marquant avec une lucidité parfaite les raisons pour lesquelles ces victoires restèrent stériles, les faiblesses inhérentes à ces dernières armées françaises et les fautes de leurs généraux, sans oublier la part de responsabilité qui incombe à l'empereur lui-même dans la direction de l'action militaire, comme aussi de l'action politique.

La publication de M. le lieutenant-colonel Grouard sur la *Campagne de 1815*¹ est consacrée à un nouvel examen des causes qui l'ont fait aboutir à la catastrophe de Waterloo. C'est, en somme, une réponse au récit de M. Henri Houssaye, dont il reconnaît tout le mérite littéraire, mais qu'il ne considère pas comme ayant écarté d'une façon définitive les arguments de Charras. Il croit, avec ce dernier, avec Jomini et plusieurs autres, que les principales fautes commises pendant la dernière campagne de Napoléon lui sont personnellement imputables et que c'est bien lui l'auteur responsable de la défaite. Sa démonstration, faite d'un ton très calme, entièrement professionnelle, fort solidement documentée, paraîtra sans doute assez concluante à l'historien, qui, sans connaissances techniques spéciales, est bien obligé de se guider d'après les impressions raisonnées des hommes du métier. En tout cas, le livre de M. Grouard montre bien que les plus récents travaux sur la matière n'ont pas encore mis fin à la controverse engagée au lendemain même des Cent-Jours.

Cette dernière période de l'histoire impériale, nous en retrouvons aussi le récit dans le huitième volume de *L'Europe et la Révolution française*², de M. Albert Sorel. Voici vingt ans qu'il nous donnait le premier tome de cette grande et belle œuvre; il la termine aujourd'hui par le tableau des catastrophes ultimes de l'Empire et de sa chute définitive. Nous assistons au triomphe de l'Europe coalisée, maîtresse enfin de l'expansion révolutionnaire de la France, grâce à

l'École supérieure de guerre. Paris et Nancy, Berger-Levrault et C^{ie}, 1904, 279 p. in-8°, avec cartes.

1. *Stratégie napoléonienne. La critique de la campagne de 1815*, par A. Grouard, ancien élève de l'École polytechnique. Paris, R. Chapelot et C^{ie}, 1904, xiv-271 p. in-8°, cartes.

2. *L'Europe et la Révolution française*, par Albert Sorel. 8^e partie : la Coalition, les traités de 1815. Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1904, 520 p. in-8°.

la réunion de ses forces longtemps divisées, et lui faisant payer bien cher les humiliations et les violences du passé, en lui passant la camisole de force des traités de 1815. Ce tableau, M. A. Sorel l'a peint avec sa maîtrise accoutumée, et, grâce à la merveilleuse magie de son style¹, il nous emporte par-dessus les obstacles, étouffe les objections qui naissent sur nos lèvres et, pour un peu, nous ferait partager son admiration pour tous ces héros, illustres ou anonymes, qui, pendant un quart de siècle, ont bouleversé l'Europe d'un élan magnifique et stérile. Je ne vois pas pourtant quelle reconnaissance durable la France devrait à ce génie dominateur, monstrueusement égoïste, dont « l'incomparable épopée » se termine par une écrasante défaite, et qui a tout fait pour appeler à l'existence ou pour hâter le développement de ces nationalités nouvelles, placées en sentinelles vigilantes sur nos frontières, afin de rendre les ambitions d'autrefois impossibles dans l'avenir. L'amour seul de la patrie, qu'on sent vibrer, si profond, dans les lignes émues qui terminent son beau livre, aurait dû, ce me semble, inspirer à l'auteur des paroles plus sévères pour celui qui attira sur la France, trop soumise à ses caprices, de si lamentables revers. Mais *l'Europe et la Révolution française* n'en restera pas moins, même pour ceux qui n'en acceptent pas la philosophie quelque peu fataliste, un des plus beaux livres de notre littérature contemporaine, et l'historien français peut répéter à bon droit l'*Exegi monumentum* du poète romain.

Rod. REUSS.

1. Nous citerons en particulier les belles pages sur Waterloo, sur les réflexions de Napoléon avant la seconde abdication, et toute la conclusion.

BOHÈME.

(1899-1904.)

II.

4.

La première partie de ce Bulletin a commencé par les publications de sources; puis on a indiqué les ouvrages qui traitent soit d'une grande période de l'histoire de Bohême, soit de l'histoire générale de ce pays, ou qui d'après leur programme se proposent de le faire. La seconde partie sera consacrée à des travaux embrassant un champ plus restreint; c'est souvent, comme on sait, des monographies de ce genre qui font accomplir le plus de progrès à la science; je procéderai chronologiquement, de période en période.

Dans le domaine des recherches archéologiques, on a depuis longtemps déjà déployé beaucoup de zèle en Bohême et en Moravie. Le musée du royaume de Bohême possède une riche collection d'objets appartenant à la préhistoire et aux temps historiques, des périodes pré-slave et slave; J.-L. Píč a beaucoup fait dans ces derniers temps pour l'accroître et la classer méthodiquement. En outre, il dirige actuellement une revue archéologique déjà vieille d'une cinquantaine d'années¹ et il a entrepris de décrire systématiquement et historiquement les antiquités du pays dans un ouvrage qui prendrait de vastes proportions s'il devait atteindre le but final marqué dans le programme, qui est le XI^e siècle².

Réunir et classer les matériaux archéologiques, c'est la condition nécessaire de tout le travail ultérieur. Mais ici commencent aussitôt les difficultés, et commence aussi le désaccord dans les esprits. Quand on constate un changement dans la qualité des objets archéologiques, faut-il en conclure que la population à laquelle se rapportent ces objets a été changée, qu'ils appartiennent à une civilisation différente? Comment déterminer ethnographiquement cette population nouvelle? Et quelle valeur ont auprès d'eux les témoignages des sources historiques proprement dites, les données des auteurs anciens? Entre ces deux espèces de témoignages, s'il y a

1. *Památky archaeologické a mistopisné.*

2. *Starožitnosti země České.* I, 1-2; II, 1-2. Prague, 1899-1903.

contradiction, laquelle doit l'emporter? Les sources archéologiques doivent-elles prendre le pas sur les sources historiques?

On vient d'indiquer en quoi consiste le mérite principal de l'œuvre accomplie par J.-L. Pič. Ce sont les parties descriptives; les déductions historiques, au contraire, ont soulevé des contradictions. Elles touchent, il est vrai, à des questions où une entente est pour ainsi dire impossible¹. Un tableau d'ensemble des recherches archéologiques relatives à la Moravie a été esquissé par J.-L. ČERVINKA².

Le premier peuple que les sources historiques et les récits des auteurs de l'antiquité mentionnent en Bohême sont les Boiens; ils ont donné au pays son nom ancien. Ils ont été remplacés ensuite par les Marcomans de race germanique. Dans un mémoire qui a paru en 1900 dans *Český časopis historický*, t. VI, Lubor NIEDERLE a entrepris³ de soumettre à une revision critique les textes relatifs à l'histoire des pays bohémiens dans la période antérieure aux Slaves; cette revision s'étend d'ailleurs aussi aux ouvrages modernes qui s'occupent de ces questions. L'étude est remarquable; elle montre quels résultats, pour autant que les sources historiques les comportent, peuvent être considérés comme acquis; les recherches archéologiques en devront tenir compte⁴. L'auteur défend les droits de l'histoire, on pourrait même dire ses privilèges; mais il donne aussi la parole à l'archéologie et il cherche à concilier les résultats auxquels sont parvenues ces deux sciences; ainsi pour la question sur laquelle se termine son travail. Cette question se pose

1. Je renvoie au rapport critique de K. Buchtela, *Vorgeschichte Böhmens* (tirage à part de *Věstník Slovanských Starožitností*); voyez aussi le rapport de Lubor Niederle dans *Č. Č. H.*, t. VII et VIII.

2. J.-L. Červinka, *Morava za pravěku*. Brno, 1902 (fragment du recueil intitulé *Vlastivěda*, qui a été mentionné précédemment). L'auteur a fondé sous le titre *Pravěk* une revue consacrée aux études préhistoriques.

3. Le principal ouvrage de cet auteur est le volume intitulé *Antiquités slaves* (*Slovanské starožitnosti*, I, 1-2. Prague, 1902-1904). Le titre est le même que celui de l'ouvrage bien connu de Šafařík, et le programme est semblable: il se rapporte à l'histoire primitive des Slaves. Il sera divisé en sept parties. Je renvoie au compte-rendu de J. Jagić (*Archiv f. Slavische Philologie*, 1903); comp. aussi Jaroslav Bidlo dans *Wiener Abendpost*, 1904. Avant son grand ouvrage, l'auteur avait donné des études sur les plus anciens témoignages concernant l'Europe orientale: *Starověké zprávy o zeměpisu východní Evropy* (Prague, 1899. Académie).

4. Le mémoire est fourni d'une riche annotation; on peut s'y mettre bien au courant des travaux modernes, en particulier des essais, nombreux jusqu'à la satiété, essais qui cherchent à prouver que les Marcomans étaient d'origine slave. Ils n'ont pas cessé depuis. Selon L. Niederle (*Č. Č. H.*, VIII), l'ouvrage de Paul Papáček (*Keltové a Němci či Slované?* Prague, 1902) est manqué dans ses lignes principales, mais peut être utilement consulté pour les détails.

ainsi : quand a commencé pour la Bohême la période slave ? L'histoire n'y a donné aucune réponse certaine ni directe. A la lumière directe des sources historiques, la Bohême slave ne nous apparaît pas avant le VII^e siècle, au temps de Samo, et cela seulement à condition que nous ayons localisé sûrement les récits de Frédégaire, notre seul témoin pour ce fait. Car le fait que la Bohême a formé le centre de la domination de Samo n'est encore qu'une hypothèse, la meilleure, il est vrai, parmi toutes celles qui sont possibles. Sur l'époque à laquelle, avant Samo, le flot des peuples slaves atteignit la Bohême, les textes historiques seuls ne permettent que des raisonnements et encore ceux-ci ne donnent-ils aucune réponse précise. Les historiens sont eux-mêmes en désaccord ; ils font venir les Slaves, les uns au V^e siècle, les autres au VI^e. Les opinions des archéologues diffèrent également ; ils sont d'accord seulement sur ce point qu'ils font débiter plus tôt la période slave de l'histoire bohême. Ici cependant on peut supposer un intermédiaire entre l'histoire et l'archéologie. L. Niederle est aussi entré dans cette voie. Les découvertes archéologiques dans la région nord-est de la Bohême et dans la partie septentrionale de la Moravie sont aussi une preuve que les Slaves se sont établis de bonne heure, — et il incline à reculer fort loin cette époque, — dans ces parties des deux pays, à côté des peuples, en particulier des Marcomans, que nous connaissons par l'histoire. Pour l'expansion ultérieure de la population slave, il trouve du temps et de l'espace en cherchant à prouver que dans les territoires occupés par cette population germanique s'était déjà produit au second siècle un déplacement vers le sud, dans la direction du Danube, si bien qu'en Bohême il ne leur resta tout au plus que le sud du pays.

Samo a été souvent comparé à un météore. Après lui, l'obscurité se fait complète. C'est seulement au temps de Charlemagne¹ que l'on trouve des notices fragmentaires dans les sources franques. Dans le

1. Qu'il me soit permis de signaler en note un petit article que j'ai publié dans *C. C. H.*, t. VIII, sous le titre : *Kosmas*, II, 8. La Bohême fut, comme on sait, tributaire de l'Empire. Au temps de Kosmas († 1125), on contait que cette situation avait commencé au temps de Charlemagne ; on y désigne Peppin, fils de Charles, comme celui qui imposa le tribut aux Bohémiens. Mais les sources franques ne parlent que de campagnes (805, 806) où figurait un autre fils du grand empereur appelé Charles, comme son père. Comment expliquer cela ? A. Bachmann s'est occupé de la question (*Mitt. Inst. österr. Gesch.*, t. XX) ; je ferai observer que Kosmas ne connaît qu'un fils de l'empereur, et c'est Peppin ; dans II, 8, il le met à la place de son frère aîné, Charles. — Sur le tribut imposé à la Bohême, il y a un mémoire d'Émile Bundit, publié en 1901 dans le Programme de l'École réelle de Kladno ; sur les rapports de la Bohême avec l'empire allemand en général, Fr. Vavřínek, avec lequel je ne

courant du ix^e siècle avancé, il commence à devenir possible d'édifier à l'aide de ces documents une histoire sans lacunes, d'abord pour la Moravie, puis pour la Bohême. Pour la Bohême, mais non pour la Moravie, nous possédons aussi des fragments d'anciennes traditions; est-il possible de les utiliser pour l'histoire? La tentative a été faite plusieurs fois, en dernier lieu par H. SCHREUER; la tradition a précisément pour objet d'éclairer le point sur lequel la lumière du dehors pourrait tomber le moins, l'histoire intérieure du pays. Ce que Schreuer nous promet, c'est précisément ce que nous aimerions le plus, à coup sûr, connaître, si cela était possible: l'histoire des institutions de la Bohême à l'époque légendaire. L'opinion qu'une tradition est souvent le reflet d'un état de civilisation est exacte; mais la méthode suivie par l'auteur la pousse à l'absurde. S'il était réellement possible de trouver dans la tradition tout ce que H. Schreuer prétend en faire sortir, nous serions mieux renseignés sur le développement intérieur d'une époque pour laquelle nous n'avons que des traditions, que sur les premiers siècles sur lesquels se projette déjà la lueur des sources historiques. Même la méthode comparée que l'auteur appelle à son secours a des dangers qui sont connus; H. Schreuer n'y a pas échappé; on sait souvent chez lui par avance ce qu'on trouvera dans l'histoire légendaire de la Bohême. Ceci est encore une manière de *petitio principii* semblable à celle qu'il reproche lui-même à d'autres. La critique a trouvé vaine au total la tentative de Schreuer, pour jeter tant de lumière, trop de lumière, pourrait-on dire, dans l'obscurité des temps anciens de la Bohême¹. Une objection que nous rencontrons sous la plume des critiques porte aussi contre le point de départ même de tout le travail: ce que nous lisons dans Kosmas, est-ce la tradition populaire authentique, pure de toute altération? Il serait injuste de reprocher à l'auteur qu'il ne connaît pas cette question et qu'il néglige les travaux où elle a été discutée. Il a raison aussi de justifier Kosmas de l'accusation portée contre lui d'avoir, non pas sans doute tiré son récit de sa propre imagination, mais puisé dans des auteurs anciens au point qu'il ne reste plus que peu de chose ou même rien de la « *senum fabulosa narratio* » qu'il allègue comme sa source ancienne. Mais l'auteur trouve dans la légende contée par Kosmas une suite dont tous les chaînons se tiennent parfaitement; il cherche et il trouve au

puis toujours pas me mettre d'accord, a écrit un article dans *Sborník věd právnick a státních*, t. IV (titre d'une revue de droit et d'histoire du droit qui a été fondée en 1901 sous la direction de B. Rieger).

1. *Untersuchungen zur Verfassungsgeschichte der Böhmschen Sagenzeit* (dans les *Forschungen* dirigées par G. Schmoller). Leipzig, 1902.

moins un noyau authentique de traditions vraiment anciennes dans des parties où il n'en existe pas et où l'on se rappelle le mot de Mommsen sur la noix vide¹.

Dans la seconde moitié du ix^e siècle, il semble que le centre de gravité de l'histoire du peuple bohémien pour l'avenir se trouve en Moravie. Cependant, comme au temps de Samo, nous voyons apparaître subitement un « empire » qui, après un demi-siècle, est détruit par les Magyars, quand ceux-ci pénétrèrent dans la région où ils sont encore aujourd'hui. On sait qu'ici, plus encore que l'histoire politique, les affaires religieuses fixent l'attention des érudits, en particulier l'activité des apôtres des Slaves, Cyrille et Méthode, et ses conséquences. Il s'agit de la première langue écrite des Slaves, des débuts de la plus ancienne liturgie slave. Les deux frères de Thessalonique n'appartiennent pas seulement à l'histoire de la Bohême, mais bien plutôt à l'histoire des Slaves en général. Cependant, l'érudition a de difficiles problèmes à résoudre, de ces problèmes dont c'est la destinée de ne pouvoir jamais être résolus sans contradiction. Quelle a été celle des langues slaves qui eut ce privilège, possédé par le latin dans l'Eglise occidentale, d'être choisie pour la langue liturgique des Slaves²? Comment expliquer l'attitude hésitante des

1. Je citerai pour exemple l'épisode de l'*aurea aetas* qui aurait autrefois régné en Bohême. De cette question s'est occupé en dernier lieu M. Dvořák (*Č. Č. H.*, t. VIII). Je remarque que Schreuer connaît et cite ce mémoire. De deux articles de W. Tille (*Č. Č. H.*, t. X), il ressort que plusieurs traits de la légende de Přemysl, telle que nous la lisons dans Kosmas, ont été empruntés aux auteurs de l'antiquité. — Je ne connais qu'un compte-rendu tout à fait favorable, celui de Jar. Hanel (*Zeitschrift der Savigny Stiftung*, t. XXIII); les autres se distinguent uniquement par le degré de l'opposition. Je noterai les suivants : J. Lippert, dans *M. des V. für Gesch. d. Deutschen in Böhmen*, t. XLI; J. Loserth, dans la *Histor.-Zeitschrift*, t. XCII; J. Pekař, dans *Č. Č. H.*, t. VIII; J. Rachfahl : *Zur ältesten Wirtschafts- und Socialgeschichte Böhmens*, dans *Jahrbücher für Nationalökonomie*, 1903; Richter, dans le *Jahrbuch* publié par Schmoller, 1904. H. Schreuer a répondu à la critique par un article : *Zur altböhmischen Verfassungsgeschichte* (*Mitt. Inst. österr. Gesch.*, t. XX); il insiste beaucoup sur ce point (et il voit en même temps là-dedans une preuve que ses résultats sont justes), qu'il a réussi à fixer chronologiquement la légende. Comme d'autres avant lui, il identifie Přemysl avec Samo, mais, comme eux, sans fondement suffisant.

2. En opposition avec la théorie pannonienne, qui cherchait en Pannonie la patrie de cette langue liturgique et qui eut Miklosich pour représentant, celle qui domine aujourd'hui est la théorie macédonienne qui place en Macédoine la patrie de la langue slave élevée par les deux frères au rang de langue ecclésiastique. Son principal représentant est V. Jagić. Son mémoire *Zur Entstehungsgeschichte der kirchenlavischen Sprache* (*Denkschriften der Akademie von Wien*, 1900) n'est cependant pas restreint à l'étude de cette seule question,

papes en présence de cette tentative, les rapports des deux frères eux-mêmes avec Constantinople et Rome, avec Photios et les papes de leur temps ? Nous savons que ces questions dépassent les limites de ce Bulletin ; nous savons aussi qu'un livre tel que celui de François PASTRNEK, qui nous renseigne sur l'état actuel de la science et sur les résultats des recherches, ne saurait être mal accueilli, encore qu'il n'apporte pas de réponse définitive à chaque question².

La question qui intéresse spécialement et entièrement l'histoire de notre pays concerne la diffusion de la liturgie slave en Bohême. Que, dans le monastère de Sázava, fondé dans la première moitié du x^e siècle, la liturgie slave ait été en vigueur pendant un temps, personne ne le conteste ; mais on se demande si déjà auparavant il y eut un temps où en Bohême les deux liturgies, latine et slave, ont existé côte à côte. Et ici encore la philologie a son mot à dire, car il s'agit de savoir jusqu'à quel degré, en vieux bohémien, on peut constater l'influence du slave ecclésiastique et quand elle commença. La question est ancienne et a donné lieu à de fréquentes polémiques ; aujourd'hui encore, on ne saurait la considérer comme résolue en ce qui concerne le degré de diffusion de la liturgie slave en Bohême avant la fondation du monastère de Sázava, mais on ne peut douter que la liturgie slave fût alors connue en Bohême, s'il est vrai que le premier prince chrétien, Bořivoj, ait reçu le baptême des mains de Méthode. Mais ici encore nous sommes en présence d'une vieille question controversée : la série des princes chrétiens de la Bohême a-t-elle réellement commencé avec lui ?

Il défend l'authenticité de la lettre d'Hadrien II (869) qui concède la liturgie slave. D'une façon générale, ce mémoire est le plus important qui ait paru dans les années sur lesquelles porte le présent Bulletin. La question touchée en dernier lieu ne peut cependant toujours pas être considérée comme résolue. Voir le compte-rendu de Pastrnek dans *Archiv für slavische Philologie*, 1901.

1. A. Lapôtre, dans son ouvrage : *l'Europe et le Saint-Siège à l'époque carolingienne*; t. I : *le Pape Jean VIII* (1895), résout le problème par le roman des registres de Jean VIII ; L.-K. Gœtz (*Geschichte der Slavenapostel Konstantinus und Methodius*, 1897) en déclarant faux les actes des papes qui permettent le culte en langue slavonne.

2. Fr. Pastrnek, *Dějiny slovanských apoštolů Cyrilla a Methoda*. Prague, 1902. L'ouvrage reproduit aussi les sources (légendes, etc.), mais non pas sous forme d'édition nouvelle, ce qui serait cependant fort désirable ; il reproduit les textes d'après les éditions existantes ; pour les légendes slaves, il donne aussi la traduction latine de Miklosich, qu'il a revue, il est vrai. Dans les questions controversées, l'auteur se rapproche d'ordinaire, mais non partout, de V. Jagič.

3. L'article de H. Spangenberg sur la légende de Bořivoj (M. des V. Gesch. der Rev. HISTOR. LXXXIX. 1^{er} fasc.

Tandis que, dès le début du x^e siècle, commence dans l'histoire de la Moravie une longue période d'obscurité, aussitôt que nous franchissons les limites de ce siècle, nous rencontrons dans l'histoire de la Bohême un terrain plus sûr qu'auparavant : à cette époque se rapporte le livre de Jos. KALOUSEK, qui donne plus que ne promet le titre : *Apologie de saint Wenceslas*¹. On y trouve bien l'histoire du culte de ce saint national et l'on y montre quand et pourquoi ce culte prit une importance politique; et, de même qu'en Hongrie on parle de la couronne de saint Étienne, en Bohême on parle de la couronne de saint Wenceslas, bien que Wenceslas lui-même n'ait jamais porté la couronne royale. Si cependant on demande contre qui se tourne cette *Apologie*, on répond qu'elle est dirigée avant tout, mais non point exclusivement, contre une source ancienne, contre la légende de Gumpold, évêque de Mantoue, qui l'a composée à la demande de l'empereur Otton II. Jos. Kalousek pense que la légende peint uniquement l'ascète, l'homme à qui le cloître eût mieux convenu qu'un trône, et qu'elle néglige le souverain, bien que Wenceslas ait aussi su régner. Que les légendes aient plutôt fait ressortir le côté ascétique de leurs saints, le fait est connu, mais l'ascétisme n'est pas inconciliable avec les qualités du souverain. Ce qui justifie cependant jusqu'à un certain point l'opposition de Kalousek à la légende retracée par Gumpold, car je ne saurais aller aussi loin que lui, ce sont d'autres sources, d'autres légendes, qui ne donnent pas la même image du saint, du souverain, que le récit de l'Italien. J'ai déjà fait remarquer que Kalousek donne plus que le titre ne promet, par exemple un examen critique des sources qui correspondait à l'état actuel de la science.

Aussitôt après son livre, parut une étude critique qui remettait en question beaucoup de points que l'on pouvait tenir pour établis; elle porte sur la plus complète parmi les légendes de saint Wenceslas, que l'auteur de l'étude, Jos. PEKAŘ, dans le titre même de son livre, désigne comme « la plus ancienne chronique de Bohême »². A vrai

D. in B., t. XXXVIII) aboutit à cette conclusion inacceptable que Bořivoj fut bien le premier prince chrétien, mais qu'il ne reçut pas le baptême de Méthode. Cependant, les deux choses sont inséparables : si Bořivoj a été chrétien (et Spangenberg montre qu'il le fut), il s'ensuit que Bořivoj a été baptisé par Méthode. Cf. J. Pekař dans *Č. Č. H.*, t. VI.

1. *Obrana knížete Václava Svatého*. Prague, 1901; comp. mon compte-rendu dans *Č. Č. H.*, t. VIII; je termine l'article en déclarant que c'est un ouvrage fondamental pour l'histoire de la Bohême au x^e siècle.

2. *Nejstarší kronika česká*. Le travail a paru d'abord sous ce titre dans *Č. Č. H.*, t. VIII (1902); puis étendu et remanié, il a paru sous forme de livre

dire, nous avons affaire ici avec une double légende, celle de sainte Ludmila, épouse et veuve de Bořivoj, et celle de saint Wenceslas, son petit-fils (*Vita et passio s. Wenceslai et s. Ludmilae, aviae eius*). Il y a plus : cette légende nous apporte encore la pré-histoire payenne; elle parle des débuts du christianisme en Moravie et en Bohême, de Cyrille et de Méthode, du premier prince chrétien de la Bohême, Bořivoj. C'est pour cela que Jos. Pekař a pu désigner cette légende amplifiée comme la plus ancienne chronique de la Bohême. Quand a-t-elle été rédigée? Si nous interrogeons le texte lui-même, le prologue nous répondra. Ce prologue s'adresse à Adalbert (Vojtěch), deuxième évêque de Prague, le martyr qui trouve la mort en prêchant le Christ aux payens de la Prusse lointaine (997), le troisième saint du peuple tchèque. L'auteur du prologue donne son nom : Christianus¹; il dit qu'il était moine : « Humillimus et omnium monachorum nec dicendus infimus frater. » Son langage montre qu'il a assez conscience de ce qu'il veut faire; il n'est pas satisfait de ce qui a déjà été écrit sur la vie et la mort des deux saints personnages; il veut le compléter, en utilisant surtout le témoignage de la tradition encore vivante. En outre, dans la dédicace, il s'adresse à l'évêque comme à son parent : « Pontifex inclite et nepos carissime. »

Le premier éditeur de cette légende, au xvii^e siècle, Balbin, a donné créance à l'auteur du prologue : la grande légende est du x^e siècle; celui qui l'a écrite est le premier en date des historiens de la Bohême. Cent ans plus tard, la critique commence son œuvre; Gelasius Dobner identifie le moine Christianus du prologue, non pas avec le fils du meurtrier et successeur de saint Wenceslas, que Kosmas connaît sous le nom de Strachkvas et dont il raconte qu'il fut élevé à Ratisbonne, au monastère de Saint-Émeram, et qu'il y fut moine, avec le fils du prince Boleslas I^{er}, que déjà la *Vita Adalberti* connaît comme le moine Christianus². Dobner tient la grande légende pour une compilation composée au xii^e siècle à l'aide de sources plus anciennes. L'érudit qui, après Dobner, peut être considéré comme le second fondateur de la période critique pour l'histo-

(Prague, Bursik et Kohout, 1903); en appendice, l'auteur a donné une nouvelle édition de la légende.

1. *Christianus*, et non *Christannus*, comme Dobner l'a appelé par erreur.

2. Je crois qu'il faut s'en tenir résolument à ceci : ou le prologue est authentique, c'est-à-dire que l'auteur de la grande légende a écrit la légende et le prologue déjà au x^e siècle, et alors c'est le fils du prince, le moine Christianus; ou bien le prologue n'est pas authentique, il n'a pas été composé au x^e siècle, au temps où vivait saint Adalbert, et alors l'auteur du prologue, à quelque époque qu'il ait écrit, a voulu se faire passer pour ce Christianus.

riographie de la Bohême, Jos. Dobrovský, est allé encore plus loin : d'après lui, la légende s'est formée au xiv^e siècle, car nous n'en avons pas de manuscrits antérieurs à cette époque; quant au récit lui-même, tout ce qui ne se rencontre pas dans des textes plus anciens, en particulier dans Gumpold, n'est que fantaisie et mensonge. Pour lui, le « Pseudo-Christianus » est un imposteur. M. Jos. Kalousek estime que c'est là de l'hypercritique. Il admet sans doute que la légende, dans son ensemble, est une œuvre postérieure, composée au xiv^e s., mais que le « Pseudo-Christianus » n'a pas inventé les faits qu'il raconte, qu'il n'est pas un imposteur. Il a utilisé des sources antérieures; ainsi, il a incorporé dans son récit une légende ancienne de sainte Ludmila¹; beaucoup d'autres passages que Dobrovský déclare avoir été inventés par l'auteur se trouvent dans d'autres récits inconnus de Dobrovský et que l'érudition n'a trouvés qu'après lui.

Actuellement, Jos. Pekař veut faire remonter toute la légende au x^e siècle; mais l'opinion un peu naïve de Balbin doit être maintenant remplacée par des convictions scientifiques; l'hypercritique négative de Dobrovský par la critique positive qui crée cette conviction. Voici les principes sur lesquels il fonde sa démonstration : les motifs allégués autrefois par Dobrovský et Dobner ne valent plus aujourd'hui; le prologue ni le récit lui-même ne contiennent rien qui nous empêche de faire remonter la légende au x^e siècle; tout au contraire. L'analyse des sources conduit au même résultat; sans doute, l'auteur de la grande légende a utilisé des légendes antérieures, mais celle de sainte Ludmila, que nous offre un manuscrit du $xiii^e$ siècle, n'y a pas été incorporée; elle a été détachée d'une œuvre plus considérable, qui est précisément la légende amplifiée du « Pseudo-Christianus », que Kosmas (+ 1125) a connue et qu'il a utilisée comme une de ses sources.

Je dois me borner à résumer le plus brièvement possible la suite du travail; mais il convient de dire qu'il contient plus de choses

1. Cette Vie ou plutôt Passion de sainte Ludmila est désignée d'ordinaire comme « Légende de Wattenbach », parce que cet érudit la trouva dans un ms. du $xiii^e$ siècle et fut le premier à la publier (1849). Plus tard, V. Tomek s'efforça de prouver qu'elle fut composée déjà au x^e siècle et qu'elle était plus ancienne que la légende de Gumpold. Les premiers mots montrent que la *Passio* a été détachée d'un ensemble plus considérable : « Mater b. Wenzlai quosdam proceres suos, filios iniquitatis, Tunnam et Gommonem loquor, valida cum manu ad perdendam socrum suam direxit. » Ce récit plus développé est-il déjà la grande légende dans l'état où nous la possédons? Voyez Holder-Egger dans *Mon. Germ. hist.*, SS., t. XV.

qu'on ne peut en mentionner ici; je signalerai en particulier un tableau du développement des légendes fort différent, en ce qui regarde l'époque où elles furent composées, de l'opinion courante. Je voudrais soulever seulement une question, qui me semble d'une particulière importance. Une des nombreuses légendes de saint Wenceslas, que l'on désigne par les mots du début : *Crescente fide*, était considérée jusqu'ici comme un remaniement ancien de la légende de Gumpold. Jos. Kalousek maintient cette opinion; mais J. Pekař est arrivé à des conclusions nouvelles. D'après lui, la légende *Crescente fide* a été justement la source principale de la légende écrite en Italie; elle a été elle-même composée à Ratisbonne, ville qu'au x^e siècle tant de liens rattachaient d'ailleurs à la Bohême; puis, à peine composée, elle parvint à l'évêque de Mantoue, qui la remania dans le style pompeux qui était alors à la mode.

De même que sur le détail et sur l'ensemble des faits contenus dans l'ouvrage de Pekař, il m'est impossible d'insister sur les polémiques suscitées par le livre de Kalousek. L'auteur a rencontré des adversaires, mais aussi des critiques qui ont partagé ses vues en tout ou en partie; les adversaires mêmes ont abandonné la position prise par Jos. Dobrovský. Tous admettent que la grande légende a utilisé des légendes plus anciennes, y compris Jos. Pekař lui-même, qui place dans le nombre non seulement le récit *Crescente fide*, mais encore son remaniement par Gumpold, puis trois autres légendes. Pekař a pris aussi une part très vive à cette polémique²; à ce propos, il a élargi le cercle des questions qui se rattachent à la question principale; en même temps, les matériaux utilisés soit par lui soit par ses adversaires se sont accrus : ce sont pour la plupart des légendes à moitié oubliées ou jusqu'alors inconnues, ou des manuscrits non utilisés de textes déjà connus. La polémique qui dure encore et ne peut être considérée comme achevée pour toutes les

1. Contre Jos. Pekař ont pris la parole Jos. Kalousek (*Osvěta*, t. XXXIII) et Fr. Vacek (*Č. Č. Mus.*, 1903-1904, et dans la revue intitulée *Hlidka*). A l'opinion de Jos. Pekař s'est rallié résolument Alex. Brückner (Bibl. Warszawska, 1903; *Kwartalnik Hist.*, 1903; Beilage zur Allgemeine Zeitung, nov. 1903); Herm. Jireček (*Osvěta*, 1904) peut être aussi rangé parmi ses partisans, bien qu'il ne soit pas nettement prononcé. B. Bretholz a pris une position intermédiaire dans un article intitulé *Kosmas und Christian* (*Zeitschr. Gesch. Mæhrens*, t. IX); il combat l'opinion que Kosmas aurait connu et utilisé la légende, mais il incline à en placer la rédaction au xii^e siècle, aussitôt après Kosmas, tout comme autrefois G. Dobner; d'ailleurs, l'article de B. Bretholz ne se renferme point dans l'examen de cette seule question des rapports de Kosmas.

2. *Č. C. H.*, t. IX-X.

questions porte aussi sur l'importance de la thèse défendue par Pekař, sur les conséquences qu'il en a tirées, lui et d'autres¹. Ici encore, je me contenterai d'une observation : si la grande légende est une œuvre du x^e siècle ou si, pour l'endroit où elle raconte les débuts du christianisme en Bohême, il y a une source ancienne, alors est résolue définitivement une question que j'ai déjà touchée : Bořivoj a été le premier prince chrétien de la Bohême, et il a reçu le baptême des mains de Méthode.

A côté de la grande légende, une autre a aussi, dans ces dernières années, occupé les historiens et plus encore les philologues. Écrite en langue slave, elle a été appelée, du nom de son premier éditeur (1827), la légende de Vostokov. Bien qu'elle soit conservée seulement dans des manuscrits de date assez récente, on la tient pour ancienne, pour la plus ancienne même de toutes celles que nous possédons. Les locutions proprement bohémienues qu'on y remarque (la langue est le vieux slave, le slave d'église) avaient fait croire qu'elle fut composée en Bohême²; on exprime aussi l'opinion, et Vostokov tout le premier, que la légende fut originairement écrite en langue bohémienne. Des manuscrits découverts depuis³ ont conduit à reprendre l'examen de cette légende et des questions connexes et à en donner de nouvelles éditions. Celle de Pastrnek (1903) renseigne, dans l'introduction et dans le commentaire qui accompagnent le texte, sur les travaux concernant cette légende et sur l'état de la question⁴.

1. Si Alex. Brückner prétend réduire l'ancienne tradition populaire à ce que nous trouvons dans la grande légende, et déclare que tout ce qu'il y a de plus dans Kosmas a été inventé par celui-ci, il tombe à son tour dans l'hypercritique que l'on reproche à J. Dobrovský.

2. Une autre opinion vient d'être exprimée dans une étude d'un caractère surtout philologique de V. Vondrák où sont étudiés deux importants textes en slavon ecclésiastique et les idiotismes bohémienus qui s'y rencontrent (*O původu kijevských listů a pražských zlomků*. Prague, 1904). D'après lui, la légende aurait été écrite par un auteur d'origine tchèque (et plus proprement morave) qui connaissait le slavon ecclésiastique et qui vivait dans le sud, en territoire croate.

3. Les trois textes nouvellement découverts sont écrits en caractères glagolitiques. Deux ont été publiés par V. Jagić : l'un à Varsovie (1902), dans les publications de l'Université (*Legenda o sv. Vjač.*); l'autre dans l'*Archiv für slavische Philologie* (1903). Ajoutez un mémoire de V. Vondrák, dans *Č. Mus.* Č. (1903). Le troisième texte a été édité par Pastrnek.

4. *Slovanská legenda o sv. Václavu* (*Věstník de la Société des sciences*, 1903). L'édition a pour base le texte même que Vostokov avait déjà publié. Jos. Pekař, dans son compte-rendu (*Č. Č. H.*, t. IX), donne la préférence à un autre texte qui se trouve dans un recueil de vies de saints formé au

On n'a pas encore, je crois, expliqué pourquoi la Bohême reçut si tard, c'est-à-dire dans la seconde moitié du x^e siècle, un évêché séparé. Les historiens ne se sont pas encore occupés de cette question; ils en ont étudié d'autres, qui toutes, d'ailleurs, se rapportent à la fondation de l'évêché de Prague (vers 970); il y a, sur ce point, de nombreux travaux dus à des auteurs tchèques, allemands et polonais et ils se sont encore multipliés dans les dernières années¹. Tout a donné plus ou moins lieu à des controverses, à commencer par l'année de la fondation. Qu'à cette fondation aient dû contribuer le chef de l'empire, le prince du pays, la cour de Rome, on le conçoit, mais K. Uhlirz n'a voulu voir qu'un côté de la question² quand il n'attribue de valeur qu'au récit d'Otloh dans sa biographie de l'évêque Wolfgang, affranchissant la Bohême de sa dépendance à l'égard de Ratisbonne, à laquelle le pays était jusqu'alors rattaché. A la vérité, Wolfgang eut bien cette part dans la fondation de l'évêché; mais son biographe raconte uniquement ce qui se rapporte à ce fait. Il n'est pourtant pas croyable que l'évêché de Prague se soit formé pour ainsi dire à l'insu du seigneur du pays. Sur les négociations avec la curie, qui n'ont pu manquer de se produire, nous n'avons pas de renseignements directs. La lettre de Jean XIII à Boleslas de Bohême, suspecte depuis longtemps aux historiens, a été fabriquée par Kosmas, par qui seul nous la connaissons. Ainsi que l'a montré M. Dvořák³, elle observe dans son dispositif les usages de la chancellerie pontificale en vigueur au temps où écrivait ce chroniqueur, mais non ceux du x^e siècle. Cependant, l'intérêt des historiens s'est porté depuis des années, non sur la lettre du pape, mais sur le « Privilegium », l'acte constitutif de l'évêché de Prague. Cet acte, nous ne le connaissons pas sous sa forme originale et authentique, mais par une allusion faite dans un diplôme, incontestablement authentique⁴, de l'empereur Henri IV, du 29 avril 1086;

xvi^e siècle par l'archevêque Makarius. Je ferai remarquer que les manuscrits anciens dont il est ici question se trouvent hors de la Bohême (en Russie, dans les pays des Slaves du sud, à Rome) et qu'ils ne viennent pas de Bohême.

1. Un bon exposé du sujet a été donné par Jos. Pekař (*Č. C. H.*, t. X).

2. *Die Errichtung des Prager Bistums* (Mitth. f. Gesch. der Deutschen in Böhmen, t. XXXIX).

3. *O listině papeže Jana XIII* (dans le *Věstník* de la Société des sciences de Prague, 1899). H. Spangenberg, *Die Gründung des Bistums Prag* (Histor. Jahrbuch, 1900), estime que la lettre pontificale est un faux, mais que Kosmas le trouva déjà fabriqué.

4. Ad. Bachmann (Mitt. Inst. f. österr. Gesch., t. XXI) et W. Schulte, *Die*

en vertu de ce diplôme, l'évêché de Moravie est supprimé et incorporé à celui de Prague, ce qui étendait si loin les limites de l'évêché de Prague, telles qu'elles existaient au x^e siècle, qu'outre la Bohême et la Moravie elles englobaient encore des parties importantes de la Pologne et de la Hongrie. La question se pose donc ainsi : lorsqu'en 1085 l'affaire fut discutée au concile de Mayence¹, l'évêque de Prague, Gebhard-Jaromir, frère du roi Wratislas, a-t-il présenté à l'empereur un document ancien et authentique² qui promettait réellement à l'évêché de Prague une si vaste étendue? C'est cette grande étendue précisément qui a suscité les doutes de nombreux historiens, sans compter d'autres données qui ne se rencontrent que dans le récit du chroniqueur. L'authenticité de la charte de fondation a trouvé un défenseur convaincu dans Jos. Kalousek, qui est revenu à nouveau sur le sujet³; dans les rangs des adversaires, nous trouvons au contraire Jos. PEKAŘ parmi les historiens tchèques⁴ et Ch. POTKAŃSKI parmi les Polonais⁵.

Les dernières années ont vu s'accroître aussi les travaux relatifs au second évêque de Prague, saint Vojtěch-Adalbert; mais les questions qui s'y rapportent sont d'une autre nature; elles appartiennent

Gründung des Bistums Prag (Histor. Jahrbuch, 1901), estiment que ce diplôme impérial a été plus tard falsifié en partie par Gebhard.

1. H. Spangenberg, *Die Königskrönung Wratislaws und die angebliche Mainzer Synode des Jahres 1085* (Mitt. Inst. österr. Gesch., t. XX), a cherché à prouver que le concile de Mayence, où Wratislaw reçut la couronne royale et où l'on discuta la question de la réunion des deux évêchés, eut lieu, non pas en 1086, année où fut promulgué le diplôme de Henri IV, mais déjà en 1085.

2. Kosmas ne dit pas expressément que ce fut l'acte original de fondation, et il ne peut en avoir eu l'idée, puisqu'il mentionne à cette occasion le second évêque, Vojtěch-Adalbert.

3. *O listině císaře Jindřicha* (Č. Č. H., t. VIII).

4. Č. Č. H., t. X. Il raisonne ainsi : si Gebhard a réellement présenté un diplôme à Mayence, où « Moure », c'est-à-dire Mailberg, était nommé comme formant la limite du côté de la Bavière, ce diplôme est un faux; le Mailberg n'a pas formé cette limite au x^e siècle.

5. Dans la revue intitulée : *Kwartalnik historyczny*, 1903. Cette discussion se rattache en partie à une autre, à savoir : au temps où fut fondé l'évêché de Prague, l'autorité de Boleslas II s'étendait en Pologne aussi loin que le diocèse, d'après le document en question. Je dis « en partie », car Cracovie se trouvait à cette époque sous la domination bohémienne, ce que nous apprend la relation du voyage d'Ibrahim-ibn-Jakub, conservée dans Al-Bekri. Le sujet a encore été étudié par Fr. Westberg dans les publications de l'Académie de Saint-Petersbourg en 1899 (*Ibrahim-ibn-Jakubs Reisebericht aus dem Jahre 965*), puis en 1903 (en russe).

plutôt à l'histoire littéraire : quel est l'auteur de la plus ancienne *Vita*, de celle qui a été écrite aussitôt après sa mort, une des plus belles vies de saint qu'ait produites le moyen âge en général? Est-ce, comme on l'a généralement admis, Johannes Canaparius, moine, puis abbé († 1004), du monastère de San Alessio au mont Aventin, qui a compté aussi le saint parmi ses membres? Non, a répondu Wojciech Kętrzyński dans un article détaillé, paru en 1898¹; l'auteur de la première *Vita* est le frère de Vojtěch-Adalbert, Radim-Gaudentius. En 1904, le sujet a été repris dans une dissertation spéciale par H.-G. Voigt, que j'ai déjà mentionné dans mon dernier Bulletin comme l'auteur du meilleur livre qu'il y ait sur Adalbert en général. Mais son nouvel ouvrage ne se renferme pas dans l'examen d'une seule question; il attire dans le cercle de ses recherches toutes les autres légendes et Passions et pose de nouveau à peu près toutes les questions agitées par les auteurs anciens et récents au sujet de saint Adalbert². Dans un précédent ouvrage (1898), Voigt tenait résolu-

1. Dans les publications (Rozprawy, t. XXXVII) de l'Académie de Cracovie. Ici encore, W. Kętrzyński présente une série d'autres thèses; une d'elles peut se résumer ainsi : l'auteur de la seconde *Vita* (c'est un remaniement de la première, mais avec beaucoup de détails nouveaux) n'est pas Bruno de Querfurt, mais un moine anonyme de San Alessio, Allemand d'origine saxonne. Cette thèse a été combattue dans *Č. Č. H.*, t. V, par Fr. Hýbl (*Nejstarší Životopisy sv. Vojtěcha*), qui s'était déjà occupé de Bruno dans *Č. Č. H.*, t. IV. Dans son plus ancien article, il défendait aussi, avec de bons arguments, Canaparius comme auteur de la première *Vita*. Voyez encore le compte-rendu, par R. Kaindl, du livre de Voigt dans *Mitt. Inst. österr. Gesch.*, t. XX; l'article de M. Perlbach, intitulé : *Zu der ältesten Lebensbeschreibung des h. Adalbert* (Neues Archiv, t. XXVII); *Analecta Bolland.*, t. XVIII.

2. H.-G. Voigt, *Der Verfasser der Römischen Vita des h. Adalbert* (Prague, Société des sciences, 1904). A propos de cet ouvrage, j'ajouterai les remarques suivantes : l'auteur indique les ouvrages les plus récents sur le sujet, excepté ceux qui sont écrits en langue tchèque; pas une seule fois on n'y trouve mentionnés les deux articles de Fr. Hýbl, qu'il aurait été fort utile de consulter. Voigt tient pour Bruno, en tant qu'auteur de la *Vita* plus récente, contre Kętrzyński. Ce qu'il dit sur les deux recensions, sur l'époque et le lieu de leur composition, se trouve déjà essentiellement dans Fr. Hýbl; d'autre part, il incline, avec Kętrzyński, à attribuer à Bruno un *Liber de passione martyris*, qui est aujourd'hui perdu. Il étudie en détail la *Passio s. Adalberti*, que nous possédons et qu'il faut distinguer du *Liber*. Une autre question est de savoir qui est l'auteur du poème *Quatuor immensi* qui a pour base essentielle la *Vita* (de Canaparius); je remarque que l'opinion exprimée d'abord par Dobner que le chroniqueur Kosmas en est l'auteur a été récemment soutenue par M. Dvůrák (*Č. Č. H.*, t. VII). On a aussi beaucoup étudié dans ces dernières années les ouvrages attribués à saint Adalbert, par exemple la *Passio s. Gorgonii*. Contrairement à Poncelet (*Analecta Bolland.*, t. XVIII), Voigt

ment Canaparius pour l'auteur de la première *Vita*; aujourd'hui, il admet qu'on puisse proposer d'autres noms, par exemple celui de Radim-Gaudentius, et un autre moine et abbé de San Alassio, Leo. Mais ils rencontrent tous trois un dangereux rival dans la personne de Gerbert, qui fut le pape Silvestre II. Si étonnant que le fait paraisse, il n'est pas nouveau, puisque d'anciens manuscrits italiens désignent déjà le pape comme l'auteur de la *Vita*. Voigt présente toute une série d'arguments en faveur de cette opinion; en premier lieu, la comparaison de style de la *Vita* avec celui des autres œuvres de Gerbert; mais je dois avouer que je continue de tenir pour Canaparius.

A l'histoire de la Bohême au x^e siècle se rapporte encore un article de K. UHLIRZ sur les événements militaires des années 976 et 977¹. Pour celle des xi^e et xii^e siècles, il y a peu de chose à signaler². Nous sommes moins indigents pour le xiii^e; je mentionnerai un article de l'auteur du présent Bulletin sur la bulle d'or de Frédéric II pour la Bohême, de l'année 1212³, et un autre de B. BRETHOLZ sur un diplôme du même souverain pour le margrave de Moravie, qui confère à celui-ci l'investiture de « Mocran et Mocran⁴ ». La première pensée qui vient à l'esprit est que le texte est erroné; au lieu de ce membre de phrase « Mocran et Mocran », impossible par sa tautologie, on propose de lire « marchionatum Moraviae »; mais, d'autre part, il faut bien se dire que ces mots se trouvent dans un

incline à croire que saint Adalbert en est l'auteur. J'ajouterai, en terminant, que Voigt a aussi traité assez en détail les questions relatives aux origines de l'évêché de Prague.

1. *Die Kriegezüge K. Otto II nach Böhmen in den J. 976 u. 977* (dans le Festschrift d. Vereins f. Geschichte d. Deutschen in Böhmen, 1902). Voyez aussi K. Uhlirz, *Jahrbücher d. deutschen Reiches unter Otto II und Otto III*, Bd. I (Leipzig, 1903) et le compte-rendu que j'ai donné de ce volume dans *Č. Č. H.*, t. IX.

2. Fr. Klíma, *Břetislav I*, dans le programme du Gymnase de Píbram, 1901, 1902.

3. Jar. Goll, *K vjkladu privilegia Fridricha II pro Království České*, dans le *Věstník* de la Société des sciences, 1903. Je me suis proposé d'y montrer entre autres comment Ad. Bachmann (*Böhm. Geschichte*, p. 387) en est venu à interpréter tout à fait à tort la phrase « *ab ipsis in regem electus* », en comprenant comme s'il y avait « *ex ipsis* », c'est-à-dire élu dans la famille des Premyslides, et non « *ab ipsis* », c'est-à-dire élu par les Bohémiens. L'article traite encore du rapport entre le diplôme et les diplômes antérieurs de Philippe de Souabe et d'Otton IV, dont l'existence s'y trouve impliquée, et aussi de l'importance d'un autre diplôme de Frédéric II, du 26 juillet 1216.

4. B. Bertholz, *Mocran et Mocran* (Mitt. d. Instit. f. österr. G. Ergänzungsband, VI). Cf. G. Friedrich, dans *Č. Č. H.*, t. VII.

document original. Malgré tout, B. Bretholz tient la correction pour nécessaire, et il montre comment la faute a pu être commise. — Sur le très important conseiller et homme d'État de Přemysl, Ottocar II, l'évêque d'Olmütz, Bruno, nous avons une étude de M. EISLER¹; nous y noterons un point particulier. Dans un court article des *Mittheilungen* de l'Institut historique d'Autriche (t. XXIII), j'ai attiré l'attention sur le fait qu'on a jusqu'ici faussement interprété le mémoire composé par Bruno en 1273 pour le pape Grégoire et le concile de Lyon; le futur empereur dont il y est question n'est pas le roi de Bohême, mais Alfonse de Castille; après l'élection de Rodolphe de Habsbourg, Ottocar ne s'abandonna pas à l'illusion qu'il pourrait le chasser et devenir empereur, mais il eut l'espoir et sans doute aussi l'illusion que le pape Grégoire reconnaîtrait Alfonse, avec qui les prédécesseurs de Grégoire ont négocié pendant plusieurs années à ce sujet. M. Eisler s'en tient à l'interprétation traditionnelle; à tort selon moi, car je pense que ma manière de voir demeure la seule acceptable. Il importe peu qu'on ait mis si longtemps à s'en apercevoir, car il arrive qu'une erreur une fois commise se maintienne longtemps avec opiniâtreté. L'article de M. Eisler n'est pas encore terminé; la seconde partie, plus importante, traitera de Bruno considéré comme évêque. Bruno a introduit la féodalité dans son évêché, sur le modèle de l'archevêché de Magdebourg, où il avait été chanoine². — Pour l'époque de Wenceslas II (1278-1305), il faut mentionner les travaux de W. PFEFFER³ et de F. GRÄBNER⁴. — La principale source pour l'histoire de la Bohême sous les deux derniers rois de l'ancienne dynastie et pour le début de la période suivante est, comme on sait, le *Chronicon Aulae regiae*. Ce qui donne à la traduction tchèque de cette chronique par J.-V. NOVÁK une valeur originale, c'est l'introduction par V. NOVOTNÝ⁵; il y discute, entre autres questions, les opinions présentées par ceux qui se sont occupés avant lui de la chronique⁶, sur l'époque où l'abbé Pierre rédigea

1. Dans la *Zeitschrift d. Vereins f. Geschichte Mährens und Schlesiens*, 1904.

2. Sur ce sujet, voyez K. Lechner, *Die ältesten Belehnungs- und Lehensgerichtsbücher des Bistums Olmütz*. Brünn, 1902.

3. *Die Böhmisches Politik unter K. Wenzel II.* Halle, 1901.

4. *Böhmisches Politik, vom Tode Ottokars II bis zum Aussterben des Přemysliden* (dans les *Mitt. d. Vereins f. Gesch. d. Deutschen in Böhmen*, t. XLI et XLII).

5. *Kronika Zbrazlavská*. Prague, 1905. L'appendice contient des corrections à l'édition du *Chronicon A. R.* de J. Emler.

6. Outre Loserth, Emler et Bachmann, c'est A. Seibt; dans ses *Studien zu den Königssaler Geschichtsquellen*, ce dernier a montré, contre Loserth, que,

les parties dont il est l'auteur. — Pour l'histoire de Wenceslas IV, je noterai les deux articles où A. POLÁK, s'appuyant surtout sur les *Deutsche Reichstagsakten*, expose la politique ecclésiastique du roi au temps du grand schisme¹.

I. GOLL.

(Sera continué.)

dans les parties versifiées de la chronique, on ne trouve pas seulement des réflexions sur les faits, mais aussi le récit de certains faits; d'autre part, il a exagéré l'importance de ces vers et parfois il les a mal compris. Voyez le compte-rendu par V. Novotný dans *Č. Č. H.*, t. VII. Les études d'A. Seibt ont paru en 1898 dans les *Prager Studien aus dem Gebiete der Geschichtswissenschaft*, dirigés par A. Bachmann. Sans importance est l'étude de Th. Hoschek, *Der Abt von Königssal und Königin Elisabeth* (n° 5 du même recueil). Cf. Loserth, dans *Zeitschrift f. österr. Gymn.*, 1902.

1. *Čas. Mus. Mor.*, 1904. Ajoutez l'article de S. Steinherz, *Das Schisma von 1378 und die Haltung Karls IV*, dans les *Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.*, 1900, qui complète sur ce point ce qu'on trouve dans Valois et dans Gayet.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Edmond DEMOLINS. **Les grandes routes des peuples. Essai de géographie sociale. Comment la route crée le type social.** Tome I : *les Routes de l'antiquité*. Paris, Firmin-Didot, 1904. In-8°, XII-462 pages.

Heureux les hommes qui peuvent inventer des « sciences nouvelles » et renouveler encore la géographie ou découvrir l'anthropogéographie après Ratzel et tant d'autres ! Voici comment M. Demolins vante dans sa préface les conclusions de son livre : « Si on veut bien me suivre à travers les pages de cet ouvrage, je crois qu'on arrivera à constater que cette nouvelle explication du monde modifie singulièrement la conception que nous nous faisons de la géographie et de l'histoire. La géographie cesse d'être une aride nomenclature..., elle explique la nature et le rôle social de ces diverses routes et par conséquent l'origine des diverses races. Elle devient ainsi le facteur primordial de la constitution des sociétés humaines. L'histoire cesse d'être le récit d'événements inexplicables et inexplicables..., elle aboutit à la plus haute et à la plus exacte des philosophies... Mais voilà de bien grands mots et des promesses bien pompeuses ! Le lecteur n'est pas tenu de me croire sur parole et il a le droit d'exiger des preuves. J'ose croire qu'il pourra les trouver dans les pages qui suivent. » Cette réclame immodeste nous fait attendre beaucoup, et, d'autre part, les sciences nouvelles nous ont rendus exigeants. Dès que l'on nous parle de science, il nous faut des documents, et tout au moins une description précise de faits, plus ou moins certains, mais connus aussi bien que possible, et il faut avouer qu'en général l'exposé des faits nous fait préjuger de la valeur des conclusions. Or, c'est là le point faible du livre de M. Demolins. Son ethnographie paraît être singulièrement incomplète, et comme il cite ses auteurs, souvent même des livres de troisième main, on ne peut pas lui reprocher de voiler les lacunes de sa documentation. Elles sont telles qu'il serait ridicule de vouloir les indiquer avec plus de précision. On s'étonne de la quantité de lois que M. Demolins arrive à échafauder sur des substructions aussi nuageuses, et l'on admire qu'il ait réussi, comme il l'annonce au début de sa préface, à résoudre avec si peu de données le problème du monde.

« Nous nous rencontrons, sans autre préoccupation que celle de la science, lit-on (p. 146), avec les traditions les plus anciennes, les plus générales et les plus respectables de l'humanité, qui font venir les premiers hommes des plateaux de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, voi-

sins des régions de l'Asie où évolue depuis l'origine du monde le groupe principal des sociétés pastorales. » Ainsi, les routes dont il s'agit ici, ce sont les divers secteurs qui rayonnent autour du plateau central de l'Asie et dans lesquels se sont répandus les peuples divers sortis de l'arche de Noé. Quel dommage que M. Demolins n'ait pas plus de style! C'était là le sujet d'un beau livre. Si l'on fait abstraction de cette théorie, depuis longtemps battue en brèche, de l'origine des races humaines, la route n'est autre chose que le terrain de parcours et l'aire d'expansion des pasteurs tartares, des commerçants arabes, des matelots méditerranéens, des agriculteurs chinois, des chasseurs américains et des pêcheurs samoyèdes. Car il ne s'agit pas du tout ici des phénomènes sociaux auxquels donnent lieu les routes de commerce, les points de passages, et qui doivent attirer l'attention des géographes. Autrement dit, on réédite une idée qui n'a rien de neuf, à savoir que les conditions d'existence d'un peuple et toutes leurs conséquences dépendent étroitement du milieu où il vit. Il serait déjà fort honorable d'expliquer, comme l'auteur tente de le faire, la déduction des conséquences. Si l'on passe sur les prétentions scientifiques du livre, trop complaisamment étalées et trop peu justifiées, on y trouvera un grand nombre d'hypothèses ingénieuses et qu'on aimerait à voir mieux exprimées. Les chapitres sur les toundras, sur la route des déserts et sur les chasseurs américains sont particulièrement recommandables.

H. HUBERT.

Edmond DEMOLINS. Les grandes routes des peuples. Essai de géographie sociale. Comment la route crée le type social. Tome II : les Routes du monde moderne. Firmin-Didot, 1903; in-8°, 540 pages et carte.

L'état des sociétés primitives est l'état nomade; les familles patriarcales vivent, dans les steppes de l'Asie centrale, des produits de leurs troupeaux; elles vont refluer en Europe par diverses routes; les conditions de milieu, la route qu'elles suivent amènent les changements sociaux que nous observons dans les peuples d'Europe.

M. Demolins nous présente d'abord deux types de transition : le Bachkir demi-nomade, qui, ne pouvant vivre uniquement du produit de ses troupeaux, sur un sol où l'espace manque, se livre à une sorte de petite culture aussi rapprochée que possible de la cueillette. La culture maraîchère donne plus de stabilité à la famille; la tente devient une maison. La prolongation du travail amène la prolongation ou l'appropriation du sol; la propriété des foyers se constitue; celle des terres tend à se développer. Une sélection se fait entre les familles, selon leurs capacités et leur prévoyance. Enfin paraissent des embryons d'organismes sociaux, dépassant la famille, pour la culture intellectuelle, la religion et quelques autres services publics.

Un autre type de transition, la famille patriarcale de Haourân, présente des formes nouvelles : la culture des céréales, permettant d'accumuler la richesse, amène le perfectionnement de l'outillage, l'emploi des animaux comme force motrice, une industrie plus complexe pour élaborer les céréales, l'extension de bâtiments plus stables et plus vastes, enfin la formation d'un patronage, les plus capables dirigeant les imprévoyants ; le voisinage se complique, les services publics se développent.

Suit un examen de l'industrie des communautés ambulantes, manufacturant chez leurs clients les matières qu'on leur fournit. Dans une société plus stable, la fabrication devient stable, elle aussi ; le capital intervient, la concurrence et le progrès des méthodes. Enfin la machine apparaît et avec elle la fabrication patronale : le petit atelier, la fabrique collective, enfin le grand atelier.

Ceci dit, M. D. étudie la formation des peuples d'Europe.

Le Finnois a pris la route du Nord. La pauvreté et l'éparpillement des ressources naturelles fait que chez lui la population est peu dense. La culture tient encore beaucoup de la cueillette. La vie en communautés réduites et relativement isolées voue cette race à l'oppression.

Les Slaves du Nord ont suivi la grande plaine Ponto-Boréale, sont devenus agriculteurs, gardant la forme communautaire que domine la communauté juxtaposée du *Mir*. Les influences d'une autre race, particulariste, les ont attachés au sol par une organisation politique et administrative.

Les Slaves du Sud, par la route des Balkans, ont été rejetés de l'autre côté du Danube et sont devenus des agriculteurs purs. Chez eux, la propriété devient perpétuelle ; la propriété particulière apparaît au sein de la propriété communautaire. La hiérarchie se développe (la *Zadruga*, etc.).

Les Turcs venus par la même route vivront aux dépens des Slaves du Sud sans être obligés de subir la même transformation. Ils gardent leur caractère nomade et compriment la population dont ils vivent par une organisation militaire forte, mais peu solide, et l'influence de leurs lettrés religieux (*Ulémas*).

Viennent les types de l'Europe méridionale. La route de la mer a transformé les pasteurs en commerçants ; ils gardent la famille patriarcale et des aptitudes à la méditation et à la philosophie. Les colonies forment des villes : l'organisation de la cité unit un certain nombre de familles agglomérées, crée des écoles, des pouvoirs publics démocratiques ou aristocratiques. Les luttes politiques apparaissent.

La montagne forme le type pasteur réduit, exploité par la ville de commerce qui parfois lui fournit une riche proie (les brigands).

Des conquérants, les Normands particularistes, dans l'Italie méridionale, fondent leur empire par la force, attachent étroitement l'homme à la terre, en ce pays où la cueillette facile fait négliger l'agriculture, et fusionnent par des mariages avec les populations soumises.

C'est maintenant l'histoire des Celtes, venus, en plusieurs vagues, par la route de la vallée du Danube. Ils arrivent avec leurs troupeaux réduits et leur civilisation néolithique. Les pasteurs stables triomphent des chasseurs instables (paléolithiques). Les forêts traversées ont réduit les troupeaux ; le porc a pris une importance considérable. La culture se développe ; les habitudes patriarcales fondent les villages. La bête de trait et le chariot apparaissent. Le bœuf est substitué au cheval. Les riches, assez heureux pour garder des chevaux, constituent une aristocratie militaire opposée à l'autorité des patriarches, constituée en pouvoir religieux ; le régime politique du clan prend une énorme importance, amène des luttes internationales..., les Romains seront vainqueurs.

Enfin les types de l'Europe occidentale, formés en Scandinavie, où les pasteurs agriculteurs deviennent pêcheurs, puis marins, nous montrent les familles particularistes, en leurs domaines petits, isolés les uns des autres, se suffisant à eux-mêmes (domaine plein), lançant sur toute l'Europe les migrations particularistes qui leur permettent de se débarrasser de leur excès de population. Les types franc, saxon, normand en dérivent et l'avenir semble devoir leur appartenir.

Tout ceci postule deux hypothèses :

1° L'homme a vécu d'abord, — et sans doute a été créé, — au centre de l'Asie ;

2° La première forme sociale est la famille patriarcale des pasteurs nomades.

Non seulement rien ne permet de vérifier ces hypothèses, mais les faits connus semblent les contredire formellement. Les plus anciennes traces humaines n'ont pas été retrouvées dans l'Asie centrale, et, d'autre part, nous connaissons des formes de société beaucoup plus simples que la famille patriarcale et que nous devons considérer comme logiquement antérieures. Ce travail de M. D. ne semble pas exclusivement scientifique. Des notions, banales actuellement en sociologie, paraissent inconnues à l'auteur, qui les découvre en leur donnant des noms nouveaux. Ainsi, dans sa préface, il nous avertit que « le mot de route... désigne non seulement les régions parcourues par les migrations des peuples, mais encore (et surtout?) le lieu où ces peuples se sont établis » (p. v).

De même, p. 348 et suiv. : « La descendance ne constitue pas la race... La naissance... fixe le lieu qui agira sur la formation..., l'Éducation..., le Métier... et les autres influences sociales... »

Le terme de « clan » lui sert à définir le régime gaulois désigné par les Romains sous le nom de *Familia*, comprenant les *Devoti*, les *Ambacti*, les *Oberati* et les *Clientes*, luttant pour le pouvoir politique contre les autres *Familiae* (chap. III, p. 395. Cf. pour le « clan » des cités de l'Italie méridionale, p. 268). On pourrait multiplier ces exemples.

L'école de Le Play, à laquelle appartient M. D., a été entraînée dans une voie beaucoup trop étroite par son fondateur. Le Play, intelligent, homme

de bien et catholique, en employant sa méthode d'observation, n'avait pas tant comme but d'établir une « science sociale » que de chercher un remède à un état de choses qui lui paraissait défectueux. Outre qu'il parlait d'un certain nombre d'idées préconçues, son observation ne pouvait être que partielle et très incomplète. Et nous devons reconnaître que, si la méthode de Le Play a été mieux systématisée par M. de Tourville, elle n'a cependant pas fait les progrès qu'on était en droit d'en attendre. Seule, la prétention de tout expliquer s'est accrue démesurément. Que l'on compare les monographies de cette école avec les publications américaines, et on se rendra compte du danger d'une méthode trop étroite et sans critique externe.

Dans le livre de M. D. nous retrouvons, grossis, tous les défauts de Le Play : généralisations téméraires, ignorance de faits observés d'autre part, abus de l'imagination et surtout un ton de dogmatisme bien peu de mise en telle matière. Si M. D. avait fait une étude plus approfondie des documents archéologiques, il se fût aperçu que c'est à peine si aujourd'hui nous pouvons entrevoir quelques-unes des migrations préhistoriques des peuples, et que d'ailleurs ces migrations s'accordent assez mal avec ses hypothèses. Présenté sous forme de roman, le livre de M. D. eût été louable. Il renferme beaucoup de vues ingénieuses, d'analyses fines, parfois amusantes.

Il est à craindre que cette allure dogmatique, ces vaticinations infailles sur l'avenir, cette confiance exagérée en soi n'attirent à la « science sociale » des esprits plus capables de se contenter d'affirmations fortes que de collaborer à l'établissement d'une science, et n'en éloignent les travailleurs consciencieux et réfléchis.

R. CHAILLÉ.

Giovanni OBERZINER. *Origine della plebe Romana*. Leipzig, Brockhaus; Gênes, Sordomuti, 1904. In-8°, 232 pages.

Cette étude sur l'origine de la plèbe romaine sort de l'ornière habituelle. Après avoir montré que les renseignements fournis sur cette matière par les historiens latins et grecs, en particulier par Tite-Live et Denys d'Halicarnasse, sont essentiellement confus et contradictoires, que les souvenirs authentiques de l'époque primitive ont été profondément altérés par l'intrusion des légendes grecques et de la légende d'Énée, qui a supplanté de très bonne heure celle de Romulus; après avoir énuméré et rejeté tous les systèmes proposés depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, M. Oberziner expose sa théorie, qu'il a su rendre originale et neuve par l'emploi de l'archéologie et des découvertes préhistoriques. D'après lui, ces différences si profondes qui séparent jusqu'à la fin de la République les patriciens et les plébéiens ne peuvent s'expliquer par de simples inégalités politiques et sociales dans le sein d'une même race. La plèbe n'est pas, comme l'a pensé

Mommsen, une dérivation de la clientèle, puisqu'à l'époque historique la clientèle et le plébéiat sont deux institutions distinctes. Malgré la présence incontestable de beaucoup d'éléments étrusques dans la légende et les institutions de Romulus, la plèbe ne représente pas non plus un élément étrusque. En réalité, il y a en présence deux races, une race primitive et une race conquérante, comme le montre la légende d'Hercule et de Cacus, qui paraît avoir un sens historique plutôt que mythologique. La population primitive, composée soit de Sicules, soit de Ligures, est celle qui a habité les cavernes de l'époque néolithique, vivant de la chasse, pratiquant la trépanation du crâne, adorant des idoles de terre cuite, inhumant ses morts et peignant leurs squelettes en rouge. Le peuple conquérant, les Italiotes, comme on les appelle généralement aujourd'hui, sont venus probablement par la vallée de l'Adige; ce sont les habitants des *terremares* de la vallée du Pô pendant l'âge de bronze. Quand ils arrivent dans le Latium, ils en sont déjà au premier âge du fer, ils bâtissent leurs cabanes sur des collines fortifiées, pratiquent l'incinération des morts, un culte purement symbolique où il n'y a pas de représentations anthropomorphiques de la divinité, connaissent probablement déjà le *templum*, sont depuis très longtemps agriculteurs, comme le prouve la parenté des mots grecs et latins relatifs à l'agriculture. Ces conquérants, bien armés, triomphent aisément des indigènes qui sont réduits, comme les populations primitives de la Grèce, à une condition inférieure, mais gardent cependant leur liberté personnelle, leur culte et forment une classe spéciale en face des patriciens. Malgré les progrès politiques et sociaux des plébéiens, la distinction des deux populations ne s'effacera jamais complètement.

M. O. ne nous paraît pas avoir prouvé entièrement sa thèse. La liste des cultes qu'il attribue aux plébéiens (Jupiter, Neptune, Mars, Gradivus, Vulcanus, Védus, Summanus, Cérès, Liber, Libera, Vénus, Mercurius, etc.) est passablement arbitraire. Il en est de même des quelques traits du droit plébéien primitif qu'il croit pouvoir retrouver, par exemple l'absence d'une puissance paternelle, analogue à celle des patriciens, et l'absence de la *manus* dans le mariage. Il est bien évident que les populations primitives du Latium, antérieures aux Italiotes, ont formé une partie de la plèbe, mais sans doute après une longue évolution dont nous ne connaissons pas les phases; la plèbe a dû comprendre d'autres éléments; M. O. reconnaît lui-même que les Italiotes étaient déjà divisés à leur arrivée en nobles et en clients. Rien n'empêche d'admettre que les indigènes ont passé aussi par l'état de clients avant de devenir des plébéiens. L'origine de la plèbe est un des points les plus obscurs de l'histoire primitive de Rome. En tout cas, M. O. a eu le mérite de réunir, d'interpréter avec perspicacité les documents archéologiques, de relier d'une manière précise la *préhistoire* à l'histoire.

Ch. LÉCRIVAIN.

Francesco-Paolo GAROFALO, prof. nell' Università di Napoli. *Studi storici*. Nola, Fr. Zammit, tipografo editore, 1904.

M. Garofalo, professeur à l'Université de Naples, est un des représentants les plus distingués et les plus actifs de la nouvelle école de philologie italienne. Sa curiosité, qui aime à se disperser dans tous les sens, s'est plusieurs fois portée, avec une prédilection marquée, sur les questions intéressant l'organisation des provinces occidentales de l'empire romain, et notamment sur celles qui touchent à notre patrie. Sur les huit dissertations réunies dans cette brochure de 115 pages, cinq se rapportent à ce dernier objet ; deux concernent l'Espagne ; une seulement, *Studi sull' Itinerarium Antonini*, appelle notre attention vers l'Europe orientale et l'Asie. Des deux dissertations relatives à l'Espagne, l'une est un recueil d'inscriptions, l'autre est consacrée à l'interprétation du texte de Strabon (III, 4, 20) sur la constitution des trois diocèses de l'Espagne citérieure par Auguste. On sait que ces trois diocèses ont été, depuis Claude, réduits à deux, la Gallécie et l'Asturie d'une part, la Tarragonaise de l'autre. Il s'agit d'examiner comment était réglée, avant cette date, la triple division de la province. Le texte de Strabon paraît assez clair. Il distingue : 1° l'ancienne Lusitanie, nouvellement appelée Gallécie, à laquelle il rattache l'Asturie et la Cantabrie ; 2° la région montagneuse qui s'étend de là jusqu'aux Pyrénées ; 3° le pays intérieur, τῇ μεσότητι. Cette distribution présente néanmoins des difficultés sur lesquelles M. Garofalo aurait bien fait de s'expliquer, au lieu de les supposer connues en laissant à son lecteur le soin de se débrouiller. Mais il se contente de donner les deux hypothèses émises par ses prédécesseurs : Hübner, qui incorpore l'Asturie à la Gallécie en détachant la Cantabrie ; Kornemann, d'après lequel la Gallécie toute seule aurait formé le premier diocèse, l'Asturie et la Cantabrie contribuant à former le second. Ni l'une ni l'autre ne le satisfont. Il croit que le premier diocèse comprenait la Gallécie et l'Asturie, et peut-être aussi, mais à l'origine seulement, la Cantabrie qui, pour avoir pris part au soulèvement de l'Asturie, aurait dû être, pendant quelque temps, soumise au même régime militaire et administratif. Il se pourrait aussi, ajoute-t-il, que le rattachement de la Cantabrie à l'Asturie fût tout simplement une erreur de Strabon suggérée précisément par le fait de cette commune révolte. Puis la Cantabrie aurait été annexée au deuxième diocèse formé par la région pyrénéenne. — Nous arrivons aux dissertations concernant la Gaule. Il n'y a rien de très nouveau, il faut le reconnaître, dans celle qui a pour titre : *Sulla storia di Massalia*, non plus que dans l'appendice sur Carthage et Syracuse. Ce sont des résumés très sommaires, bien documentés, sur le développement de la puissance maritime des trois grandes cités méditerranéennes. Sur le siège de Marseille par César, nous relevons quelques noms de généraux massaliotes fournis par les scholies de

Lucain. Sont-ils inédits? Nous n'oserions l'affirmer. — A propos de l'Aquitaine (*Sulla provincia Aquitania*), M. Garofalo maintient pour le vers de Tibulle (I, 7, 11) la lecture *Testis Arar Rhodanusque celer magnusque Garumna*, contrairement à la correction *Testis Atur Duranusque* déjà proposée par Scaliger, puis reprise et défendue par O. Hirschfeld (*Aquitania in der Römerzeit*, p. 6-7, 434-435 des *Sitzungsberichte* de l'Académie de Berlin). Son raisonnement, qu'il présente d'ailleurs avec une certaine timidité, ne semble pas devoir prévaloir contre les arguments développés par le savant allemand. Qu'il me soit permis ici de placer un mot *pro domo*. M. Garofalo, qui croit la division de la *Gallia comata* en trois provinces contemporaine de l'organisation de la Narbonnaise et qui, par conséquent, la fait remonter à l'an 27 av. J.-C., me reproche de m'être contredit sur ce point en commençant par dater de l'an 27 l'organisation définitive de la Gaule, puis en rejetant à une date ultérieure (16-13), « pour suivre Mommsen », la division en trois provinces des contrées soumises par César (*Hist. de France*, I, p. 129). La vérité, c'est que j'ai dit ceci : l'année 27 est celle où la monarchie impériale est fondée. La même année est celle qui a vu le triomphe de Messala. La Gaule est pacifiée. Le moment est venu de lui donner son organisation définitive. Mais je n'ai pas dit que cette organisation ait été complète dès 27. J'ai dit que le travail entamé en 27 pour la Narbonnaise par Auguste, lors du séjour qu'il fit à Narbonne, fut continué et achevé par lui pour la *Gallia comata* entre 16 et 13, pendant les trois ans où il résida à Lyon. — Les deux dissertations dont il nous reste à parler sont celles qui apportent les conclusions les plus importantes et les mieux établies. I, *Sul numero degli Helvetii e soci*. M. Garofalo s'attache à justifier, contre Strabon et Orose, les chiffres de César (I, 29). Ces chiffres sont les suivants : 368,000 individus pour la masse des émigrants, dont un effectif d'environ 92,000 combattants. Sur ce nombre, 110,000 individus renvoyés dans leurs foyers. Strabon (IV, 3, 3) nous dit que 400,000 individus succombèrent et que 8,000 rentrèrent dans leur pays. Il y a là une double confusion : 1° Strabon applique aux victimes de la guerre le chiffre qui est celui de la population totale (368,000, chiffre rond 400,000). 2° Le chiffre de 8,000 doit être un chiffre partiel représentant peut-être le total des 110,000. Orose (VI, 7, 5) dit que la population totale s'élevait à 157,000 individus, dont 47,000 périrent et dont 110,000 furent autorisés à s'en retourner. Voici comment il est arrivé à ces évaluations. Il a emprunté à César le chiffre des 110,000 et à une autre source celui des 47,000. Puis, additionnant les deux, il a obtenu celui de 157,000. Le chiffre de 47,000 est donc le seul dont il y ait à tenir compte. Dans la source à laquelle notre auteur a eu recours, il s'appliquait vraisemblablement aux seuls combattants tués sur les champs de bataille, tandis que celui de César devait comprendre tous les disparus pour des causes diverses, hommes, femmes, vieillards, enfants. — II, *Intorno ai pagl*. M. Garofalo revient ici sur une question qu'il avait abordée déjà précédemment

à propos des Helvètes (*Sugli Helvetii*, Catana, 1900), et qui tend à prendre une importance capitale dans le problème de la formation de notre nationalité. De plus en plus, les *pagi* nous apparaissent comme les éléments primaires, les molécules ethniques dont le rapprochement a formé la cité, et dont l'histoire, traversant les âges, nous fait remonter d'une part jusqu'aux plus anciennes migrations des Celtes et, de l'autre, nous conduit jusqu'aux individualités encore vivaces de nos « pays » actuels. On peut lire là-dessus les observations pénétrantes de M. Jullian dans la *Revue des Études anciennes* (1901). M. Garofalo montre après lui comment le mouvement de concentration, ébauché au temps de l'indépendance, se poursuit sous la domination romaine pour aboutir à la création de la commune sur le modèle italique, et non sans laisser subsister plus d'un compromis entre les institutions indigènes et étrangères. Il a eu, de plus, l'heureuse idée d'illustrer par la comparaison avec les Galates d'Asie Mineure nos données si malheureusement insuffisantes sur le régime du *pagus* gaulois. Nous pouvons entrevoir en effet, chez ces enfants perdus de la famille celtique, les phases successives d'une évolution qui se dérobe à nos regards dans la Gaule proprement dite. Dans cette constitution décrite par Strabon, et qui représente évidemment le dernier effort tenté par ces bandes errantes pour consolider, par un gouvernement plus centralisé, les résultats de la conquête, dans cet état fédéré avec ses trois peuples divisés chacun en quatre tétarchies, nous saisissons avec ce dernier groupement le noyau primitif, lequel n'est autre que le *pagus*. Car ces mots tétarchie, tétarques, sont des termes d'emprunt substitués tardivement aux vocables de la langue nationale. Le mot employé par Polybe au lieu de tétarque est Βασιλεύς (XXII, 20). Le *pagus* avait donc un roi, et de cette royauté il est resté une trace au temps de César, chez les Éburons, dans la coexistence de leurs deux rois Ambiorix et Catuvolcus, préposés chacun à une moitié de la cité : « Catuvolcus rex dimidia partis Eburonum » (VI, 31).

G. BLOCH.

André MICHEL. *Histoire de l'art depuis les premiers temps chrétiens jusqu'à nos jours*. T. I : *Des débuts de l'art chrétien à la fin de la période romane*, 1^{re} partie. Paris, Armand Colin, 1905. Gr. in-8°, 440 pages et 207 grav. (L'ouvrage paraît par livraisons à 4 fr. 50.)

C'est une belle entreprise que vient de commencer M. André Michel. C'est aussi une tâche ardue, et il ne faut pas moins que tout son savoir et toute son ardeur pour en assurer le succès. S'il est une partie de l'histoire où les synthèses sont particulièrement difficiles, c'est bien en histoire de l'art. La diversité des monuments artistiques, leur dispersion aboutissent à une division infinie du travail scientifique. La mul-

tiplicité incohérente des monographies est loin d'atteindre celle des monuments. De plus, en art plus qu'ailleurs, c'est une des infirmités de l'histoire de ne pouvoir donner une « image intégrale » du passé, mais seulement une interprétation de témoignages disparates, — parfois quelques pages de manuscrits ou quelques boucles de ceinturon, — et qui doivent d'avoir survécu à de purs hasards, nullement à leur importance. Surtout pour les époques lointaines, il y a entre ce que l'art nous a laissé et ce qu'il a dû être réellement une différence telle que toute reconstitution semble hasardeuse et même impossible aux esprits prudents et soucieux avant tout d'exactitude. Et pourtant l'intelligence n'est satisfaite que lorsqu'elle voit comment se raccorder tous ces fragments disparates. Cette cohésion que chaque auteur cherche à mettre dans son étude particulière, c'est M. André Michel qui l'assure entre tous les chapitres. Mais on voit combien est complexe ce que l'on comprend sous le titre habituel d'histoire de l'art.

La première partie du tome I, qui vient de paraître, prend l'histoire de l'art aux premiers temps chrétiens et la conduit jusqu'au ^xe siècle, époque de confusion et d'obscurité. Des religions, des races, des civilisations se heurtent ou se mêlent. Les monuments de l'art racontent, avec bien des lacunes, cette histoire à leur façon. La manière dont le récit est conduit donne toute garantie pour les tomes suivants, car ce livre était certainement le plus difficile à construire. Cependant, si on voulait chicaner, ne pourrait-on pas regretter que le chapitre sur l'art byzantin n'ait pas été placé sinon tout à fait en tête, au moins après l'étude sur les catacombes. Il est, à plusieurs reprises, fait allusion à l'influence byzantine, alors que nous ne connaissons pas encore Byzance. Lorsque deux arts sont contemporains, c'est celui qui influe sur l'autre qui, semble-t-il, doit logiquement passer d'abord. De plus, on aurait évité de couper l'histoire de l'art mérovingien et carolingien en deux parties que sépare le chapitre sur l'empire d'Orient. Malgré la différence qu'il y a entre la miniature et l'architecture, il me semble de bonne méthode de ne pas séparer ce qui s'est développé au même moment, dans le même pays. — Cette critique n'a d'ailleurs rien de grave et, malgré tout, la composition de l'ouvrage reste nette.

M. Pératé raconte les premiers essais de l'art chrétien. Son exposition est lucide, parfaitement ordonnée; le récit est vivant et attachant. Rarement la science se présente-t-elle d'aussi bonne grâce. Rien ne nous fait mieux connaître que l'art la vie des premiers chrétiens. Pourchassé par les persécutions, le culte s'est réfugié sous terre, auprès des morts. Sous la Rome païenne, une Rome chrétienne se creuse. C'est dans les catacombes que l'on trouve les origines de l'art chrétien. Mais l'idée religieuse agit longtemps avant d'avoir trouvé une expression artistique qui lui soit propre, et à ses débuts l'art chrétien n'est que l'art païen accommodé à des besoins nouveaux. Dans les fresques très simples qui décorent les catacombes, le Bon Pasteur n'est rien d'autre que Mercure ou Orphée; c'est le monstre d'Andromède qui

avale Jonas et c'est le char de Pluton qui ravit Èlle au ciel. Peu à peu pourtant se forme ce langage symbolique, exclusivement chrétien, — oiseaux, navire, poisson, « alphabet de cette langue grandiose que parleront les basiliques et les cathédrales ». Quelques épisodes de la vie du Christ sont aussi représentés. La prière des mourants est ainsi fixée sur les tombes; on y voit les miracles demandés, attendus de celui qui guérit les aveugles et ressuscite les morts. — Après le triomphe de l'Église, son art se développe au grand jour, sur les murs et sous les absides des basiliques. Il emprunte à l'Orient ses motifs et ses techniques. Constantinople a conservé tout son éclat, tandis que l'empire d'Occident a sombré. Les personnages qui défilent sur les murs des basiliques de Ravenne et de Rome ont la majesté des hauts dignitaires de Byzance. Puis tout cela se fixe, s'amaigrit et se dessèche. Mais les motifs principaux de l'art chrétien sont constitués, types, costumes et scènes. Il reste à y mettre de la vie. Beaucoup plus tard seulement, la fresque dégagea ces personnages emprisonnés dans leur réseau de mosaïque.

M. Enlart montre ce que furent ces premières églises chrétiennes d'Occident. Le culte nouveau s'installa dans les constructions d'autrefois. Le temple était trop petit pour recevoir les fidèles. Les basiliques furent les premières églises. L'évêque siégea dans l'abside à la place du magistrat. Avant d'entrer, le fidèle passe par le baptistère, dont le plan reproduit souvent celui des anciens thermes, et il séjourne un temps dans le porche des catéchumènes, qui est l'*atrium* des maisons romaines. Aux temps mérovingiens, on continue à se servir des constructions antiques. On pille les ruines pour en utiliser les colonnes que l'on mélange avec de lourds piliers. Puis l'architecture byzantine s'impose à l'Italie et sert de modèle à l'Occident. L'église d'Aix-la-Chapelle que fit construire Charlemagne est une copie lourde et gauche de Saint-Vital de Ravenne. De ci de là apparaissent quelques églises entièrement voûtées et, dans la décoration, les entrelacs et les monstres d'origine septentrionale. L'art roman péniblement se forme. Peut-être pourrait-on souhaiter que M. Enlart eût rattaché plus fortement cette histoire à l'histoire générale. Il n'y a pas d'art qui tienne à la vie d'aussi près que l'architecture; l'auteur donne une étude exclusivement technique; ne pense-t-il pas que, sans être moins savante, elle eût été beaucoup plus intéressante s'il y avait cherché le cadre de la vie mérovingienne et carolingienne? D'ailleurs, ses constructions restent fortes, bien que détachées de tout, mais un peu à la façon des murs cyclopeens, sans ciment, par la seule lourdeur des masses amoncelées.

Voilà pour l'Occident. A plusieurs reprises déjà, on a dû parler de l'influence orientale. En un chapitre magistral, et, pour longtemps, définitif, M. Millet donne une étude complète, détaille par le menu l'histoire de l'art byzantin. Son effort est patient, son analyse méticuleuse, sa méthode impeccable. Il examine tour à tour, sans hâte, chaque cube de la mosaïque byzantine. Cette minutie a ses inconvénients:

Elle rend myope et l'on regrette parfois que M. Millet ne s'éloigne pas plus souvent de son objet pour dégager les effets d'ensemble. La faute n'est pas tant imputable à l'auteur qu'à une certaine méthode scientifique d'après laquelle un détail, pourvu qu'il soit exact, est toujours intéressant. Cela peut se soutenir, mais alors il faut se résigner à ce que les arbres cachent quelquefois la forêt.

L'art chrétien ne se développe pas en Orient comme en Occident, au milieu des ruines et de l'anarchie. L'empire reste fort et l'art y devient vite un des modes de l'action gouvernementale. Les empereurs aménagent Constantinople en capitale et le faste de leur cour sert de modèle aux artistes qui veulent représenter la gloire céleste. Les éléments de cet art sont, comme la civilisation entière de Byzance, le résultat de la culture antique et d'influences orientales. Les églises sont des basiliques à coupes. Sainte-Sophie dresse la sienne « par delà la lumière de ses multiples fenêtres, comme suspendue en plein ciel ». La décoration plastique des temples antiques disparaît devant la décoration en couleurs. La polychromie orientale remplace la sculpture grecque. Les parois des églises sont incrustées de marbres aux teintes variées et les figures de mosaïque se découpent sur des fonds d'or. Cet art impérissable va pour de longs siècles fixer le style byzantin. Il pourra se continuer sans aucun souci de réalisme. Il se recommencera, hiératique et morne, sans contact avec la nature. Il lui suffit de fournir à l'architecte une décoration colorée, au théologien une figuration symbolique du dogme. Les miniatures des manuscrits répondent aux mêmes besoins; elles commentent ou expliquent le texte sacré. L'image participe de la sainteté de l'évangile.

Ajouterai-je que, dans cette étude, toute objective, où il a condensé ce qu'il est humainement possible de faire tenir en 150 pages, l'auteur a conservé toute sa clairvoyance de jugement et même une certaine sévérité? L'art byzantin, qu'il connaît autant qu'homme au monde, ne semble pas l'avoir beaucoup séduit. Pococurante expliquait à Candide qu'il ne lisait pas la philosophie de Cicéron, parce que, ayant appris que Cicéron doutait de tout, il estimait en savoir autant que Cicéron. Ceux qui voudront s'éprendre d'art byzantin ne doivent pas boudier pour des raisons de ce genre la science de M. Millet. Pococurante confondait à tort l'ignorance et le doute. Après la lecture du chapitre sur l'art byzantin, ceux qui continueront à ne goûter qu'à demi ou pas du tout les figures de Ravenne ou de Daphni sauront au moins abondamment pourquoi.

M. P. Leprieur nous ramène à l'art occidental. Il étudie la peinture mérovingienne et carolingienne. L'art italien de cette période est examiné à part en deux courts chapitres par M. Bertaux. L'exposé de M. Leprieur est, malgré l'obscurité et la confusion de l'époque, d'une grande clarté. Des divisions générales, extrêmement judicieuses, montrent nettement le chemin suivi. L'auteur a su éviter les interminables discussions qui bien souvent dissimulent mal la futilité du débat.

Ses conclusions sont mesurées, perspicaces; il tire des monuments de cette époque tout ce qu'on en peut tirer, je crois, sans se laisser entraîner aux hypothèses aventureuses que la rareté et les lacunes de nos connaissances rendent faciles. Il nous intéresse à cet art rudimentaire des miniatures mérovingiennes et carolingiennes, art souvent gauche et contourné et aussi rude et violent. Car c'est dans les feuillets des manuscrits seulement qu'il est possible d'étudier la peinture de ces temps : elles ne sont plus « les basiliques mérovingiennes, toutes fleuries d'or et de pierres rares dont Fortunat nous a si joliment montré les figures, en haut des parois, aller, venir, s'agiter et vivre, dès qu'un rayon de soleil les touche ». Les miniatures qui ont survécu permettent de se faire une idée de cet art disparu. D'abord, un emprunt constant aux arts d'Orient, une transcription barbare de motifs asiatiques; le plus souvent une faune bizarre en forme de lettres, poissons, oiseaux, etc., se contournent et se groupent de manière à dessiner des majuscules. Ensuite, la prédominance d'un style septentrional, pratiqué surtout par les moines irlandais; une décoration à la fois fantasque et logique, des entrelacs compliqués et géométriques où des êtres humains et des monstres s'emmêlent et s'enchevêtrent. Puis, aux temps carolingiens, M. Leprieur découvre dans les miniatures un « extraordinaire élan vers un idéal renouvelé, non seulement de luxe et de splendeur, mais encore de noblesse et de style ». D'ailleurs, ici encore, il croit la part de l'Orient considérable. C'est en Orient qu'il faudrait chercher le véritable foyer artistique.

M. Marquet de Vasselot traite à part cette question des influences orientales sur l'art mérovingien et carolingien. Et rien ne semble plus légitime qu'une pareille méthode, quand il s'agit de périodes obscures où l'histoire de l'art se présente bien moins sous la forme de vérités à exposer que sous celle de problèmes à résoudre. Jusqu'ici, il n'y a guère que l'influence byzantine et l'influence arabe qui aient été sérieusement étudiées. Ces problèmes sont d'une importance extrême, ils dépassent la simple histoire de l'art et intéressent au plus haut point l'histoire générale. Des motifs décoratifs continuellement semblables en des pays très éloignés obligent à supposer des relations commerciales, et l'on devine alors le rôle important des Syriens, grands caboteurs de la Méditerranée avant la conquête arabe. Ainsi encore pour la civilisation des Sassanides, dont l'influence que font soupçonner certains textes est attestée par des monuments artistiques nombreux. A l'époque carolingienne, les emprunts à l'art sassanide, transformé par les Arabes, deviennent très fréquents. Une dissertation très savante et un peu touffue de M. Molinier sur les bijoux mérovingiens aboutit, si j'ai bien compris, à une conclusion analogue.

Cette période, qui n'est pas la moins intéressante à étudier, est de beaucoup la plus ingrate à exposer. L'art, loin de pouvoir exprimer des individualités, comme après la Renaissance, n'exprime nettement aucune collectivité déterminée, comme au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle. Nous

sommes, au moins en Occident, à une époque de désordre où, dans l'architecture, comme dans les bijoux, les éléments d'origines les plus variées coexistent et reflètent la confusion ethnique et l'anarchie sociale. L'historien ne pourrait, sans quelque peu forcer les choses, prévoir la grande efflorescence romane. Il faut se résigner au spectacle de ces incertitudes et de ces efforts.

Louis HOURTICQ.

Saint Louis (Louis IX of France), the most Christian King,
by Frederick PERRY, M. A., Fellow at All soul's College Oxford.
London, G. P. Putnam's Sons, 1904.

Le livre de M. Perry appartient à la collection des « Héros des nations », que l'éditeur et les auteurs de cette série de biographies se sont proposé de livrer à l'admiration des hommes. C'est une intention à la fois respectable et profitable à l'histoire, mais à une condition, c'est que la vérité, non seulement matérielle, mais morale, sera scrupuleusement observée. Or, je ne vois pas très bien Nelson, Jules César, Napoléon, Henri IV, Louis XIV, Charles XII, Laurent de Médicis, Annibal en « héros d'une nation », sinon dans le sens de Carlyle, qui n'a pas prévalu.

Passe pour saint Louis. L'influence bienfaisante du pieux roi de France justifie le plus souvent le panégyrique. On aurait donc cherché volontiers dans le livre de M. Perry une esquisse de ce bon héros, qui ne se consolait pas de « l'assez dur pain » que mangeaient les Français du XIII^e siècle. Malheureusement, sauf pour le chapitre XI (« Vie personnelle de saint Louis »), M. Perry a adopté la forme annalistique. De cette façon, les faits principaux se dégagent difficilement des détails inutiles, trop consciencieusement recueillis; puis les étudiants, auxquels le livre est destiné, auront grand-peine à s'y reconnaître; enfin, la personnalité de saint Louis fuit constamment.

Le plan adopté force M. Perry à s'occuper bien plus de l'histoire générale que de son personnage. Le premier chapitre est le résumé de l'histoire de France depuis Hugues Capet. Le second est plutôt consacré aux grands vassaux, Pierre Mauclerc, Raymond VII, Philippe Hurepel, Thibault de Champagne.

Dans les chapitres suivants, après s'être mis en règle par quelques mots sur la douceur du gouvernement de saint Louis, l'auteur nous donne le détail des intrigues seigneuriales et le récit de la guerre anglaise, où saint Louis ne tient pas encore la place prépondérante. Même dans l'histoire de la croisade, où M. Perry abrège Joinville avec soin, et où les traits caractéristiques sont nombreux, nous aimerions à voir discuter plus longuement l'opinion assez fondée, qui considère les deux expéditions d'Égypte et de Tunis comme des fautes graves.

Le livre est généralement exact, pas tout à fait au courant cependant. Il suffira de dire que M. Perry croit que les Établissements (p. 297) sont un *code légal* et parle d'une pragmatique sanction de saint Louis.

L'impression du livre est admirable et l'illustration utile, mais empruntée surtout au xiv^e siècle.

P. BONDOIS.

Francesco RUFFINI. *La libertà religiosa*. T. I. Turin, Bocca, 1901.

M. François Ruffini n'est pas un inconnu pour les amis des lettres italiennes. Après avoir fait de fortes études à Turin et à Leipzig, il fut chargé d'un cours de droit ecclésiastique à l'Université de Pavie. De là il fut appelé à celle de Gênes, et enfin à Turin, où il enseigne actuellement, comme titulaire de la chaire d'histoire du droit italien et donne en outre un cours sur l'exégèse des sources du droit ecclésiastique. Il a fait déjà les preuves de sa haute valeur, en publiant une traduction italienne du *Traité de droit ecclésiastique, catholique et évangélique* de Friedberg, professeur à Leipzig, et des livres sur *la Représentation juridique des paroisses* (Turin, 1896), sur *la Classification des personnes juridiques de Sinibaldo dei Fieschi* (Turin, 1898). L'auteur était donc parfaitement qualifié pour traiter l'histoire de la liberté religieuse en Europe.

L'idée première de son dernier livre lui fut suggérée par une conférence d'Ignace de Döllinger sur l'histoire de la liberté religieuse, donnée à l'Académie des sciences de Monaco. L'illustre professeur de Munich, un des rares adversaires persévérants de l'infailibilité du pape, s'était proposé de transformer le discours en livre, mais la mort ne lui permit pas de mener l'entreprise à bonne fin.

Dans ce premier volume, M. Ruffini a esquissé l'histoire de l'idée de liberté religieuse, depuis le xvi^e siècle jusqu'à la fin du xviii^e. Il consacrera le second à exposer la législation comparée et les présentes conditions de la liberté religieuse, surtout en Italie.

L'auteur commence, dans l'introduction, par définir les termes « liberté de penser » et « liberté de conscience », « liberté ecclésiastique » et « liberté religieuse ». Il démontre avec justesse que la tolérance civile est le contraire de la vraie liberté et qu'il faut garantir aux divers cultes une égalité complète de droits. La liberté religieuse est à ce prix.

Le chapitre I traite des précurseurs. Il remonte jusqu'aux Pères de l'Église. Tertullien, Lactance et Salvien prônent le principe de la liberté religieuse; toute contrainte exercée sur la conscience ne peut que vicier la foi. Themistius (de Paphlagonie), parmi les penseurs, s'en fit le champion éloquent. Saint Augustin, par contre, fut le premier docteur qui eut recours au bras séculier pour ramener les hérétiques et fonder le système de l'intolérance civile. Son exemple eut des conséquences

fatales, parce qu'il déterminait la règle de conduite de l'Église catholique à l'égard des dissidents de tous les temps. Seul au moyen âge, Marsile de Padoue s'éleva à la notion de la liberté, en matière de croyance. Au xvi^e siècle, ce furent des Français et des Italiens, Michel de L'Hôpital et Sébastien Castellion, J. Aconcio et les Sozzini, qui furent les vrais initiateurs de la tolérance.

Chapitre II. La période hollandaise s'ouvre au xvii^e siècle. Coolhaas, Coornhert et les Arminiens prennent en main la défense du principe libéral contre l'intolérance des Calvinistes. Ici, relevons une légère erreur de l'auteur, qui range parmi les Hollandais Fr. Junius (François Du Jon), qui était un protestant français réfugié aux Pays-Bas. Où il ne se trompe pas, c'est en signalant l'influence de la « méthode » de Descartes sur les idées libérales de D'Huisseau, de l'école de Saumur et de Bayle; le dernier se fait le champion de la tolérance contre Jurieu et les orthodoxes wallons. C'est aussi à l'école des Arminiens tolérants que Locke prit les notions de liberté religieuse, qu'il acclimata plus tard en Angleterre et qu'il essaya d'appliquer en rédigeant la constitution de la colonie américaine de la Caroline.

Le discours de Gérard Noodt, recteur de l'Université de Leyde, *De religione ab imperio jure gentium libera* (1806), traduit en français, allemand, anglais, fit époque et contribua au triomphe des idées de tolérance aux Pays-Bas. L'auteur reproche vivement aux Hollandais leur intolérance à l'égard des catholiques, et il a raison; mais il a oublié de dire qu'ils firent de tout temps bon accueil aux Juifs et n'a pas assez loué la protection donnée à l'Église des vieux catholiques d'Utrecht.

Chapitre III. L'auteur étudie dans ce chapitre les vicissitudes de la liberté religieuse dans les pays protestants aux xvii^e et xviii^e siècles.

Le Danemark, la Suède et la Norvège, avec leur Église luthérienne d'État, se montrent les adversaires les plus opiniâtres de la liberté religieuse; de même la Suisse calviniste. Ce n'est qu'au milieu du xviii^e siècle qu'Alfonse Turretin fait pénétrer à grand'peine à Genève le premier germe de largeur. L'intolérance n'est pas moins grande dans les églises établies d'Angleterre et d'Écosse: catholiques, baptistes ou quakers sont impitoyablement persécutés. Cependant, les idées arminiennes, propagées par Locke, tendent à diminuer peu à peu cet exclusivisme. Milton propose, l'un des premiers, la séparation de l'État et des Églises, comme moyen de tolérance. Mais cette théorie ne sera appliquée que longtemps après et sur une terre vierge, en Amérique. La séparation ne suffit pourtant pas à faire aboutir l'idée de liberté religieuse. Roger Williams et lord Baltimore, Defoe et W. Penn furent les vrais défenseurs de la liberté. C'est à l'Allemagne et à son école de juriconsultes que l'auteur attribue le mérite d'avoir fondé sur une base durable le principe de la liberté des cultes. Puffendorf, Thomassin et Böhmer en exposèrent la théorie rationnelle, et ce furent les princes électeurs de Brandebourg qui l'appliquèrent courageusement et largement dans leurs États.

M. Ruffini passe enfin aux pays catholiques. Quant à l'Espagne et la Russie, elles brillent par leur intolérance. En France, Henri IV reprend les principes posés par L'Hôpital, réalise le premier une liberté religieuse partielle dans l'édit de Nantes; mais le pays n'était pas mûr pour cette liberté. Ni les gallicans, ni les jansénistes, ni même les libres-penseurs (excepté Saint-Evremond) n'ont défendu ce principe quand il s'agissait de dissidents. Il fallut attendre le XVIII^e siècle, avec Marmontel, Turgot et Voltaire, pour voir le triomphe de la tolérance.

En Autriche, ce fut un ecclésiastique catholique, Hontheim, dit Febronius, qui restaura l'idée de tolérance sur la base de l'indépendance des évêques vis-à-vis du pape. Joseph II reprit ces idées et proclama une liberté des cultes limitée dans ses États. Les Pays-Bas autrichiens seuls repoussèrent ce bienfait; par contre, il fut secondé dans ses efforts par l'élite de l'épiscopat : les von Hay, les von Heberstein et Colloredo. C'est d'Allemagne et de France que la notion de liberté religieuse est venue en Italie; si les lois à l'égard des protestants et des juifs étaient restrictives, il y a eu, dès le XVIII^e siècle, une certaine tolérance et des évêques comme Scipion Ricci, des écrivains tels que Giannone Pilati, Zola, qui ont peu à peu acclimaté les idées de tolérance sous l'influence du fébronianisme.

L'auteur conclut que « la liberté religieuse moderne tire sa première et plus féconde source du mouvement commencé après la Réforme chez diverses nations étrangères par des Italiens qui y étaient réfugiés pour cause de religion, à savoir par les Sociniens ». Cette analyse succincte ne peut donner qu'une faible idée de l'ouvrage du savant Ruffini; il est puisé aux meilleures sources, plein d'aperçus heureux, écrit avec verve, animé d'un esprit libéral. Nous n'y avons relevé que quelques taches. Ce premier volume, si brillamment réussi, nous fait concevoir les meilleures espérances pour le second.

G. BONET-MAURY.

Le Grand Électeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg. Sa politique extérieure, 1640-1688, par Albert WADDINGTON, correspondant de l'Institut. T. I. Paris, Plon, 1905. In-8°, xv-496 pages, avec un portrait et une carte.

Tous ceux de nos lecteurs qui s'occupent de l'histoire d'Allemagne connaissent la thèse remarquable de M. Albert Waddington sur l'acquisition de la couronne royale par les Hohenzollern au commencement du XVIII^e siècle. Le règne du Grand Électeur à l'étude duquel le savant professeur de Lyon s'est attaché depuis plusieurs années offre encore un plus vif intérêt. C'est le véritable point de départ de la fortune inouïe du Brandebourg. C'est à ce moment que le père du premier roi de Prusse a véritablement pris rang parmi les souverains européens.

La figure de Frédéric-Guillaume attire depuis longtemps l'attention des historiens. Naguère encore, M. Philippson lui consacrait trois gros volumes. Tout récemment la *Revue historique* annonçait (LXXXVIII, 397) l'important ouvrage de G. Pagès. Mais nous ne devons pas regretter de voir se multiplier les travaux relatifs à une époque qui, au double point de vue des transformations intérieures et de la politique extérieure, offre un inépuisable intérêt. M. W. a compulsé avec soin les énormes recueils des *xvii^e* et *xviii^e* siècles. La collection monumentale des publications des archives de Prusse, ainsi que le recueil *Urkunden und Acten* commencé en 1864, et dont dix-huit volumes ont déjà paru, lui ont fourni de précieuses indications; il a même su découvrir encore dans les archives de Paris et de Berlin quelques documents nouveaux dont il a tiré parti.

Le tome I, seul paru jusqu'ici, comprend une période de vingt ans, de 1640 à la paix d'Olive (1660). Il débute par un excellent tableau de la situation en 1640 de l'électorat de Brandebourg, « ce noyau solide autour duquel devaient s'agglomérer les acquisitions ultérieures ». Les 76,000 kilomètres carrés qui en dépendaient étaient, je crois, plus dissemblables que le dit M. W. (p. 8) au point de vue de la nature du sol, du genre de culture et du climat; mais il n'est pas douteux qu'ils donnaient à leur maître une supériorité sur les autres princes allemands : ils le forçaient à sortir des intérêts locaux et même des intérêts purement allemands pour se mêler à toutes les grandes questions européennes. Sans doute il était encore difficile de prévoir en 1640 le « glorieux avenir qui attendait le Brandebourg ». Mais je crois, contrairement à ce que pense M. W., que les ravages de la guerre de Trente ans étaient plutôt propres à faciliter qu'à entraver l'œuvre que Frédéric-Guillaume allait entreprendre.

Nous ne pouvons entrer ici dans l'étude détaillée des premières années d'un règne exceptionnellement fécond en événements de toute sorte. Nous tenons du moins à signaler l'excellent portrait qui nous est donné du Grand Électeur, « robuste jeune homme, de haute taille, assoupli de bonne heure par tous les exercices physiques, un peu massif et matériel, mais doué d'une personnalité vigoureuse... Il avait certainement une intelligence ouverte, une puissance de travail peu commune, une grande énergie. Une de ces qualités principales, ce fut un jugement très sûr qui lui permit de discerner dans les circonstances difficiles la conduite la meilleure et d'avoir le sens du possible. » Aussi sa politique, qui fut toujours marquée au coin de sa volonté personnelle, fut-elle, avant tout, dirigée « par l'intérêt immédiat du pays. » M. W. trouve qu'on aurait mauvaise grâce à le lui reprocher.

Il s'est en somme très bien trouvé d'être, comme le disait un jour Leibnitz, du « parti qui lui a rapporté le plus ». Élevé dans les principes sévères du calvinisme, il s'y conforma strictement et n'admit « aucun compromis en matière religieuse ». S'il avait appartenu à une

classe sociale plus humble, « il aurait vécu comme ces bourgeois des villes du Saint-Empire qui unissaient au goût du bien-être et du confort matériel le culte des vertus familiales ».

Les chapitres qui nous retracent l'histoire de l'administration intérieure intéresseront particulièrement ceux qui s'occupent des institutions de l'Allemagne. Frédéric-Guillaume se montra fort adroit pour faire reconnaître son pouvoir en Brandebourg et mettre fin aux désordres des gens de guerre. Sa principale tactique fut de réduire à l'impuissance les assemblées provinciales (*Landtage*) en s'appuyant sur le recès (*Reichsabschied*) du 18 mars 1654. Il entreprit contre ces assemblées dans toutes les possessions électORALES une lutte acharnée qui se termina par l'abolition « des libertés qui l'offusquaient ». Il créa en même temps ou au moins réorganisa un conseil d'État qui comprit toutes les branches de l'administration; et dans chaque territoire il eut une régence (*Regierung*), composée de conseillers, présidés par un chancelier et subordonnés à un gouverneur (*Statthalter*), investi du pouvoir public en l'absence du prince. Pour compléter ce système administratif et lui donner toute sa valeur, il établit un service postal rapide et sûr entre les différentes provinces.

L'organisation militaire fut aussi l'objet d'une constante sollicitude. Tout était à créer sous ce rapport. Frédéric-Guillaume ne recula devant aucun obstacle; son activité ne s'est manifestée nulle part d'une manière plus éclatante que dans l'organisation de l'armée.

C'est surtout par sa politique extérieure qu'il s'est mis « hors de pair dans le Saint-Empire de nation germanique ». Sa grande habileté fut de chercher en Hollande et en France le point d'appui solide dont il avait besoin et que lui refusaient également la Suède et l'Empereur. Sous ce rapport, on peut dire qu'il a inauguré une politique nouvelle et s'est lancé « hors des chemins battus ». Dès 1644, il recueillait les fruits de sa conduite. Des négociations furent alors entamées en grand secret avec Louis XIV. Un agent distingué, dont M. W. a bien mis en relief le rôle considérable, le baron de Dohna, passait quatre mois à Paris pour discuter avec Mazarin et Brienne; il obtenait d'eux la promesse de soutenir les prétentions du Brandebourg sur la Poméranie et dans les pays rhénans et westphaliens. L'œuvre de Dohna fut continuée par Abraham de Wicquefort (dont M. W. a déjà fait connaître les services dans un mémoire qu'il a présenté en 1902 à l'Académie des sciences morales et politiques). Wicquefort parvint à faire naître « une intelligence très particulière » entre son « altesse électORALE » et la cour de France. On alla même jusqu'à échanger des vues au sujet d'une union commerciale. L'amiral G. de Lier rédigea, en 1648, avec Servien, un exposé des conditions auxquelles on pourrait opérer la « combinaison » d'une compagnie française et d'une compagnie brandebourgeoise pour trafiquer en Orient et en Occident, au sud et au nord de la ligne et dans la mer du Sud d'Amérique (p. 166).

M. W. nous montre que c'est surtout grâce à la France que Frédéric-Guillaume retira du traité de Westphalie une somme de profits inespérée. Son avidité avait paru aux autres puissances, et surtout aux Suédois, « démesurée ». Notre ambassadeur à Stockholm, P. Chanut, déterminait la reine Christine à se montrer plus conciliante, et les ministres de celle-ci, Oxenstiern et Salvius, furent stimulés, selon toute vraisemblance, par des motifs peu avouables (ils reçurent l'un 20,000 l'autre 25,000 thalers).

En 1648, Frédéric-Guillaume est devenu finalement, après une série de négociations qu'il est impossible d'indiquer ici, « le plus grand tertiaire » de l'Allemagne. On le voit former des plans grandioses de puissance maritime et commerciale, voire d'expansion coloniale. Il a en même temps l'habileté de se placer à la tête du « corps évangélique », dont la direction n'appartient plus que de nom à l'électeur de Saxe, et de se préparer à jouer le rôle de champion du protestantisme germanique. Déjà au lendemain de la paix de Westphalie une véritable renommée s'est attachée à son nom.

Bien intéressante aussi cette période de la guerre du Nord (1655-1660), sur laquelle M. Émile Hauman avait déjà attiré notre attention. M. W. a étudié à nouveau les origines de cette fameuse ligue du Rhin de 1658 sur laquelle on a tant écrit. Il est impossible de soutenir, comme l'avaient fait Mignet, Valfrey, Chéruel, que ce fut une création de Mazarin et de la diplomatie française, mais ce ne fut pas non plus une chose germanique. Ce fut le développement d'unions et d'ententes qui remontent aux années 1651 et 1652, et le talent de Mazarin fut d'en faire « un instrument de domination en Allemagne ». Frédéric-Guillaume le sentit. M. W. le prouve en analysant ses agissements depuis le mois d'octobre 1658 jusqu'en décembre 1659.

La paix d'Oliva (mai 1660) ne fut pas un succès pour le Brandebourg. Elle n'assura à l'Électeur d'autre bienfait « que la cessation des hostilités ». Mais on doit reconnaître en somme qu'au moment où s'arrête le premier volume de M. Waddington, la situation du Brandebourg est déjà tout autre qu'avant la guerre du Nord. La Pologne est déchue de son rang glorieux; la Suède, qui doit à la France d'avoir échappé à un désastre, vit sur son ancienne renommée; le Danemark est très faible; la Russie ne préoccupe encore personne. Le Brandebourg attire au contraire de plus en plus l'attention. Les troupes du Grand Électeur se sont déjà distinguées sur les champs de bataille; sa diplomatie a pris une véritable importance en louchant habilement entre des voisins rivaux et en sachant faire pencher la balance du côté qu'il a choisi. Le Brandebourg apparaît à tout observateur clairvoyant comme une puissance pleine d'avenir, capable de prendre bientôt dans le Nord la place de la Suède. « Cette grande fortune qui attendait la maison de Hohenzollern a été sans doute, dans une large mesure, le résultat de certaines circonstances, mais il faut rendre hommage également à l'ha-

bileté et à l'énergie de Frédéric-Guillaume, qui sut adopter une ligne de conduite parfois critiquable, mais toujours inspirée par la raison d'État. » En sachant « garder ses mains libres et s'allier au moment opportun avec le plus accommodant », il a rendu au Brandebourg des services incomparables et a suivi la politique la mieux appropriée « aux besoins du moment ».

Georges BLONDEL.

Daniel HALÉVY. *Essais sur le mouvement ouvrier en France*. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1904. In-18, 295 pages.

Ce petit livre d'histoire contemporaine est venu à son heure. Il est écrit avec vie, avec entrain, sans pédanterie aucune; il est plein de faits et d'idées. L'auteur a observé personnellement plusieurs des aspects du mouvement qu'il décrit; il s'est mêlé aux universités populaires; il a assisté aux congrès socialistes de ces dernières années; il a causé avec plus d'un coopérateur ou d'un syndicaliste de marque. Ce qu'il n'a pu voir lui-même, il l'a décrit d'après les meilleures sources; il s'est servi en particulier des copieux et inappréciables volumes que l'Office du travail vient de publier sur les associations professionnelles ouvrières. M. Halévy a mis ainsi à la portée du grand public les éléments les plus importants du mouvement syndical de ces dernières années. Il a dépeint, non sans enthousiasme, l'esprit qui anime la classe ouvrière dans ses tentatives, souvent embryonnaires, parfois imposantes, pour s'organiser. Il a su trouver les faits les plus caractéristiques et les plus convaincants; il a fait des portraits attachants de ces hommes obscurs, dont l'énergie et le dévouement journaliers font vivre les coopératives, les bourses du travail, les associations de toutes sortes. Il a su garder néanmoins le jugement critique de l'historien. Tous ceux qui voient avec sympathie grandir le rôle de la classe ouvrière dans l'histoire d'aujourd'hui lui seront reconnaissants de son effort.

Charles RIST.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des Études anciennes.** T. VII, n° 2. — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines; XXVI : l'Origine de Bayonne (elle fut fondée tout d'une pièce au IV^e siècle sous le nom de *Lapurdum*, et fondée en tant que place forte). — In. Chronique gallo-romaine. — P. JOUGUET. Chronique des papyrus; 2^e article. = Bibliographie : *Taaks*. Alttestamentliche Chronologie (inutile, l'auteur s'étant efforcé de prouver, ce que d'autres avaient montré avant lui, que la chronologie de l'Ancien Testament manque de base scientifique).

2. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. VI, n° 9. Juin 1905. — V.-L. BOURRILLY. Les rapports de François I^{er} et d'Henri II avec les ducs de Savoie, Charles II et Emmanuel-Philibert, 1515-1559 (d'après des travaux récents). — M. MARION. Le travail d'histoire moderne en province : Bordeaux, Gironde, Dordogne, Lot-et-Garonne, Landes. = Comptes-rendus : Ph. Pouzet. Les anciennes confréries de Villefranche-sur-Saône (précieux travail). — M. Faure. Souvenirs du général Championnet (intéressant, mais peu de critique. Il serait bon de publier le texte complet de ces Mémoires). — H. Bourgin. Fourier. Contribution à l'étude du socialisme français (résumé du livre, qui est une thèse, par l'auteur lui-même).

3. — **La Révolution française.** 1905, 14 juin. — Edme CHAMPION. Doutes sur l'authenticité de l'ouvrage de Voltaire : *la Bible enfin expliquée* (Voltaire ne peut être l'auteur de cet ouvrage qui n'est d'ailleurs qu'un amas de notes incohérentes, où les étourderies et les maladroites abondent). — FERDINAND-DREYFUS. Les secours à domicile pendant la Révolution. — G. DUBOIS. Le général Cambray et les administrations municipales de la Manche en l'an V; épisode de l'histoire de la chouannerie. — A. AULARD. Doctorat de M. Charles Schmidt : le Grand Duché de Berg; la réforme de l'Université impériale (résumé de ces deux thèses par l'auteur lui-même).

4. — **Bulletin critique.** 1905, 5 juin. — L. Piccolo. Contributo alla storia di Palmira (bon. C'est probablement Hadrien qui éleva Palmyre au rang de « colonia juris italici »). = 15 juin. F. Macler. Histoire d'Héraclius par l'évêque Sébéos, traduite de l'arménien et annotée (ce texte n'était encore connu que par une traduction russe; utile, mais insuffisant). — J. Chavanon et G. Saint-Yves. Joachim Murat (bonne biographie, neuve sur certains points de détail, intéressante). = 25 juin. E. Cug. Les institutions juridiques des Romains; 2^e édit., t. I : l'Ancien droit (édition refondue, mise au courant des dernières découvertes

et abrégée de moitié. Important). — *L. de Lanzac de Laborie*. Paris sous Napoléon. Consulat provisoire et Consulat à temps (ouvrage très intéressant et qui fait penser). — *Ed. Herriot*. M^{me} Récamier et ses amis (beaucoup de documents et de renseignements sur les hommes et les choses de l'époque). = 5 juillet. *R. Andree*. Votive und Weihgaben des katholischen Volkes in Süddeutschland (décrit avec beaucoup de science et de charme la forme matérielle de la piété populaire et du culte des saints dans l'Allemagne du Sud). — *F. Lot*. Études sur le règne de Hugues Capet. — Œuvres complètes de *Flavius Josèphe*; t. III : Antiquités judaïques, livres IX-XV, trad. p. *Joseph Chamonard* (trad. exacte et précise; annotation intéressante par *Th. Reinach*). = 25 juillet. Correspondance de *M. Louis Tronson*, troisième supérieur de la Compagnie de Saint-Sulpice. Lettres choisies, publiées et annotées par *L. Bertrand* (correspondance fort intéressante pour l'histoire religieuse à la fin du XVII^e siècle). — *M. Bourguin*. Les systèmes socialistes et l'évolution économique (important).

5. — **Polybiblion**. 1905, avril. — *Henri Froidevaux*. Histoire coloniale et colonisation (ouvrages publiés en 1903 et 1904). — *G. de Letourneau*. Histoire du séminaire d'Angers, depuis son union avec Saint-Sulpice, en 1695, jusqu'à nos jours (intéressant pour l'histoire du recrutement du clergé en France). — *Fr. Hünemörder*. Deutsche Marine und Kolonialgeschichte in Rahmen einer Geschichte der Seefahrt und des Seekrieges (bon abrégé; mais c'est avant tout une œuvre de propagande). = Mai. *M. SÉPÉT*. Ouvrages sur Jeanne d'Arc et son temps, sur Napoléon I^{er} et son temps. — *V. de Marolles*. Le cardinal Manning (excellent résumé). — *Comte Albert de Mun*. Discours et écrits divers. — *Jos. Berthelé*. Archives de la ville de Montpellier. Inventaires et documents; t. III : le Cartulaire montpellierain des rois d'Aragon et des rois de Majorque (bon). = Juin. *L. ROBERT*. Hagiographie et biographie ecclésiastique. — *Abbé P. Dabry*. Les catholiques républicains. Histoire et souvenirs, 1890-1903 (intéressant). — *Abbé Villerey*. Notre-Dame de Gray. Étude sur la vie religieuse à Gray depuis 1620 (beaucoup de documents). — *J. Lejean*. Histoire de la ville de Verviers; période française, 1794-1814 (utilise beaucoup de documents et en publie beaucoup trop). — *Comte F. Golovkine*. La cour et le règne de Paul I^{er}; portraits, souvenirs et anecdotes (curieux). — *H. d'Alméras*. Les romans de l'histoire : Émile de Sainte-Amaranthe; les Chemises rouges; le Demi-Monde sous la Terreur (peu édifiant, mais assez intéressant).

6. — **Revue critique d'histoire et de littérature**. 1905, n^o 24. — *Sir Robert K. Douglas*. Europe and the far East (de bonnes parties, mais d'assez nombreuses erreurs matérielles). — *H. Lechat*. La sculpture antique avant Phidias (très remarquable). = N^o 25. *Lacour-Gayet*. La marine militaire de la France sous le règne de Louis XVI (excellent et en partie nouveau). — *Fr. Barbey*. Une amie de Marie-Antoinette : M^{me} Atkyns et la prison du Temple (l'auteur manque de préci-

sion; il accepte trop facilement les témoignages qu'il rencontre. De bonnes parties, ainsi tout ce qui concerne les aventures d'Auerweck, baron hongrois qui pourrait bien avoir trempé dans l'assassinat des plénipotentiaires français de Rastadt). — *Simon Gruget*. Histoire de la constitution civile du clergé en Anjou; publiée par l'abbé Uzureau (récit curieux, beaucoup trop long, partial et borné, mais qui, venant d'un témoin direct, méritait d'être recueilli. Il est fort bien édité). = N° 26. *P. Foucart*. Le culte de Dionysos en Attique (remarquable). — *Alf. Heubaum*. Geschichte des deutschen Bildungswesens seit der Mitte des xvi^{ten} Jahrh. (bonne histoire de l'éducation en Allemagne. Premier volume où l'auteur étudie le système d'éducation approprié à chaque classe du peuple). — *Abbé Roussel*. Histoire de l'abbaye des Célestins de Villeneuve-lès-Soissons (bonne étude sur une abbaye, ou plutôt un monastère, qui n'a pas eu d'histoire). = N° 27. *G. Cardinali*. Creta e le grandi potenze ellenistiche sino alla guerra di Litto (bon). — *Ad. Harnack*. Die Mission und Ausbreitung des Christentums in den drei ersten Jahrhunderten (c'est le premier travail d'ensemble qu'on ait écrit sur la diffusion du christianisme depuis qu'on possède à peu près toutes les données du problème, textes et inscriptions). — *E. Pears*. The destruction of the Greek empire and the story of the capture of Constantinople by the Turks (beaucoup de recherches, mais peu de sens historique). — *L. Villari*. The Republic of Ragusa (livre magnifiquement imprimé qui n'apprend rien de nouveau). — *Legg*. Select documents illustrative of the history of the French revolution (ingénieux et instructif). = N° 28. *Bjærnbo et Petersen*. Fyenboen Claudius Clausen Swart (Claudius Clavus), Nordens ældste kartograf (excellente étude sur un cartographe médiocre qui fut un des correspondants du Pogge et ne craignit pas de le tromper). — *E. Gossart*. Espagnols et Flamands au xvi^e siècle (important). — *Jean Destrem*. Le dossier d'un déporté de 1804 (bon). — *Commandant Sauzey*. Les Allemands sous les aigles françaises. Le contingent badois (excellent). — *Ch. Auriol*. La France, l'Angleterre et Naples de 1803 à 1806 (beaucoup de documents très intéressants). — *H. Houssaye*. 1815. La seconde abdication; la Terreur blanche (œuvre admirable, qui sera longtemps lue et consultée). = N° 29. *Ch. Fossey*. Manuel d'assyriologie; t. I: Explorations et fouilles; déchiffrement des cunéiformes; origine et histoire de l'écriture (excellent résumé). — *Millet, Pargoire et Petit*. Recueil des inscriptions chrétiennes du Mont Athos. — *L. Eisenmann*. Le compromis austro-hongrois de 1867 (œuvre forte et très fouillée. Beaucoup de sens critique et d'impartialité). — *Henri Cordier*. L'expédition de Chine en 1857-58. Histoire diplomatique; notes et documents.

7. — Bulletin de Correspondance hellénique. 1905, juillet-août.

— *P. Graindor*. Fouilles de Karthaiia, île de Kéos. — *PAPPACONSTANTINOU*. Épigraphie de Thralles. — *M. HOLLEAUX*. Sur les assemblées ordinaires de la Ligue aitolienne (prouve que l'assemblée de la Ligue à Thermos n'était pas la seule qui fût tenue chaque année; les confédé-

rés étaient régulièrement convoqués en assemblée générale au moins deux fois par an). — F. MAYENCE. Fouilles de Délos, exécutées aux frais de M. le duc de Loubat. — F. DÜRRBACH. Note sur une dédicace de Délos.

8. — **Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.** 1905, mars-avril. — R. DARESTE. Lois des Homérites (les Homérites ou Himyarites occupaient l'ancien royaume de Saba, dont Negra était la capitale; une loi datée de 523 a été insérée dans la vie de saint Aréthas publiée par Boissonade en 1833. Analyse des 63 articles de cette loi). — Paul COLLINET. Contributions à l'histoire du droit romain; III : l'histoire de la *Confessio in iure*. — Jaromir ČELAKOVSKY. Les origines de la constitution municipale de Prague. — Henri HAYEM. La renaissance des études juridiques en France sous le Consulat; suite et fin en mai-juin. — Comptes-rendus : E.-Ch. Babut. Le concile de Turin (longue discussion par J. Declareuil). — G. Platon. Du droit de la famille dans ses rapports avec le régime des biens en droit andorran (excellent). — Ciccaglione. Manuale di storia del diritto italiano (bon). — Vito La Mantia. Testo antico delle consuetudini di Messina adottato in Trapani, 1331. — Mai-juin. R. DARESTE. Le statut de Raguse de 1272 (résume le document publié en 1904 par Bogišić et Jireček). — Auguste DUMAS. Le Conseil des prises sous l'ancien régime, XVII^e et XVIII^e siècles (utilise d'assez nombreux documents inédits). — Comptendu : Chr.-V. Christensen. Baarprøven (histoire de la « preuve par la bière », usitée au moyen âge et dont on retrouve des survivances dans les pays scandinaves encore au XIX^e siècle).

9. — **Revue des Bibliothèques.** 1904, août-octobre. — L. DOREZ. Les lettres d'indulgence du pape Nicolas V; lettres de Karl Bernhards et du baron Ludwig de Riedesel au marquis Léon de Laborde (se rapportent aux origines de l'imprimerie). — P. VANRYCKE. Les bibliothèques universitaires hollandaises : Leiden, Utrecht, Groningue, Amsterdam). — Novembre-décembre. L. THUASNE. Rabelæiana (1^o note sur une lettre autographe de Rabelais adressée de Metz, le 6 février 1547, au cardinal Jean Du Bellay; 2^o un passage de la correspondance d'Érasme rapproché de passages similaires de Rabelais). — 1905, janvier-février. L. DOREZ. Rabelæiana. « Maistre Jehan Lunel » (cf. *Rev. hist.*, t. LXXXVIII, p. 192). — Mars-avril. Henri OMONT. Rapport sur la Bibliothèque nationale fait à la Commission d'instruction publique de la Convention nationale en 1794-1795. — L. THUASNE. Rabelæiana. La lettre de Gargantua à Pantagruel (signale de nombreux rapprochements entre la lettre de Rabelais et les traités sur l'éducation antérieurs à Rabelais et dont il s'est inspiré. Érasme, ici comme ailleurs, a été un des principaux fournisseurs de Rabelais. Intéressant). — A part : Table des matières contenues dans le *Cabinet historique*; suite.

10. — **Revue de Géographie.** 1905, mai. — Aug. PAWLOWSKI. Le marais vendéen; l'ancien golfe de Poitou. — P. CHEMIN-DUPONTÉS.

A travers l'Afrique romaine (avec des vues de monuments romains à Timgad, Tebessa, etc.). = Juin. La question du Maroc. — ISACHSEN. La tribu la plus septentrionale du monde (la tribu d'Esquimaux qui habite sur la côte du cap York, dans le détroit de Smith). — CAUQUIL. L'Hinterland de Quang-tchéou-wan.

11. — Société nationale des Antiquaires de France. Séances. 1905, 21 juin. — M. GAUCKLER expose les principales découvertes faites à Tabarka par le capitaine Bonnet dans le domaine de la mosaïque. — M. DE MÉLY étudie les signatures des primitifs français et les origines de la Renaissance italienne. — M. MONCEAUX fait une communication sur les poèmes figurés d'Optatianus Porphyricus. — M. RAVAISSON-MOLLIEN résume un travail de M. Durand-Gréville relatif à l'inscription latine du retable de Gand par les Van Eyck, conservé au musée de Berlin. = 28 juin. M. HÉRON DE VILLOFOSSE présente la photographie d'un petit bronze récemment trouvé à Feurs (Loire) et qui figure le dieu gaulois dit dieu au maillet. — M. MERLIN lit une note concernant quelques découvertes faites à Utique par M. G. Hauvette. — M. PALLU DE LESSERT fait une communication sur une inscription de Tubrynica publiée dans le *Bulletin* de la Société de Sousse par M. le Dr Carton. = 5 juillet. M. GAUCKLER ajoute quelques observations à sa précédente communication sur la mosaïque chrétienne récemment découverte à Tabarka. Il communique ensuite une épitaphe chrétienne découverte près du port militaire. — M. MONCEAUX montre le fac-similé d'une inscription chrétienne récemment découverte près du lac de Tunis, entre la Goulette et Rade. = 19 juillet. M. MAURICE fait une communication sur les monnaies de Carthage portant la personnification de cette ville. — M. MONCEAUX présente un estampage de l'inscription chrétienne dont le R. P. Delattre lui avait envoyé un fac-similé et qu'il a communiquée à une des précédentes séances. — M. MAZEROLLES lit une note de M. le commandant Mowat sur une inscription d'Anne d'Autriche ornée de son médaillon à son effigie et fixée au mur de l'église Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle.

12. — Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France. *Mémoires*. T. XXXI, 1904. — Jules GUIFFREY. Les Gobelins, teinturiers en écarlate au faubourg Saint-Marcel (généalogie et histoire de cette famille depuis 1450; en 1601, les Gobelins louèrent leurs ateliers à des tapisseries appelés en France par Henri IV; certains membres de la famille continuèrent, d'ailleurs, le métier de teinturiers même après l'arrivée des tisseurs flamands. Nombreuses pièces justificatives. Tableaux généalogiques et planches). — Colonel BORRELLI DE SERRES. Livre de dépenses d'un dignitaire de l'Église de Paris en 1258; fragment. — A. DE BOISLISLE. Le président de Lamoignon, 1644-1709 (le portrait qu'a fait de lui Saint-Simon, équivoque, malveillant même quant au fond, doit être amendé et réformé; le président Chrétien-François fut vraiment « un de ces types de l'honnête homme qui, en bon nombre, honorèrent

le règne de Louis XIV et la robe parisienne ». — LÉON MIROT. Le Bernin en France; les travaux du Louvre et les statues de Louis XIV (long mémoire, très documenté, de 127 pages). — Valère FANET. Paris militaire au XVIII^e siècle; les casernes.

13. — Annales de Bretagne. 1904, novembre. — L. DUBREUIL. Le district de Redon, du 1^{er} juillet 1790 au 18 ventôse an IV; suite. = 1905, janvier. J. LOTH. Une proclamation du général Danican pendant la Convention, en breton (texte et traduction). — J. LETACONNOUX. Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle (analyse et conclusion d'un mémoire composé presque uniquement à l'aide de pièces d'archives inédites). — F. DUINE. Saint Armel (Breton d'outre-Manche qui passa en Armorique, probablement au VI^e siècle; sa fête est fixée au 16 août). — A. RÉBILLON. Recherches sur les anciennes corporations ouvrières et marchandes de la ville de Rennes; suite et fin : les Corporations rennaises et la Révolution (important). = Comptes-rendus : R. GIFFARD. Essai sur les présidiaux bretons (bon). — CALLEGARI. Il druidismo nell' antica Gallia (ce livre constitue le travail d'ensemble le plus complet qui ait paru sur les druides). = Avril. Henri SÉE. M. Paul Parfouru (notice nécrologique). — F. PÉAN. Un lycée à la fondation de l'Université : lycée de Pontivy, 1803-1816. — A. BOTREL. La communauté de Lamballe en 1788, 1789 et 1790 (d'après les registres de la communauté conservés aux archives municipales). — E. de MARTONNE. Le laboratoire de géographie de l'Université de Rennes, 1902-1905. — J. LOTH. Le prétendu saint Germain armoricain (M. Baring Gould s'est absolument fourvoyé : saint Germain d'Auxerre n'a rien à voir avec la Bretagne; si des textes disent qu'il naquit « en Armorique », ils entendent ce mot comme on l'entendait au V^e siècle, où l'Armorique comprenait cinq provinces : la 2^e et 3^e Lyonnaise, la Sénonaise, la 1^{re} et 2^e Aquitaine).

14. — Annales du Midi. 1905, juillet. — P. BOISSONNADE. Production et commerce des céréales, des vins et des eaux-de-vie en Languedoc dans la seconde moitié du XVII^e siècle. — A. THOMAS. Sur la date d'un memorandum des consuls de Martel (il y est question d'une comtesse de la Marche qui doit être identifiée avec Jeanne de Fougères, veuve de Hugues XII de Lusignan; le memorandum ou compte de Martel qui la mentionne ne peut être antérieur à l'année 1275). — E. AUDE. Les plaintes de la Vierge au pied de la Croix et les quinze signes de la fin du monde, d'après un imprimé toulousain du XVI^e siècle.

15. — Revue africaine. 1904, 3^e et 4^e trimestres. — Colonel ROBIN. Notes historiques sur la Grande Kabylie, de 1838 à 1851; fin. — H. S. Les relations de l'Espagne et du Maroc pendant le XVIII^e et le XIX^e siècle, par Ronard de Card. = 1905, 1^{er} trimestre. René BASSET. La légende de Bent el Khass. — S. GSELL. Un article de M. Gauckler sur la mosaïque (note sur l'article du *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines*). — Snouck HURGRONJE. L'interdit séculier en Hadhramôt. = 2^e trimestre. Max VAN BERCHEM. L'épigraphie musulmane en Algérie.

— Alfred BEL. Trouvailles archéologiques à Tlemcen. — M. MORAND. Les rites relatifs à la chevelure chez les indigènes de l'Algérie.

16. — Revue de Gascogne. 1905, juillet-août. — A. CLERGEAC. La désolation des églises, monastères et hôpitaux de Gascogne, 1356-1378 (d'après les registres du Vatican). — V. AURIOL. La coutume de Cadeilhan; 1^{er} art. (histoire de Cadeilhan, Gers, arr. et cant. de Lombez). — A. DEGERT. L'ancien diocèse d'Aire (avec une carte. Formation et origines; premiers évêques). — Abbé S. DAUGÉ. Ruines gallo-romaines de Saint-Lary. — V. DUFORT. Le bien matrimonial de saint Vincent de Paul. — J. DUFFO. Élections d'abbés à Saint-Savin (en 1345 et en 1419; d'après le ms. de la Bibl. nat. lat. 12697). — A. DEGERT. Deux lettres inédites d'Henri IV, 1584, 1585. — E. CASTEX. Construction d'un couvent de Capucins à Gondrin, 1627-1628.

17. — Revue d'histoire de Lyon. Tome III, 1904, fasc. 6. — Justin GODART. Les origines de la coopération lyonnaise; fin. — Ph. POUZET. Les anciennes confréries de Villefranche-sur-Saône; fin : les Confréries de dévotion. — J. FAYARD. Les cahiers des paysans beaujolais aux États généraux de 1789; fin. = Tome IV, 1905, fasc. 1. Ph. FABIA. Domitien à Lyon. — ROUSTAN et LATREILLE. La querelle universitaire à Lyon, 1838-1843; suite dans le fasc. 2, fin dans le fasc. 3. — E. VIAL. Le chevalier du guet et sa compagnie, 1565-1792 (article richement documenté); fin dans le fasc. 2. — Réponses faites par le syndic et les neuf membres qui composent l'assemblée municipale de la paroisse de Saint-Georges-de-Renneins aux questions proposées par le contrôleur général et par l'assemblée provinciale, 1788. = Fasc. 2. Henri LECHAT. La statue de bronze trouvée à Coligny (Ain) et conservée au musée de Lyon. — F. CHAMBON. Les correspondants lyonnais de Victor Cousin. — Deux lettres inédites de l'imprimeur Louis Perrin sur les événements d'avril 1834. = Fasc. 3. E. RÉVEIL. De quelques associations fraternelles et politiques à Lyon, 1848-1850. — Joanny BRICAUD. La franc-maçonnerie lyonnaise au XVIII^e siècle. — S. CHARLÉTY. L'établissement du Concordat à Lyon. — Bibliographie : A. Besançon et E. Longin. Registres consulaires de la ville de Villefranche; vol. I, 1398-1489. — J.-B. Giraud. L'acier de Carmes; notes sur le commerce de l'acier à l'époque de la Renaissance.

18. — Analectes de l'ordre de Prémontré. I, livr. 1. — M. DE TROOSTENBERGH. Les chartes de l'Ile-Duc à Gempe (c'est une chronique de 1718, plus une série de chartes datées de 1222 à 1259). — R. VAN WEFELGEM. Nécrologe de l'abbaye du Parc (commence au XIII^e s.).

19. — Annales de la Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre. LIII, livr. 3-4. — A. PONCELET. Dix lettres inédites relatives à François Lucas de Bruges (ce sont des correspondances intéressantes du fameux commentateur des Évangiles avec Plantin, Juste Lipse, le P. Lessius, Bellarmin, etc. Le

texte est éclairé par d'excellentes notes). — E. REMBRY. Les remaniements de la hiérarchie épiscopale en Belgique au *xix^e* siècle (fin de ce travail considérable et bien documenté). — *Nouv. sér.*, 1^{re} livr. C. CALLEWERT. Les origines du style pascal en Flandre (démontre que ce style n'a pas été utilisé en Flandre dans les documents diplomatiques avant le dernier tiers du *xii^e* siècle). — Dom U. BERLIÈRE. Une invasion de l'abbaye des Dunes (curieux incident des luttes religieuses, exposé d'après deux lettres du pape Benoît XII conservées au Vatican).

20. — Annales du Cercle archéologique de Mons. T. XXXIII.

— E. DE LA ROCHE. Harvengt et ses seigneuries (monographie rédigée d'après les documents des archives). — E. PONCELET. Sceaux et armoiries des villes, communes et juridictions du Hainaut ancien et moderne (érudition remarquable). — Dom U. BERLIÈRE. Pierre de Viers, abbé de Lobbes, 1348-1354 (biographie intéressante reconstituée d'après les archives du Vatican). — V. BERNARD. Épitaphier d'Herchies (dressé avec soin). — A. GOSSEYER. Un concordat pour la conservation des bois de Chimay et de Couvin (curieuse réglementation forestière du *xviii^e* siècle). — E. MATTHIEU. Un manuscrit de l'abbaye de Belian à Mewin (il s'agit d'un mémorial de ce couvent de chanoinesses; il contient l'unique transcription connue d'importantes chartes du *xiii^e* s. qui ont disparu). — L. LEMAITRE. Les pauvres honteux de la ville de Mons (détails intéressants pour l'histoire de la charité).

21. — Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 3^e sér., t. VI, 3^e livr. — F. DONNET. Un candidat malheureux

à l'évêché de Bruges en 1689 (P. van Halmale tenta de se faire nommer à prix d'argent, mais échoua). — DE GHELLINCK. Un livre de raison anversois du *xvi^e* s. (détails intéressants pour l'histoire des années 1543 à 1626, extraits d'un registre de la famille van Halmale). — VAN DEN GHEYN. Contributions à l'iconographie de Charles le Téméraire et de Marguerite d'York (trente documents nouveaux et importants).

22. — Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg. XXXIX. — J. VANNERUS. Documents relatifs à la seigneurie de

Lignière et à la famille d'Everlange (1681-1805). — J. FRÉSON. Procès de sorcellerie (analyse de nombreux documents judiciaires de la fin du *xvii^e* siècle concernant la cour de Weismes près de Malmédy). — A. DE LEUZE. Les familles de Leuze et de la Neuveforge. — M. SCHWEISTHAL. Les Francs des bords de la Moselle et leurs descendants de Transylvanie (étudie les analogies du langage parlé par un groupe ethnique de ce pays avec le dialecte luxembourgeois). — J.-B. SIBENALER. Les autels païens christianisés des églises de Latour, de Wolkrange et de Villers-sur-Semois. — J.-B. DOURET. La presse luxembourgeoise (indications bibliographiques sur les journaux de la province). — C. HALLET. Le pillage des églises dans l'ancien duché de Bouillon pendant la Révolution française (d'après des documents authentiques).

23. — Les Archives belges. 1904, n^o 9. — Comptes-rendus :

P. Kalkoff. Die Anfänge der Gegenreformation in den Niederlanden (étudie surtout le rôle du nonce Jérôme Aléandre dans la répression de l'hérésie à ses débuts). — *P. Michotte.* Études sur les théories économiques qui dominèrent en Belgique de 1830 à 1886 (explique parfaitement les origines du mouvement social actuel). = N° 10. *K. Lamprecht.* Zur jüngsten deutschen Vergangenheit (cherche à expliquer par l'action de facteurs psychiques communs l'ensemble de l'évolution politique, économique, intellectuelle et morale de la nation allemande). — *Van den Bogaert.* Recherches sur l'histoire primitive des Belges. Les Bergelmir (sans valeur). = 1905, n° 1. *H. Dubrulle.* Documents tirés des archives de l'État à Rome et concernant le diocèse de Cambrai (304 actes se rapportant au pontifical de Pie II). — *G. Kurth.* Notger de Liège et la civilisation au x^e siècle (voy. le résumé des dix-sept chapitres de cet important ouvrage dans la *Rev. hist.*, LXXXVII, 438). — *F. de Potter.* Gand, depuis ses origines jusqu'aujourd'hui (Gent van den oudsten tijd tot heden); t. VIII (travail inutilisable, on ne peut s'y fier). — *F. Desmons.* La peste de 1668 à Tournai (fait avec soin d'après les documents de l'époque par un médecin-historiographe). — *Adam Hamilton.* The Chronicle of the English Augustinian Canonesses Regular of the Lateran, at St Monica's in Louvain (source de premier ordre pour l'histoire des persécutions religieuses en Angleterre). — *J. Simonis.* L'art du médaillier en Belgique (excellent). = N° 2. *Gilliodts van Severen.* Cartulaire de l'ancienne estaple de Bruges (903 documents datés de 862 à 1451; l'introduction viendra plus tard). — *Pynacker-Horádyck.* Wilhelmi, capellani in Brederode, postea monachi et procuratoris Egmondensis, chronicon (chronique particulièrement importante pour l'histoire de Louis de Bavière et pour celle des troubles de la Flandre maritime, ainsi que pour la bataille de Cassel. Bonne introduction critique). — *J. Hérent.* La bataille de Mons-en-Pévèle (sans originalité). — *Eloy.* Histoires et anecdotes de mon émigration, publiées par M. Charles-Ed. Gendebien (journal d'un écolâtre de Mons, émigré en Allemagne en 1794; intéressantes observations sur les mœurs et les institutions des pays qu'il traverse). — *Dom U. Berlière.* Les évêques auxiliaires de Cambrai et de Tournai (monographie de haute valeur). — *A. R. Villa.* Ambrosio Spinola, primer marques de los Balbases (excellente biographie de cet illustre aventurier du xvii^e siècle, écrite d'après les documents des archives de Simancas et les papiers de la famille de los Balbases). — *A. Lacheret.* L'évolution religieuse de Guillaume le Taciturne (sans valeur). — *D. A. Destrée.* Une mystique inconnue du xvii^e siècle : la Mère Jeanne de Saint-Mathieu Deleloë (constitue un nouveau chapitre dans l'histoire de la mystique chrétienne). — *G. van Hoorebeke.* Biographie d'Olivier le Dain (malgré de graves défauts de méthode, il apporte sur les origines du personnage des contributions intéressantes). = N° 3. *H. Dubrulle.* Bullaire de la province de Reims sous le pontificat de Pie II (960 actes; excellent répertoire). — *D. Berten.* Coutumes des pays et comté de Flandre.

Contumes des seigneuries enclavées dans le vieux bourg de Gand; t. IX (intéressant, mais déparé par des erreurs chronologiques et des détails inexacts). — *E. Dupréel*. Histoire critique de Godefroid le Barbu, duc de Lotharingie (œuvre de valeur; l'auteur abuse peut-être un peu de la conjecture). — *A. Martinet*. Léopold I^{er} et l'intervention française en 1834 (bon ouvrage de vulgarisation; rien de neuf). — *Dom U. Berlière*. Un ami de Pétrarque. Louis Sanctus de Beeringen (monographie de premier ordre). — *M. de Wulf*. Un théologien philosophe du xiii^e s. Étude sur la vie, les œuvres et l'influence de Godefroid de Fontaines (œuvre remarquable et entièrement nouvelle). — *Ch. de Villermont*. La société au xviii^e siècle. Les Rupelmonde à Versailles, 1685-1784 (attachant tableau de certains aspects de la société française au xviii^e s.). — *F. van Duyse*. Het oude nederlandse Lied (œuvre de grande valeur). — N^o 4. *E. Gossart*. Espagnols et Flamands au xvi^e siècle. L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection (excellent livre où, pour la première fois, on indique les facteurs économiques de la Révolution au xvi^e siècle. L'auteur fait également ressortir les traits des caractères essentiellement différents des Flamands et des Espagnols). — *H. Dubrulle*. Cambrai à la fin du moyen âge (beaucoup de détails inédits).

24. — Bulletin bibliographique et pédagogique du Musée belge. 1904, n^o 9. = Comptes-rendus : *H. Rott*. Friedrich II von der Pfalz (bien documenté, mais parfois tendancieux). — N^o 10. *E. Wiese*. Die Politik der Niederländer während des Kalmarkriegs (1611-1613) und ihr Bündniss mit Schweden (1614) und den Hansestädten (fait très consciencieusement d'après les meilleures sources; l'auteur n'a pas suffisamment rattaché son sujet à l'histoire générale). — *P.-J. Blok*. Verspreide studien op het gebied der geschiedenis (intéressantes dissertations, notamment sur le Taciturne, Huygens, Jean de Nassau, l'historien Fruin, et le rôle des Jésuites). — 1905, n^o 1. *C. Smeesters*. L'essor industriel et commercial du peuple belge (tableau bien dessiné; l'auteur a eu le tort de négliger presque entièrement l'agriculture). — N^o 2. *P. Hume Brown*. History of Scotland (t. I : Depuis les origines jusqu'à Marie Stuart; t. II : De Marie Stuart à la Révolution de 1689. Excellent manuel). — *Déchelette*. L'oppidum de Bibracte (excellent). — N^o 3. *E. Pariset*. Histoire de la fabrique lyonnaise. Étude sur le régime social et économique de l'industrie de la soie à Lyon depuis le xvi^e siècle (travail remarquable, fait d'après les archives de la ville de Lyon). — N^o 4. *G. Kurth*. Notger de Liège et la civilisation au x^e siècle (reconstitution aussi solide qu'ingénieuse).

25. — Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. T. XXXIV, n^o 1. — *J.-E. DEMARTEAU*. L'Ardenne belgo-romaine. Étude d'histoire et d'archéologie (travail considérable, mais fort touffu. Belles photographies). — *T. GOBERT*. La loterie à Liège dans les siècles passés (cette source d'alimentation du trésor public ne produisit pas grand'chose).

= N° 2. R. DUBOIS. L'élection et le couronnement de l'empereur Mathias, 1612 (journal de voyage de Ferdinand de Bavière, prince-évêque de Liège, conservé aux archives de Huy). — D. BROUWERS. Contribution à l'histoire des États du duché de Limbourg au XVIII^e s. (soutient, contrairement à l'avis d'Ernst, que les États du Limbourg existaient dès le XIII^e s.). — T. GOBERT. Les archives communales de Liège (notice historique du plus haut intérêt).

26. — Bulletin du Cercle archéologique, littéraire et artistique de Malines. XIV, 1904. — H. CONINGKX. La fin de deux régimes (il s'agit du régime français tombé en 1814 et du régime hollandais détruit par la Révolution de 1830; intéressants chapitres d'histoire locale). — J. LAENEN. L'ancienne bibliothèque des archevêques de Malines (histoire de cette importante collection créée par Jacques Boonen, de H.-G. de Precipiano, et du cardinal d'Alsace, qui occupèrent le siège de Malines au XVII^e et au XVIII^e s.). — V. HERMANS. Le *Livre de Champ* de Marguerite d'Autriche (attribue à Albert Dürer les splendides miniatures qui ornent ce précieux manuscrit). — J. LAENEN. La mutualité du métier des forgerons à Malines (elle remonte à 1257 et subsista jusqu'à la Révolution française).

27. — Bulletin de la Commission royale d'histoire. T. LXXIII, livr. 3-4. — Dom U. BERLIÈRE. Jean de West, évêque urbaniste de Tournai (reconstitue, d'après les archives du Vatican, la biographie de ce personnage, † 1384). — R. MAERE. Instruction concernant les affaires des Pays-Bas remise à Caetani, nonce à Madrid, 1592 (description intéressante de la situation religieuse des Pays-Bas). — G. SIMENON. Suppliques adressées aux abbés de Saint-Trond (classe ces actes d'après l'objet auquel ils se rapportent; il s'agit des XVI^e, XVII^e et XVIII^e s.). — N. DE PAUW. L'adhésion du clergé de Flandre au pape Urbain VI et les évêques urbanistes de Gand (1379-1395). — H. PIRENNE. Rapport sur la publication des documents relatifs aux corporations des métiers.

28. — Bulletin de la section scientifique et littéraire de la Société des Mélophiles de Hasselt. XXXVIII, 1904. — P.-J. MAAS. Une forme germanique de la propriété collective dans le Limbourg (il s'agit d'un bloc de plus de 5,000 hectares possédé en commun par plusieurs communes dès le XIV^e siècle et qui fut ensuite usurpé par l'Ordre teutonique). — A. HANSAY. Les comptes domaniaux de la seigneurie d'Oupeye (intéressante contribution à l'histoire économique du XIV^e s.). — F. STROVEN. Les chanoinesses de l'ordre du Saint-Sépulchre du couvent dit de Jérusalem à Saint-Trond (liste des prieures et des religieuses, depuis la fondation du couvent en 1539 jusqu'à sa suppression en 1796).

29. — Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg. XXII, 1904. — F. HUYBRIGTS. Étude comparative des occupations romaines et franques de la Hesbaye et des contrées au sud de la Meuse et de la Sambre dans la province de Namur et dans le Hainaut

(se fonde surtout sur la numismatique). — E. VAN WINTERSHOVEN. Chronique tirée des registres paroissiaux d'Emael (beaucoup de curieux détails sur la sorcellerie et sur les souffrances nées de l'occupation étrangère au xvii^e et au xviii^e siècle). — PAQUAY. Le trésor de Notre-Dame à Tongres (inventaire sommaire; historique des pièces principales). — L. RENARD. Les antiquités tongroises au musée archéologique de Liège (notice bien illustrée). — J. LIBOR. Le lieutenant général Tieken de Terhove (général tongrois qui prit une part importante aux guerres du premier Empire et à la révolution belge de 1830).

30. — Bulletin du Cercle historique et archéologique de Courtrai. 1904, n° 4. — T. SEVENS. Het lakenwezen te Kortryk (aperçu des vicissitudes du métier de la draperie à Courtrai, d'après le livre de la corporation). — J. BETHUNE. Un fonctionnaire trop intéressé : le marquis Devenish, gouverneur de Courtrai (exactions commises par ce personnage au détriment des Courtraisiens pendant les années 1719-1739). — H. DE POORTER. Le projet de jonction de Bruges à la Lys en 1584 (d'après des documents des archives de Courtrai). = N° 5. J. BETHUNE. Un soulèvement des tisserands de damassés en 1741. — A. DE POORTER. Premières origines de la prévôté Saint-Amand-lez-Courtrai (il s'agit d'une filiale d'Elnone, antérieure à 1130). — Th. SEVENS. Inventaire sommaire des archives de la ville de Courtrai). = N° 6. A. DE POORTER. Documents relatifs à l'abbaye de Saint-Amand (actes du xiii^e siècle).

31. — Leodium. 1904, n° 12. — G. KURTH. Entrée du parti populaire au Conseil communal de Liège en 1302 (étude critique sur un passage de Jean d'Outre-Meuse). — E. SCHOOLMEESTERS. Tableau des archidiacres du diocèse de Liège pendant le xii^e siècle. — Id. Condamnation d'une fille de Borset qui avait feint de vivre sans boire ni manger (condamnation prononcée par l'évêque de Liège Jean-Théodore, le 24 mai 1726). = 1905, n° 1. G. MONCHAMP. Pétrarque et le pays liégeois (détails sur le séjour fait à Liège par le poète au mois de juin 1333). = N° 2. J. CEYSSENS. Le dernier cardinal liégeois, Jean Gualthère de Sluse de Visé, et ses prédécesseurs à Rome (1628-1687). = N° 4. THONON. Un évêque d'Ypres de la Hesbaye wallonne (il s'agit de Guillaume Delvaux, 1681-1761, professeur à l'Université de Louvain, où il combattit énergiquement le Jansénisme, puis seizième évêque d'Ypres en 1732). — G. SIMENON. L'instruction populaire à Saint-Trond pendant l'ancien régime (d'après les documents des archives).

32. — Le Musée belge. 1905, n° 2. — P. GRAINDOR. Un lécythe à scène dionysiaque (intéressante dissertation). — T.-P. WALTZING. Orolaunum Vicus. Les inscriptions (troisième partie de cet important travail : les Inscriptions du palais Mansfeld dont l'origine est douteuse; 23 grav.). — C. HONTOIR. Comment Clément d'Alexandrie a connu les mystères d'Éleusis (expose les controverses). — E. HOHLWEIN. La police des villages égyptiens.

33. — Ons Hemecht. Revue de la Société historique, littéraire et artistique du Luxembourg. T. X, 1904. — J. DEPOIN. Sifroi Kunuz, comte de Mosellane, tige de la maison de Luxembourg (étude originale sur le premier comte de la province). — Das Grossherzogthum Luxemburg unter Wilhelm I (détails nouveaux sur la période de 1815 à 1840).

34. — Revue belge de numismatique. 1905, n° 1. — L. FORREV. Les signatures de graveurs sur les médailles grecques. — B. DE JONGHE. Un denier noir frappé à Ypres par Gui de Dampierre (on n'en connaît qu'un exemplaire). — E. BERNAYS. Un demi-gros de Jean de Bavière, duc de Luxembourg (xv^e siècle). — P. BORDEAUX. Jeton franco-allemand de la première République et méreaux mayençais contremarqués de 1792 à 1814. — E. PENY. Jetons et méreaux de charbonnages. = Compte-rendu : A. Luschin von Ebengreuth. Allgemeine Münzkunde und Geldgeschichte des Mittelalters und der neueren Zeit (excellent). = N° 2. F. ALVIN. Contributions à la sigillographie nationale (étude les sceaux de l'abbaye de Ninove, de la léproserie de Malines, de Lelienael, de Corssendonck et de la chapelle Sainte-Anne à Bruxelles). — A. DE WITTE. Biographie de A.-C. Teixeira de Aragoo (numismate portugais † 1903). — V. DE MUNTER. Biographie d'Édouard Van Even (archiviste belge † 1905). — A. DE WITTE. Biographie d'H. Morin-Pons (auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné* † 1905). = Comptes-rendus : J. Simonis. L'art du médailleur en Belgique ; II (précieuse contribution à l'histoire numismatique du xvi^e siècle). — H. Halke. Einleitung in das Studium der Numismatik (bon). — F. Mazerolle. Les médailles français du xv^e siècle au milieu du xvii^e (excellent). — A. Blanchet. Traité des monnaies gauloises (très remarquable). — Sovorinos. Numismatique de l'empire des Ptolémées (ouvrage qui peut être considéré comme définitif).

35. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous. 1905, n° 1. — D.-G. MORIN. Le catalogue de l'abbaye de Gorze au xi^e siècle (d'après un manuscrit de la bibliothèque municipale de Reims). — D.-R. ANCEL. La question de Sienne et la politique du cardinal Carlo Caraffa (rectifie certaines appréciations de G. Duruy en se fondant sur des documents nouveaux). — D.-P. BASTIEN. Questions de principe concernant l'exégèse catholique contemporaine (jusqu'à quel point la critique est-elle condamnée ? D'après l'ouvrage du P. Lacome). = Comptes-rendus : König. Pius VII. Die Säkularisation und der Reichs Konkordat (d'après les archives de la Nonciature et du ministère des Affaires étrangères à Vienne). — Histoire de l'instruction publique dans le grand-duché de Luxembourg (recueil de mémoires publiés à l'occasion du troisième centenaire de la fondation de l'Athénée. Très intéressant). — Cramer et Pijper. Bibliotheca reformatoria neerlandica (reproduction de pièces rarissimes avec des préfaces très érudites). — Grandérath. Geschichte des Vaticanischen Konzils (travail d'une par-

faite objectivité, fait d'après les archives secrètes du Vatican et de la secrétairerie d'État). — *Hilgers*. Der Index der verbotenen Bücher, in seiner neuen Fassung dargelegt und rechtlich-historisch gewürdigt (étude approfondie et bien documentée). — *E.-C. Babut*. Le concile de Turin (étude sur l'histoire des églises provençales au v^e siècle et sur les origines de la monarchie ecclésiastique romaine, 417-450; beaucoup de recherches). = N° 2. D.-G. MORIN. Un écrivain inconnu du x^e siècle : Walter, moine de Honnecourt, puis de Vézelay (d'après les inscriptions de la collection Salis à la bibliothèque municipale de Metz; détails sur la biographie de ce Bénédictin, indications nouvelles sur les idées de Roscelin et sur les difficultés qui existaient au xii^e siècle dans l'Église de France). — D.-A. CLÉMENT. Conrad d'Urach, de l'ordre de Cîteaux, légat en France et en Allemagne (première partie d'un travail considérable sur cet important personnage du xiii^e siècle). — F. UZUREAU. L'abbaye de Fontevrault (détails intéressants sur sa suppression en 1790). = Comptes-rendus : *E. Likowski*. L'union de l'Église grecque-ruthène en Pologne avec l'Église romaine, conclue à Brest, en Lithuanie, en 1596 (dissipe les erreurs qui régnaient au sujet de l'acte de Brest). — *Dom U. Berlière*. Inventaire analytique des *Libri obligationum et solutionum* des archives Vaticanes (limité aux diocèses de Cambrai, Liège, Théroutanne et Tournai; c'est une édition modèle). — *J. Schnitzer*. Quellen und Forschungen zur Geschichte Savonarolas (Savonarole sort grandi de cette étude approfondie). — *E. Abbe*. Autour de Jean XXII. Hugues Gérard, évêque de Cahors. L'affaire des poisons et des envoûtements de 1317 (cherche à réhabiliter ce pape). — *A. Houtin*. Un dernier gallican, Henri Bernier, chanoine d'Angers (intéressant, mais tendancieux). — *G. Grupp*. Kulturgeschichte der römischen Kaiserzeit; t. II (ouvrage considérable; étude approfondie du v^e s.).

38. — **Revue de bibliographie et de bibliothéconomie (Tijdschrift voor Boek en Bibliotheekwezen)**. 1904, n° 1. — M. ROOSES. Les caractères de l'imprimerie plantinienne de 1555 à 1589 (donne les noms et les œuvres des graveurs et fondeurs de caractères qui travaillèrent pour Plantin). — P. VERHEYDEN. Le *Livre de Champ* de Marguerite d'Autriche (c'est un célèbre et magnifique manuscrit, orné de miniatures et conservé aux archives de la ville de Malines, dont l'auteur est inconnu. L'auteur de cet article conteste les appréciations de Baes et Destrée et présente des conjectures nouvelles). = N° 2. P.-C. MOLHUIZEN. Étude sur la bibliothèque de l'Université de Leyde. = N° 3. V.-A. DE LA MONTAGNE. Livres néerlandais imprimés en pays wallon (complément aux *Bibliographische adversaria* de M. NYHOFF). = N° 4. C.-P. BURGER. Les plus anciennes impressions d'Amsterdam (étude sur les éditions faites en cette ville de 1501 à 1550). — J.-D. RUTGERS VAN DER LOEFF. L'inventeur harlemois de l'imprimerie (étude sur Laurent Coster, d'après l'ouvrage de Ch. Enschedé). — K. VAN DE WOESTYNE. L'exposition du Livre à Gand (intéressant compte rendu de cette remarquable exposition). = N° 5. H.-G. BELLAARD. De nouveaux

fragments du *Miroir historique* de J. van Maerlant (ces fragments ont été retrouvés aux archives de l'État à Bois-le-Duc dans des registres scabinaux de la ville de Tilbourg). — E. DE BOM. L'exposition du livre moderne au musée Plantin à Anvers (parle surtout des merveilles venues d'Angleterre). — 1905, n° 1. W.-P.-C. KNUTTEL. La bibliothèque royale de la Haye. — E.-W. MAES. Le bréviaire Grimani (histoire et description de ce superbe manuscrit à miniatures). — E. LJUNGGREN. Un livre rare (c'est la plus ancienne édition du drame *Titus Andronicus* de Shakespeare (1594) découvert par le sous-bibliothécaire de Lund). — N° 2. S.-G. DE VRIES. Les manuscrits de Juste Lipse (notice sur ce fond important de l'Université de Leyde).

37. — Revue de Belgique. 1905, n° 3. — J. CARLIER. Le baron Lambermont (détails intéressants sur la carrière de l'éminent homme d'État).

38. — Revue de droit international et de droit comparé. 2^e sér., VI. — P. DE PELSMAEKER. Des formes d'association à Ypres au XIII^e siècle (étudie, d'après des chirographes des archives de la ville d'Ypres, les types d'association commerciale et industrielle existant au moyen âge).

39. — Revue générale. 1904, n° 11. — L. DE BÉTHUNE. Le baron d'Anethan d'après sa correspondance (infiniment plus intéressant que la biographie de cet homme d'État publiée en 1899 par M. Pettinck (voy. *Rev. hist.*, LXXX. 376-377)).

40. — Revue historique de l'ancien duché de Brabant (Bijdragen tot de geschiedenis van het oude hertogdom Brabant). 1904, livr. 7-11. — K. VAN ROOY. La commune de Gierle pendant la Révolution française (d'après le journal du curé de l'époque). — E. GEUDENS. Histoire des rues d'Anvers (d'après les archives communales). — P.-J. GOETSCHALCKX. Les origines de la paroisse de Linth (intéressant chapitre d'histoire ecclésiastique). — L. PHILIPPEN. Le béguinage de Sainte-Catherine-aux-Champs à Diest (publication de chartes et bonne dissertation sur l'histoire du béguinage). — J. B. STOCKMANS. L'obituaire de l'église Saint-Pierre à Anderlecht (excellente édition de ce document, qui remonte au XIII^e siècle).

41. — Revue de l'Instruction publique en Belgique. 1904, n° 6. — Comptes-rendus : E. MARCS. Studien zur Geschichte des Niederländischen Aufstandes (ouvrage de premier ordre). — LINDNER. Weltgeschichte seit der Völkerwanderung (c'est le meilleur tableau de l'histoire universelle que nous possédions actuellement). — FLACH. Les origines de l'ancienne France; t. III (ce livre restera longtemps le centre des travaux relatifs à l'histoire constitutionnelle de la France du I^{er} et du XI^e siècle). — VAN LOESCH. Die Kölner Kaufmannsgilde im zwölften Jahrhundert (corroboré les idées émises par M. Pirenne sur l'origine des villes médiévales). — U. BERLIÈRE. Inventaire analytique des *Libri obligationum et solutionum* des archives Vaticanes au point de vue des

anciens diocèses de Cambrai, Liège, Théroutanne et Tournai (analyse de 1,955 actes compris entre les années 1296 et 1548; édition irréprochable). = 1905, n° 1. Comptes-rendus : *J.-E. Demarteau*. L'Ardenne belgo-romaine (finies observations, verve malicieuse et esprit humoristique. On ne distingue pas très bien le plan). — *J. Warichez*. Les origines de l'Eglise de Tournai (beaucoup de sagacité et de prudence). — *L. van der Kindere*. La chronique de Gislebert de Mons (édition parfaite). — *N. Pietkin*. La germanisation de la Wallonie prussienne (il s'agit de la région d'Eupen-Malmédy-Monjoie, d'où le gouvernement prussien cherche à extirper la langue française). — *Gilliodts*. Cartulaire de l'ancienne estaple de Bruges (importante contribution à l'histoire économique). = N° 2. *H. VAN DER LINDEN*. Un projet de création d'une Faculté commerciale au XVIII^e siècle (ce projet fut présenté en 1765 au comte de Cobenzl par Nicolas Bacon, conseiller de commerce; l'esprit routinier du Conseil des finances le fit échouer). = Comptes-rendus : *G. Espinas*. Jehan-Boine Broke, bourgeois et drapier douaisien (ce travail jette plus de lumière sur le patriciat urbain que toutes les études générales antérieures). — *C. Terlinden*. Le pape Clément IX et la guerre de Candie, 1667-1669 (d'après les archives secrètes du Saint-Siège; beaucoup de détails inédits). — *G. Grupp*. Kulturgeschichte der römischen Kaiserzeit; t. II (ouvrage de haute valeur).

42. — Revue des bibliothèques et des archives de Belgique.
I, livr. 6. — *A. BAYOT*. Un manuscrit du livre de Baudouin de Flandre (description d'un manuscrit de la Bibliothèque royale de Bruxelles contenant une chronique des comtes de Flandre pour les années 1180-1292). — *G. DES MAREZ*. Les documents relatifs à Michel-Florent van Langren, cosmographe et mathématicien du roi, conservés aux archives de la ville de Bruxelles (relatifs aux projets de transformation et de fortification de la ville au XVII^e siècle). — *R. d'AWANS*. Les archives et la bibliothèque communale de Malines (excellente notice sur cet important dépôt). — *F. ALVIN*. Le Cabinet des médailles à la Bibliothèque royale (intéressant inventaire). = II, livr. 1. *H. DUBRULLE*. Inventaire des chartes de l'abbaye de Saint-André-du-Cateau (documents datés de 1033 à 1300). — *E. FAIRON*. Le dépôt des archives de l'État à Liège (bon aperçu sommaire). — *L. VERRIEST*. Aperçu des collections des archives communales de Tournai. = LIVR. 2. *I. VANNERUG*. Le dépôt des archives de l'État à Anvers. = LIVR. 3. *A. CARLOT*. Le dépôt des archives de l'État à Namur. — *C. HODEVAERE*. Le dépôt des archives de l'État à Mons. = LIVR. 4. *A. PONCELET*. Quelques autographes précieux (analyse de curieuses lettres adressées à des Jésuites ou écrites par des membres de la Compagnie durant les XVI^e et XVII^e siècles, et conservées aux archives du royaume). = LIVR. 5. *A. NELIS*. Le manuscrit 757^e des Archives générales du royaume (étudie un manuscrit du XV^e siècle contenant un commentaire de Denis le Chartreux sur la règle du Tiers-Ordre franciscain). — *A. BAYOT*. La première partie de la Chronique dite de Baudouin d'Avesnes (l'auteur l'a retrouvée : elle

commence à la création du monde). — A. VAN ZUYLEN VAN NYEVELT. Le dépôt des archives de l'État à Bruges.

43. — Revue historique de l'ancien pays de Looz. 1904, n° 1. — P.-J. MAAS. Marlborough dans la Campine limbourgeoise (d'après les documents conservés aux archives de l'État à Hasselt, et d'après les ouvrages de Roussel et de Ledhyard). = N° 3. E. BRIERS. Notes sur la justice répressive au pays de Lummen à la fin du siècle dernier (xviii^e). = N° 4. A. HANSAY. La population du pays de Liège au xv^e siècle. = A. PAQUAY. La répression des troubles calvinistes à Hasselt par Gérard de Groesbeeck, 1566-1567 (d'après les documents des archives de l'État à Hasselt). — C. BAMPS. A propos du siège de Hasselt par Gérard de Groesbeeck en 1567 (fait connaître des pièces très curieuses relatives aux troubles religieux et conservées à l'hôtel de ville de Hasselt). — A. HANSAY. La coutume de Cosen et Weyer (seigneurie située entre Hasselt et Saint-Trond). = N° 7. G. ROBYNS. De Liège à Eindhoven (historique de la grande chaussée de Liège à Eindhoven, construite au xviii^e siècle).

44. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1904, décembre. — *Miketta*. Der Pharao des Auszuges (l'auteur, qui est catholique, tient l'exode pour un fait absolument historique, puisqu'il est attesté par l'Ancien Testament; quant à l'époque où cet événement se produisit, il croit pouvoir la placer entre 1500 et 1455, sous Aménophis III. Les arguments qu'il tire des documents égyptiens ne semblent pas à K. Sethe très solides. Ne pourrait-on pas rapprocher plutôt l'exode de l'expulsion des Hyksos?). — R.-E. Brännow et A. von Domaszewski. Die Provincia Arabia; Bd. I (excellent recueil de documents, qu'il reste à mettre en œuvre). — *Sillem*. Briefsammlung des Hamburgischen Superintendenten Joachim Westphal, 1530-1575; 1^{re} Abtheilung: Briefe aus den Jahren 1530-1558 (correspondance fort intéressante pour l'histoire des disputes théologiques, concernant surtout la sainte Cène, qui divisèrent les Luthériens et les Calvinistes). — W. Erben. Das Privilegium Friedrich I für das Herzogtum Oesterreich (remarquable étude de diplomatique; mais les conclusions n'en sont pas absolument convaincantes). — Fr.-E. Welti. Die Stadtrechnungen von Bern aus den Jahren 1430-1452. = 1905, janvier. A. Harnack. Geschichte der altchristlichen Literatur bis Eusebius; II, 2: die Chronologie der Litteratur von Irenæus bis Eusebius (longue analyse et discussions par G. Krüger. 56 pages). = Février. E. von Dobschütz. Die urchristlichen Gemeinden. Sittengeschichtliche Bilder (pas beaucoup de faits nouveaux; mais les faits connus sont présentés d'une manière nouvelle. Remarquable). = Mars. E. W. Brooks. The sixth book of the Select letters of Severus, patriarch of Antioch, in the syriac version of Athanasius of Nisibis (important pour l'histoire des doctrines et du mouvement monophysites). — Joh. Kretschmar. Gustav Adolfs Pläne und Ziele in Deutschland, und die Herzöge zu Braunschweig und Lüneburg (important; beaucoup de faits nouveaux). — L. Schmitz-Kallenberg. Practica cancellariae apostolicae

saeculi xv exeuntis (utile). — *H. Bullinger*. *Diarium*. Correspondenz mit den Graubündnern. — *G. von Schulthess-Rechberg*. Heinrich Bullinger der Nachfolger Zwinglis (bon). — *J.-M. Rev.* Quellen zur Geschichte des kirchlichen Unterrichts in der evangelischen Kirche Deutschlands 1530-1600 (histoire approfondie de l'enseignement du catéchisme en Allemagne au xvi^e siècle). — *G. Wissowa*. Religion und Kultus der Römer (remarquable manuel). = Avril. *Paul Hassel*. Joseph Maria von Radowitz, 1797-1848 (apporte nombre de documents nouveaux sur la politique du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV). — *Edw. Armstrong*. The emperor Charles V (excellent résumé, très bien informé). — *L. Moltesen*. *Acta pontificum danica*, 1316-1536; vol. I, 1316-1378 (l'auteur a dépouillé avec beaucoup de conscience les registres du Vatican; publie beaucoup de nouveau; la bibliographie est insuffisante). — *G. Steinhausen*. *Geschichte der deutschen Kultur* (ouvrage abondamment illustré, mais d'une illustration un peu banale et qui nuit à la réelle valeur du livre). = Mai. *Th. Kolde*. *Luthers Werke*; vol. XXV et XXVII. — *Rud. Steck*. *Die Akten des Jeterprozesses nebst dem Defensorium* (important pour l'histoire des luttes entre Franciscains et Dominicains, du parti qu'en surent tirer les humanistes et, par conséquent, des préliminaires de la Réforme). — *Hermann Ethé*. *Catalogue of Persian mss. in the library of the India Office*; vol. I. = Juin. *Hugo Schumann*. *Der Steinzeitgräber der Uckermark* (important). — *Fritz Wolters*. *Studien über Agrarzustände und Agrarprobleme in Frankreich, 1700-1790* (très intéressant). — *Ad. Harnack*. *Die Mission und Ausbreitung des Christentums in den ersten drei Jahrhunderten* (présente sous un jour nouveau l'histoire des missions chrétiennes qui ont conquis le monde païen). — *R. Archivio di stato di Lucca*. *Regesti*; vol. II : *Carteggio degli Anziani, raccolto o riordinato da L. Fumi*. — *Bibliotheca reformatoria Neerlandica*; 2^e partie : *Het offer des Heeren, door S. Cramer* (réimpression critique du « Livre des martyrs » des Memnonites néerlandais. Important pour l'histoire des Anabaptistes). — *Alf. Doren*. *Deutsche Handwerker und Handwerksbruderschaften im mittelalterlichen Italien* (à utiliser avec précaution).

45. — Historisches Jahrbuch. Bd. XXV, Heft 4. — *Ph. SCHNEIDER*. Le traité de Conrad de Magenberg, *De limitibus parochiarum civitatis Ratisbonensis*, et la Chronique universelle d'André de Ratisbonne (maintient, contre les critiques de Grauert et de Leidinger, cette thèse que le traité de Conrad a été une des sources qu'a utilisées André de Ratisbonne pour sa Chronique universelle ou Chronique des papes et empereurs romains). — *V. SCHWEITZER*. *Christian IV de Danemark et les villes de la Basse-Allemagne en 1618-1625; suite et fin*. — *Alfred HERRMANN*. *La Correspondance de Napoléon I^{er}; suite et fin* (essaye de caractériser Napoléon d'après les lettres publiées par Lecestre et Brotonne). — *L. PFLEGER*. *Un adversaire de Flacius Illyrikus : Wilhelm Eisengrein* (Mathias Flacius Illyrikus publia en 1556 son Catalogue des Témoins de la vérité, préface aux Centuries de Magdebourg, dont les

six premiers volumes parurent de 1559 à 1562; trois ans plus tard commencèrent à paraître les réponses faites par les catholiques à cette rude attaque menée par les protestants; W. Eisengrein, un des plus notables champions du parti catholique, publia en 1565 son *Catalogus testium veritatis*. Sa biographie). = Comptes-rendus : J.-P. KIRSCH. Die päpstlichen Annaten in Deutschland während des XIV. Jahrh. (important). — Fr. von Bezold. Briefe des Pfalzgrafen Johann Casimir, mit verwandten Schriftstücken; Bd. III, 1587-92. — Schwickerath. Jesuit education; its history and principles (remarquable; article à consulter pour les indications biographiques qu'il contient sur l'histoire de l'enseignement). = Bd. XXVI, Heft 1. F.-X. FUNK. L'authenticité des canons de Sardique (réponse aux objections de Friedrich, qui a commis des erreurs nombreuses et grossières); fin dans Heft 2. — Fr. LAUCHERT. Sébastien Haydlauf, évêque de Freisingen, et ses écrits (né en 1539; évêque de Freisingen en 1569; mort vers la fin de 1580. En dehors d'une oraison funèbre du duc Albert de Bavière, 1580, ses ouvrages sont d'un caractère purement théologique). — P.-A. KIRSCH. L'attitude du Saint-Siège lors de l'élection à l'empire de Charles VII et de François I^{er}, 1742 et 1745 (utilise surtout la Correspondance de Rome au ministère des Affaires étrangères de Paris). — A. LORENZ. A quelle époque a été établi le calendrier actuel des Juifs? (le mois de septembre de l'année 770 paraît être le point de départ de ce calendrier). — P.-M. BAUMGARTEN. L'envoi du chapeau rouge (l'envoi du chapeau rouge, qu'il faut distinguer de la barrette rouge, a toujours été exceptionnel; le plus ancien exemple remonte au pontificat de Clément V). = Comptes-rendus : A. Franz. Das Rituale von St Florian aus dem XII. Jahrh. (remarquable). — C. EUBEL. Bullarium Franciscanum; t. VII. — Ilgner. Die volkswirtschaftlichen Anschauungen Antonins von Florenz, 1389-1459 (analyse intelligente des œuvres du célèbre scolastique). — H. CROHNS. Die Summa theologica des Antonin von Florenz und die Schätzung des Weibes im Hexenhammer (Antonin de Florence a refait avec plus de virulence encore l'Alphabet des femmes de J. Dominici, le *Formicarius* de J. Nider; il est en partie responsable des crimes inspirés par le « Marteau des sorcières ». Article intéressant sur la psychologie et l'éthique de la femme au moyen âge). — J. von Gerlach. Ernst Ludwig von Gerlach. Aufzeichnungen aus seinem Leben und Wirken, 1795-1877. = Heft 2. H. SCHROERS. La pseudo-isidorienne *Exceptio spoli* et le pape Nicolas I^{er} (le pape a connu cette *Exceptio*; on n'en saurait conclure qu'il ait connu le recueil entier des fausses décrétales. Les citations de ces décrétales que l'on a pu relever dans ses écrits doivent avoir été empruntées à des ouvrages d'origine franque). — Stephan EHSES. Paolo Sarpi a-t-il, pour son Histoire du concile de Trente, puisé à des sources aujourd'hui inconnues? (c'est peu probable; Sarpi reproduit d'ordinaire les textes sans fidélité et il ne craint pas d'y ajouter des inventions de son cru). — R. GUGGENBERGER. Urbain VI reconnu par les cardinaux séjournant à Avignon. — G. SOMMERFELDT. Deux ser-

mons politiques de Heinrich d'Oyta et de Nicolas de Dinkelsbühl, 1388 et 1417. — B. DUHR. Pour servir à la biographie du P. Friedrich Spe (ce jésuite, qui entra au noviciat de Trèves le 22 septembre 1610, est l'auteur d'une *Cautio criminalis*, sorte de commentaire juridique pour la poursuite des sorcières, qui fut subrepticement publiée en 1631). — P.-A. KIRSCH. Les droits héréditaires de Marie-Thérèse reconnus par le Saint-Siège. = Comptes-rendus : W. Christensen. Dansk statsforvaltning i det 15 århundrede (bonne histoire de l'administration en Danemark au xv^e siècle). — K. Schrauf. Acta facultatis medicae Universitatis Vindobonensis; III, 1490-1568. Die Matrikel der Ungarischen Nation an der Wiener Universität, 1453-1630.

46. — Századok (les Siècles). 1905, janv. — J. VÉRTESY. La valeur littéraire de la Chronique illustrée (elle fut composée sous le règne de Louis le Grand, en 1358, et raconte les hauts faits des Magyars jusqu'en 1330. Quoiqu'écrite en latin, on sent que l'auteur pense en magyar; il caractérise avec une grande force les rois arpadiens. La Chronique se trouve aujourd'hui à Vienne). — J. ILLÉSY. La vente du Jász-Kunság à l'Ordre Teutonique; suite en févr. (ce territoire, occupé jadis par les Turcs, fut vendu à l'Ordre Teutonique, sans que les autorités magyares fussent consultées. Le tout-puissant archevêque Kollonics et la chancellerie viennoise avaient tout préparé pour le céder, en 1702, à un ordre étranger qui avait laissé de tristes souvenirs en Hongrie. Le prix fut fixé à 500,000 florins). — J. KARÁCSONYI. Le lieu de naissance et la famille de Benoît Makrai (il a étudié aux Universités de Prague, de Vienne, de Paris, en 1397, et de Padoue; il est originaire de Gacsalkér, dans le comitat de Zaránd). = Comptes-rendus : A. Németh. Histoire de l'Académie royale, école de droit, de Győr; 3^e partie : 1806-1850 (intéressant, mais la sortie contre les universités de nos jours était inutile). — Mittheilungen des k. und k. Kriegsarchivs; Dritte Folge, III Bd. (contributions à l'histoire des voies navigables, des campagnes de 1809 en Italie; un mémoire de Wimpffen de 1809). — J. Szinnyei. Lexique des écrivains hongrois; t. VII-IX (l'infatigable bibliographe est arrivé jusqu'à la lettre O, et il faut souhaiter qu'il puisse achever ce monument d'érudition). — D. Szabó. Histoire des diètes hongroises, 1519-1524 (utile). — R.-F. Kaindl. Studien zu den ungarischen Geschichtsquellen (suite des études importantes de l'historien autrichien; cette fois, il s'occupe de la légende des saints Gérard, Émeric, Ladislas, Zoerard et Marguerite). — E.-G. Gardner. Dukes and poets in Ferrara (intéressant; quelques remarques sur les humanistes hongrois). — Th.-A. Fischer. The Scots in Germany (bon). — F.-M. Nichols. The epistles of Erasmus (utile). — R. Temesváry. Bibliographie gynécologique hongroise (jusqu'en 1900; rendra des services). — Répertoire historique slave. = Févr. F. MÁRVÁS. Légendes populaires et données historiques sur l'attentat de Félicien Zách (dernier travail du savant historien. L'attentat contre le roi Charles-Robert et sa famille eut lieu

le 17 avril 1330. Les sources hongroises donnent comme motif la destitution de Zách, « dignitatum privatio » ; c'est une chronique italienne qui mentionne pour la première fois sa fille, Claire, et l'outrage qu'elle subit de Casimir, frère de la reine. Cette chronique date de 1344. La Chronique polonaise est encore plus récente; mais tout ce qui se rapporte à la fille de Zách est de pure fantaisie). — P. TÓTH-SZABÓ. Jászó et le droit du patronage; suite en mars (la célèbre abbaye de Prémontré a eu des discussions avec le roi Louis-le-Grand parce que celui-ci a nommé de son propre gré son chapelain, Nicolas, prieur de Jászó. Histoire de cette querelle et des vicissitudes de l'abbaye jusqu'en 1526). = Comptes-rendus : L. Szádeczky. Les poésies et la correspondance du baron Pierre Apor (important; voy. *Rev. hist.*, juill.-août 1904). — J. Karácsonyi et S. Borovszky. Regestrum Varadinense (quelques erreurs; voy. *Rev. hist.*, juill.-août 1904). — V. Bunyitay, R. Rapaics, J. Karácsonyi. Monumenta ecclesiastica, tempora innovatae in Hungaria religionis illustrantia; t. II : 1530-1534 (documents sur la Réforme en Hongrie, édités par la société Saint-Etienne; ils sont tirés des archives de Vienne, du Vatican et de quelques villes minières du nord de la Hongrie. Publication importante). — W. Norden. Das Papsttum u. Byzanz (travail approfondi). — Spyridion P. Lambros. *Ecthesis Chronica and Chronicon Athenarum* (plus complet que les éditions antérieures). — S. Márki. Le nom de Kolozsvár (Castrum Clus en 1173, Claudiopolis en 1559, Klausenburg en 1348, Coloswar en 1600). = Mars. D. ANGVAL. Contributions à l'histoire de l'exil en Turquie de François II Rákóczi (voir les publications hongroises annoncées plus loin, dans la Chronique. Les documents tirés des Archives nationales de Paris ont été publiés dans *Történelmi Tár*). = Comptes-rendus : L. Erdélyi. Histoire des Bénédictins de Pannonhalma; tomes VII-IX (ces volumes sont dus à T. Füssy, qui a écrit l'histoire de l'abbaye de Zalavár, et à P. Sörös, qui a écrit celle de l'abbaye de Bakonybél. Cette publication est un vrai monument à la gloire des Bénédictins hongrois; elle contient de nombreux documents inédits et éclaire d'un jour nouveau la mission civilisatrice de l'ordre). — M. Erdujhelyi. L'influence des couvents et des prieurés hongrois sur l'agriculture (pour le grand public). — J.-R. Kiss. Le procès de Georges Radvánszky, 1724-1725 (bon). — I. Kont. Un poète hongrois : Jean Arany, 1817-1882 (leçons détachées d'un cours libre à la Sorbonne. Éloge). — Ch. Hughes. Shakespeare's Europe (analyse). — Nécrologie : Jean Illéssy, 1861-1905. = Avril. M. SUFFLAY. Les deux chartes d'Arbé (les deux chartes qui datent de 1071 et de 1111 ont une grande importance pour la Hongrie et la Croatie; les historiens magyars et croates en ont tiré beaucoup de renseignements, mais elles sont apocryphes. Par un examen minutieux, l'auteur démontre qu'elles furent fabriquées de toute pièce par Chrysogonus, évêque d'Arbé, en 1367). — G. Téglás. L'importance des monuments de la Dobroudja pour l'histoire de la Dacie (sur le monument d'Adam-Klissi). — G. ÉBLE. Notes sur la vie d'Alexandre Károlyi (Károlyi, en concluant la paix de

Szatmár, en 1711, était convaincu que Rákóczi reviendrait en Hongrie, où il aurait bénéficié de l'amnistie. Publie des nécrologies de Károlyi, mort en 1743). — A. K'ROLYI. Le Codex Héderváry (contient la copie des actes du Conseil de lieutenance siégeant à Pozsony de 1549 à 1551, puis des rescrits royaux de 1552 à 1556). — Comptes-rendus : J. Bokor. Jordanès, De origine actibusque Getarum (traduction réussie). — Jules Pauler et Alexandre Szilágyi. Les sources de la conquête du pays (critique favorable des sources slaves éditées par Jagić, Thallóczy et Hodinka et des sources magyares éditées par Fejérpataky et Marczali). — F. Szinnyi. Jean Bacsányi (soigné). — G. Ráth. Le livre de l'industrie d'art; t. II (éloge). — E. Brandenburg. Politische Korrespondenz des Herzogs und Kurfürsten Moritz von Sachsen (important). — Mémoires concernant l'histoire de la civilisation hongroise (ces travaux sont dirigés par R. Békefi, professeur à l'Université de Budapest, et ont pour but de retracer, d'après les sources, les différentes phases de la civilisation magyare. Neuf fascicules ont paru jusqu'ici). — Nécrologie : le comte Géza Kuun, 1838-1905 (savant orientaliste; a publié en hongrois, en latin, en allemand et en italien, éditeur du *Codex Cumanicus* conservé à Venise, auteur de : *Relationum Hungarorum cum Oriente gentibusque orientalis originis historia antiquissima*, 1893-1895). — Répertoire historique slave. — Mai. S. DOMANOVSKY. La chronique de Pozsony (étudie les rapports de cette chronique du xiv^e siècle avec celle de Kézai). — M. WERTNER. Campagnes hongroises au xiv^e siècle (énumère, d'après les sources, toutes les campagnes de 1302 à 1400). — E. BERZEVICZY. La Hongrie à la Diète de Worms en 1521 (l'ambassade hongroise se composait de Verböczy, le codificateur de la loi magyare, qui avait invité un jour Luther à dîner, du prieur Jérôme Balbi, connu comme humaniste, et de Bernard Frangipan). — Comptes-rendus : L. Bártfai Szabó. François Forgách de Ghymes (éloge). — L. Zoltai. Debreczen vers la fin de la domination turque, 1662-1692 (étude économique très fouillée). — Les œuvres du comte Étienne Széchenyi éditées par K. Szily; t. I (éloge). — A. Main. The emperor Sigismund (rien de nouveau).

47. — The Athenæum. 1905, 17 juin. — Albert Hartshorne. Memoirs of a royal chaplain, 1729-1763; the correspondence of Edmund Pyle, chaplain in ordinary to George II, with Samuel Kerrich (intéressant; donne une idée peu relevée du monde clérical en Angleterre au xviii^e siècle). — Le mystère de Tilsitt (pour justifier l'attentat commis contre Copenhague et la saisie de la flotte danoise en 1807, Canning a déclaré avoir appris par une voie secrète que, le 25 juin, Napoléon I^{er} et Alexandre avaient résolu de former contre l'Angleterre une ligue maritime où devait entrer la flotte danoise; mais quelle est cette voie secrète? Aucune réponse certaine n'a été jusqu'ici donnée à cette question, la correspondance de Canning et de ses principaux agents n'ayant pas encore pu être étudiée). — Lethaby. Mediæval art, 312-1350 (bon

exposé du développement de l'architecture et des arts auxiliaires dans l'Europe occidentale). = 24 juin. *R. Nisbet Bain*. Scandinavia; a political history of Denmark, Norway and Sweden, 1513-1900 (remarquable). — *A. Bonnefons*. Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles (intéressant; mais l'auteur paraît avoir mal connu les documents anglais). — Middle Temple records; minutes of Parliament, 1501-1703; translated and edited by *C. Tr. Martin*; 3 vol. — Cromwell et les prisonniers irlandais (plusieurs de ces prisonniers furent déportés dans les Indes occidentales, aux Barbades par exemple; d'autres furent peut-être même vendus comme esclaves). = 1^{er} juillet. *Dicey*. Law and opinion in England (remarquable). — *Mrs. Huddy*. Mathilda, countess of Tuscany (sans valeur; c'est une simple paraphrase du poème de Donizo). = 8 juillet. *Sir D. M. Wallace*. Russia (la première édition de ce livre, en 1877, a été fort bien accueillie; cette édition nouvelle, refondue, sera consultée avec beaucoup de fruit par ceux que préoccupe le mouvement révolutionnaire qui ébranle en ce moment l'empire des tsars). — *Brand et Ellis*. Faiths and Folklore (M. Carew Hazlitt a réédité, sous forme de dictionnaire et avec de nombreuses additions, la compilation bien connue de John Brand et de Sir Henry Ellis; œuvre utile, mais forcément très incomplète. M. Hazlitt considère que le droit du seigneur est un fait réel, appartenant aux institutions régulières du moyen âge). = 15 juillet. *Mary Bateson*. Records of the borough of Leicester; vol. IV. = 29 juillet. *J. B. Bury*. The life of saint Patrick (très important et attachant). — *Abbot Gasquet*. Henry III and the Church (ouvrage très consciencieux; l'auteur se met volontiers du côté du clergé anglais, qui fit une opposition opiniâtre à l'ingérence excessive de la papauté dans les affaires intérieures de l'Église d'Angleterre). — *Aylmer Maude*. A peculiar people, the Doukhobors (très intéressant). — *A. Macdonald*. Clan Donald; vol. III. — *J. R. Mortimer*. Forty years' researches in the burial mounds of East Yorkshire (très bon et admirablement illustré). = 29 juillet. *R. Nisbet Bain*. The first Romanovs, 1613-1725 (intéressant récit par un homme très compétent). — *George W. Stow*. The native races of South Africa (utile collection de faits concernant les Hottentots et leurs invasions sur les territoires des Bushmen aborigènes). — *E. Maunde Thompson*. Customary of St Augustine's, Canterbury, and St Peters, Westminster; vol. II (textes intéressants, édités avec beaucoup d'érudition). — *W. J. Hardy*. Middlesex county records; calendar of Sessions books, 1689-1709. — *H. G. Woods*. Register of burials at the Temple Church, 1628-1853. — Sur le nom de Gwent (essai, par David Owen, sur l'étymologie et le sens de ce mot, par lequel on traduit le « Venta » des Romains).

48. — *The English historical Review*. 1905, juillet. — *W. Warde Fowler*. Notes sur Caius Gracchus; 2^e partie: la loi « de Civitate » (si certaines propositions de Caius eurent un caractère démagogique très accusé, du moins on ne peut dire de lui qu'il ait aspiré à la tyrannie). — *W. T. Waugh*. Sir John Oldcastle; 1^{er} art. (en appendice, une

Note sur la prétendue abjuration d'Oldcastle). — Ernest BROXAP. Les sièges de Hull pendant la Grande Guerre civile, 1642-1643. — W. H. STEVENSON. Un prétendu établissement des Parisii dans le comté de Lincoln (il a bien existé, au XIV^e siècle, dans ce comté des gens portant le nom de Paris; par exemple le grand chroniqueur de Saint-Alban; mais ce nom y avait été directement importé de la capitale du royaume capétien. Il n'y a jamais eu dans le comté de localité portant ce nom. Les Parisii dont parle Ptolémée étaient établis dans le comté d'York; il n'y en a pas de trace dans celui de Lincoln). — Miss A. M. ALLEN. La date des statuts « albertins » de Vérone (le recueil de statuts attribué à Alberto I^{er}, qui fut « capitaneus generalis » de Vérone de 1277 à 1304, doit avoir été écrit en 1276-1277). — Andrew CLARK. Le servage dans un manoir d'Essex, 1308-1378 (documents analysés). — W. L. NEWMAN. La correspondance de Humphrey, duc de Gloucester, et de Pierre Candido Decembrio (après que Léonardo Bruni d'Arezzo, auteur d'une traduction latine de la Politique d'Aristote dédiée au duc de Gloucester, eut été remercié, Decembrio offrit au duc ses services de traducteur attitré, ce qui donna lieu à un échange de lettres pendant les années 1438-1445). — H. A. L. FISHER. Les discours dans l'ouvrage de lord Herbert de Cherbury *Life and reign of Henry VIII* (le discours prononcé en 1511 par Wolsey est une fabrication littéraire). — Ch. HUGHES. Nicolas Faunt et son discours touchant l'office de principal secrétaire d'État, 1592 (publié d'après un manuscrit de la Bodléienne. Faunt fut secrétaire de Walsingham en 1580). — C. Litton FALKNER. Correspondance de l'archevêque Stone et du duc de Newcastle (publie dix-huit lettres de 1752 à 1757). — Comptes-rendus : Chas. Bigg. *The Church's task under the roman empire* (l'ouvrage comprend quatre morceaux : sur l'éducation, la religion, la situation morale et sociale pendant les premiers temps de l'empire romain; intéressant). — Freeman. *Western Europe in the fifth century; in the eighth century and onward* (deux volumes d'essais dont York Powell devait surveiller la publication. Des erreurs nombreuses que l'auteur n'eût peut-être pas commises. Intéressant comme tout ce qui vient de Freeman, mais déjà un peu vieilli). — The great roll of the Pipe for the 22^d year of the reign of king Henry II (important). — S. Armitage-Smith. *John of Gaunt* (bonne biographie). — Calendar of entries in the papal registers relating to great Britain and Ireland. *Papal letters*; vol. V, 1396-1404, prepared by W. H. Bliss et J. A. Twemlow; vol. VI, 1405-1415, by Twemlow. — S. Cramer et F. Pijper. *Bibliotheca reformatoria neerlandica*; I : *Polemische Geschriften der Hervormingsgezinden*; II : *Het offer des Heeren* (cette dernière publication est un livre des martyrs, particulièrement hollandais, avec un recueil de chansons relatives aux premières victimes de la Réforme). — J. Murdoch et I. Yamagata. *A history of Japan during the century of early foreign intercourse, 1542-1651* (très intéressant). — A. W. Whitehead. *Gaspard de Coligny, admiral of France* (excellente biographie, bien au courant). — W. H. Frere. *The*

english church in the reigns of Elizabeth and James I (fait avec beaucoup de conscience et de soin). — *W. H. Hutton*. The english church, from the accession of Charles I to the death of Anne (disproportionné; Laud occupe dans ce volume une place excessive; de nombreuses omissions; index insuffisant). — *W. Cunningham*. The growth of industry and commerce in modern times (3^e édition, revue et très augmentée, utile et instructive; le caractère fondamental de l'ouvrage n'a, d'ailleurs, point changé : c'est moins une histoire complète qu'une série d'études sur le développement industriel et commercial). — *A. Cook Myers*. Immigration of the Irish quakers into Pennsylvania, 1682-1750, with their early history in Ireland (bon). — *J. W. Fortescue*. Calendar of colonial State Papers; 4 vol., 1685-1697 (important). — *W. Ch. Ford*. Journals of the continental Congress, 1774-1789; vol. I, 1774 (excellent). — *Th. Schiemann*. Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I (excellent). — *Sir William Lee-Warner*. The life of the marquis of Dalhousie (habile mise en œuvre de la correspondance du marquis, classée par lui-même).

49. — Edinburgh Review. Vol. III, janvier-avril 1905. — La Réforme en Angleterre (à l'occasion de la nouvelle *Histoire moderne* de Cambridge, t. II. Il est probable que, même sans l'affaire du divorce, Henry VIII se fût brouillé tôt ou tard avec l'Église. Le clergé n'était pas de taille à lui résister, ne pouvant s'allier ni à la noblesse qui était détruite, ni aux communes dont le jour n'était pas venu. Riche et nombreux, il n'avait ni influence ni prestige, et sa fortune l'exposait à toutes les convoitises. Quant à la suppression des monastères, elle n'était pas justifiée. « Non seulement les victimes furent ruinées, mais le tort fait à leur réputation n'a jamais été redressé. Peut-être est-ce l'acte le plus injuste et le plus maladroit de toute l'histoire d'Angleterre »). — La question de couleur aux États-Unis (très embarrassante et dangereuse pour les États sudistes. Elle ne repose pas sur un désir caché de rétablir l'esclavage, mais sur les souvenirs du gouvernement des *carpet-baggers* appuyés du vote noir, puis sur la crainte de voir les nègres émancipés prétendre à la fusion sociale, enfin sur les excès brutaux que les nègres commettraient, dit-on, sur les femmes blanches. Néanmoins, il importe que l'État fédéral s'occupe de faire respecter les droits des noirs dans la mesure convenable, car les États sudistes ont besoin des nègres et ceux-ci n'ont, d'ailleurs, aucun désir d'émigrer. La fusion sociale n'est guère à craindre dans un pays où les socialistes eux-mêmes font résolument bande à part, suivant leur couleur, et où le noir qui épouse une blanche se disqualifie aux yeux de ses congénères autant que le blanc qui épouse une noire. On constate même avec satisfaction, symptôme d'amélioration morale, que, sauf en Louisiane, le nombre des mulâtres est très restreint. Quant au lynchage, peut-être serait-il moins fréquent si la justice criminelle était un peu plus expéditive). — La chute du Directoire (d'après les ouvrages récents d'Albert Vandal, Albert Sorel

et la grande *Histoire moderne* de Cambridge. Tout favorable à Bonaparte). — L'évêque Creighton (très intéressante figure d'historien, dont on vient de publier la biographie et la correspondance. Creighton avait l'esprit juste, vraiment tolérant, naturellement modéré. Sa polémique avec Lord Acton, à propos de son *Histoire des papes*, est pleine de sens. Il estimait que la tolérance, — on aurait même pu rappeler ici l'excellent petit livre qu'il a consacré à cette question, — est une affaire d'opportunisme plus que de principe; qu'il faut juger les gens d'après leur critérium moral plus que d'après des idées absolues; qu'il ne faut pas, en histoire, être dupe des grands mots et des beaux prétextes. Les hommes excellent à présenter sous de brillantes phrases « leur désir de gagner *six pence*, d'économiser *six pence* ou de ne pas se laisser voler *six pence* ». Ce n'était donc pas la Réforme qui l'étonnait, mais la Contre-Réforme. « Si le pape avait cessé de gruger l'Allemagne, personne ne se serait soucié de la justification par la foi. — Spencer en Irlande (des recherches récentes permettent de rétablir sa carrière officielle et de montrer l'influence que son séjour dans l'île a exercée sur sa poésie. Il est regrettable que l'excellente édition complète de ses œuvres, en dix volumes, dont neuf seulement ont paru, par le Rév. Grosart, 1882-1884, ne soit pas dans le commerce). — Homère et ses commentateurs (approuve, dans l'ensemble, les conclusions de M. Victor Bérard et les observations de M. Arthur Evans. Discute les autres travaux de Lang, Leaf, Bekker. « Ce que M. Bérard a fait pour la géographie de l'*Odyssée*, il lui reste, pour lui ou pour un autre, à le faire pour l'*Iliade*. M. Lenthéric a montré, par ses études sur le Rhône et le golfe du Lion, que la tâche convient particulièrement au génie français »). — L'*Histoire de vingt-cinq ans* (par M. Spencer Walpole. Les deux premiers volumes vont de 1856 à 1870. « La grande difficulté, avouons-le, est de découvrir une direction claire dans la conduite opportuniste des ministres anglais sur le terrain des affaires étrangères. » Même chez Lord Palmerston et Lord Salisbury, il n'y a jamais eu d'action continue digne du gouvernement anglais. Palmerston, très porté pour le peuple, « toujours prêt à recommander chez les autres l'extension du suffrage populaire et à le refuser chez lui », favorisa la création de la Belgique et de l'Italie; mais, dans l'affaire des duchés, il eut tort de ne pas comprendre la Prusse et de se méfier de la France. Car, « si la France et l'Angleterre eussent marché d'accord dans la circonstance, la France eût évité les désastres de 1870 et l'Europe la prépondérance des empires militaires sur les gouvernements libéraux ». C'est aussi Palmerston qui a lancé l'Angleterre dans la russophobie, dont Lord Salisbury a parfois aperçu les inconvénients, sans oser trop s'en écarter. Mais « l'attitude générale du peuple anglais, dans les affaires étrangères, est celle d'une ignorance noire et d'une apathie qu'interrompent seulement parfois des éclats de patriotisme tapageur ». Le fait est d'autant plus grave que, dans les pays où le service militaire n'existe pas, les classes inférieures deviennent plus sentimentales,

plus agressives, plus belliqueuses que la bourgeoisie, parce qu'elles n'ont rien à perdre. « L'idée que le gouvernement populaire incline vers une idée pacifique a toujours été une idée fausse ». — Le Tibet. — Le Lord chef-justice Coleridge (1820-1894. A noter son attitude dans les questions religieuses, notamment à l'occasion de la loi sur le blasphème, où, tout en étant très croyant lui-même, il déclara que le christianisme ne faisait plus loi en Angleterre, et son voyage aux États-Unis, où ce qui le frappa le plus était non l'immensité du territoire ou la fortune du pays, mais le fait que la plupart des gens, bourgeois, ouvriers, paysans, sont propriétaires de la maison qu'ils habitent). — L'Arabe (étude ingénieuse de psychologie, d'après l'histoire, la littérature et l'ethnographie étudiées sur le vif. L'Arabe doit au désert où il vit ses qualités et ses défauts; la civilisation, qui le transforme en Maure, l'amoindrit. Il est plus sentimental, plus imaginaire que réfléchi. Il lui manque le goût de l'effort commun, de l'ordre, de la cohésion, de la prévoyance. Entre ses mains, la science dégénère : l'astronomie devient astrologie; la médecine s'occupe de philtres et de talismans; la chimie n'est plus que la recherche de la pierre philosophale. Mais il a des qualités superbes d'endurance, de courage, de dignité chevaleresque, de moralité même, suivant son interprétation personnelle de ses devoirs). — Sainte-Beuve et les romantiques (intéressant et bien renseigné). — Un gentilhomme libéral en France avant la Révolution (le duc de la Rochefoucauld-Liancourt. Une légère erreur : le fait que La Rochefoucauld eut des pauvres pour parrains n'est pas la preuve de sentiments démocratiques dans sa famille. C'était un usage assez répandu autrefois chez les catholiques. Pour en prendre un exemple célèbre, ce fut le cas de don Juan d'Autriche, et cependant les rois d'Espagne n'avaient guère d'inclination pour la démocratie. De même, il n'est pas exact de dire que la duchesse de la Rochefoucauld donna une preuve d'amour paradoxal à son mari, en demandant le divorce pour lui conserver une partie de sa fortune, sous la Révolution. Le cas fut assez fréquent, entre autres parmi la noblesse bretonne).

50. — *The Scottish Review*. 1905, janvier. — Andrew LANG. Knox considéré comme historien (quand il raconte les événements de l'année 1559, Knox dépasse les limites « du journalisme honnête »; il a transformé certains faits dont il avait été lui-même témoin, dissimulé la vérité sur quelques points essentiels. Son témoignage est des plus suspects). — Hay FLEMING. L'influence de Knox (elle fut très grande; rapides indications en 5 pages). — G. A. SINCLAIR. La littérature périodique au XVIII^e siècle (en Écosse). — Murray ROSE. Marie, reine d'Écosse, et son frère (réédite la lettre de James Stuart à Marie, du 10 juin 1561, qu'a découverte et publiée M. Philippon; lettre fort intéressante, mais qu'il ne faudrait pas étudier isolément; James Stuart y donne à la reine sa sœur de bons et honnêtes avis et cependant, déjà, il l'avait trahie. C'est le prince des fourbes). — Prof. Sanford TERRY. Le siège du château d'Édimbourg, mars-juin 1689. — Capi-

taine George S. C. SWINTON. Six chartes anciennes (retrouvées en expédition originale; deux fac-similés). = Avril. R. D. MELVILLE. L'emploi et les modes de torture en Angleterre et en Écosse. — A. W. WARD. Jacques VI et la papauté (à propos de l'ouvrage d'A. O. Meyer sur Clément VIII et Jacques I^{er} d'Angleterre). — H. W. LUMSDEN. Les Écossais à Leflingen, 1600. — Th. H. BAYCE. Sur certains points d'éthnologie écossaise (avec des illustrations). — W. R. SCOTT. Entreprises industrielles en Écosse avant l'union; III : le Groupe textile; suite en juillet. = Juillet. Andrew LANG. La maison de Marie, reine d'Écosse, en 1573 (publie un « état par elle dressé pour le règlement de sa maison »). — R. C. MAC LEOD. Le chartrier de Dunvegan (Dunvegan est l'ancienne résidence de Mac Leod, dans l'île de Skye; analyse quelques documents du xvi^e et du xvii^e siècle). — Thomas DUNCAN. Les « Maries » de la reine (quelques détails biographiques sur quatre demoiselles d'honneur de Marie Stuart : Marie Fleming, Marie Seton, Marie Beaton et Marie Livingstone). — George A. SINCLAIR. Les Écossais à Solway Moss, 1542 (justifie surtout contre les reproches de Froude la conduite d'Olivier Sinclair dans cette journée désastreuse pour les Écossais). — A. BLACK SCOTT. Nynia dans la région septentrionale du pays des Pictes (note la présence et suit la trace de saint Nynian dans la région située au nord des Grampians et dans les îles). — J. CRABB WATT. Dunnottar et ses barons (surtout au xvi^e et au xvii^e siècle; parmi ces barons se trouve la famille de Keith, célèbre au xviii^e, principalement par les deux frères Georges et James, dont le premier fut ami de Frédéric II et correspondant de Voltaire et le second feld-maréchal en Prusse). — C. S. TERRY. La bataille de Glen-shiel, 1719. — Étienne DUPONT. Le château de Brix en Normandie (château d'où les Bruce d'Écosse ont tiré leur nom. L'article est en français). = Comptes-rendus : Sir Archibald C. Laurie. Early scottish charters prior to AD. 1153 (excellent). — Paul Vinogradoff. The growth of the manor (réfutation fort savante et le plus souvent heureuse des théories de Seeböhm). — W. R. Scott. The records of a scottish cloth manufactory at New Mills, Haddingtonshire, 1681-1703. — A. Parnell. The war of the succession in Spain, 1702-1711 (réédition à bon marché; l'ouvrage est une utile collection de faits, mais ce n'est pas une histoire qui explique les événements et en fasse connaître les acteurs). — P. Hume Brown. Scotland in the time of Queen Mary (intéressant tableau de la vie écossaise, surtout dans les villes). — Ch. S. Terry. The Pentland rising and Rullion Green (bonne histoire de ce soulèvement, ou campagne de quinze jours, novembre 1666; intéressant épisode de la restauration de l'ancienne constitution ecclésiastique en Écosse). — Ph. Sidney. A history of Gunpowder plot (intéressant, mais peu méthodique; la réfutation des opinions exprimées par le P. Gasquet n'est pas toujours convaincante). — Ch. S. Terry. John Graham of Claverhouse, viscount of Dundee, 1648-1689 (excellent). — W. L. Mathieson. Politics and religion in Scotland, 1550-1695 (excellent; on peut consi-

dérer M. Mathieson comme « the historian elect of scottish moderation ». — *W. Perrett*. The story of king Lear from Geoffrey of Monmouth to Shakespeare (excellent). — *E. Kröger*. Die Sage von Macbeth bis zu Shakspeare (important; mais l'auteur se laisse emporter par son imagination quand il essaie de montrer comment le type classique de Tarquin s'est transformé en Macbeth sous la plume de Fordun et de Wyntoun).

51. — **The American historical Review**. 1905, janvier. — *Fr. J. Turner*. La politique de la France à l'égard de la vallée du Mississipi au temps de Washington et d'Adams (traite surtout de la question de la Louisiane et de la politique de Vergennes à cet égard). — *Henry E. Bourne*. Un gouvernement improvisé à Paris en juillet 1789 (comment fut constituée l'Assemblée des représentants de la Commune). — *Jesse S. Reeves*. Le traité de Guadalupe-Hidalgo (histoire des négociations qui préparèrent ce traité; signé avec le Mexique le 2 février 1848; utilise des documents inédits qui permettent de déterminer le caractère de Nicholas P. Trist, le principal négociateur américain qui fut désavoué par son gouvernement). — *Ch. M. Andrews*. Matériaux concernant l'histoire coloniale de l'Amérique qui se trouvent aux archives anglaises. — Correspondance de Franklin Pierce, 1852-1862; suite. = Comptes-rendus : *S. P. Scott*. History of the Moorish empire in Europe (s'efforce de prouver que la question de race et de religion a joué un très faible rôle dans les luttes de l'islamisme en Espagne; ce sont deux civilisations qui ont été en conflit. Le christianisme n'a exercé aucune influence sur le résultat final. En détruisant la civilisation de l'Islam, supérieure à la sienne, l'Espagne s'est appauvrie à jamais). — *G. C. Lee*. The history of North America (grande histoire en vingt volumes qui sera, dit le comité directeur de l'entreprise, « la première histoire narrative de l'Amérique du Nord vraiment définitive. » Annonce des volumes I-IV). — *H. W. Elson*. History of the United states of America (résumé qui n'est pas sans mérite). — *Clive Day*. The policy and administration of the Dutch in Java (excellent). — *E. H. Blair et J. A. Robertson*. The Philippine Islands, 1493-1898 (analyse des tomes XVI-XVIII contenant les relations pour les années 1609-1620). — *Lady Burghclere*. George Villiers, second duke of Buckingham, 1628-1687 (bon). — *W. Wood*. The fight for Canada; a naval and military sketch from the history of the great imperial war (excellente étude sur la campagne de 1759, le siège et la prise de Québec). — *L. Cl. Hatch*. The administration of the american revolutionary army (bon). — *Z. F. Smith*. The battle of New Orleans (n'apprend rien de nouveau, mais donne un bon récit des événements). — *J. Fr. Bright*. A history of England; vol. V : 1880-1901 (intéressant; bien informé; impartial). — *Ch. A. Beard*. The office of Justice of the peace in England (c'est le meilleur exposé que l'on ait encore donné des fonctions du juge de paix en Angleterre avant le xvi^e siècle; les informa-

tions de l'auteur ne sont pas aussi complètes qu'elles auraient dû l'être). = Avril. Le Congrès de l'association pour l'histoire d'Amérique à Chicago. — Goldwin SMITH. De la manière d'écrire l'histoire. — G. B. ADAMS. Méthodes de travail dans les séminaires historiques (des méthodes qu'il importe d'employer dans les universités américaines). — W. G. BROWN. Oliver Ellsworth; première période de sa vie (Ellsworth fut un des plus notables citoyens du Connecticut, un de ceux qui contribuèrent le plus à la fondation de l'Union). — H. B. LEARNED. Origine du titre de « superintendent of finance » (à la tête du département des finances, le Congrès, en 1781, plaça un « superintendent » qui fut Robert Morris, de Philadelphie; celui-ci garda ce titre jusqu'au 1^{er} novembre 1784, époque à laquelle il fut supprimé. Le nom était d'importation française, car, après l'alliance de 1778, il y eut en Amérique un véritable engouement pour les choses de France). — Documents relatifs à la conspiration Blount, 1795-1797 (conspiration ayant pour but de faire envahir les possessions espagnoles de l'Amérique du Nord par des gens des frontières et par des Indiens soutenus par la Grande-Bretagne; l'affaire se rattache aussi aux visées de la France concernant la Louisiane et aux relations tendues des États-Unis et de la France pendant l'administration d'Adams). = Comptes-rendus critiques : G. E. Howard. A history of matrimonial institutions, chiefly in England and the United States (important). — R. W. Carlyle et A. J. Carlyle. A history of mediæval political theory in the West; I : The second century to the ninth (les auteurs connaissent bien les textes et les analysent avec intelligence; ils sont moins bien renseignés sur les ouvrages de seconde main qui leur auraient épargné de nombreuses erreurs de détail). — L. M. Larson. The king's household in England before the Norman Conquest (thèse des plus estimables). — Frère. The english church in the reigns of Elizabeth and James I, 1558-1625 (intéressant; quelques points nouveaux; mais l'auteur, malgré d'évidents efforts pour demeurer impartial, n'est pourtant pas équitable envers les puritains). — The american nation; a history, edited by A. B. Hart; vol. II : Basis of american history, 1500-1900, by L. Farland (étude remarquable sur le sol, le climat, les races des États-Unis). — Sir Arthur Helps. The spanish conquest in America and its relation to the history of slavery and to the government of colonies; edited by M. Oppenheim; 4 vol. (excellente réédition d'un ouvrage aussi intéressant que dénué de critique). — W. E. Chancellor et Fl. W. Hewes. The United States; a history of three centuries, 1607-1904; in ten parts; Part I : Colonization, 1607-1697 (ouvrage sans originalité, écrit d'une façon prétentieuse et rempli de menues erreurs). — Allan Fea. Memoirs of the king Martyr; being a detailed record of the last two years of the reign of his most sacred Majesty king Charles I, 1646-1649 (important recueil de faits, de dates et de témoignages sur les deux dernières années de Charles I^{er}, depuis son évasion d'Oxford, 27 avril 1646, jusqu'à son exécution). — The letters and speeches of O. Cromwell, with

elucidations by Th. Carlyle; edited by S. C. Lomas (réédition remarquable, savante autant que judicieuse, du Cromwell de Carlyle; mais pourquoi avoir réédité Carlyle? Pourquoi n'avoir pas fait un ouvrage nouveau?). — F. A. Gasquet. The adventures of king James II of England (utile; fait mieux connaître Jacques II, meilleur comme administrateur que comme roi; les progrès de la marine anglaise de 1660 à 1688 sont en grande partie son œuvre). — The writings of Samuel Adams, edited by H. A. Cushing; vol. I. — E. Gr. Dexter. A history of education in the United States (intéressante collection de faits). — Marcus R. P. Dorman. A history of the British Empire in the xixth Cent.; vol. II: The campaigns of Wellington and the policy of Castlereagh, 1806-1825 (bon). — A. C. Buell. History of Andrew Jackson (biographie attrayante due à un journaliste avisé; peu de critique). — A. S. Colyar. Life and times of Andrew Jackson (partial et insuffisant). — Th. C. Dawson. The South American republics; vol. II: Peru, Chile, Bolivia, Ecuador, Venezuela, Colombia, Panama (assez bon précis où, malheureusement, les erreurs de détail sont trop nombreuses). — Ch. E. Akers. A history of South America, 1854-1904 (ouvrage bien illustré, accompagné de bonnes cartes; excellent exposé des faits depuis environ l'année 1875). — Robert E. Lee. Recollections and letters of general Robert E. Lee (très intéressant).

52. — Rivista storica italiana. Vol. III, fasc. 2. — Publications de l'Istituto storico italiano, 1891-1903 (utile analyse du *Bullettino* et des *Fonti*). — D. Battaini. Il metodo negli studi storici (sans valeur). — G. Biscaro. Il comune di Treviso ed i suoi più antichi statuti fino al 1218 (bon). — V. Poggi. Gli antichi statuti di Carpiasio (ces statuts sont du x^v siècle). — H. Laven. Konstantin der Grosse und das Zeichen am Himmel (l'auteur tient le miracle du labarum pour un fait authentique; mais tout ce qu'on peut dire, semble-t-il, c'est que les contemporains ont en effet attribué à une intervention divine les victoires de Constantin sur Maxence). — L. M. Hartmann. Geschichte Italiens im Mittelalter; II, 2 (cette 2^e partie va depuis les trêves conclues par les Lombards avec l'empereur jusqu'au couronnement de Charlemagne en 800. Remarquable). — Degli Azzi Vitelleschi. Regesti dell' archivio di stato in Lucca; I: Pergamene del diplomatico, 1, 790-1081. — J. Chrys. Huck. Ubertin von Casale und dessen Ideenkreis (dissertation sur les opinions théologiques et les doctrines politiques d'un chef des spirituels au xiii^e siècle; sur les rapports de ses idées avec celles de Joachim de Flore. L'auteur n'est pas toujours bien informé). — Ed. Piva. L'opposizione diplomatica di Venezia alle mire di Sisto IV su Pesaro e ai tentativi di una crociata contra i Turchi, 1480-1481 (bon). — Gius. Portigliotti. Un grande monomane: Fra Girolamo Savonarola (Savonarole fut un des plus intéressants phénomènes de pathologie collective morbide de son temps). — A. Pellegrini. Relazioni inedite di ambasciatori Lucchesi alla Corte di Vienna, sec. xvii-xviii. — Maria Begey. Per un'

opera inedita di Pietro Giannone (étude l'*Apologia dei teologi scolastici*, écrite par Giannone en prison après son abjuration, et cette abjuration elle-même). — *Schipa*. Il regno di Napoli al tempo di Carlo di Borbone (beaucoup de recherches; des documents inédits; le jugement de l'auteur sur Charles III est beaucoup trop sévère). — Ouvrages relatifs à la Révolution française. = Fasc. 3. *Ant. Medin*. La storia della Repubblica di Venezia nella poesia (très érudit et intéressant). — *L. Schütte*. Der Apenninenpass des Monte Bardone und die deutschen Könige (bon). — *A. Pellegrini*. Storia di Pieve di Cento dal 1220 ai giorni nostri. — *P. Barresi*. Gli usi civili in Sicilia; ricerche di storia del diritto (insuffisant; ne vaut que pour l'époque moderne). — *H. Marucchi*. Le Forum romain et le Palatin; d'après les dernières découvertes (l'auteur est bien au courant de ces découvertes; mais il manque souvent de méthode et parfois de critique). — *Th. Sommerland*. Die Lebensbeschreibung Severins als kulturgeschichtliche Quelle (érudition débordante; d'utiles observations sur la situation du Norique au v^e siècle). — *U. G. Mondolfo*. Terre e classi sociali in Sardegna nel periodo feudale (intéressant). — *Ag. Rossi*. Alcune osservazioni intorno all' *Historia Sicula* del Malaterra (rien de nouveau). — *E. Milano*. Il Regestum comunis Albe (cartulaire d'Alba rédigé en 1215; contient 500 documents. Important). — *P. Santini*. Quesiti e ricerche di storiografia fiorentina (excellent travail sur les sources anciennes de l'histoire de Florence). — *N. Rodocotico*. Cronaca Fiorentina di Marchionne di Coppo Stefani (bon). — *G. Picinelli*. Cenni storici sui privilegi e sulle prerogative della città e dei consiglieri di Cagliari nel sec. xiv (bon). — *P. Piccolomini*. La vita e l'opera di Sigismondo Tizio, 1458-1528 (très bonne étude sur un des notables historiens de Sienne au xv^e-xvi^e siècle). — *J. Schnitzer*. Quellen und Forschungen zur Geschichte Savonarolas; I: Bartolomeo Redditi und Tommaso Ginori (très utile). — *R. Honig*. Bologna e Giulio II, 1511-1513 (bon). — *Ilario Rinieri*. Corrispondenza inedita dei cardinali Consalvi e Pacca nel tempo del Congresso di Vienna, 1814-1815 (très important et bien publié). — Ouvrages relatifs au « Risorgimento », 1815-1900. = Fasc. 4. *Muratori*. Rerum Italicarum scriptores; nouv. édit. — *Miscellanea Valdostana*. — *Benussi*. La regione Giulia (bonne étude sur les pays de Goritz, de Trieste et sur l'Istrie). — *V. Lazzarini*. I titoli dei dogi de Venezia (bon). — *F. Carlesi*. Origini della città e del comune di Prato (bon). — *G. Volpe*. Una nuova teoria sulle origini del comune (critique trop appuyée, mais souvent heureuse, des théories de Gabotto sur les origines de la féodalité en Piémont). — *G. Santoli*. I consoli a Pistoia (bon travail de 14 pages). — *L. Zanutto*. Il pontefice Bonifazio IX (quelques documents nouveaux). — *L. Rossi*. La guerra in Toscana, 1447-1448 (excellent). — *A. Sorbelli*. La biblioteca capitolare della cattedrale di Bologna nel secolo xv. — *E. Sol*. Il cardinale Ludovico Simonetta, datario di Pio IV e legato al Concilio di Trento (bon). — Alcuni ricordi di Michel-

angelo Caetani, duca di Sermoneta, raccolti dalla sua vedova, 1804-1862. — *U. Pesci*. Firenze capitale, 1865-1870 (beau et bon livre). = Vol. IV, fasc. 1. *G. Colaneri*. Bibliografia araldica e genealogica d'Italia. — *Lottici et Sitti*. Bibliografia generale per la storia Parmense. — *F. Largaiolli*. Bibliografia del Trentino, 1475-1903. — *Al. Barbiellini-Ansidei*. Una nuova pagina della storia d'Italia, ossia la vera fine dell'ultima dinastia Longobarda e l'origine del potere temporale dei papi (ouvrage prolix et qui n'apprend rien de nouveau). — *P. Egidi*. Carta di rappresaglia concessa da Luigi di Savoia, senatore di Roma, 1311 (document intéressant). — *A. de Gerbaix de Sonnaz*. Amé V de Savoie et les Savoyards à l'expédition de l'empereur Henri VII de Luxembourg à Rome, 1308-1313 (bon). — *V. Bellio*. Le cognizioni geografiche di Giovanni Villani (travail utile et bien dirigé). — *B. Ricci*. Di Aldobrandino d'Este, vescovo di Modena e Ferrara, e di un frammento di sue visite pastorali (bon). — *G. Coggiola*. Diario del concilio di Costanza, di Andrea Gatarì, 1433-1435 (bonne édition d'un texte important). — *R. Predelli*. I libri commemoriali della Repubblica di Venezia; t. VI (comprend les années 1495-1574). — *G. Scaramella*. Il lodo di Ferrara fra Firenze e Venezia (bon; mais l'auteur, qui a connu et utilisé les documents vénitiens, a négligé ceux des archives florentines). — *A. Bosola*. L'assedio di Valenza del 1656 (intéressant). — *G. A. Furse*. Marengo and Hohenlinden (de bonnes parties; mais l'auteur, mal informé, a donné trop bonne hospitalité à des récits légendaires). — Ouvrages relatifs au « Risorgimento », 1815-1904. = Fasc. 2. *C. Bertacchi*. Introduzione metodologica e storica al dizionario geografico universale (bon). — *K. Kretschmer*. Historische Geographie von Mitteleuropa (bon manuel). — *L. Zdekauer*. Sulla compilazione di un codice diplomatico della Marca d'Ancona (bon). — *Fr. M. Crawford*. The rulers of the South: Sicily, Calabria, Malta (ouvrage de vulgarisation qu'on feuillette avec intérêt, mais qui n'est pas assez au courant). — *W. Ohr*. Die Kaiserkrönung Karls des Grossen (discute la thèse présentée par W. Sickel; nie que Charlemagne ait été élu empereur; montre que le couronnement de Charles par Léon III n'était, de la part de ce dernier, qu'un acte spontané de reconnaissance pour les services rendus). — *E. Robiony*. Le guerre dei Franchi contro i principi di Benevento (superficiale). — *G. Guerrieri*. Le relazioni tra Venezia e Terra d'Otranto fino al 1530 (important). — *R. Caggese*. Su l'origine della parte guelfa e le sue relazioni col comune (bon). — *L. Zdekauer*. La dogana del porto di Recanati nei sec. XIII e XIV (instructif). — *L. Ciaccio*. Il cardinal legato Bertrando del Poggetto in Bologna, 1327-1334 (bon). — *Gellio Cassi*. I Veneziani in Friuli, 1411-1420 (bref récit de la conquête du Frioul par les Vénitiens, d'après des livres connus). — *A. Messeri*. Galeotto Manfredi, signore di Faenza (biographie détaillée, avec des documents inédits). — *R. Marcucci*. Francesco Maria I Della Rovere; 1^{re} partie: 1490-1527 (très intéressant). — *U. Santini*. Gli statuti di Forlimpopoli

dei sec. xv-xvi. — *A. Cantono*. Un grande riformatore del sec. xvi (biographie, sans valeur originale, de saint Charles Borromée). — *C. Dell'Acqua*. Di San Pio V papa, insigne fautore degli studi e degli studiosi (peu de critique). — *I. Rautich*. Storia di Carlo Emanuele I, duca di Savoia; vol. II (raconte les événements des années 1588-1598. Bon). — *E. Robiony*. Gli ultimi dei Medici e la successione del granducato di Toscana (bon). — *Gius. Della Santa*. Il viaggio di Gustavo III, re di Svezia, negli Stati Veneziani e nella Dominante (très intéressant).

53. — R. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna. Atti e Memorie. 3^e sér., t. XXI, fasc. 4-6, juill.-déc. 1903. — *E. Costa*. Documents nouveaux sur Pietro Pomponazzi (célèbre humaniste et professeur de philosophie à Bologne de 1512 à 1525). — *Id.* Andrea Alciato à l'Université de Bologne (luttas qu'il dut subir pour devenir professeur; il ne resta d'ailleurs à Bologne que quatre ans et en 1541 il fut obligé de retourner à Pavie). — *U. Santini*. La commune de Forlimpopoli. — *A. Sorbelli*. La bibliothèque capitulaire de la cathédrale de Bologne au xv^e siècle. = T. XXII, fasc. 1-3, janvier-juin 1904. *U. Santini*. Les statuts de Forlimpopoli, du xv^e et du xvi^e siècle. — *E. Costa*. Les premiers cours de droit civil donnés dans l'après-midi, à l'Université de Bologne, pendant le xv^e siècle (intéressant exposé de la lutte entre l'enseignement traditionnel et scolastique du moyen âge, qui se donnait le matin, et l'enseignement nouveau, que donnaient l'après-midi les professeurs étrangers). = Fasc. 4-6, juill.-déc. 1904. *A. Sorbelli*. Baldassarre Azzoguidi, premier imprimeur de Bologne; sa vie et ses éditions. — *A. Palmieri*. De l'office de la « saltaria », surtout avant l'époque communale (étude sur la condition juridique des terres incultes, non appropriées au *saltus*, et des agents chargés de la garde de ces terres, dits *saltarii* ou *saltuarii*). — *L. Sighinolfi*. Sur l'aloi de l'argent et sur les statuts des orfèvres à Bologne pendant la seigneurie de Giovanni d'Oleggio.

54. — Nuovo Archivio veneto. Nuova serie, n° 13 (1904). — *Carlo Lagomaggiore*. *L'istoria viniziana* de M. Pietro Bembo; étude critique, avec des documents inédits; suite dans les n° 14-17 (étude approfondie). — *Ad. A. Michieli*. Ugo Foscolo à Venise; fin (discours et documents variés). — *Le P. Aug. Tormene*. Le bailliage à Constantinople de Girolamo Lippomano, et sa fin tragique; suite au n° 14; fin au n° 15 (examen critique des sources relatives au crime et à la mort de Lippomano; beaucoup de documents inédits). — *Carlo Cipolla*. Notes d'histoire véronaise (notes sur le cardinal E. Noris). — *Vittorio Lazzarini*. Le testament du doge Andrea Dandolo (il s'agit du doge, ami de Pétrarque, mort le 7 septembre 1354; le testament est du 3 septembre précédent). — *Vincenzo Bellemo*. Une opinion nouvelle concernant la patrie de Jean Cabot le Navigateur (le nom patronymique « Gaboto » se trouve pendant environ deux cents ans dans des docu-

ments de Gaète). — Giovanni DOLCETTI. Comment Giacomo Casanova s'enfuit des plombs de Venise, 1756. = Comptes-rendus : *Luzzatto*. Travaux relatifs aux relations commerciales entre Venise et la Pouille. — P. Herre. Europäische Politik im Cyprischen Krieg, 1570-1573; 1^{re} partie : Vorgeschichte und Vorverhandlungen (bon). = N° 14. Antonio BONARDI. Venise et la ligue de Cambrai (détermine l'opinion des contemporains sur Venise et sa politique en 1508-1509; publie quelques documents nouveaux). — Edmondo SOLMI. Lettres inédites du cardinal Gasparo Contarini tirées de la correspondance du cardinal Ercole Gonzaga, 1535-1542. — R. BATTISTELLA. La commune de Trévise et la chevalerie (montre quelle place, à Trévise, les chevaliers ont occupée dans la commune, comment on devenait chevalier, comment le rôle de la chevalerie s'est peu à peu modifié et a été réduit à l'impuissance); suite dans le n° 15; fin dans le n° 16. — Umberto CASTELLANI. La confrérie des Flagellants à Mestre (constituée en 1302 par l'évêque de Trévise, Tolberto Calza, sous le titre de « scola et congregatio beate et gloriose Virginis Marie Verberatorum de Mestre »; à sa tête se trouvaient un « gastaldo » et un « massario », élus chaque année par les frères. Le but de la confrérie était de pratiquer les œuvres de pénitence et de charité. Elle dura jusqu'aux premières années du xix^e siècle). — Benv. CESSI. Un traité entre les gens de Carrare et ceux d'Este, 1354. = Comptes-rendus : L. Rossi. La guerra in Toscana dell' anno 1447-48 (travail très méritoire). — Relazione di Antonio Giustinian sopra i boschi del Trivigiano e del Friuli, 1528. — Dalla Santa. La lega di Cambray e gli avvenimenti dell' anno 1509 descritti da un mercante veneziano contemporaneo (publie deux lettres d'un marchand vénitien, Martino Merlini, à son frère, résidant à Beyrouth). = A part : C. CIPOLLA. Publications relatives à l'histoire de l'Italie au moyen âge. = N° 15. Carlo BULLO. Le « cancellier grande » de Chioggia; suite dans le n° 16; fin dans le n° 17. — Antonio SPAGNOLO. L'archidiacre Pacifico, de Vérone, inventeur de la boussole (réédite, avec un facsimilé, une belle inscription gravée sur marbre, qui est l'épithaphe de cet archidiacre, mort à Vérone le 24 déc. 846; de Pacifico, il y est dit : « Horologium nocturnum nullus ante viderat; en invenit argumentum et primum fundaverat... »; on en a conclu qu'il avait inventé la boussole marine, conclusion inadmissible. Pacifico avait simplement construit une horloge où, avec les heures, était représenté, sur une sphère mobile, le cours du soleil et des étoiles). — L. FRATI. Le voyage de Venise à Constantinople du comte L. F. Marsili, 1679. = Comptes-rendus : R. Commissione per la pubblicazione dei documenti finanziari della repubblica di Venezia; 2^e série : Bilanci generali. — A. Ferretto. Codice diplomatico della relazioni fra la Liguria e la Toscana ai tempi di Dante, 1265-1321; 2^e partie : 1275-1281. — C. Manfroni. Don Giovanni d'Austria e Giacomo Foscari, 1572 (récit minutieux, d'après des documents inédits). = N° 16. Vittorio LAZZARINI. Originaux très

anciens de la chancellerie vénitienne; observations diplomatiques et paléographiques (avec un fac-similé). — Melchiorre ROBERTI. Les juges vénitiens avant 1200. — Gius. DELLA SANTA. Un épisode de la vie universitaire de Giasone del Maino (en 1488, Del Maino enseignait le droit civil à Padoue; Florence lui offrit, pour l'attirer chez elle, des honoraires plus élevés que Padoue; négociations entre le sénat vénitien et le professeur à ce propos. Del Maino partit et le sénat accorda à son successeur les honoraires qu'on lui avait refusés à lui-même. Documents). — Cogo. Sur l'*Istoria civile* de Pietro Giannone; observations à propos d'une publication récente (le *Saggio sulla Istoria civile del Giannone* de Giov. Bonacci, 1903. Long article critique où l'auteur défend Giannone contre les sévérités parfois venimeuses de Bonacci). = Comptes-rendus : C. Contessa. Una breve relazione sulla Corte di Francia nel 1682, e alcune spigolature sulla polizia estera degli Inquisitori di Venezia (la relation est du marquis Michele Sagramoso de Vérone, envoyé à Paris par le duc de Mantoue pour féliciter Louis XIV au sujet de la naissance du duc de Bourgogne). — L. Rossi. Firenze e Venezia dopo la battaglia di Caravaggio, 14 sett. 1448 (bon). = N° 17. Vincenz. BELLEMO. Sur deux erreurs dans les voyages des Cabot et sur le cosmographe Salvatore de Pilestrina (met en doute l'interprétation donnée par Biggar de la lettre de Pasqualigo; quant au cosmographe Salvatore, il porte le nom d'une île que les Vénitiens avaient fait évacuer après 1380 et dont ils avaient transporté les habitants à Chioggia; comme il y eut au xv^e s. des relations assez actives entre Chioggia et les Baléares, rien de plus naturel que de rencontrer un Salvatore de Pilestrina établi à Majorque en 1511). — G. GHIRARDINI. Le musée municipal d'Adria; discours inaugural. = Comptes-rendus : A. Corsale. Statuta et ordinamenta notariorum Rhodigii et comitatus (intéressant pour l'histoire de Rovigo). — Giov. Guerrieri. Le relazioni tra Venezia e Terra d'Otranto fino al 1530 (utilise de nombreux documents inédits). — G. B. Picotti. I Caminesi e la loro signoria in Treviso, 1283-1312 (consciencieux).

55. — Boletín de la R. Academia de la Historia. T. XLIV, janvier-juin 1904. — Comte de CEDILLO. Inscription romaine à Polán (province de Tolède). — Fidel FRA. Nouvelles inscriptions romaines de Caldas de Malavella, de Herramelluri et d'Astorga. — Pierres romaines de Caldas de Mombuy (détails historiques inédits). — Nouvelles inscriptions romaines de Carthagène, de Herramelluri et d'Astorga. — Nouvelles inscriptions romaines des provinces de Cadix, Cordoue, Cáceres et Orense. — Nouvelle inscription romaine de Cabra, dans la province de Cordoue. — Mario Roso de LUNA. Nouvelles inscriptions romaines de la région de Norba Caesarina (Cáceres). — J. SANGUINO Y MICHEL. Nouvelle pierre romaine de Ibañernando (première lecture et note rectificative). — Mario Roso de LUNA. L'écriture ogmique en Estré-

madure. — F. FITA. Le chandelier sidéral de Herraméluri (gravé sur plaque d'ardoise. Comparaison avec d'autres monuments symboliques du même genre trouvés en Espagne). — Le sanctuaire « del Pilar » et San Braulio à Saragosse. Documents antérieurs au XVI^e siècle (douze pièces, la plus ancienne de 987, provenant des archives de l'église métropolitaine de la Vierge « del Pilar »). — Le *Pilier* de Saragosse. Son temple et sa tradition historique jusqu'à l'année 1324 (autre série de dix-huit documents). — Sur la déclaration du temple de Notre-Dame del Pilar, de Saragosse, comme monument national (avis favorable). — EnRIQUE ROMERO DE TORRES. Commission provinciale des monuments de Cordoue (note sur les monuments dont la Commission a réussi à obtenir la conservation). — Manuel-G. SIMANCAS. Notes historiques relatives au règne d'Isabelle la Catholique (extraits du manuscrit d'un chanoine de la cathédrale de Tolède, D. Juan de Chaves Arcayos). — A. RODRÍGUEZ VILLA. L'empereur Charles-Quint et sa cour (continuation de la publication des lettres de D. Martín de Salinas, chargé d'affaires de l'enfant D. Ferdinand, frère de l'empereur. Ces documents, très importants, ont été depuis (1905) publiés avec tables, en un fort vol. in-8°, tiré à petit nombre). — ID. La bataille de Rocroy (reproduction d'une relation du duc d'Albuquerque publiée par la duchesse d'Albe dans le Recueil de Mémoires imprimé en 1904 pour le Centenaire de la Société des Antiquaires de France). — Marquis DE AYERBE. Étude historique sur le combat naval entre Espagnols et Portugais sur le Rio-Grande, l'après-midi du 19 février 1776 (épisode de la lutte pour la possession de la colonie du Sacramento). — Cesáreo FERNÁNDEZ DURO. Monument érigé en Californie à Vancouver et à Bodega y Quadra (pour célébrer leur rencontre en 1792 en vue de l'exécution du traité anglo-espagnol de 1790. Note sur ce traité relatif à la navigation, le commerce et la pêche dans le Pacifique. Quelques renseignements sur Bodega). — Fran. FERNÁNDEZ Y GONZÁLEZ. Le basque et les langues sémitiques. Discours prononcé au XIII^e congrès international des orientalistes, à Hambourg, en 1902 (preuves à l'appui de l'opinion de l'auteur qui fait du basque une langue sémitique). — Comptes-rendus bibliographiques : C. FERNÁNDEZ DURO. Le siège de Barcelone en 1713-1714, par D.-J. de la Llave y García. — J. G. de Arteche. History of the Peninsular War, par M. Oman. — Le terroir, les nationalités et l'armée, par J. M. de Casanova. — J. M. Asensio. Notes pour l'histoire de Villafranca de los Barros, par M. Cascales y Muñoz. — C. FERNÁNDEZ DURO. Commentaire de D. García de Silva y Figueroa sur son ambassade auprès du roi Chah Abas de Perse, de la part du roi d'Espagne Philippe III. — A. Carrasco. L'action du Bruch (en 1808), par D. J. Servitje y Guitart. — J. Catalina García. Arts et industries du Buen Retiro, par D. N. Pérez-Villamil. — A. Carrasco. Une épisode de la guerre de Sécession ; New Madrid et l'île n° 10 en 1862, par D.-J. de la Llave y Sierra.

56. — Oversigt over Videnskabernes Selskabs Forhandlinger. 1903. — C. BLINKENBERG et K. F. KINCH. Exploration archéologique de Rhodes (l'exposé se continue dans les vol. pour 1904 et 1905). — F. JONSSON. Le poète Egil Skallagrimsson chez le roi Erick Blodøxe à York. — H. G. ZEUTHEN. Un exposé de l'histoire des mathématiques aux XVI^e et XVII^e siècles. = 1904. H. HØFFDING. Pour le centenaire de la mort d'Immanuel Kant. — C. JØRGENSEN. Notes sur les monnaies d'Athènes. I : Solon et la monnaie d'Athènes; II : Une prétendue drachme du temps de Conon. — K. HUDE. Les contradictions prétendues entre Hérodoté et Thucydide. — K. NYROP. Gaston Paris et ses rapports avec Diez. = 1905. F. JONSSON. Le Krákumál, chant funèbre de Ragnar Lodbrok. — W. THALBITZEV. Les Skrælings en Markland et Grønland, leur langue et leur nationalité (ce sont des Esquimaux).

57. — Videnskabernes Selskabs Skrifter. 6^e sér. Section des lettres, vol. VI, n^o 2. — A. BJØRNHO et Carl PETERSEN. Claudius Clausen Swart (Claudius Clavus), le plus ancien cartographe du Nord (les auteurs ont découvert à la bibliothèque de Vienne deux manuscrits qui donnent une description des pays scandinaves, par Clavus, qui diffère du texte jusqu'ici connu et conservé dans un manuscrit à Nancy; par leurs savantes et profondes recherches, ils ont déterminé l'étendue de l'œuvre scientifique de Clavus et donné des contributions de haute valeur à l'histoire de la géographie).

58. — Historisk Tidskrift. 7^e sér., vol. IV. — K. ERSLEV. Le soldat Nils Kjeldsen en 1864 (étude critique). — N. ABRAHAMS. Le commerce des Danois aux îles des Indes occidentales en 1671-80. — E. ARUP. Le côté financier de l'acquisition des duchés du Slesvig et du Holstein en 1460-87. — P. LUNDHVE. La célèbre foire de Halcøre (selon l'auteur, le lieu est identique à Skanør). = Comptes-rendus : ERSLEV. Testamenter fra Middelalderen (excellente édition). — W. CHRISTENSEN. Dansk Statsforvaltning i det 15. Aarhundrede (ouvrage très savant et très utile sur l'administration de cette époque). = A. KRARUP. Bibliographie historique. = Vol. V. P. LAURIDSEN. Le Holstein-Gottorp et la couronne en 1658. — F. BAUER. Martin Hübner pendant son voyage en 1752-1765 et son ouvrage *De la saisie des bâtiments neutres*. — E. MADSEN. Les troupes nationales et l'administration militaire au XVI^e siècle. — E. HOLM. Un trait caractéristique du gouvernement de cabinet à l'époque de Guldberg, 1772-1784. — J. HERTZSPRUNG. L'administration, l'économie et les bâtiments des couvents au XIII^e siècle. — K. ERSLEV. Les *Meliores regni*, le Danehof et le rigsraad (les *meliores* sont les devanciers du rigsraad, le Danehof n'était qu'une assemblée où fonctionnaient les *meliores*, surtout en matière judiciaire). — Id. Les droits de douane sur les harengs aux foires de la Scanie. — L. BOBÉ. Les satires de F.-L. Stolberg contre les hommes d'État de 1784. — C.-A. TRIER. La défense de la traite des nègres aux îles des Indes occi-

dentales en 1792. — J. FRIDERICIA. Le coup d'état de 1660 (remarques critiques sur le livre qu'a consacré à ce sujet un érudit américain, J. O. Evjen). = Comptes-rendus : A. Friis. Les Bernstorff et le Danemark; I : les Traditions de la famille et son histoire avant son entrée en Danemark. — A. Krarup. Bibliographie historique.

59. — Aarbøger for nordisk Oldkyndighed. 1903. — P. LAURIDSEN. De l'expression *Terra in censu* dans les diplômes du moyen âge. — A. HAMMERICH. Les lurs de bronze considérés comme instruments de musique (polémique contre M. K. Kroman, qui répond dans le vol. pour 1904). — S. LARSEN. La chanson populaire sur Nils Ebbesen. = 1904. S. MÜLLER. Les chemins et les villes aux âges de la pierre et du bronze. — F. JONSSON. Le saga de Njál. — B.-M. OLSEN. Le Landnamabók et le saga d'Égil. — A. BUGGE. La dernière époque de l'histoire des Scandinaves en Irlande. — J. B. LÖEFFLER. L'église de Dalum en Scanie. = 1905. K. NYROP. Une curiosité dans le « *Museum regium* » (études sur fable d'une femme qui accoucha d'une multitude d'enfants). — M. MACKEPRANG. Les urnes placées dans les murailles des églises danoises pour augmenter la résonance.

60. — Danske Magazin. 5^e sér., vol. V. — J. C. W. HIRSCH. La bibliothèque de la famille Coijet. — H. RØRDAM. Lettres de T. Klevenfeldt à C. Deichmann. — J. ESTRUP. Lettres personnelles du roi Christian VI au comte Frédéric Danneskjold-Samsøe. — A. TUXEN. Documents trouvés dans les archives du comte Jean-Adolphe de Plæn. — K. C. ROCKSTROH. Documents sur la situation de Copenhague pendant le siège de 1658.

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — L'Académie des inscriptions et belles-lettres a partagé le prix Bordin entre MM. GLOTZ (*la Solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce*) et AUDOLLENT (*Carthage romaine*). Elle a partagé le prix La Fons-Mélicoq entre MM. BOULANGER (*le Mobilier funéraire gallo-romain et franc en Picardie et en Artois*) et Georges DAUMET (*Calais sous la domination anglaise*), et attribué en outre deux mentions à MM. Georges DE LHOMEL (*Cartulaire de la ville de Montreuil-sur-Mer*) et A. DE LOINE (*la Maladrerie du Val de Montreuil et le Cueilloir de l'Hôtel-Dieu de Montreuil de 1477 et ses miniatures*). — Elle avait mis au concours un examen critique des trois derniers livres du *Speculum historiale* de Vincent de Beauvais; le prix a été attribué à feu Auguste MOLINIER, notre très regretté collaborateur.

— Une circulaire du ministre de l'Instruction publique, en date du 15 mars 1905, relative à la communication avec déplacement des documents conservés dans les archives départementales, communales et hospitalières, détermine dans quels cas et sous quelles conditions le prêt extérieur des pièces historiques pourra être autorisé. A l'avenir, le prêt pourra avoir lieu, non seulement pour les registres, mais encore pour les liasses et les pièces isolées. Les documents donnés en communication devront être déposés dans un établissement public tel qu'un dépôt d'archives, une bibliothèque municipale ou une bibliothèque universitaire. Rien n'est changé au régime spécial des Archives nationales qui ne comporte la communication avec déplacement qu'au profit des administrations publiques qui ont opéré le versement des dossiers.

— MM. MILHAUD et DEANDREIS, sénateurs, ont pris l'initiative d'une proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les notaires à déposer dans les archives départementales leurs minutes antérieures à 1790. Le rapport rédigé par M. Legrand, au nom de la commission nommée pour l'examen de cette proposition, conclut à son adoption. Le dépôt ne pourra toutefois avoir lieu qu'après avis conforme des chambres de discipline et assentiment du Conseil général; les particuliers intéressés auront, en outre, le droit d'y former opposition. Le vote, désormais probable, de cette proposition, qui vient d'être adoptée en seconde lecture par le Sénat, sera bien accueilli, particulièrement des historiens économes qui verront une mine nouvelle de renseignements ouverte à leurs investigations.

— Dans le 37^e fascicule du *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines* (Hachette, 1905), nous mentionnerons les articles *Olympia*

(C. GASPAR); *Oppugnatio* (A. DE ROCHAS); *Oraculum* (P. MONCEAUX); *Ordo judiciorum* (Ch. LÉCRIVAIN); *Ostrakon* (P. JOUGUET); *Pactum* (L. BEAUCHET); *Palaestra* (G. FOUGÈRES); *Palatini* (R. CAGNAT) et *Palatium* (E. SAGLIO); *Pallium* (G. LEROUX); *Panathenaia* et *Panhellenia* (E. CAHEN); *Papyrus* (G. LAFAYE); *Paronomon graphè* (G. GLOTZ); *Parentalia* (J. A. HILD).

— MOÏSE SCHWAB, *Rapports sur les inscriptions hébraïques de la France*. (Extrait des *Nouvelles archives des missions scientifiques*, t. XXII.) — Les Juifs ont été au moyen âge répandus dans toute la France, quoiqu'ils fussent peu nombreux, et il était intéressant de recueillir les traces épigraphiques qu'ils ont laissées de leur séjour. Les inscriptions hébraïques de France avaient pour la plupart été déjà étudiées, mais elles étaient disséminées dans une foule de recueils. M. Schwab a donc fait un travail très utile en les réunissant et en les rendant ainsi accessibles. Les plus anciennes ont une valeur paléographique, et, dans leur ensemble, elles intéressent l'histoire de France en fournissant une liste d'endroits habités par les Juifs. La plupart sont des inscriptions tombales. Dans une substantielle introduction, M. Schwab a parlé des localités étrangères où l'on a trouvé le plus grand nombre d'épithaphes juives. Le premier chapitre du livre est consacré au haut moyen âge. Les inscriptions ont été trouvées à Narbonne, Auch, Arles, Vienne en Dauphiné et à Hammamlif. Le deuxième chapitre va du XII^e au XIV^e siècle. On y relève les noms de Toulouse, Narbonne, Béziers, Nîmes, Arles, Carpentras, Mâcon, Dijon, Soissons, Paris, Limay, Mantes, Senneville, Orléans, Issoudun, Montreuil-Bonnin, Mende, Sèvres, Metz et l'Alsace. Le troisième chapitre contient les inscriptions écrites à partir du XV^e siècle et qu'on a trouvées dans la Drôme, et, chose plus étonnante, en Bretagne, à Quimperlé et à Landernau. La fin de l'ouvrage est consacrée aux cimetières d'Algérie, de Bayonne, d'Avignon et de Paris (XVIII^e siècle). Un index alphabétique facilite les recherches dans ce volume, qui fait honneur à la science et à la patience de M. Schwab.

Mayer LAMBERT.

— Le 5^e fascicule du *Répertoire des sources historiques du moyen âge*, par Ulysse CHEVALIER, nouvelle édition (A. Picard et fils), commence le tome II et comprend les mots de « J. A. de Hollande » à « Laurent, archidiacre de Rome ». Les articles sur Jeanne d'Arc et sur Jésus-Christ ont été notablement augmentés.

— Dans le tome II du *Recueil général des Sotties* publié par M. Émile PICOT pour la Société des Anciens textes français (Firmin-Didot, 1904), il faut signaler deux pièces de circonstance dues au poète de cour Pierre Gringore : une *Sottie contre le pape Jules II*, qui fut représentée à Paris le mardi gras, 25 février 1512, et la *Sotye nouvelle des Croniqueurs*, qui fut représentée en mai 1515. Cette dernière est une satire contre les ministres, surtout les ministres sortis des rangs de l'Église, auxquels on attribuait les maux de la France. Jamais de tels morceaux,

remplis d'observations malignes ou offensantes, n'auraient vu le jour sans la complicité du pouvoir royal. M. Picot donne, p. 110-115, la bibliographie des poésies morales et satiriques de Gringore, et, p. 106, il énumère quelques-uns des factums qui ont été composés pour la défense de la politique française au temps de la ligue de Cambrai.

— Rares sont les études sur les subsistances et le commerce des grains au XVIII^e siècle. M. J. LETACONNOUX a fait de ce sujet, en ce qui concerne la Bretagne, le thème de son mémoire pour le diplôme. Il nous donne ses positions de thèses (Rennes, extrait des *Annales de Bretagne*, 1905, 12 p.), en attendant le mémoire lui-même.

— M. Edmond LAMONGÈRE a consacré quelques pages à un maître répétiteur toulousain de l'avant-dernier siècle, *Pierre Barthès* (Tulle, 1904, in-8°, 18 p.), qui écrivit un journal de déc. 1737 à déc. 1780. C'était un « petit bourgeois original, égoïste et d'esprit étroit ».

— L'étude de M. Charles PRUD'HOMME qui a pour titre *Michel de Servan (1737-1807). Un magistrat réformateur* (Paris, Larose et Tenin, 1905, in-8°, 213 p.) donne, à la suite de la biographie de l'avocat général au parlement de Grenoble, une analyse étendue de ses écrits qui eurent tant d'influence sur la réforme du droit pénal et de l'instruction criminelle par les assemblées de la Révolution. Ce sont notamment les idées de Servan qui triomphèrent en 1791 devant l'Assemblée constituante, lorsque celle-ci substitua au système des preuves légales le principe de la conviction personnelle du juge. Robespierre avait demandé que l'on exigeât, dans l'intérêt de l'accusé, la double garantie de la conviction personnelle et de la preuve légale.

— M. Joseph JOUBERT publie un *Stanley, le roi des explorateurs* (Angers, Germain et Grassin, 1905, in-4°), qui est une apologie naïvement enthousiaste du grand voyageur. Le choix des sources n'est peut-être pas toujours très judicieux. Il est de plus regrettable que la rivalité fameuse de Stanley avec Savorgnan de Brazza ne soit pas mieux exposée et que la conduite de l'Américain, qui manqua en la circonstance et de tact et d'esprit, soit si aisément excusée. L. J.

— La librairie Émile PAUL a mis en vente une *Bibliografía ibérica del siglo XV; enumeracion de todos los libros impresos en España y Portugal hasta el año de 1500*, avec des notes critiques par C. HEBLER. Ce volume renferme la description minutieuse et détaillée de 720 ouvrages, dont plusieurs se rapportent à l'Amérique (in-8°, vii-386 p. Prix : 25 fr.).

— Nous avons reçu la 1^{re} livraison d'une Revue consacrée à l'histoire monastique : *Archives de la France monastique. Revue Mabillon* (Paris, Poussielgue, 1905. Prix de l'abonnement annuel : 12 fr. Directeur : dom J. M. Besse, à Chevetogne, Belgique). Elle publiera « des études sur tous les sujets qui se rapportent à l'histoire des moines et des monastères, histoire littéraire, liturgie, archéologie, chapitres généraux,

correspondances des Bénédictins de Saint-Maur et autres ». Celles de ces études qui seraient assez étendues paraîtront en volumes. Ainsi nous avons annoncé déjà le *Recueil historique des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés de France*, par dom BEAUNIER; un autre volume : *les Moines de l'ancienne France*, par dom BESSE, est sous presse. — Dans la 1^{re} livraison de la *Revue Mabillon*, nous signalerons l'article de dom BESSE sur l'Ordre de Cluny et son gouvernement, et une Note de L. LEVILLAIN sur quelques abbés de Saint-Denis (1^o le procès-verbal d'élection de l'abbé Albert; 2^o les abbés de 980 à 1049, liste chronologique).

— M. Émile BOURGEOIS vient de publier un très important *Rapport sur les archives d'art de la manufacture de Sèvres* (Cerf), suivi d'un *Inventaire sommaire* de ces archives. Grâce à M. Bourgeois, ces archives, qui étaient laissées dans un désordre et un abandon complet, ont été reconstituées, et on peut maintenant en apprécier et en utiliser les richesses.

Allemagne. — La Direction des *Monumenta Germaniae historica*, dans le courant de l'année 1904, fait paraître les volumes suivants : 1^o série des « *Auctores antiquissimi* », le tome XIV qui termine la série et qui comprend : « Fl. Merobaudis reliquiae; Blossii Aemilii Dracontii carmina; Eugenii, Toletani episcopi, carmina et epistolae »; il a été publié par Fried. VOLLMER; 2^o série des « *Scriptores* », *Scriptores rerum germanicarum* : *Ionae Vitae sanctorum Columbani, Vedastis, Johannis*, par Bruno KAUSCH; 3^o série des « *Leges* » : *Legum sectio III, Concilia*; tomi II, pars prior, par Albert WERMINGHOFF. La série des « *Scriptores* » s'est augmentée en 1905 des *Vitae Bonifatii, archiepiscopi Moguntini*, parues en même temps que le t. I^{er} des *Diplomata Karolina*. Le t. V des *Scriptores rerum merovingicarum* est actuellement sous presse; de même, le t. XXXII de la principale série des « *Scriptores* », qui contiendra la chronique de Salimbene; un demi-volume sera, espère-t-on, distribué avant la fin de la présente année. Dans la série des « *Antiquitates* », les grands travaux entrepris par le professeur VON WINTERFELD en vue des *Poetae latini* ont été interrompus par la mort de ce dernier, et l'on ne prévoit pas encore qui pourra les reprendre; en attendant, on a décidé de terminer le tome IV de ces *Poetae latini*, publié en 1899, en y ajoutant sous forme d'appendice les poèmes d'Adhelm, qui auraient aussi bien pu figurer parmi les « *Auctores antiquissimi* ».

— Nous avons reçu le tome X du *Grosses Konversations-Lexikon* de MEYER (6^e édit. Leipzig, Bibliographisches Institut, 1905). Il renferme les mots de *Ionier* à *Kimono*. Les articles *Italien, Japan, Jerusalem, Juden, Kalender, Kanada, Kap Colonien, Kastilien, Kaukasien, Kelter* comptent parmi les plus importants au point de vue historique; ils ont été soigneusement revus et mis au courant (dans l'article *Japon*, la guerre russo-japonaise est résumée jusqu'à la prise de Port-Arthur). L'article *Kanal* intéresse au plus haut point l'histoire du développement économique de l'Allemagne; les statistiques sont poussées jusqu'en

1900 pour l'Allemagne, à laquelle est consacrée une carte particulière. Les cartes des Dictionnaires sont, comme on sait, publiées aussi à part dans le *Hand-Atlas*; nous en avons reçu les livr. 13-18.

— ERICH KELLER, *Alexander der Grosse, nach der Schlacht bei Issos bis zu seiner Rückkehr aus Aegypten*. Berlin, Ebering, 1904. In-8°, 73 p. (*Historische Studien*, fasc. 48.) — Dans cette dissertation, M. K. essaie, par la comparaison avec Arrien, Diodore, Justin et Plutarque, surtout de déterminer quelle tradition suit Quinte-Curce, comment il la rend et quelle en est la valeur pour la partie de la campagne d'Alexandre qui va d'Issus à son retour d'Égypte. Quinte-Curce suit en général la Vulgate et des morceaux de la bonne tradition représentée par Arrien; chez lui, la légende est dans son plein développement; il traduit ses sources avec négligence, inintelligence; sa tendance est hostile à Alexandre. Le récit d'Arrien est généralement préférable au sien, en particulier pour les sièges de Tyr et de Gaza. Il faut rejeter : la seconde destruction de la digue devant Tyr, l'attentat du transfuge arabe et le supplice de Batis, le séjour d'Alexandre à Jérusalem, son expédition contre les Samaritains, les jeux isthmiques placés à une année où il n'y en avait pas. M. K. accepte avec raison, contre Kaerst, la lettre d'Alexandre à sa mère sur l'oracle d'Ammon (*Plat., Alex.*, 27). Cette dissertation est un modèle de précision et de sagacité. — CH. LÉCRIVAIN.

Autriche. — Parmi les publications de la Commission pour l'histoire de la Styrie, nous avons à signaler le fascicule 20 : *Regesten zur Geschichte der Familien von Teuffenbach in Steiermark*, I, 1074-1547 (d'après les archives particulières du baron de Teuffenbach (Graz, Histor. Landes Commission, 1905, vi-189 p.), publiés par M. Anton MELL, et le fascicule 21 : *Das Archiv der steirischen Stände im steiermärkischen Landesarchiv* (rapport préliminaire sur la réorganisation des archives des états provinciaux de Styrie), par le même (1905, Ibid. La pagination fait suite à celle du fasc. précédent, p. 192-247).

Bohême. — Le 12 juin 1905 est mort à Prague Vatslav-Vladivoi TOMEK. Il avait atteint l'extrême limite de la vieillesse, et bien qu'il continuât à préparer la publication de ses *Mémoires*, dont le premier volume a paru l'année dernière, personne, depuis assez longtemps déjà, n'ignorait que ses jours étaient désormais comptés. Sa mort n'en a pas moins produit dans le pays entier une douloureuse surprise, et, au milieu d'un peuple si profondément déchiré par les partis, les haines se sont tues, les rivalités se sont effacées dans la commune douleur d'un deuil national. Dernier service que rend à ses compatriotes le grand écrivain disparu : il leur apprend à oublier des ressentiments, qui ne sont pas tous illégitimes, pour ne se rappeler que la bonne volonté constante, le labeur acharné et les mérites supérieurs de l'homme qui eut, comme nous tous, ses faiblesses et ses erreurs, mais qui fut un bon et un grand serviteur de la science et de la patrie.

Tomek était né à Kralové-Hradets (Königgrätz) le 21 mai 1818. Son

père était un petit tailleur, dont les affaires marchaient assez mal. Quand le jeune Tomek, bien doué, que ses maîtres avaient remarqué, partit pour Prague afin de continuer ses études à l'Université, sa famille, chargée d'enfants, n'était guère en mesure de le soutenir. Il mena la dure vie de tant d'étudiants tchèques, faite de misère et de privations, donnant des leçons à peine payées, s'attachant par les souffrances qu'il supportait pour elle à la cause slave; c'est dans des épreuves analogues que se sont trempées les convictions de la plupart des chefs de la Renaissance tchèque. En 1839, un de ses camarades le recommanda à Palatsky, qui cherchait un précepteur pour ses enfants. Tomek, qui étudiait le droit, mais que ses goûts poussaient vers l'histoire, avait déjà publié quelques essais dans les *Kviety*. Palatsky remarqua vite ses dons naturels, encouragea sa vocation, lui assura une situation, le mit en relations avec le comte Léo Thun, qui était à ce moment un des principaux représentants de la noblesse nationale. Thun resta dès lors le fidèle protecteur du jeune homme qu'on lui envoyait pour classer ses archives; il lui sera beaucoup pardonné pour cela.

Thun était un aristocrate, dans le sens complet du mot, orgueilleux, hautain, très infatué de son propre génie, mais animé d'intentions généreuses et qui prenait au sérieux ses devoirs envers son peuple. Il avait reçu une éducation très soignée, il connaissait la France et l'Angleterre et il avait reconnu la nécessité de réorganiser complètement l'enseignement en Autriche. Devenu ministre de l'Instruction publique au moment de la réaction qui suivit la Révolution de 1848, en même temps qu'il acceptait le Concordat de 1855 et qu'il poursuivait sans modération les hommes qui ne s'inclinaient pas sous la domination de l'Eglise romaine, il s'efforça d'améliorer les gymnases et de réveiller le goût des recherches. Tomek, pieux, traditionaliste, conservateur presque timoré, lui inspira une confiance absolue; il l'envoya en France et en Allemagne pour compléter ses connaissances et visiter les grands établissements scientifiques. Les universités allemandes n'inspirèrent au jeune voyageur aucune admiration, et l'éducation que recevaient dans les séminaires les futurs historiens lui parut bien incomplète et formelle. Au contraire, il fut très vivement frappé par l'organisation de notre École des chartes, et, à son retour, il demanda qu'on créât en Autriche un établissement analogue. Son plan a été réalisé en partie en 1854 par la fondation de l'Institut pour les recherches historiques en Autriche, qui a rendu de si éclatants services à la connaissance du moyen âge. Tomek, de retour à Prague, avait été nommé professeur d'histoire d'Autriche à l'Université (1851), et il a continué son enseignement jusqu'en 1888.

Pendant la Révolution de 1848, il avait été assez activement mêlé aux événements, et il devait à plusieurs reprises jouer un rôle important dans les affaires publiques. Au moment du réveil de la vie politique après 1859, il servit de médiateur entre la noblesse historique et les

chefs du parti national populaire, et ce fut dans sa maison que se rencontrèrent le 6 janvier 1861 Rieger et le comte Martinits; de ces conférences sortit le parti vieux-tchèque, qui a dirigé la politique de la Bohême de 1860 à 1891 et qui, s'il n'a pas réussi à faire reconnaître le droit d'état tchèque, a du moins solidement établi la domination de la race slave à Prague. Député au Reichsrath et à la Diète, membre de l'administration municipale, appelé à la Chambre des seigneurs, Tomek, qui n'était ni un orateur ni un tacticien parlementaire très actif, était toujours un conseiller écouté; on admirait sa science, on connaissait la solidité de ses convictions et la fermeté de son dévouement; on savait qu'il était aussi incapable d'imprudence que de défection et que sa résolution était toujours dictée par les motifs les plus nobles et les plus purs. Par la dignité de sa vie, la simplicité de ses allures, l'acharnement aussi de son labeur, il commandait le respect. On sentait en lui une haute conscience et la volonté de faire tout ce qu'il faisait aussi bien qu'il le pouvait. Quand, en 1880, l'Université tchèque de Prague fut créée, les professeurs, au moment de désigner leur premier recteur, hésitèrent; les juristes mettaient en avant Randa, dont les travaux sont connus dans tout le monde savant. Le sort désigna Tomek, et je crois que ce jour-là le hasard fut intelligent. Ce qui a sauvé la Bohême de la mort définitive, c'est le droit sans doute, mais c'est surtout l'histoire. Que pèseraient les chartes et les promesses de Ferdinand II, de Léopold II et de leurs successeurs s'il n'y avait, pour en réclamer l'exécution, un peuple que les souvenirs de son passé protègent contre les défaillances et les abdications, et ce passé, nul mieux que Tomek ne l'a aimé, ne l'a connu et n'a contribué à nous le faire comprendre.

Les honneurs et les charges que lui conférait la reconnaissance de ses concitoyens, il les acceptait avec une reconnaissance un peu détachée; il s'acquittait de ses fonctions avec soin, avec dévouement, parce qu'il ne croyait pas avoir le droit de se soustraire à ces missions; il avait aussi des idées très arrêtées sur la nécessité de varier ses travaux, d'entretenir la jeunesse de l'esprit par une hygiène méthodique et bien réglée. Jamais vie ne fut plus ordonnée, plus minutieusement fixée; il tenait à remplir tous ses devoirs, envers lui-même comme vis-à-vis des autres; il ne connaissait ni la hâte ni l'impatience; il accomplissait chaque jour, chaque mois, chaque année, la tâche qu'il s'était fixée, et il arrivait ainsi à fournir une somme de travail absolument extraordinaire, parce qu'il ne connaissait ni la fatigue, ni le dégoût, ni le souci, ni même la maladie. C'était un bon ouvrier, toujours prêt, toujours alerte et qui faisait parfaitement tout ce qu'il était tenu de faire, mais il avait tout de même ses préférences. Au fond, les affaires ne l'intéressaient pas très vivement, il n'était complètement heureux que pendant l'été, lorsqu'il parcourait ces campagnes de Bohême, dont chaque pierre éveillait chez lui d'inépuisables souvenirs, mais plus encore dans les archives, au milieu de la poussière des chartes.

Quand il quitta l'enseignement, ses disciples et ses amis publièrent le catalogue de ses publications; il est long, et il ne saurait être question de le reproduire ici, mais simplement d'indiquer quelques-uns de ses travaux les plus considérables. Son *Histoire de l'Université de Prague*, qui date de 1849, attira pour la première fois l'attention sur lui et le mit hors de pair; forcé d'aboutir à une date précise, il lui avait été impossible de donner à son travail les larges proportions qu'il avait d'abord rêvées; mais son œuvre, dans son élégance sèche et nerveuse, est un modèle de précision, de méthode et de clarté, et, il y a quelques mois à peine, le P. Denifle constatait le rare mérite d'un essai qui nous donne tout ce qu'il est nécessaire de savoir et qui, depuis un demi-siècle, n'a pas été dépassé. Dès ce moment, les traits essentiels du talent de Tomek sont fixés : la netteté, la haine de la déclamation et du bavardage, la solidité des recherches, la conscience scrupuleuse; il y joindra plus tard le sens de la réalité et le don de reproduire la vie. Son manuel d'*Histoire de l'Autriche* (1858), un peu sec et incolore, n'en marque pas moins un progrès fort important et une évolution décisive de l'historiographie autrichienne; ici, l'historien est bien servi par le patriote, son instinct national lui a montré combien était étroite et fausse la conception qui dominait jusque-là et qui, ne s'occupant que de la Marche orientale, rejetait dédaigneusement dans l'ombre les Magyars et les Slaves; Tomek sent et prouve que Prague et Budapest ne méritent pas moins d'attention que Vienne et que ce n'est pas la politique seulement, mais aussi l'histoire qui, dans la monarchie des Habsbourgs, doit être fédéraliste; l'idée était si juste et si féconde que, depuis lors, son exemple a fait loi et que bien rares sont les centralisateurs assez farouches ou les Allemands assez intransigeants pour essayer de revenir à la vieille tradition, partielle et fausse. Beaucoup moins connue que ces livres, qui sont sans cesse réédités et où s'est formé l'esprit des générations nouvelles, l'*Histoire du cloître et de la ville de Politse* (1881, en tchèque) se lit avec un très vif plaisir : il a été écrit avec joie, pendant les vacances, et je ne connais rien qui nous donne une idée plus exacte, plus profonde, plus réelle de la destinée de la Bohême entière; je ne connais pas de livre surtout qui nous permette de mieux comprendre la méthode de l'écrivain, de saisir sur le vif son procédé de travail et d'apercevoir plus clairement la cause de la confiance et de l'intérêt avec lesquels nous le suivons.

Il me semble qu'il agit sur nous par deux qualités essentielles, la précision de la pensée et la passion du document direct. Il appartient à l'école patriotique qui, avec Iungmann, Chafarjik et Palatsky, a dominé presque tout le XIX^e siècle, mais il s'en distingue par son aversion pour la rhétorique, par sa précision un peu sèche, par son sens critique plus éveillé et plus exigeant. Nous savons par ses *Mémoires* qu'il a eu sa crise romantique, mais elle n'a sans doute pas duré longtemps, et elle n'a jamais dû être bien profonde. Il nous avoue lui-même que Schiller était alors son poète préféré, ce qui prouve que ses égarements ne

furent jamais bien dangereux. Très vite il nous apparaît comme parfaitement rassis, avec une sainte horreur de la phrase, sans aucun goût pour les considérations générales. Il fait de l'histoire comme un naturaliste fait de l'histoire naturelle, il se place en face d'un texte et il cherche à nous donner l'impression qu'il a ressentie lui-même. Naturellement, cela ne le préserve pas toujours de l'erreur. Nous sommes tous les prisonniers de notre génération, et quand on dit d'un écrivain qu'il aime la vérité par-dessus tout, cela ne signifie pas qu'il ne lui arrive pas par moments d'être dupe de son imagination et de ses sentiments; cela veut dire simplement que, chez lui, ces erreurs sont rares et ces péchés véniels. Que Hanka et les enthousiastes qui, à côté de lui, rêvaient pour les Slaves la domination et la régénération de l'Europe et qui préparaient leur triomphe par de pieuses fraudes aient exercé sur lui une action réelle, nous n'en saurions douter, et avec quelle ténacité il s'attachait aux illusions qui avaient bercé sa jeunesse, nous en avons eu la preuve dans la passion avec laquelle il a défendu jusqu'à la fin l'authenticité des manuscrits suspects. Mais, chez lui, ces échappées sentimentales étaient extrêmement rares, et elles sont surtout curieuses à signaler parce qu'elles montrent combien profonde fut l'émotion produite sur la jeunesse par le lyrisme romantique de 1820. Presque toujours Tomek fut protégé contre ces imprudences par son contact permanent avec les documents. De tous les patriotes tchèques de l'époque héroïque il a été, — peut-être avec Havlitchek, — celui qui a été le moins hanté par ces idoles, qui a le plus fidèlement continué les traditions de cet admirable Dobrowsky, le guide le plus sûr, le plus pondéré, le plus clairvoyant, celui auquel on revient sans cesse quand on a suivi quelque temps les prophètes décevants du sentimentalisme subjectif. Par là il est, je ne dirai pas plus grand historien que Palatsky, ce qui ne serait pas sans doute exact, puisque Palatsky conserve encore le mérite d'avoir frayé la voie, que son œuvre est plus architecturale et plus complète et que son talent est plus souple, plus complexe et plus chaud; mais il est plus voisin de nous, plus conforme à nos habitudes actuelles. Palatsky est un romantique, son époque est celle des grandes constructions philosophiques et des vastes synthèses, des enthousiasmes sonores et des illusions radieuses; il est optimiste, éloquent et pathétique. Tomek se soucie peu de nous convaincre ou de nous émouvoir, il décrit. Profondément catholique, d'une orthodoxie un peu étroite, il n'en a pas moins tracé le réquisitoire le plus âpre, le plus irréfutable aussi contre l'Église du x^v siècle; fédéraliste et partisan de la noblesse historique, il signale avec une implacable fidélité son égoïsme, sa cupidité et il salue comme une délivrance le triomphe de l'absolutisme habsbourgeois. Bien des gens ne le lui ont pas pardonné, l'ont accusé de trahison. Accusation absurde, et dont je crois qu'il lui fut toujours impossible de comprendre le sens. Il n'aimait ni Hus ni Ferdinand II, mais il ne lui venait pas à l'esprit que ses antipathies ou ses affections pussent avoir un retentissement dans son œuvre; il

pensait que chacun sert son pays en faisant de son mieux la besogne qu'il a acceptée et qu'il n'est pas pour un historien de devoir supérieur à celui de chercher et de dire la vérité.

Palatsky, dont l'histoire s'arrête en 1526, avait espéré que Tomek continuerait son œuvre. Mais il le détourna lui-même vers d'autres travaux, lui inspira la pensée de cette *Histoire de Prague*, qui demeurera l'œuvre maîtresse, l'impérissable monument de l'écrivain. Il en avait conçu la première pensée en 1840 et il en publia le premier volume en 1855, c'est le seul que Tomek ait traduit en allemand; en 1901 a paru le douzième volume, qui nous conduit jusqu'en 1609. Ce développement ne paraît excessif qu'à ceux qui ne savent pas quel rôle extraordinaire appartient à Prague dans la vie du peuple tchèque et comment, aux ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles surtout, la vie entière de la nation se concentra dans ses murs. Que cependant les lecteurs soient demeurés fidèles à l'écrivain pendant un si long espace de temps, qu'il ait fallu à plusieurs reprises rééditer ces volumes compacts, il me semble que cela fait honneur à la fois au patriotisme de la nation et au talent du maître. On ne lui adresse qu'un reproche de quelque importance : l'absence de références, et je regarde pour ma part en effet comme tout à fait déplorable que l'auteur ne nous ait pas fourni des renseignements précis sur les textes dont il se sert. Il me semble que cela se rattache à un trait assez singulier de la nature de Tomek. Il n'a pas fondé d'école et il n'aimait pas l'enseignement; ses cours étaient froids et monotones; il n'avait de goût que pour la recherche personnelle. A un certain degré, les passions sont exclusives et envahissent l'âme tout entière; il avait le fanatisme de la recherche et personne n'a éprouvé à un degré plus violent le goût du document immédiat; c'est par là qu'il nous donne d'une manière si vive l'impression de la réalité et de la vie. Nul plus que lui ne justifie la célèbre définition de Michelet : « L'histoire est une résurrection », ce qui, on l'entend bien, ne veut pas dire qu'il y ait aucun rapport entre les procédés des deux hommes. Michelet est un évocateur, c'est-à-dire que jamais nous n'oublions en le lisant, quelque prestigieux que soit le tableau qu'il nous présente, le thaumaturge qui tire les morts de leurs tombeaux; Tomek est un introducteur discret qui se confond avec les personnages au milieu desquels il nous laisse; ce monde de chanoines, de théologiens, de bourgeois, de professeurs, lui est si familier qu'il ne s'étonne pas de leurs habitudes et ne se scandalise de leurs vices; il est leur contemporain, il vit dans leurs horizons, et, sous sa conduite, nous entrons en familiarité avec ces représentants de sociétés disparues, qui ne nous paraissent plus différentes de nous. Je crois bien que c'est là le mérite essentiel, le caractère propre de Tomek : son récit est candide. On a souvent, à propos de lui, parlé de couleur, mais c'est plutôt atmosphère qu'il faudrait dire; il a la sincérité du peintre de plein air; de là, son charme souverain. Il nous met en contact direct avec le passé; discrètement, il s'efface après nous avoir préparé la fête. Ne lui demandons ni considérations philosophiques

ni réflexions grandiloquentes. A-t-il un système du monde? je n'en sais rien, mais, dans tous les cas, il se garde de nous en parler. Il n'intervient jamais pour expliquer, il lui suffit de montrer comment les faits se succèdent, il ne croit pas qu'on ait le droit d'attendre davantage d'un historien. Il me semble bien que Palatsky avait une âme plus haute, un esprit plus ouvert, qu'il était plus complètement un homme, dans la plus large et la plus noble acception du mot; Tomek a été peut-être un érudit plus attentif, plus minutieux, plus absorbé dans son œuvre, parce qu'il la dépassait moins. Si l'on donne au mot histoire son sens réel, précis, si on y voit, non pas la conseillère des nations, mais uniquement l'ouvrière consciencieuse qui cherche dans les textes un tableau fidèle du passé, personne n'a mieux compris sa tâche que Tomek, et il conservera sa place tout à fait au premier rang des grands historiens du XIX^e siècle.

E. DENIS.

Hongrie. — Parmi les dernières publications historiques, il importe de signaler les suivantes :

1^o Ignace Acsády, *Histoire du royaume de Hongrie. (A magyar birodalom története.* Budapest, Athenaeum, 1903-1904, 2 vol. gr. in-8°, 792 et 828 p., avec 59 pl. et 523 ill. dans le texte.) Après avoir édité, pour le Millénaire, la grande Histoire nationale en dix volumes, vrai monument de l'historiographie magyare contemporaine, l'Athenaeum nous offre aujourd'hui une Histoire en deux volumes dû à la plume d'un seul écrivain. M. Acsády s'est fait connaître jusqu'ici principalement par ses études sur l'histoire économique de la Hongrie, par ses recherches sur la condition des serfs et par ses livres sur les XVI^e et XVII^e siècles hongrois. Son nouvel ouvrage ne donne pas seulement le résumé des travaux antérieurs, mais il est conçu dans un autre esprit que les Histoires générales de ses prédécesseurs. M. Acsády est le premier qui donne dans son exposé une large place aux questions économiques, si importantes dans la vie des nations. Il cherche les conditions d'existence du peuple dès l'époque la plus reculée, ne néglige pas les courants littéraires non plus et se montre toujours imbu de principes libéraux. Il n'hésite pas à flétrir l'œuvre antinationale, réactionnaire, de certains prélats qui ont influé sur les destinées du peuple, et il détruit maintes légendes que le faux patriotisme a forgées. Dès le début, il écarte de son récit tout ce qui n'est pas prouvé par des documents ou les données de l'ethnologie et de la philologie, pour retracer un tableau des anciens Magyars, de la conquête du pays et de leurs invasions en Europe. Il voit en saint Étienne non seulement l'homme pieux qui a converti son peuple au christianisme et a fondé des églises et des couvents, mais aussi le soldat et le diplomate. L'auteur marque nettement la tendance des rois arpadiens à conserver une grande indépendance en face de la papauté et à diriger l'Église dans un esprit national. L'œuvre de la dynastie arpadienne est considérée sous tous les rapports : politique, militaire, économique et civilisateur. A l'époque suivante, c'est surtout le règne de Louis le Grand qui se détache avec vigueur; nous

voyons le roi imbu des mêmes principes que ses prédécesseurs vis-à-vis du Saint-Siège, agrandissant et fortifiant le royaume. Le plaidoyer pour le roi Sigismond (1387-1437) est particulièrement intéressant et tranche nettement sur l'opinion courante qui a toujours représenté ce roi comme un tyran, parce qu'il a voulu maîtriser les factions oligarchiques. M. Acsády est très sévère à l'égard de celles-ci, il n'hésite pas à traiter de brigands plusieurs des seigneurs que la légende a entourés d'une auréole. Sa caractéristique des Hunyad est sympathique, sans exagération. Avec l'avènement des Habsbourg (1526), l'auteur se meut sur un terrain qu'il a particulièrement cultivé. Contrairement à quelques historiens, il donne le beau rôle à Zápolya, contre Ferdinand I^{er}, et dans les luttes nationales et religieuses qui ont dévasté le pays pendant deux siècles, il est de cœur avec ceux qui ont lutté pour la liberté de conscience ou pour l'indépendance nationale, tels Martinuzzi, Bocskay, Bethlen et les Rákoczy. L'histoire des soulèvements nationaux est traitée sobrement, sans trop de détails, car M. Acsády aime mieux insister sur les faits sociaux que sur les campagnes militaires. Le portrait de Marie-Thérèse est très réussi, et Joseph II est loué à cause de son esprit libéral et du soulagement qu'il a apporté au sort des *jobbgyones* (serfs). L'auteur prouve que la résistance que l'empereur a rencontrée en Hongrie était due uniquement aux ordonnances sur l'emploi de la langue allemande, comme langue officielle, et que les esprits libéraux n'hésitaient nullement à l'aider dans ses autres réformes. Avec François II, la réaction prend le dessus et la Hongrie dut recommencer en 1825 à s'affranchir au point de vue politique, social et économique. Ce travail d'affranchissement fut accompli dans les diètes qui se succédèrent de 1825 à 1848. M. Acsády caractérise brièvement cette époque, la plus importante pourtant dans la vie du peuple magyar. Le règne de François-Joseph I^{er} est également écourté; pour le connaître, il faudra toujours avoir recours au dernier volume de la grande Histoire nationale, où M. Beksics a décrit les phases de ces cinquante dernières années.

Le style de M. Acsády est clair et vif. A part quelques redites fâcheuses dans le chapitre sur Marie-Thérèse, l'ouvrage est très bien composé et mériterait la traduction dans une langue plus répandue que le hongrois. L'illustration est de premier ordre et fait honneur aux éditeurs. — T. II, p. 768. On ne peut guère citer Vörösmarty parmi les écrivains qui, après la Révolution, ont continué à produire; la carrière de l'auteur du *Zalán* est bien finie après Világos.

2^e Dans l'ouvrage de M. Acsády, nous trouvons une rapide esquisse de l'activité du comte Étienne Széchenyi (1791-1860). Son rôle politique commence avec l'ouverture de la Diète de 1825, année où il fonde l'Académie hongroise, se continue par la publication de ces trois immortels pamphlets : *Hitel* (Crédit, 1830), *Világ* (Lumière, 1831) et *Stadium* (le Stade, 1833), devient ensuite prépondérant jusqu'en 1844, lorsque Kossuth fonda le *Pesti Hírlap*. Széchenyi est le régénérateur de

la Hongrie et avec Kossuth et Deák le créateur de la Hongrie moderne. Il n'a pas seulement agi par la parole, mais aussi par la plume. Vingt livres ou brochures ont paru de son vivant, trois après sa mort. Ces ouvrages sont devenus rares. L'Académie vient de décider d'en donner une édition définitive. Après avoir publié, en neuf volumes, le Journal de sa vie, ses discours, ses articles politiques, sa Correspondance et ses Impressions de voyage (1884-96), elle donne aujourd'hui le premier volume de ses *Œuvres*, renfermant *Hitel* et *Világ* (Gróf Széchenyi István munkái, 2^e sér., t. I. Budapest, Académie, 1904. In-8°, LXVII-244 + 378 p., avec le portrait de Széchenyi). Elle a confié l'impression des Œuvres complètes à M. Koloman Szily, l'éminent linguiste, bibliothécaire de l'Académie. En guise d'Introduction, on a fait réimprimer le discours de M. Paul GYULAI sur *Széchenyi, écrivain* (1892), chef-d'œuvre de précision et de goût, et le grand économiste de l'Académie, M. Jules Kautz, a écrit une étude approfondie sur ces deux pamphlets qui ont exercé une influence décisive sur leur temps. M. Kautz démontre que pas un homme d'État avant Széchenyi n'avait des vues aussi nettes sur les réformes à accomplir; que personne ne les avait formulées avec tant de précision, personne n'avait allié autant de sens pratique au patriotisme le plus élevé. Sans doute, Széchenyi voulait agir d'abord par des réformes économiques, mais c'est l'épanouissement de la race et du génie magyars qu'il avait surtout en vue; il voulait transformer un pays aux mœurs féodales en un État moderne, agir d'abord sur la société, car il croyait que le changement politique s'effectuerait plus facilement si les réformes sociales le précédaient. M. Kautz va peut-être un peu loin en comparant les pamphlets de Széchenyi au *Contrat social* de Rousseau et à la *Critique de la raison pure* de Kant, mais il y a quelque chose de vrai dans le rapprochement avec l'ouvrage de Smith sur la *Richesse des nations*. Quoi qu'il en soit, ces trois ouvrages de Széchenyi sont la base sur laquelle repose la Hongrie moderne. Le texte a été reproduit avec un soin minutieux; M. Szily a ajouté à la fin du volume (p. 359-378) un petit lexique qui rendra de bons services. Au moment où Széchenyi commençait à écrire, la réforme de la langue était à peu près accomplie par Kazinczy et les néologues. Széchenyi emploie donc tantôt des mots qui, alors, étaient nouveaux et depuis ont obtenu droit de cité, tantôt des néologismes tombés en désuétude, ce qui rend son style parfois obscur. Le lexique dressé par M. Szily groupe ces deux catégories de mots en expliquant ceux qui sont peu connus aujourd'hui.

3^e et 4^e. Dans l'histoire de la Hongrie moderne, le nom de Széchenyi est inséparable de celui de François Deák (1803-76), le promoteur du dualisme. La vie de Deák est entièrement contenue dans les six volumes où M. Kónyi a réuni ses discours, en les accompagnant de notes précieuses, qui font de cette publication un véritable répertoire de l'histoire contemporaine. Mais il manquait encore une biographie qui coordonnât toutes les données éparses, qui montrât en Deák non seulement l'ora-

teur, mais aussi l'homme. C'est M. Zoltán FERENCZI que l'Académie a chargé de cette tâche. M. Ferenczi, bibliothécaire de l'Université de Budapest, s'est fait connaître jusqu'ici par sa biographie de Petöfi et par une histoire du théâtre de Kolozsvár. Dans ces dernières années, cependant, il a exploré la vie des hommes politiques qui, avant et après la Révolution de 1848, ont joué un rôle important. Travailleur acharné et très consciencieux, il a élevé à Deák un vrai monument d'érudition (*Deák élete*. Budapest, Académie, 1904. 3 vol., 463, 433, 445 p.). Il a pu réunir sur son enfance, sur ses études à l'École de droit de Győr (Raab), sur son activité au service du comitat de Zala, des renseignements très intéressants. Après l'élection de Deák comme député à la Diète (1833), M. Ferenczi a trouvé une base solide dans les discours et dans l'histoire des Diètes. Il suffisait de retracer avec beaucoup de détails cette histoire pour montrer le rôle prépondérant que Deák y joua, dès 1835, comme *leader* de l'opposition libérale. L'exposé démontre son grand ascendant sur l'Assemblée; il grandit d'année en année, et, en 1840, Széchenyi le désigne comme centre autour duquel tous les éléments libéraux doivent se grouper. Széchenyi s'est toujours efforcé de gagner Deák pour former un contrepois nécessaire à la politique plus agressive, plus véhémente, de Kossuth, mais Deák s'esquiva, soit que ses sympathies l'eussent attiré du côté de Kossuth, soit pour éviter, dès 1841, une scission dans le camp libéral. Entré comme ministre de la Justice dans le premier Cabinet formé, en 1848, sous la présidence de Batthyány, Deák, ce juriste consommé, ne pouvait accomplir aucune des réformes qu'il aurait voulu introduire. Le ministère dont Széchenyi, Kossuth et Eötvös firent partie donna sa démission au bout de quelques mois, et Kossuth devint l'âme de la Révolution. Après la défaite de Világos, Deák était un oracle, mais le point culminant de son activité est la période de 1861 jusqu'à la conclusion du Compromis (1867). Pour cette période, le public français trouve maintenant dans le récent ouvrage de M. Eisenmann sur le dualisme un exposé aussi détaillé qu'exact. Celui de M. Ferenczi se distingue également par des recherches minutieuses, par une grande connaissance des différents facteurs qui ont contribué à trouver cette base d'entente entre les deux moitiés de la monarchie. Mais partout l'auteur magyar appuie sur cette idée que le Compromis n'était pas aux yeux de Deák le « *nec plus ultra* » des revendications magyares. Il a fallu beaucoup sacrifier pour arriver à s'entendre. Les événements récents montrent suffisamment qu'il est possible, sur la base même du Compromis, d'obtenir davantage en vue de l'autonomie nationale.

Deák avait au plus haut degré la confiance du roi; un mot de François-Joseph rapporté par M. Ferenczi (*Er meint es ehrlich, nur weiss er die Verhältnisse der Monarchie nicht genug zu würdigen; alles betrachtet er vom juristischen Standpunkte aus*, t. III, p. 182) montre cependant que Deák, s'il est la plus haute expression du génie politique magyar, s'il est incomparable comme légiste et comme connaisseur de l'ancien

droit magyar, était moins versé dans les questions de politique européenne touchant la Hongrie. Ce qui manquait à Deák sous ce rapport, le comte Jules Andrassy et le baron Joseph Eötvös (pron. Eutveuche), ses deux collaborateurs, le possédaient au plus haut degré. La part de ce dernier dans l'élaboration du pacte qui régit depuis trente-huit ans les destinées de la monarchie des Habsbourg, devient de plus en plus manifeste. Eötvös était homme d'État, publiciste, romancier et poète. Il a sa place aussi bien dans l'histoire politique que dans l'histoire littéraire; dans l'une comme dans l'autre, elle est éminente. Il y a peu d'écrivains magyars, de son temps, qui aient une vue aussi haute et aussi large du mouvement des idées en Europe, qui les aient mieux adaptées aux besoins de la Hongrie. Ame ardente et généreuse, il emploie ses facultés d'écrivain à relever le niveau intellectuel, moral et social de ses contemporains. Élève de l'école du libéralisme classique, il plaide pour une organisation politique, judiciaire et administrative plus en rapport avec les idées modernes. Il voit dans le système des comitats, qui entravait l'action des Diètes, le plus grand obstacle aux réformes libérales, et combat, — malgré Deák et Kossuth, — cette citadelle verrouillée, ancien legs de la constitution féodale. Après la victoire des *Centralistes*, dont il était l'âme, il a cependant démontré dans son ouvrage magistral : *L'Influence des idées dominantes du XIX^e s. sur l'État* (1851, 1854), accueilli avec beaucoup de faveur en France comme en Allemagne, que la centralisation des pouvoirs qu'il prêchait avant 1848 ne voulait nullement dire : omnipotence de l'État, écrasement du self-gouvernement des comitats. Il visait seulement l'unité dans l'administration et dans la justice, unité qui était loin d'exister alors. De cet ouvrage, encore aujourd'hui le chef-d'œuvre de la littérature politique hongroise, découlent ses théories sur les nationalités, théories qui n'ont nullement vieilli et auxquelles il faudra revenir en Hongrie, comme ailleurs, si l'État ne veut pas jouer le rôle odieux d'opresseur.

C'est à cet homme d'État, à cet écrivain d'élite que M. FERENCZI a consacré une étude fort attachante dans les *Monographies historiques* éditées avec tant de luxe par l'Athenaeum (*Báro Eötvös József, 1813-1871*. Budapest, 1904. In-8°, 304 p., 11 pl. et fac-similés, 55 ill. dans le texte). Il y caractérise l'homme et son œuvre, nous donne même l'analyse de ses romans et ne laisse échapper aucun trait qui puisse éclairer cette physionomie si sympathique à tous ceux qui aiment le progrès, l'affranchissement du peuple de la servitude et de l'ignorance.

5° Eötvös a été deux fois ministre de l'Instruction publique : en 1848, et, après le dualisme, de 1867 à 1871. La Hongrie contemporaine a toujours eu la chance d'avoir dans ce poste des hommes, non seulement éminents comme orateurs politiques, mais aussi comme écrivains et comme penseurs. Eötvös est une des gloires littéraires de son pays, Trefort un économiste et un publiciste très distingué, dont les études sur Thiers, Mignet et d'autres historiens français sont fort appréciées, Wlassics un jurisconsulte de premier ordre. Leur successeur,

M. Albert BERZEVICZY, après avoir donné un volume très apprécié sur les villes et les artistes d'Italie, vient de réunir en deux volumes ses *Discours et Études* (*Beszédek és tanulmányok*. Budapest, Singer et Wolfner, 1905. 2 vol. in-8°, 484 et 532 p.). Ce recueil nous montre un homme politique de haute valeur et un écrivain de race. Nous avons là la quintessence de vingt-cinq ans d'activité déployée non pas sur le terrain d'une politique de récrimination éternelle, mais sur le terrain de la vie sociale et scolaire. M. Berzeviczy, comme député, comme secrétaire d'État et comme ministre, avait toujours en vue de servir la civilisation hongroise, le développement de la culture intellectuelle, le progrès des lettres et des arts. Nous pouvons admirer dans ces volumes l'orateur des assemblées politiques aussi bien que le vice-président de la société littéraire la plus importante de la Hongrie : la *Société Kisfaludy*. De ses nombreux discours à la Chambre, les éditeurs ont choisi ceux qui se rapportent aux questions scolaires, depuis les écoles maternelles jusqu'aux universités, mais M. Berzeviczy ayant pris une part active à l'élaboration et à la discussion des lois politico-ecclésiastiques qui, de 1892 à 1895, ont si fortement agité le pays, nous trouvons dans le premier volume comme l'écho de ces luttes mémorables où les idées libérales ont finalement triomphé. Dans les discours prononcés aux séances solennelles des différentes sociétés, c'est toujours l'homme d'action qui parle; il ne se paye pas de mots, mais demande des faits pour que le progrès s'accomplisse dans tous les domaines qui touchent la culture nationale. Le critique esthétique se montre avec toutes ses qualités dans les discours sur les poètes Petöfi, Vörösmarty et Tompa; le politique lettré dans les pages sur Pulszky, sur Balthasar Horváth, ministre de la Justice dans le cabinet Andrassy (1867), sur Horánszky et dans l'Introduction mise en tête d'un choix des Œuvres de Széchenyi; l'historien dans les études sur les Mémoires du comte Vitzthum, sur la *gentry* hongroise, sur le rôle que les villes du Nord, comme Bártfa, Eperjes, Sárospatak et Kassa, ont joué dans la civilisation magyare; l'homme versé dans toutes les questions d'enseignement, dans les études sur l'University-Extension des principaux pays de l'Europe, et dans le mémoire, — le plus long de ce recueil, — sur la nécessité d'une troisième Université en Hongrie. Dans cette dernière étude, il y a une foule de renseignements sur la vie universitaire à l'étranger qui montrent jusqu'à l'évidence que la question si souvent discutée doit forcément aboutir à la création d'un troisième centre de hautes études, car il est anormal qu'un pays de dix-sept millions d'habitants, — la Croatie mise à part, — n'ait que deux universités (il y a en outre dix écoles de droit, dont, il est vrai, la plupart végètent).

Ce recueil, qui sera lu et consulté par tous ceux que la vie intellectuelle du peuple magyar intéresse, n'embrasse pas le projet de loi sur l'enseignement primaire que M. Berzeviczy a élaboré dernièrement et qui marque un grand progrès vers l'unité des écoles primaires, de la formation des maîtres et de la surveillance de l'État.

60 M. Victor MORVAY vient de consacrer une monographie au comte Jean Fekete de Galantha (*Galánthai Gróf Fekete János, 1741-1803*. Budapest, Athenaeum, 1903. In-8°, 248 p., 12 pl. et 67 ill. dans le texte. Série des *Monographies historiques*). Elle a le grand mérite de faire connaître, d'après des documents inédits, un seigneur hongrois, soldat, orateur et écrivain, presque totalement ignoré encore il y a quelques années. Dans notre ouvrage sur l'influence de la littérature française en Hongrie (1902), nous avons accordé une belle place à Fekete parmi les écrivains sur lesquels la littérature française a le plus agi vers la fin du XVIII^e siècle. Depuis, M. Morvay a fait de grandes recherches sur cet auteur, qui est le seul correspondant hongrois de Voltaire que nous connaissions. La vie et les œuvres de Fekete sont l'exemple le plus frappant de ces Hongrois francisés qui n'étaient pas rares à l'époque de Marie-Thérèse et de Joseph II. Elevé au Theresianum de Vienne, le jeune Fekete fait la connaissance du prince de Ligne, qui devient son modèle. Soldat, il se distingue dans la guerre de succession de Bavière, mais il donne bientôt sa démission et voyage en Europe. Il dissipe peu à peu l'immense fortune que son père lui avait laissée, se retire dans son château de Fóth, non loin de Pest. De bonne heure, il commence à écrire des vers français qu'il soumet à Voltaire, en les accompagnant régulièrement d'un envoi de vin de Tokai. En 1781, il publie deux volumes à Genève, sous le titre : *Mes rapsodies ou recueil de différents essais de vers et de prose*; d'autres essais, en français, sont encore inédits et se trouvent à la bibliothèque de l'Académie de Budapest.

M. Morvay a établi toutes les circonstances de sa vie d'après les documents conservés aux archives de Vienne; il analyse minutieusement ses œuvres françaises et magyares, — ces dernières entièrement inédites, — caractérise son rôle à la Diète de 1790-1791, où ses discours véhéments lui valurent le titre de Mirabeau hongrois. Son esprit libéral se manifeste surtout dans les œuvres françaises inédites; il y a là des pages sur Joseph II (« Ombre de Joseph II, viens nous sauver des griffes de ceux que tu as su terrasser en les démasquant! Ne souffre pas que les grandes et salutaires entreprises de ton génie soient offusquées par le charlatanisme religieux, » etc.), sur le codificateur de la loi magyare Verböczi (« Ce vile rabuliste qui mérite l'us qu'on a mis à la fin de son nom par sa pédanterie, comme il aurait mérité le gibet par ses crimes et son infâme conduite »), sur l'hypocrisie de la cour, etc., que M. Morvay aurait dû utiliser davantage pour faire ressortir le libéralisme de Fekete. — P. 35, lire le *Père Ch. Poré*, au lieu de *Charles Poré père*, ce qui n'est pas la même chose. P. 79, Mercier pour Menier. P. 90, Fekete a vu Voltaire à Ferney; c'est prouvé par la lettre de Voltaire à Noverre, du 2 avril 1765. P. 88, la poésie de Voltaire à Fekete en lui envoyant les *Scythes* n'est pas la même que celle qu'il adressa, plus tard, à Fekete et à Beloselski (cf. *Œuvres de Voltaire*, X, p. 583 et 595). P. 194, l'auteur reproche à Fekete que, dans sa lettre à Sche-

dus, il n'a pas parlé du théâtre hongrois. Ce reproche n'est pas mérité; il n'existait pas encore de théâtre hongrois à cette époque, et Fekete pouvait ne pas parler des traductions assez faibles de Molière, de Corneille et de Kotzebue.

7° Dans les *Monumenta Hungariae historica*, il y a une série consacrée aux sources turques concernant l'histoire de Hongrie. Cette série vient de s'enrichir d'un volume intitulé : *Voyages en Hongrie d'Evlia Cselebi (Evlia Cselebi... magyarországi utazásai, 1660-1664)*. Traduits avec des notes par J. KARÁCSON. Budapest, Académie, 1904. In-8°, xv-547 p.). Evlia Cselebi était un voyageur turc du XVII^e siècle. Né vers 1611 à Constantinople, il entra comme page à la cour de Mourad IV (1631), fit son premier voyage en Perse, accompagna les armées turques et fut chargé de missions diplomatiques. Son père avait accompagné Soliman à Bude (1541) et à Szigetvár; lui-même voyagea en Hongrie de 1660 à 1664, assista au siège de Nagy-Várad, vit Nicolas Zrinyi, le ban de Croatie, l'auteur de la première épopée hongroise, « la Zrinyiade », connu le prince transylvanien, Jean Kemény. On ne connaissait jusqu'ici que des fragments de l'œuvre importante d'Evlia, publiés dans une traduction anglaise par Hammer (Londres, 1846); Ahmed Dsevdet a découvert dernièrement le manuscrit complet dans la bibliothèque de Pertev pacha. Il se compose de dix volumes, dont six ont paru jusqu'ici (le sixième avec le concours de l'Académie hongroise); la partie concernant le voyage en Hongrie (t. V et VI) vient d'être traduite en magyar par M. Karácson, curé d'un petit village du comitat de Győr. Il y a ajouté une intéressante préface, la traduction hongroise de la préface que M. Vámbéry a mise en tête de l'édition turque, de nombreuses notes et un Index très détaillé.

8° MM. Alexandre KOLOSVÁRI et Clément OVARI, professeurs à l'Université de Kolosvár, viennent de publier un nouveau volume de leur *Corpus statutorum Hungariae municipalium (A magyar törvényhatóságok jogszabályainak gyűjteménye, t. V, 2)*. Budapest, Académie, 1904. In-8°, LIX-585 p.). Il donne les statuts et règlements des comitats au delà du Danube de 1391 à 1798. Cette partie de la Hongrie étant limitrophe de l'Autriche, la plupart de ces documents sont en allemand. Nous y trouvons des renseignements intéressants sur la vie municipale. Un Index de 59 pages est divisé en dix parties et facilite les recherches.

9° et 10° M. David ANGYAL, qui étudie surtout l'histoire des XVI^e et XVII^e siècles, vient de publier deux brochures, une en hongrois, l'autre en allemand. La première, intitulée : *Contribution à l'histoire de l'exil en Turquie de François II Rákóczi (Adalékok II. Rákóczi Ferencz törökországi bujdosása történetéhez)*. Budapest, Athenaeum, 1905. In-8°, 97 p.), est entièrement puisée aux Archives nationales de Paris (*Turquie*). L'auteur y raconte les projets de Rákóczi après la paix de Szathmár (1711), qui avait mis fin au soulèvement national. Rákóczi vint, en 1713, en France, où il resta jusqu'en 1717. L'ancien allié de Louis XIV fut royalement reçu, il obtint une pension digne de son rang, mais après

la paix de Rastadt il conserva peu d'espoir d'intéresser la France à sa cause. Il se tourna donc, tantôt du côté de la Turquie, tantôt du côté de l'Espagne, et finalement du côté de la Russie. Partout il dut constater avec amertume que les grandes puissances ne voulaient plus l'aider à reconquérir la principauté de Transylvanie. En 1717, il quitte la France et s'embarque pour la Turquie, croyant que le sultan l'aiderait à soulever la Hongrie, mais la paix de Passarovicz (1718) força la Sublime Porte à renoncer à tout compromis avec Rákoczi, dont la situation devint même difficile, car il ne pouvait plus quitter ce pays où on ne lui accordait qu'une partie de sa pension. L'Autriche le fit même interner à Rodosto au bord de la mer de Marmara. Rákoczi avait compté un moment sur l'intervention d'Alberoni, puis sur celle du tzar, car il se serait contenté de sa nomination comme prince de Moldavie et de Valachie, mais tous ces espoirs furent vite déçus. C'est dans la pratique religieuse, comme jadis chez les Camaldules de Grosbois, qu'il trouva sa consolation. Il adressa encore plusieurs mémoires au cardinal Dubois et eut surtout à cœur de voir prospérer les missions françaises en Orient, car il considérait les missions italiennes comme des agents de l'empereur d'Autriche. Dans les dernières années de sa vie, il eut encore des relations avec Bonneval, l'aventurier qui se fit musulman pour pouvoir entrer au service de la Turquie.

M. Angyal donne les documents qui servent de base à son récit (p. 29-97); ils complètent ceux que le savant roumain Hurmuzaki a publiés dans le tome VI de son recueil. Ce sont, en grande partie, des lettres de Bonnac, ambassadeur de France à Constantinople, très importantes pour l'histoire des relations politiques entre la France et la Hongrie. Ces relations, commencées après la bataille de Mohács (1526), ont pris fin avec la défaite de Rákoczi. Depuis ce temps, la France n'a connu que l'empire d'Autriche. Pour tout le cours des xviii^e et xix^e siècles, la Hongrie ne figure plus dans les archives françaises; les historiens français ne s'en occupent plus, et c'est une des causes de l'ignorance des choses de Hongrie, qui est si grande en France.

La seconde brochure, *Geschichte der politischen Beziehungen Siebenbürgens zu England* (Budapest, Kilian, 1905. In-8°, 104 p.), retrace, d'après des documents inédits et les meilleures sources magyares, les rapports politiques de la Transylvanie avec l'Angleterre de 1526 à 1711. La brochure étant écrite en allemand et ayant paru dans la *Oesterreichisch-Ungarische Revue* (t. XXXII), il suffira de la signaler à ceux que cette question pourrait intéresser.

— Nous avons reçu les brochures suivantes : 1° Joseph ILLÉS, *l'Ordre de succession à l'époque des Arpad* (*A törvényes öröklés rendje az Arpádok Korában*). Budapest, Académie, 1904. In-8°, 110 p.), étude juridico-historique d'après les *Monumenta Hungariae* et les meilleurs ouvrages sur l'ancien droit public hongrois. — 2° Jean KARÁCSONYI, *l'Origine des Sicules* (*A székelyek eredete*). Budapest, Académie, 1905. In-8°, 74 p.). M. Karácsonyi, dont nous avons annoncé à plusieurs

reprises les travaux généalogiques, prouve que tout ce que les anciennes chroniques racontent sur les Huns et sur les Sicules est de pure fantaisie et n'a pris naissance qu'après 1268; que l'auteur de ces légendes est Kézai, chapelain du roi Ladislas IV (1272-1290), et que son récit sur l'origine hunnique des Sicules (Széklers) est faux. Les Sicules ne descendent ni des Huns, ni des Kabares, ni des Avars, mais bien des Magyars qui, sous les Arpad, puisqu'ils connaissaient particulièrement les routes des forêts, servaient d'éclaireurs; que cette tribu s'est établie, après l'invasion des Mongols, dans la partie de la Transylvanie qu'elle occupe encore aujourd'hui et y a obtenu certains privilèges.

I. KONT.

Pays-Bas. — Très peu de temps après l'apparition du tome VI de la *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk*, de M. P. J. BLOK, auquel la *Revue* consacra prochainement un compte-rendu détaillé, a paru la traduction allemande du tome II de cet excellent ouvrage, par M. O. G. HOUTROUW (Gotha, F.-A. Perthes, 1905). Elle a pour objet l'histoire du peuple néerlandais pendant le xiv^e siècle et l'époque bourguignonne (cf. *Rev. hist.*, t. LIX, p. 175). L'auteur s'est borné à enrichir son ouvrage, dont l'évolution originale date de 1893, de quelques renvois à des travaux récents; il n'en a point modifié le fonds. L'appendice consacré dans le texte hollandais aux sources de l'histoire des Pays-Bas de 1300 à 1559 a disparu dans la traduction.

— Le répertoire d'histoire néerlandaise de M. Louis D. PETTIT (*Repertorium der Verhandelingen en bijdragen betreffende de Geschiedenis des Vaderlands*), paru en 1863, accru de suppléments en 1872, 1884, 1893, n'avait pas été enrichi depuis cette dernière date. Dans une nouvelle édition (Leyde, E.-J. Brill, 1905, in-8°, xxix-283 p.), l'auteur comprend les ouvrages parus jusqu'en 1900. Le plan est à peu près celui du type classique de Dahmann-Waitz : 1^o Introduction; 2^o division en sept époques (jusqu'à 1900). Il n'y a malheureusement ni index alphabétique ni numérotage des articles. Mais ce qui est très précieux, quand il s'agit de lettres, menues pièces, etc., insérées dans de gros recueils, c'est que ces documents sont strictement classés par année, parfois même (exemple 1572) par mois. La bibliographie française est suffisamment abondante. Pour la période 1795-1900, l'auteur paraît avoir procédé de façon résolument critique. C'est un choix plutôt qu'un répertoire.

H. HR.

Danemark. — Sous le titre de *Acta pontificum danica* (1316-1536), M. L. MOLTESEN a entrepris de publier, en majeure partie d'après les diverses séries des archives du Vatican, tous les actes émanés des papes ou à eux adressés, intéressant l'histoire du Danemark, du début du xiv^e siècle à l'époque de la Réforme. Le premier volume, qui vient de paraître (Copenhague, G. Gad, 1904, in-8°, 383 p.), renferme le texte ou l'analyse de 759 documents se rapportant à la période avignonnaise (1316-1378). Ces documents se répartissent comme suit : pontificat de

Jean XXII, 252 pièces; Benoit XII, 36; Clément VI, 115; Innocent VI, 144; Urbain V, 129; Grégoire XI, 83. Les textes paraissent édités avec soin. Ils sont accompagnés des références bibliographiques nécessaires, et le volume se termine par une table alphabétique des noms de personne et des noms de lieu.

L.

Suède. — Le *Fonds historique de Charles X-Gustave*, dont dispose l'Université de Lund en vue d'encourager les recherches historiques, est administré par un conseil composé de représentants des trois pays scandinaves. Ce Conseil d'administration avait décidé d'utiliser une partie des revenus à l'organisation d'un premier Congrès historique pour les pays du Nord. La date du Congrès fut fixée du 2 au 4 juin et les invitations furent lancées, mais les Norvégiens, sous l'empire de leur pénible situation politique, s'abstinrent. Pour cette raison, un certain nombre d'historiens danois, trouvant le moment inopportun, renoncèrent aussi à donner leur adhésion. D'autres, pensant que, malgré la gravité des circonstances politiques, rien ne pouvait empêcher de se tenir un Congrès ayant un but purement scientifique, annoncèrent leur présence et contribuèrent de leur mieux à un bon résultat. Bien qu'ainsi l'adhésion à ce Congrès ait été incomplète, il ne comptait pas moins de cent soixante-trois membres suédois, neuf finnois et vingt-huit danois; il eut lieu sans aucune dissonance et réussit parfaitement.

Le programme fut peut-être trop riche, mais il fut entièrement rempli. Parmi les lectures, nous signalerons le discours du professeur d'Upsal, N. EÖÉN, sur la situation politique de la Suède en 1655; le sagace érudit montra que Charles X ne donna point pour but à sa politique d'accroître le pouvoir de la Suède, mais, trouvant la Suède entourée d'ennemis et menacée de tout côté, il résolut de prévenir ses adversaires en attaquant la Pologne. Un point spécial des guerres de ce roi fut mis en lumière par l'archiviste G. GROVE, de Copenhague, qui raconta en détail le combat dans le Sund en 1658 entre les flottes hollandaise et suédoise. M. Grove avait consulté des documents inédits aux archives de Hollande; il présenta en outre aux auditeurs des dessins du célèbre peintre de marine Will. de Velde, qui se trouvait notoirement à bord d'un vaisseau de la flotte.

L'histoire de Charles XII fut traitée dans un discours que le professeur A. STILLE, de Lund, prononça sur la situation politique du roi pendant son séjour en Turquie. A l'aide des dépêches des diplomates vénitiens et français à Constantinople, il put montrer combien la politique variable de la Sublime Porte et les intrigues du sérail expliquent et peuvent même justifier en partie le long séjour, apparemment si singulier, de Charles XII en Turquie. M. QUENNERSTEDT, ancien professeur à l'Université de Lund, qui possède une riche collection d'objets intéressants l'histoire de Charles XII et de ses *Carolins*, avait ouvert son musée aux membres du Congrès et en fut lui-même le savant démonstrateur.

Nous nommerons encore parmi les autres lectures celle du professeur

L. STAVENOW, de Gothenbourg, qui exposa le conflit entre le pouvoir royal et la bureaucratie à l'époque de Gustave III; le professeur M. SCHYBERGSON, de Helsingfors, montra le développement des études historiques à l'Université d'Åbo, et M. J. STRENGTH, de Copenhague, dans une lecture sur l'histoire des pêcheurs considérés comme classe de la société, montra que, sur les côtes des pays du Nord, une population vivant exclusivement de la pêche ne semble pas avoir existé avant le XVI^e siècle.

Les sujets de pédagogie et de science des archives ne furent pas oubliés dans les discussions du Congrès. Nous mentionnerons encore que M. le professeur S. CLASON, de Lund, et le bibliothécaire A. BJÖRNBO, de Copenhague, avaient proposé de discuter la question suivante : « Serait-il utile d'établir des catalogues méthodiques des manuscrits conservés dans les archives de l'étranger concernant l'histoire des pays scandinaves ? » Le Congrès fut unanime à encourager des démarches à cet égard.

En somme, on peut dire que le Congrès, par ses intéressants discours, par les idées qui furent exprimées dans les conférences et pendant les débats, ainsi que par l'arrangement de ses expositions, fut une belle inauguration des congrès historiques scandinaves. I. S.

Russie. — Le tome XIV du *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères*, publié, par ordre du ministère des Affaires étrangères, par M. F. DE MARTENS, contient les traités conclus avec la France de 1807 à 1820 (Saint-Petersbourg, Zinsserling).

Grande-Bretagne. — M. MONTAGU BARROWS est mort, le 10 juillet, à l'âge de quatre-vingt-six ans; il était né en 1819. Après avoir servi dans la marine anglaise, il fut nommé professeur d'histoire (« Chichele professor ») à Oxford (1862) et il occupa son poste pendant près de quarante ans; il eut pour successeur, en 1900, M. Oman. Il a publié peu de livres, et la plupart portent sur des sujets volontairement limités, mais qu'il aimait à rattacher à l'histoire générale : *Wiclif's place in history; Oxford during the Commonwealth; Cinque Ports*, etc. Il a exposé ses vues d'ensemble dans ses *Commentaries of the english history*, résumé élégant et clair, assez personnel pour ne pas ressembler à un simple précis. Il avait aussi pour l'érudition pure un goût dont il donna au moins deux preuves notables : d'abord en composant l'histoire de la famille des Brocas de Beaurepaire et de Roche-Court, où il fait preuve d'une connaissance étendue des archives et de la bibliographie des anciennes provinces anglaises de la Guyenne, puis en suggérant et en faisant adopter les mesures nécessaires à la continuation des *Rôles gascons* après la mort de Francisque-Michel. Il ne cessa de porter à ce travail le plus vif intérêt. Les érudits français qui s'occupèrent à leur tour de cette publication étaient certains de rencontrer chez lui le recueil le plus empressé et l'appui chaleureux de son initiative. Ils ne perdront pas le souvenir de cet homme qui conserva jusque dans l'âge le plus avancé la passion de la science patiente et désintéressée. B.

— Il y a, dans le Royaume-Uni, quatorze universités (huit en Angleterre, une en Galles, quatre en Écosse, une en Irlande), sans compter les collèges qui dépendent de ces universités ou qui les constituent. Pour l'Angleterre seule (y compris Galles), on compte pour l'exercice scolaire de 1905 environ 18,000 étudiants. Ces chiffres sont considérables. Jusqu'ici, les communications entre les universités ont été plutôt faibles; le mouvement qui pousse vers les hautes études n'est pas organisé. C'est pour remédier à ce défaut d'organisation qu'a été créée une revue mensuelle intitulée : *The University Review* (Londres, Sherratt et Hughes. Prix de chaque livraison : 6 d.). Dans le premier numéro (mai 1905) se trouvent une brève introduction sur le mouvement universitaire par M. James Bryce, une série de « questions à discuter » par Sir Oliver Lodge, quelques considérations sur la réforme des examens dans les universités par le prof. Arthur Schuster; enfin, une chronique universitaire qu'il importera de rendre de plus en plus précise et abondante.

— La Société qui s'est formée l'an dernier pour la publication des registres épiscopaux (*Canterbury and York Society*, ou *Societas Cantuariensis*) a publié son premier fascicule, contenant la première partie d'un des rôles de l'évêque de Lincoln, 1209-1235.

— Une société sociologique (*The Sociological Society*) s'est fondée en 1904, sous la présidence de M. James Bryce; elle se propose de faire paraître un et, si possible, deux volumes de mémoires par an (chez Macmillan); l'idée de publier aussi une revue trimestrielle a été abandonnée à cause des frais qu'elle eût entraînés. Dans le tome I, nous trouvons une note sur l'origine et l'emploi du mot sociologie, par M. Victor V. Branford; une étude du Dr E. Westermarck sur la situation de la femme dans les civilisations primitives; une autre de M. Harold H. Mann sur la vie dans un village agricole en Angleterre; une vue d'ensemble sur la sociologie et les sciences sociales par MM. Durkheim et Faconnet.

Canada. — Mlle Lucy Elizabeth Textor publie, dans la série des *University of Toronto Studies*, une intéressante monographie intitulée : *A Colony of Emigrants in Canada, 1798-1815* (Toronto, the University Library, 1905, in-8°). C'est l'histoire bien étudiée et bien exposée d'un petit groupe de royalistes français qui, de loin, suivent avec intérêt, avec passion, les événements de leur pays, rêvent d'y rentrer au plus tôt, combinent et complotent tous les plans possibles et savent parfois y intéresser le gouvernement britannique. Mais tous ces projets s'évanouissent et à la désillusion la misère souvent s'ajoute. Mlle Textor nous initie à la vie privée des émigrés en nous les montrant parfois réduits à tenir boutique. D'autres, il est vrai, demandèrent au gouvernement et obtinrent des concessions de terres. L. J.

Italie. — Roberto Cessi, *Un passo dubbio di Ennodio* (Padoue, Gallina, 1905, in-8°, 36 p.). — Où Théodoric a-t-il établi les Alamans

vaincus par Clovis? On a proposé les emplacements les plus divers : la Vindélicie, la Pannonie, le Norique. Du texte d'Ennodius (*Panegyricus*, 15), M. Cessi tire l'hypothèse, très vraisemblable et habilement soutenue, que le peuple nomade des Alamans a été d'abord établi dans une région inconnue de l'Italie cisalpine, aux mêmes conditions que les Goths, mais, qu'après 507, il a dû repasser les Alpes en traversant le Norique.

Ch. LÉCRIVAIN.

— Carlo PASCAL, *Dèi e Diavoli, saggi sul paganesimo morente* (Firenze, Le Monnier, 1904, 4 vol. in-16, 183 p.). — Dans ce petit volume, M. Carlo Pascal a réuni trois études indépendantes, de dimensions et d'importance très inégales, qui ont pour lien commun de toucher également à l'histoire de la fin du paganisme. Le titre du livre est celui de la première étude, qui est de beaucoup la plus considérable; l'auteur y montre comment les dieux païens sont devenus des démons, et il cherche la raison de cette métamorphose dans la conception du polythéisme antique comme dans les croyances des chrétiens. La seconde partie est intitulée : *l'Ultimo Canto romano e la fine del paganesimo*; c'est surtout un ingénieux commentaire du poème de Rutilius Namatianus, un des derniers païens convaincus, un des derniers, aussi, qui aient eu foi dans le destin de Rome. La troisième étude traite de la destruction des idoles.

A vrai dire, l'ouvrage ne renferme rien de bien nouveau; mais il est écrit de verve et se lit avec plaisir. C'est l'œuvre d'un lettré bien informé.

P. M.

— Nous avons reçu de M. G. BOURGON la rectification suivante :

« En publiant récemment dans la *Revue historique* (1904, t. LXXXV, p. 285-287) un document sur les prêtres émigrés dans les États pontificaux, j'ai commis une confusion entre deux membres d'une famille portant le même nom et le même prénom. M. le sénateur Greppi, ancien ambassadeur d'Italie, m'a prié de publier la rectification suivante; ce que je fais très volontiers.

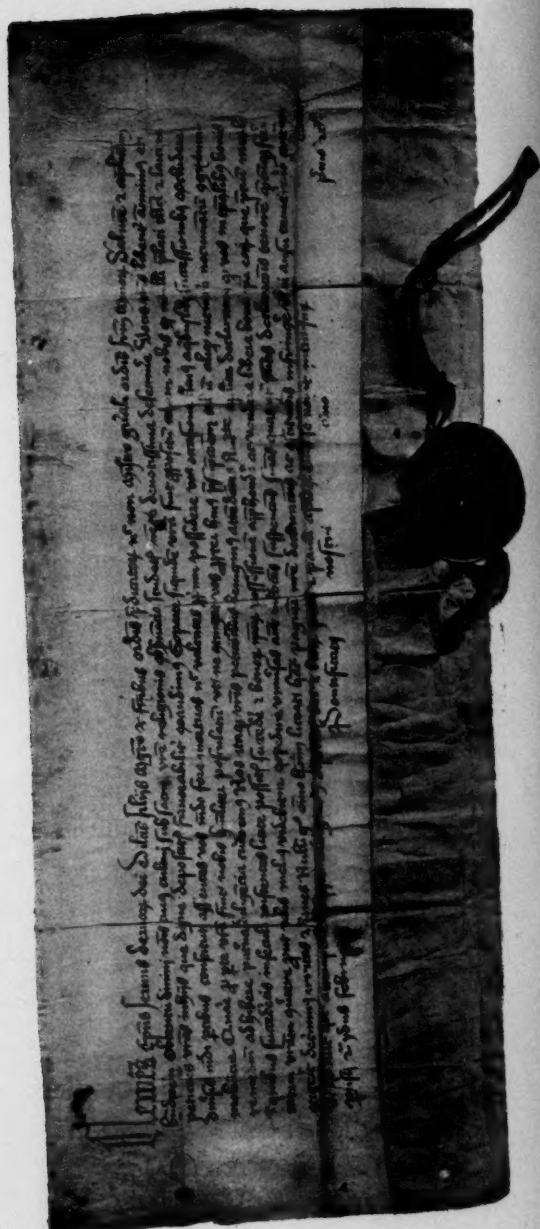
G. B. »

« Une branche de la famille Greppi s'est séparée, dans le courant du xvi^e siècle, de la branche principale en résidence à Milan pour aller s'établir dans la petite ville de Jesi, qui faisait partie, en ce temps-là, des États de l'Église. Les deux branches de la famille Greppi n'entretenaient entre elles que de bien rares rapports. L'Antoine Greppi, signataire de la lettre datée de Jesi 14 février 1793, ne doit pas être confondu avec le comte Antoine Greppi, père du Paul Greppi dont la correspondance a été récemment publiée. »

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

u
er
es
nt
de
ec
ce



Bulle apocryphe de Clément IV.

